

Nora SEMMOUD

Les stratégies d'appropriation de l'espace à Alger

Préface de Jean-Pierre FREY



Histoire et Perspectives Méditerranéennes

LES STRATÉGIES D'APPROPRIATION
DE L'ESPACE À ALGER

Collection Histoire et perspectives méditerranéennes
dirigée par Jean-Paul Chagnollaud

- Abderrahim Lamchichi, *L'islamisme en Algérie*.
Jacques Canteau, *Le feu et la pluie de l'Atlas, vie quotidienne d'une famille de colons français*.
Roland Mattera, *Retour en Tunisie après trente ans d'absence*.
Marc Baroli, *L'Algérie terre d'espérances, colons et immigrants (1830-1914)*.
Andrée Ghillet, *Dieu aime celui qui aime les dattes, dialogue judéo-islamo-chrétien*.
Jean-François Martin, *Histoire de la Tunisie contemporaine, de Ferry à Bourguiba (1881-1956)*.
Serge Paulthé, *Lettres aux parents, correspondance d'un appelé en Algérie*.
Nicolas Beranger, Introduction et notes de Paul Sebag, *La régence de Tunis à la fin du XVIIe siècle*.
Joseph Katz, *L'honneur d'un général, Oran 1962*.
Monique Gadant, *Parcours d'une intellectuelle en Algérie*.
Paul Sebag, *Tunis au XVIIe s. : une cité barbaresque au temps de la course*.
Antigone Mouchtouris, *La culture populaire en Grèce pendant les années 40-45*.
Abderrahim Lamchichi, *Islam et contestation au Maghreb*.
Yvelise Bernard, *L'Orient au XVIe siècle*.
Salem Chaker, *Berbères aujourd'hui*.
Dahbia Abrous, *L'honneur face au travail des femmes en Algérie*.
Daniel Jemma-Gouzon, *Villages de l'Aurès - archives de pierres*.
Vincent Lagardère, *Le vendredi de Zallâga, 23 octobre 1086*.
Fouad Benseddik, *Syndicalisme et politique au Maroc*.
Abellah Ben Mlih, *Structures politiques du Maroc colonial*.
Yvette Katan, *Oujda, une ville frontière du Maroc. Musulmans, Juifs et Chrétiens en milieu colonial*.
Alain Quelle Villegier, *La politique méditerranéenne de la France, un témoin Pierre Loti, 1870-1923*.
Mokhtar Lakehal, *Récits d'exil d'un écrivain*.
Maurice Faivre, *Un village de harkis*.
Gilles Delmote, *Ponts et frontières entre Espagne et Maghreb*.

Nora SEMMOUD



LES STRATÉGIES D'APPROPRIATION DE L'ESPACE À ALGER

Préface de

Jean-Pierre FREY

01 MARS 2005 سجل في:
122070 تحت رقم:

L'Harmattan
5-7, rue de l'École Polytechnique
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Inc.
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc)
CANADA H2Y 1K9

L'Harmattan Hongrie
Hargita u. 3
1026 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan Italia
Via Bava, 37
10214 Torino
ITALIE



© L'Harmattan, 2001
ISBN : 2-7475-0956-7

PREFACE

Jean-Pierre Frey

Architecte-sociologue

Professeur à l'Institut d'Urbanisme de Paris

Ce n'est pas sans quelque fierté que nous avons le plaisir de présenter au lecteur un ouvrage qui témoigne de la maturité avec laquelle la société algérienne et une nouvelle génération de chercheurs abordent les questions auxquelles elles sont confrontées. Panser les plaies de la guerre d'indépendance, hériter sans compétences particulières un territoire passablement désorganisé, faire face à une poussée démographique sans précédent, construire les rouages d'un état en quête de légitimation sur la scène internationale, gérer dans l'urgence les mécanismes et procédures pour produire ce bien essentiel qu'est le logement, tout en veillant à une équité promise par le régime dans un processus d'urbanisation qui dépasse un peu tout le monde, devaient façonner un paysage chaotique avec lequel architectes et urbanistes ont à composer.

Si les métamorphoses et mutations de l'espace ont donné lieu à une fuite en avant vers la modernité - dont l'histoire récente nous montre qu'elle n'est pas sans danger - elles ont aussi amené des reculs critiques permettant, avec plus de modestie, de quiétude, d'équité et de pertinence de vue, de dresser ça et là un état des lieux de la vie quotidienne, sans doute plus édifiant que quelques trop rares opérations exemplaires.

Architecte formée à l'Ecole Polytechnique d'architecture et d'Urbanisme d'Alger, puis urbaniste formée à l'Institut d'Urbanisme de Paris, Nora Semmoud témoigne à travers sa thèse et ses travaux de recherche non seulement des transformations de l'habitat, mais aussi et surtout d'un changement des mentalités. Il y a bien sûr celles dont il sera fait état dans cet ouvrage avec tact, finesse et toute l'attention faisant que la justesse des observations et des appréciations est une voie laborieusement ouverte vers une plus grande justice à l'endroit des habitants de toutes conditions sociales. Mais il y a surtout ce changement de mentalité des professionnels, des responsables - oserons-nous dire des fonctionnaires et des bureaucrates - investis des pouvoirs institutionnels et des moyens légitimes d'action.

La tentation est encore grande, pour qui s'insurge de l'arrogance des nantis et s'afflige du sort des plus démunis, est au-delà des compromissions que l'accès à une position somme toute assez privilégiée impose aux employés d'un Etat flambant neuf, de se sentir investi du rôle d'avant-garde éclairée. Le regard de l'architecte, sans doute plus que celui de l'urbaniste, risque de porter mal et trop loin, c'est-à-dire à côté des réalités sociales les plus profondes et les plus essentielles, à cause justement de sa volonté de bien faire, en craignant de n'en faire pas assez, en faisant souvent trop aussi, malheureusement. L'ambition d'une maîtrise globale de l'organisation des lieux devient rapidement totale avec le monopole des moyens d'action. Elle tourne insidieusement au totalitarisme pour peu que les habitants échouent à se faire entendre et à faire valoir leurs droits. Elle devait se heurter à ce débordement que furent, que sont encore et que seront toujours plus - mais au point d'accéder à une certaine normalité - les quartiers dits auto-construits, illégaux, illicites, populaires... Le désarroi sémantique dit ici toute l'ambiguïté du phénomène.

Le sentiment de honte face à cette réalité, le refus de considérer les choses à leur juste valeur, le discrédit jeté sur certaines formes d'organisation de la vie domestique et d'un espace urbain disloqué - souvent prélude à des mesures autoritaires visant à faible table rase des acquis objectivés et incorporés de la culture populaire - cèdent heureusement de plus en plus de la place à l'observation attentive.

Temporiser permet aussi de se retourner plus en douceur, de se faire une intégrité à travers une réorganisation du logement où s'opère justement une extraversion délicate vers un espace public en gestation. La propension des architectes à s'enquérir de la demande sociale des populations peut ressembler à une étude de marché qui leur échappe. Ce peut aussi vouloir, comme c'est le cas ici, mieux comprendre ce qui se joue dans la discrétion pour contribuer à une appréciation plus équitable et plus positive des choses.

D'un autre côté, mais les choses sont liées, on a vu apparaître au début des années 80 des groupes sociaux osant, à la faveur d'une libéralisation de l'économie foncière et immobilière, sortir de leur réserve et de leur discrétion - pour apparaître en somme ce qu'ils étaient ou ambitionnent de paraître - pour afficher dans d'arrogantes villas un statut récemment acquis de façon plus ou moins occulte. Disposant de plus de moyens que les autres, ils sortaient en somme de l'ombre sans dépendre du regard des autres en arborant une urbanité nouvelle. Les autorités, d'autant plus hésitantes sur la conduite à suivre qu'elles étaient impliquées au premier chef dans ces ostentations tapageuses, là aussi temporisèrent au point de laisser nombre chantiers en souffrance. Pour les architectes attentifs à l'apparition de ce nouveau type de constructions, il s'agissait en somme de passer de la réprobation morale - ou pour certains de l'ostentation sans vergogne - à la compréhension de ce qui se manifestait de nouveau dans l'image des divers groupes sociaux dans l'espace urbain. Plus modestement, les lotissements communaux indiquaient la voie d'une expression spécifique des classes moyennes dans leur façon d'habiter. Dans tous les cas, la société algérienne commençait à sortir résolument du cadre étriqué de la morphologie urbaine qui caractérise encore trop souvent les agglomérations du Maghreb. Dans les marges et les interstices des grandes zones constituées d'un côté par le tissu colonial et ses appendices de type casbah, de l'autre par les grands ensembles, par les bidonvilles ou les cités de recasement durcis ensuite, les lotissements résidentiels pavillonnaires enfin, apparaissent de nouvelles dispositions architecturales d'un habitat gagnant chaque jour en urbanité grâce au lent tissage des liens quotidiens auquel les divers groupes sociaux se consacrent dans un rapport de plus en plus affirmé avec l'espace public et l'ordre réticulaire des déplacements quotidiens.

La mosaïque que compose cette diversité des types d'édifices avait de quoi laisser perplexe les tenants d'un fonctionnalisme simplificateur ordonnant les affectations en fonction d'une supposée organisation rationnelle de la structure d'ensemble de l'espace urbain. S'il ne veut pas renoncer à l'attention qu'il porte aux édifices au profit d'une planification schématique, l'urbaniste est tenté de raisonner sur ces questions dans les termes de la problématique dite du rapport entre la typologie architecturale et la morphologie urbaine. Cependant, les articulations sont d'autant plus difficiles à saisir que la plupart des types d'édifices ne coïncident que partiellement avec les habitus des occupants, que le tissu s'effiloche à la périphérie et

surtout que les divers groupes en présence sont loin d'avoir accédé à une plénitude d'expression de ce qu'ils sont dans l'espace et la société urbaines. En somme, et sauf peut-être - comme toujours - pour ceux dont l'aisance offre une marge de manœuvre et d'expression confortable, les divers types d'édifices dont se compose le parc immobilier est une cote mal taillée. Pire, le tissu craque sous le poids démographique et paralyse largement les mobilités résidentielles susceptibles d'accompagner en douceur les métamorphoses de la morphologie sociale.

L'intérêt de l'approche adoptée par Nora Semmoud est d'avoir su résolument changé d'objet de recherche en passant de l'analyse de la typologie des édifices à une catégorisation des populations s'appuyant sur les modalités d'appropriation des logements dont ils disposent à des titres et dans des conditions très diverses. Cette façon de renouer avec l'usage suppose bien évidemment une acculturation aux approches offertes par les sciences humaines qui n'est jamais chose facile pour les aménageurs. Et leur fait paradoxalement courir le risque d'une marginalisation professionnelle au moment même où ils adoptent la seule posture intellectuelle acceptable en la matière, puisqu'ils s'attaquent au cœur même de la question de l'habitat urbain. On sait l'importance que ce concept d'appropriation occupe dans l'analyse de la correspondance entre les dispositions spatiales matérielles de l'habitat et les prédispositions pratiques et symbolique dont sont dotés les habitants pour organiser leur espace domestique. Les pratiques qui lui correspondent ouvrent en effet la voie à des adaptations, qui préfigurent souvent des solutions appelées à se généraliser. Elles contribuent à nous édifier sur les décalages entre une conception initiale exogène des lieux et une familiarisation qui ne peut se jouer dans l'usage que sur le long terme. Elles donnent corps aux contrariétés dans l'habiter et aux contradictions du processus de production lui-même. Bref, elles sont l'indicateur privilégié des multiples façons qu'ont les habitants de composer avec les adversités domestiques de leur aventure urbaine.

Mais l'approche proposée doit surtout sa fécondité à l'image renouvelée de la société algérienne globale qu'offre cette lecture des transformations de la morphologie sociale telle qu'elle s'exprime dans l'habitat. Où en est la société algérienne du point de vue des positions sociales atteintes ou briguées ? Comment saisir le déchirant combat des identités brimées par la pénurie ou la prévarication des moyens ? Comment résistent les habitants à la profanation d'un espace domestique entamé de toutes part par la promiscuité inter-générationnelle ? Comment gérer une promotion sociale par le biais d'activités qui ne sont informelles qu'en vertu de l'incapacité de les faire valoir au grand jour dans des activités commerciales et artisanales - voire industrielles en tout cas industrielles - patentées en dehors du logement ? Lorsque le seul espace de liberté dont on peut disposer reste l'espace exigu d'un territoire domestique encore féminin. Lorsque l'Etat bloque toute initiative par peur que sa bureaucratie ne perde ses prérogatives. Lorsque les jeunes sont condamnés à se cacher pour vivre une sexualité épanouie ou se retrouvent cantonnés à tenir les murs d'un décor urbain à la fois attractif et répulsif qui censure les expressions de la société civile, comment mieux comprendre les enjeux d'une société en voie d'urbanisation que comme nous y invite l'auteur ?

INTRODUCTION GENERALE

L'acte de projection d'un espace, quels qu'en soient ses représentations ou ses intérêts, ne peut prétendre réduire les décalages entre sa vision prospective et la réalité objective, que s'il tente de saisir et d'intégrer les mécanismes sociaux qui régissent le fonctionnement de ce lieu. Ces mécanismes moteurs peuvent être saisis dans la confrontation entre les pratiques urbaines ou d'habiter qui sont le fait des habitants et les pratiques urbanistiques liées à l'espace de représentation de la technostruture. Les pratiques étant entendues comme,

"[...] l'ensemble des actions des hommes dans l'espace, consistant simultanément à lui donner des configurations spatiales matérielles et des significations." (Henri LEFEBVRE, Gallimard, 1970, p. 203)

C'est dans la perspective de contribuer à mettre à nu ces mécanismes que se place cette recherche dont les soubassements théoriques s'inscrivent dans un champ thématique plus large, qui considère l'articulation entre espace et société. Françoise BOUCHANINE (Rabat, 1991, pp. 1-3) dans son travail sur les pratiques de l'habiter au Maroc passe en revue les courants théoriques au centre de cette articulation et présente pour certains d'entre eux les paradoxes. Ainsi, elle évoque la théorie écologique des culturalistes de l'école de Chicago¹ et montre qu'en mettant l'accent sur l'impact des formes sur les comportements ce courant rejoint les tenants du déterminisme de la forme. Françoise BOUCHANINE présente également l'approche anthropologique qui, à travers les travaux représentatifs de Raymond LEDRUT, rend compte de la complexité du rapport espace et société.

¹ R. Park et W. Burgess, *The City*, University of Chicago press, Chicago, 1925. L. Wirth, *The Urban Society and Civilization*, American journal of sociology, tome XLV, 1940.

" C'est une abstraction que l'on pose le social au-delà du spatial. En fait et concrètement, tels qu'ils apparaissent, les groupes sociaux ont toujours une forme spatio-temporelle. Il n'y a pas de projection spatiale des rapports sociaux, il y a une existence toute naturelle des rapports qui ne peut se manifester que dans l'espace et dans le temps." (1980, p.6)

La psychologie de l'environnement, ainsi que les courants marqués par la sémiologie et par la phénoménologie, enrichissent ce rapport lorsqu'ils mettent en évidence l'importance du vécu socioculturel ou individuel dans la recherche d'équilibre entre habitants et formes spatiales. Ceci malgré les divergences qui peuvent apparaître entre sociologues et anthropologues d'un côté, et psychologues, phénoménologues et sémiologues de l'autre, sur le contenu à donner à la notion d'expérience sociale.

La théorie marxiste, quant à elle, en insistant avant tout sur la production de l'espace et la détermination économique dans ce processus, forme de ce fait un écran aux aspects sociaux. Toutefois, il importe de souligner l'apport considérable d'une école marxisante représentée par Henri LEFEBVRE qui, à notre sens, a rendu compte de la complexité du concept d'espace entendu dans sa dimension pratico-symbolique. L'auteur introduit en particulier une distinction importante entre ce qui se passe **dans** l'espace, qui relève du vécu et du perçu par les habitants, et ce qui est fait **de** l'espace par les professionnels de l'aménagement (Gallimard, pp. 46-57).

La relecture de ces diverses approches du concept d'espace, à travers les spécificités de notre terrain d'étude, nous conduisent à fonder nos hypothèses sur trois axes. Il y a d'abord le fait qu'une société secrète son espace dans une relation dialectique, puisque à toute organisation sociale correspondent des caractéristiques spatiales d'implantation des activités. Par conséquent la société, organisée de façon hiérarchisée, implique que les groupes sociaux dominants imposent leur espace spécifique à toute la société. Par ailleurs, l'espace matériel, dans lequel l'espace pratico-symbolique se déploie, doit composer avec ce qui est hérité des sociétés antérieures.

Ensuite, au sein des rapports que les divers groupes sociaux entretiennent avec l'espace physique, il y a l'espace des représentations mentales qui véhicule une série de symboles et d'images. L'appropriation de l'espace se fait alors au travers de l'imagination et de l'utilisation symbolique des objets de l'espace physique. Ces représentations de l'espace et les pratiques qu'elles supposent créent un système de signes et de symboles, auquel il faut nécessairement

accéder pour saisir le sens des configurations matérielles produites par les actions quotidiennes des groupes sociaux. Ces images et ces symboles constituent vraisemblablement les représentations les plus riches que peut avoir une société de son espace.

Enfin, à cette dernière acception, on peut opposer l'espace de représentation porté par les professionnels de l'aménagement de l'espace, dont la caractéristique est de manipuler l'espace. Ici, l'espace de représentation est une conceptualisation spécifique de l'instrumentation de l'organisation spatiale, à travers les outils comme l'iconographie ou les normes, pour produire un espace qui sera plutôt conforme aux intérêts de la classe dominante. A ce propos, Marx montrait déjà, l'articulation entre maîtrise de l'espace et du temps et le développement du capital.

L'objet de ce travail est d'identifier les structures de correspondance entre l'espace social et son support spatial, en l'occurrence l'habitat que nous considérons au cœur de cette relation. Ces structures renvoient à des mécanismes dynamiques dans la recherche d'équilibre et d'ajustement entre les représentations de l'espace et les formes d'appropriation que les habitants mettent en œuvre.

Rendre compte de ces mécanismes en jeu autour de la question de l'espace, revient à souligner, d'un côté, la violence symbolique (pierre BOURDIEU, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Paris 1986, pp. 40-44) reflétée par l'urbanistique de la technostructure et ses mandants, et de l'autre, les pratiques urbaines de la population. La résultante de cette dynamique se retrouve dans les processus d'actualisation de l'habitus des agents sociaux qui tiennent compte du contexte spécifique où s'effectuent ces processus et des tendances de l'urbanistique.

Cette recherche se propose de tester la validité de ces assertions à travers les spécificités algériennes. Elle porte particulièrement sur les enjeux des pratiques autour de l'habitat à Alger, en tant qu'une des composantes les plus motrices de la dynamique urbaine. L'objet de ce travail et les hypothèses se situent à trois niveaux :

- Le premier niveau s'intéresse aux différentes stratégies cristallisées et mises en jeu autour d'une forme d'habitat, désignée par le terme "illicite", et leurs rapports dialectiques. Les stratégies des groupes sociaux dans leur occupation et appropriation des lieux, d'une part, et celles du politique dans ses tentatives de maîtrise des

transformations de la morphologie sociale, au profit des intérêts qu'il représente, d'autre part.

- Le deuxième niveau étudie les conditions d'appropriation des habitants, en relation avec les dispositions spatiales de leur habitat. Nous opérons ainsi, le passage de la typologie architecturale à une taxinomie des modes d'habiter à Alger.
- Le troisième niveau considère que des mutations socioculturelles sont en cours dans la société algérienne et qu'elles peuvent être saisies dans les processus complexes des pratiques d'habiter de la population.

Stratégies et contre stratégies autour d'une forme d'habitat

Ces stratégies seront examinées à travers les formes d'appropriation et d'occupation des lieux qui ont été l'objet d'actions de la part de l'Etat et dénommées par lui : Habitat illicite. Par ailleurs, les quartiers issus de ce mouvement spectaculaire d'occupation du sol sont un lieu privilégié pour comprendre les phénomènes d'appropriation, car, à priori, ils échappent dans une certaine mesure aux contraintes imposées par les techno-bureaucrates.

A travers cette forme non-réglémentée d'occupation du sol, nous analyserons la dynamique des groupes sociaux autour de l'enjeu spatial, en essayant de donner des éléments de réponse aux questions suivantes : Quels sont les facteurs ou précisément la politique urbaine et les pratiques urbanistiques, qui ont généré cette forme d'habitat ? De quels groupes sociaux est-elle le fait ? Quelles sont les stratégies révélées par cette forme d'occupation du sol au niveau du politique d'un côté, et des groupes sociaux, de l'autre ? Et quelle est l'évolution de ces stratégies à l'issue de cette confrontation ?

L'habitat illicite, devenu spectaculaire durant les années 70, représente la conjonction des pratiques de catégories diverses, celles des propriétaires fonciers pour échapper aux expropriations et nationalisations engagées au titre de la politique foncière de l'époque, celles des groupes sociaux à faibles revenus pour qui c'est la seule façon de se loger, et enfin, celles des couches sociales qui aspirent à un type d'habitat conforme à leur niveau économique.

L'habitat illicite n'est rien d'autre que l'expression spatiale des contre-stratégies déployées par les groupes sociaux pour lever les obstacles et

les contraintes dressées par les pouvoirs publics dans leurs tentatives de contrôler l'organisation sociale. Les pratiques de résistance des groupes sociaux à la politique urbaine des années 70 ont participé à faire émerger une stratégie chez le politique qui initie en 1985 une vaste opération de régularisation de l'habitat illicite. Cette opération révéla le caractère ségrégatif de la politique urbaine des années 80 et les formes de riposte des victimes de l'exclusion.

De la typologie architecturale à la typologie des appropriations

Le passage d'une typologie architecturale à une taxinomie des modes d'habiter, hypothèse centrale de cette recherche, se veut être une mise à distance des approches strictement architecturales qui se limitent habituellement à une classification des édifices selon leurs propriétés spatiales. La typologie que nous cherchons à construire est celle qui établit la structure de correspondance entre les dispositions spatiales d'un édifice et les conditions d'appropriation de ses occupants.

Cependant aujourd'hui, les cartes apparaissent brouillées sous l'effet conjugué de deux facteurs. Le premier est que la population algéroise s'est appropriée à l'indépendance un parc immobilier qui ne lui était pas destiné. Le deuxième est que le produit logement du mouvement moderne et ses récents avatars ne restitue plus les correspondances qui intéressent notre problématique. Dans cette optique, des populations différentes, habitant un même type de bâti, se distinguent par leurs modalités d'appropriation de l'espace. Inversement des conditions d'appropriation similaires peuvent prendre effet dans des types de bâtis différents.

Par conséquent, afin d'identifier les types d'habitat, entendus comme structure de correspondance entre spécificités des habitants et organisation architecturée des lieux, nous avons déplacé nos investigations sur le terrain passionnant des phénomènes d'appropriation, autrement dit, des processus d'actualisation de l'*habitus* (Pierre BOURDIEU, éd. Droz, Paris 1972), qui transforment, adaptent, retournent ou annulent un habitat. A cet endroit, une autre forme de violence symbolique, plus sournoise se profile à travers les types d'habitat et la correspondance qu'ils signifient entre propriétés spatiales normées et pratiques d'appropriation de catégories sociales normées des technocrates. Cette codification, intériorisée par tout le corps social, a imprégné la réappropriation de l'habitat à l'indépendance. La réappropriation de la ville s'est faite selon un système de reconnaissance sociale, dont le type a été le médiateur.

Le processus de réappropriation ou de mise en conformité des lieux avec l'habitus, représente également des stratégies pour dépasser les obstacles dressés par la violence symbolique. Chez Pierre BOURDIEU, le concept d'actualisation des habitus désigne cette confrontation entre habitus et violence symbolique. En fait, les habitants mettent en œuvre leur habitus en composant avec le contexte spécifique dans lequel ils le font. Etant entendu que les modèles à la base de cette actualisation quelle que soit leur inertie, subissent des mutations qui apparaissent à l'occasion du décodage des significations des modalités d'usage.

Les questions qui ont guidé nos investigations sont les suivantes : Quelles sont les divergences ou les convergences entre les conditions d'appropriation des édifices conçus par les habitants et celles de l'habitat édifié par d'anciens résidents ou par l'appareil technobureaucratique ? Que restituent les correspondances entre pratiques d'appropriation et typologie architecturale des édifices ? Quelles sont les spécificités sociales des habitants ?

La définition des conditions d'appropriation les plus caractéristiques se base préalablement sur une typologie architecturale des édifices, constituée à partir de ce que Jean-Pierre FREY nomme le sens commun (Harmattan, Paris, 1991, p. 52). Il s'agit d'une typologie architecturale communément admise par le corps social qui coïncide avec une certaine structure de distribution des groupes sociaux dans la ville. L'examen des phénomènes d'appropriation s'appuie sur cette typologie des édifices, définie par le sens commun et dont la consistance sociale répond à notre problématique. Dans ce volet du travail, les pratiques d'appropriation les plus caractéristiques seront celles à la base des processus d'apparition de nouveaux modèles d'habiter ou de disparition d'anciens types d'habitat aujourd'hui inaptes à refléter les spécificités de leurs habitants.

Aborder les phénomènes d'appropriation de l'habitat à Alger suppose inévitablement la prise en compte de la situation de pénurie de logement et ses incidences sur les pratiques des habitants. Car, dans ce cas, les significations des phénomènes d'appropriation s'expriment non seulement dans le modèle culturel de l'habitant et dans les moyens qu'il met en œuvre, mais aussi dans les formes de gestion de la pénurie d'espace.

Les considérations précédentes nous ont amené à structurer l'analyse selon deux volets : La relation entre le mode de conception/production

d'un édifice et les caractéristiques économiques et sociales de l'habitant/maître d'œuvre, place la première partie de l'analyse sur le terrain du type d'habitat. Dans le deuxième cas de figure, il s'agit de la réappropriation d'un parc de logements existant où la correspondance entre les phénomènes d'appropriation et les caractéristiques spatiales de l'habitat met au contraire en évidence la différence entre conception et usage, quand ce dernier arrive à s'exprimer.

Dans ce dernier cas, l'identité des groupes sociaux est contrariée par les difficultés à signifier leur spécificité à travers des types d'édifices. Les pratiques d'appropriation rendent compte alors des stratégies de la population et des activités multiples qu'elle initie afin d'adapter le logement à ses spécificités, de compléter le produit pour en faire son habitat, de rétablir les articulations entre l'espace domestique et l'espace urbain et de se localiser dans la ville. C'est au cours de ces processus de production ou d'adaptation de l'habitat qu'apparaissent les spécificités des groupes sociaux, le mode de gestion de leur mutation sociale et leur degré d'intégration à l'urbain.

Si l'espace permet la lecture de la spécification des groupes sociaux et la représentation qu'ils se font les uns des autres, à travers leur habitat², il renvoie aussi à leur urbanité. Ainsi, une sorte de tri s'opère entre eux, selon les différences de maîtrise de l'espace urbain (Jean-Pierre FREY, Mardaga, 1986, p. 10), l'ancienneté d'implantation dans l'urbain et le degré d'insertion dans la condition salariale urbaine, autrement dit selon les différences d'urbanité.

² La communication des agents sociaux à travers leur habitat est illustrée de façon vivante dans ces propos de Marx Karl, in *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions sociales, Paris, 1977.

" Une maison peut-être grande ou petite, tant que les maisons environnantes sont petites elles aussi, elle satisfait à tout ce qu'on exige socialement d'une maison. Mais s'il s'élève à côté de la petite maison un palais, voilà que la petite maison se ravale au rang de chaumière. La petite maison est alors la preuve que son propriétaire ne peut-être exigeant ou qu'il ne peut avoir que des exigences modestes. Et au cours de la civilisation elle peut s'agrandir tant qu'elle veut, si le palais voisin grandit aussi vite ou même dans de plus grandes proportions, celui qui habite dans la maison relativement petite se sentira de plus en plus mal à l'aise, mécontent, à l'étroit entre ses quatre murs."

Modes d'habiter et modèles socioculturels.

La conjoncture politique algérienne des années 90 ainsi que notre itinéraire personnel ont été à la base de ce troisième niveau d'hypothèse. Il consiste à considérer que des mutations socioculturelles importantes sont en cours dans la société algérienne et qu'elles peuvent être identifiées par le biais de l'habitat, entendu comme

" [la] projection symbolique des structures les plus fondamentales de la culture " (Pierre BOURDIEU, éd. de Minuit, Paris, 1960, p. 26)

Il est vrai que nos investigations portent uniquement sur Alger, cependant, sans généraliser à tout prix, la capitale, en tant que centre diffuseur de modèles, peut être, dans une certaine mesure, révélatrice des transformations socioculturelles qui toucheront, à plus ou moins brève échéance, le pays dans son ensemble.

A partir de l'examen de ces types d'habitat émergents, nous nous proposons d'esquisser les réponses aux questions suivantes : Quels sont les nouveaux modèles de socialisation reflétés par ces types d'habitat ? Comment ces transformations affectent-elles la famille et les relations en son sein ? Comment affectent-elles l'individu et son rapport à la société ? Quels sont les groupes sociaux moteurs de ces mutations ? Quel est l'enjeu de ces transformations ?

Les tendances des mutations socioculturelles qui touchent le corps social algérien sont saisies précisément dans les processus complexes des pratiques d'appropriation et des modèles de socialisation urbaine auxquels ils renvoient. La notion de socialisation urbaine désigne le rapport de l'acteur urbain à la ville, à la culture urbaine, soit un rapport de réinterprétation et aussi d'engendrement (pratiques urbaines, appropriation, investissement de réseau, apprentissages). D'où une diversité des actes et des modalités de la socialisation urbaine à la base de la réinterprétation des données urbaines d'appropriation des lieux et des objets, d'apprentissages des conventions et des êtres.

" L'objet de la socialisation urbaine désigne le mode d'apprentissage de la ville dans une société en mutation sur un double mouvement : Comment la ville forme l'acteur et le fait accéder au stade de la citoyenneté urbaine ? Comment l'acteur forme la ville, par ses actions et ses réinterprétations ? " (Gilles VERPRAET, Paris, 1994, p. 239)

Au cœur de la socialisation urbaine se place la famille dont les mutations sont les plus significatives des nouveaux modèles socioculturels. Les relations entre ses différents membres connaissent d'importants changements et se placent ainsi dans une trajectoire qui

qualifiées par lui, d'habitat illicite. Le deuxième chapitre, qui présente l'étude de la morphologie sociale d'Alger et sa superposition à la structure spatiale, a permis de construire l'objet de la recherche. C'est au sein du troisième chapitre que nous exposons les plus importants résultats de ce travail. Ce chapitre restitue les correspondances entre typologie architecturale et modalités d'appropriation et aboutit ainsi aux types d'habitat émergents et aux modèles socioculturels qui les sous-tendent. Enfin, le quatrième chapitre présente nos études de cas, ainsi que l'analyse combinatoire entre la typologie architecturale d'Alger et les pratiques d'appropriation de la population et enfin, formalise l'essai de taxinomie en question.

I. PRODUCTION DE L'ESPACE ET CONTEXTE DE CRISE

s'écarte du modèle traditionnel. Dans cette logique, les rapports parents-enfants se transforment et coïncident avec le processus d'émergence du couple, en tant qu'entité autonome. Cette dynamique libère l'individu de ses liens avec la communauté et son émergence induit du même coup une relation nouvelle au corps social. Par ailleurs, nous considérons que les couches moyennes, parce qu'elles ont été particulièrement privilégiées par la politique urbaine, ont acquis aujourd'hui un poids numérique et économique qui leur confère un rôle important dans la diffusion des modèles socioculturels.

La conjoncture politique des années 90 en Algérie et l'enjeu de société qu'elle suppose nous amènent inéluctablement à examiner les mutations par rapport à la question de la modernité. A cet égard, nous considérons les transformations socioculturelles en cours comme vraisemblablement l'expression d'une marche inexorable de la société vers la modernité, quels qu'en soient les détours politiques dramatiques. Par ailleurs, la situation politique algérienne actuelle n'est pas sans effet sur notre travail. En premier lieu, le discours sur la politique urbaine doit être nuancé, car l'instabilité qui caractérise les institutions de l'Etat se répercute inévitablement sur les orientations en matière de gestion de l'espace, lesquelles évoluent d'une chose à son contraire au gré des rapports de force. En second lieu, les conditions de nos investigations sur le terrain ont été considérablement altérées par cette situation d'instabilité politique, vécue de façon particulière à Alger. Notre travail de terrain s'est heurté à des attitudes de replis sur soi, de désintérêt, de méfiance, et parfois d'agressivité de la part de personnes proches de la mouvance intégriste.

La situation algérienne de ces dernières années, en particulier l'évolution du rapport des forces en défaveur des intégristes et de leur projet de mise en œuvre d'un Etat théocratique ne nous a pas surpris. Cette recherche sur les pratiques d'habiter de catégories sociales diverses et les modèles sociaux culturels qui les sous tendent a incontestablement mis en évidence une forte aspiration à la modernité. A travers la condamnation quasi unanime de leur barbarie par la population il y a aussi le rejet de la société rétrograde qui se profilait dans leurs actes.

Le document est structuré en quatre chapitres : Le premier illustre les mécanismes d'interaction entre les pratiques urbanistiques et les pratiques urbaines à travers des formes d'appropriation et d'occupation des lieux qui sont l'objet de stratégies et d'action de la part de l'Etat et

A. ELÉMENTS D'APPRÉCIATION DU CONTEXTE ALGÉRIEN.

Les investigations sur les pratiques urbaines ont pris de l'ampleur et ont fini par s'imposer au chercheur du fait des décalages et des distorsions de plus en plus flagrantes entre la vision prospective d'une politique urbaine et la morphologie ou les formes urbaines produites. Ainsi l'analyse des pratiques urbaines des groupes sociaux est devenue un élément essentiel dans la compréhension des faits urbains.

Cependant, les tenants de la politique urbaine pensent généralement que la prise en compte des pratiques urbaines ne peut présenter un quelconque intérêt, c'est pour eux un champ aveugle (Henri LEFEBVRE, Paris, 1970, p. 68). Pour cette raison, ils n'ont pas toujours réellement conscience de ce qu'ils contribuent à mettre en œuvre et ils substituent, en toute bonne conscience, à la praxis leurs représentations de l'espace, de la vie sociale, des groupes et leurs rapports. Du reste, cette représentation détruit en les réduisant les espaces différentiels de l'urbain et de "l'habiter".

Il nous paraît indispensable de distinguer, d'une part, les pratiques du politique à travers la technostructure et d'autre part, les actions dans l'espace des groupes sociaux. Du reste, les pratiques du pouvoir expriment des intérêts contradictoires et ne tendent à mettre en œuvre que les projets des groupes sociaux dominants. L'espace devient le champ des affrontements entre les techno-bureaucrates bardés de plans, projets, procédures et autres formes de violence symbolique et les habitants, dès lors qu'ils réagissent par diverses modalités d'appropriation de l'espace. C'est de cet affrontement que naît la ville réelle, que se dessinent son tissu urbain et son cadre bâti. Cette rencontre de forces antagoniques se réalise par une réappropriation du projet étatique par les usagers, aboutissant à une adhésion ou un rejet.

intérêts représentés par l'Etat dans la période de turbulences actuelles et par conséquent d'identifier sa nature, pour saisir un certain nombre de mécanismes qui ont joué dans l'évolution de la politique urbaine, il est indispensable de donner les tendances générales caractérisant les transformations qu'a connu le contexte politique. Actuellement les thèses en présence sur cette question convergent vers la même conclusion : l'absence dramatique d'un Etat moderne. A ce propos, Mohamed BOUKHOBZA³ affirmait à l'occasion des dernières élections,

" On s'est rendu compte que l'Etat algérien, dans sa forme et sa consistance civile, était une coquille vide [...] Un Etat inefficace défié et régulièrement remis en cause dans des domaines multiples : Le commerce, l'école, l'université, la mairie, la mosquée, la rue... Et au sein même de l'administration centrale."

La déliquescence de l'Etat et de ses institutions est attribuée en partie à la politique des années 80, qui a préparé le lit de l'intégrisme, lequel a commencé très tôt à gangrener le tissu social et les institutions de l'Etat, notamment le secteur éducatif. Mais la question au cœur du marasme actuel serait celle du choix de société : républicaine ou totalitaire ? Cette question éminemment politique, qui a toujours été présente dans l'histoire algérienne et dont la nature antagonique s'est de tout temps manifestée à travers le fonctionnement des institutions et dans tous les aspects de la vie quotidienne, a atteint aujourd'hui son apogée.

Bien avant le premier tour des élections législatives, un courant politique⁴ qui dénonçait la mascarade électorale, posait déjà clairement les termes de la contradiction que traversait la société. Dans une interview à laquelle nous renvoyons à cause de notre proximité avec l'analyse développée, Hadj BAKHTAOUI, initiateur de ce courant politique, place la crise algérienne actuelle au cœur de l'édification

³ BOUKHOBZA Mohamed, interview dans le quotidien El Watan du 6 et 7 mars 1992. Cet imminent socio-économiste algérien a été sauvagement assassiné par les intégristes en juin 1993, quelques semaines après avoir succédé à LIABES Djillali (assassiné en mars 1993) à la présidence de la commission nationale des experts chargés d'élaborer les perspectives de l'Algérie jusqu'à l'an 2015 et à la direction de l'Institut National des Stratégies Globales.

⁴ Le Front de l'Algérie Moderne (FAM) est un mouvement d'opinion pour une république moderne et démocratique, créé en janvier 1993, à l'initiative d'un groupe qui a rompu avec le PAGS (parti communiste algérien).

Entre ces deux attitudes, une multitude de pratiques de détournements des modèles urbains imposés peuvent être développées.

Si les pratiques urbanistiques des techno-bureaucrates dissimulent les stratégies des groupes sociaux dominants, les détournements de plans urbains, retournements de modèles architecturaux, contournement de la réglementation révèlent les stratégies de résistances et dénotent des projets alternatifs sur l'espace et par l'espace. Les stratégies de résistance des habitants à la violence symbolique correspondent au **contre-espace** ou au **contre-projet** défini par Henri LEFEBVRE (éd. Anthropos, 1974, p. 440). Se manifestant à travers les pratiques d'appropriation de l'espace, les luttes et les mouvements sociaux urbains, ces stratégies induisent, selon le cas, des réajustements, des concessions et parfois des bouleversements dans la politique urbaine.

En fait, c'est seulement au moment privilégié où la politique urbaine, confrontée aux pratiques concrètes des différents acteurs, subit **l'épreuve de l'espace** (Henri LEFEBVRE, éd. Anthropos, Paris 1974), que l'on peut accéder à son véritable sens. Dans un jeu complexe sur elles-mêmes, les pratiques du politique et des groupes sociaux s'affrontent dans l'espace. Elles subissent alors **l'épreuve de l'espace** et c'est là que leurs différences s'affirment. L'espace devient alors médiateur et instrument. Henri LEFEBVRE illustre remarquablement le poids de cette épreuve de l'espace, en affirmant,

" [...] un groupe, une classe ou fraction de classe, ne se constituent et ne se reconnaissent comme "sujets", qu'en engendrant (produisant) un espace. Les idées, représentations, valeurs, qui ne parviennent pas à s'inscrire dans l'espace en engendrant une morphologie appropriée, se dessèchent en signes, se résolvent en récits abstraits, se changent en fantasmes. " (éd. Anthropos, 1974, p. 478)

Au cours de ce mouvement dialectique qui n'est autre que la confrontation autour de l'enjeu de l'espace des pratiques urbaines et d'usage aux pratiques urbanistiques, il y a inscription, à travers une morphologie spatiale, d'une résultante de forces en continuelle mouvance. L'Etat régule les conflits par des compromis à leur mesure, mais en étant toujours subordonné aux intérêts des groupes dominants. Parce qu'il contient les termes de ce débat, le phénomène de construction spectaculaire d'habitat illicite que connaissent les villes algériennes, nous paraît être l'illustration la plus pertinente de ces processus complexes de production de l'espace dans un contexte en crise. Même s'il est difficile de caractériser de façon tranchée les

d'un Etat Nation. Selon lui, le Mouvement National a posé en termes si forts et si pressants la question d'un Etat-Nation algérien que dès l'indépendance, cette édification a été abordée, simultanément, par tous les côtés et à un train d'enfer. Forcément, toutes sortes de contradictions se sont bousculées en nombre et ont fini par se nouer sous forme d'une contradiction unique, autrement dit d'une crise de société.

" Le premier terme - ou [...] le premier pôle - de cette grande et unique contradiction est le projet national annoncé dès les années 20 [...] et poursuivi par toutes les luttes des partis nationalistes jusqu'à ce que le 1er Novembre rompe avec le réformisme et le pose enfin sous sa forme pratique et révolutionnaire. L'autre terme de cette grande contradiction, c'est le projet antinational porté par le FIS et les autres partis intégristes. Mais à ce deuxième terme, il manquait l'essentiel : les moyens de son organisation et de sa haute unité, autrement dit sa reconnaissance politique. Dans les conditions de paix, jamais un projet national n'a fourni à un projet antinational la légitimation et les moyens de le détruire. Pourtant ce criminel exploit a été réalisé en Algérie grâce à l'article 40 de la Constitution et sous le déguisement du multipartisme. " (in *El Waqt*, hebdomadaire algérois, n°17, 23 oct. 1994)

A cette dimension éminemment politique, se superposent les nombreuses tourmentes sociales et culturelles que provoque le passage d'une économie fortement administrée au libre marché. En prise avec les programmes d'ajustement structurel dont les modalités de mise en œuvre restent dépendantes de la situation politique, les décideurs préfèrent avancer sans trop de vague, particulièrement dans le monde du travail où le droit au travail a toujours primé sur le concept de rentabilité. La renégociation de la dette extérieure, conclue par un accord de rééchelonnement avec le FMI, laisse une certaine marge de manœuvre aux décideurs, mais l'acuité des problèmes posés reste la même, notamment l'augmentation exponentielle de la demande sociale, comme le montrent certains indicateurs. Le chômage est actuellement de 20% et le taux d'inflation est évalué à 33,72% en 1992⁵. L'accroissement démographique de l'Algérie, avec un taux de natalité de 42 naissances pour 1000 habitants, est l'un des plus élevés des pays du tiers-monde⁶. La population, évaluée à 25,1 millions

⁵ Chiffres extraits d'un dossier sur l'habitat paru dans le quotidien *El Moudjahid* du 29 décembre 1993.

⁶ Jacques FONTAINE dans son ouvrage, *L'Algérie volontarisme étatique et aménagement du territoire*, souligne que le taux de natalité, actuellement de 42 naissances pour 1000 habitants, est un taux élevé

Dans notre travail, abordons le champ politique par le biais des mécanismes à la base de l'habitat illicite, manifestation par excellence des stratégies de riposte de la population et du même coup des leviers de changement de la politique urbaine.

d'habitants en 1990, sera de 35,7 millions d'habitants en 2005, si le taux d'accroissement annuel moyen se maintient à 3%. Par ailleurs, un algérien sur deux vit aujourd'hui en ville, la population urbaine est évaluée à 12,8 millions d'habitants en 90 et le taux d'urbanisation⁷ de la population, qui était de 30% en 66, atteint 49% en 87. De plus cette urbanisation de la population ne s'est pas accompagnée d'une adaptation des villes aux nouveaux besoins, elle a au contraire aggravé le décalage entre la capacité en logements et équipements des villes et les besoins de la population.

Au regard du contexte mouvementé algérien, la politique urbaine, particulièrement dans la capitale, eu égard aux enjeux spécifiques de ce territoire, a connu pour ainsi dire les mêmes méandres et les mêmes ambiguïtés que la situation politique. Elle a évolué au gré des représentations de la technostructure et des pressions de la population, et a souvent affiché des options totalement contradictoires.

A l'indépendance, face au mouvement massif de réappropriation de la ville et des biens dits "vacants" par les autochtones, l'intervention des institutions en place se limita à réserver une partie de ce parc logement pour leurs fonctionnaires et à redistribuer socialement les habitants par le biais de la politique de loyer. Cette dernière consistait à bloquer les loyers des HLM et des logements de quartiers populaires pour y maintenir les groupes sociaux à faibles revenus. En revanche, le coût des loyers dans certains lotissements ou grands ensembles ne devenait accessible que par des groupes sociaux à revenus plus élevés.

Au cours des années 70, la politique d'industrialisation et ses incidences sur l'espace et les hommes ont mis en évidence la nécessité d'une politique d'aménagement du territoire et d'une politique urbaine et de l'habitat pour les grandes villes, à commencer par la capitale. Cependant la politique urbaine démarra sur un hiatus considérable entre les instruments utilisés pour gérer le sol, hérités de la colonisation, et les options urbaines qui se réclamait d'une idéologie socialisante (Maria SGROI DUFRESNE, Paris 1983). Les lois qui

comparable à la plupart des pays d'Afrique noire et des pays de civilisation musulmane. Au cours de la dernière décennie ce taux baisse de façon régulière (Alger, 1990, p. 8). Notons au passage la pression des islamistes décrétant la contraception péché, qui aura sans doute une incidence sur le taux de natalité.

⁷ Jacques FONTAINE, *L'Algérie, volontarisme étatique et aménagement du territoire*, p. 23.

portaient cette connotation socialisante sont notamment celles qui ont révolutionné le foncier dans le monde rural et urbain. Nous reviendrons plus loin sur la politique urbaine de cette période car c'est dans ce contexte que l'habitat illicite est devenu massif.

La politique urbaine des années 80 a remis en cause les options antérieures en libéralisant le marché foncier, en encourageant l'habitat pavillonnaire, en libéralisant la promotion immobilière privée et en légitimant les occupations illégales du sol. La façon dont ces mesures ont été menées leur confère un caractère ségrégatif, davantage souligné par le désengagement de l'Etat de la construction de logements sociaux, par la braderie du patrimoine foncier et immobilier et par la déportation de la population des bidonvilles d'Alger vers son lieu d'origine. On peut considérer que cette politique a contribué à creuser les écarts entre les différentes couches sociales allant jusqu'à remettre en cause le droit à la ville des plus défavorisées.

Depuis la démission du président CHADLI, le discours des différents gouvernements successifs intègre la question de l'habitat parmi les priorités et dans les programmes gouvernementaux on apprécie la crise du logement comme un des ingrédients à la base de la situation des années 90. En conséquence de quoi, parmi les mesures annoncées, l'Etat reprend la construction du logement social, réduit les impôts pour faciliter les transactions immobilières, multiplie les mesures d'encouragement à la promotion immobilière privée en élargissant cette fois l'éventail des catégories bénéficiaires notamment la vente de lots viabilisés par les municipalités avec un système d'abattement des coûts selon les revenus⁸. Il serait illusoire de penser que cette panoplie de mesures, qui paraîtrait justifiée dans un contexte politique différent, puisse contribuer à résoudre la question éminemment politique d'un choix de société.

Pour un éclairage plus complet sur la trajectoire historique de l'Algérie, nous renvoyons au dernier ouvrage de Benjamin STORA (Paris, 1994), bien que nous nous démarquions de son analyse sur la situation politique actuelle de l'Algérie. Il est évident que cet historique succinct de la politique algérienne de l'espace reste indicatif car les mécanismes complexes entre la nature de l'Etat et la politique urbaine en Algérie pourraient faire l'objet d'une thèse à part entière.

⁸ Dossier paru dans le quotidien El Moudjahid, le 29 décembre 1993.

B. STRATÉGIES ET CONTRE STRATÉGIES : LE CAS DE L'HABITAT ILLICITE.

1. L'habitat illicite un produit de la politique urbaine des années 70.

Nous avons choisi de désigner l'objet de recherche sous le terme d'habitat illicite, pour deux raisons. La première est que cette appellation est largement utilisée par la population, y compris celle à l'origine des quartiers illicites. La traduction en arabe de ce vocable : *faïdawî* dont la connotation est désordre et anarchie, relève de l'image dominante véhiculée par l'Etat. Cette représentation expliquerait le discours critique des habitants à propos de leur quartier, ainsi que leurs pratiques en vue de valoriser son image et de le faire passer dans le champ légal. La seconde raison est que la notion d'illicite fait référence à la législation et à l'action de l'appareil bureaucratique qui se manifestent à travers la procédure du permis de construire. Il s'agit par conséquent de découvrir les significations de ce qui est considéré par les pouvoirs publics comme illicite. La question à laquelle nous tenterons de répondre est celle de la nature des conditions qui ont présidé à la naissance des pratiques d'appropriation illicites. Le caractère illicite de ces dernières étant subordonné à la nature d'une politique urbaine, se pose alors la question du contenu de celle-ci, des mécanismes qu'elle a mis en œuvre et des résistances qu'elle a suscitées de la part des groupes sociaux.

Force est de constater que ce phénomène d'habitat marginal apparaît de façon spectaculaire essentiellement dans les pays sous-développés ou en voie de développement où actuellement 50% des citoyens vivent dans des bidonvilles ou des habitations non réglementées. A Mexico,

40% de la population vit dans des lotissements irréguliers (A. CLEMENTI et F. PERÉGO, Rome, 1983) et cette forme d'habitat occupe l'essentiel de la tâche urbaine de la banlieue de Mexico. A Sao Paulo, 41,7% de la population vit dans des quartiers auto-construits. Au Maroc, l'habitat clandestin est une des principales composantes de l'espace urbain. Les causes de ce phénomène, qui touche l'ensemble des pays du tiers-monde, sont multiples et ne peuvent être limitées au décalage entre d'un côté, les besoins induits par la croissance démographique et les mouvements de population et de l'autre, la disponibilité en logements.

Pour le cas de l'Algérie, la crise du logement joue incontestablement un rôle moteur dans le développement de l'habitat illicite. L'étude des causes de la crise du logement n'étant pas l'objet de notre travail, nous renvoyons aux réflexions de Sid BOUBEKEUR (Alger, 1986) qui nous ont semblé intéressantes, parce qu'elles établissent une rétrospective critique des différentes thèses sur le sujet. Selon BOUBEKEUR (Alger, 1986, p. 11), cette crise est à la fois une crise de développement, ainsi qu'en témoigne en Algérie comme dans la plupart des pays du tiers-monde, le processus rapide d'urbanisation, et une crise de société car cette urbanisation a entraîné des bouleversements dans le mode de vie des habitants et dans leurs représentations sociales, notamment l'évolution dans la perception des besoins et la préférence pour les logements modernes et les matériaux lourds tels que le béton ou la brique.

Au regard des statistiques officielles⁹, à la fin de l'année 92, l'Algérie compte 3,456 millions habitations pour 3,82 millions ménages. Le déficit en logement serait donc de 364000 appartements. Ce volume inclut les besoins des rares bidonvilles épargnés par l'opération de débidonvillisation lancée en 1983¹⁰, qui concernent 577 ménages mais exclut les logements nécessaires à dédensifier la population du parc existant dont près de 60% est constitué de petits appartements de 2 à 3 pièces, ainsi que ceux qui permettraient de renouveler le vieux parc

⁹ Chiffres publiés par le ministère de l'urbanisme et de la construction et de l'habitat au sein de plusieurs quotidiens au mois de février 1994.

¹⁰ La population qui a fait l'objet de déportation vers d'autres wilaya est celle considérée par les pouvoirs publics non originaire d'Alger. Les bidonvilles épargnés sont donc ceux qui abritent une population originaire d'Alger.

vétuste. Selon les mêmes sources, il faudrait construire tout de suite 1,127 millions logements, sans tenir compte des besoins liés à l'accroissement démographique considéré comme parmi les plus élevés du monde.

Afin de donner une idée de l'ampleur de la crise du logement à Alger, nous citerons la surface habitable moyenne par personne qui paraît être un indicateur plus proche de la réalité que le taux d'occupation par logement ou par pièce. Aujourd'hui, avec 7,5m² habitables par personne, la crise du logement à Alger aurait atteint un niveau pathologique selon les normes de l'Organisation Mondiale de la Santé¹¹. A titre comparatif, pour un peuplement normal il faudrait 16 à 20m² habitables par personne, entre 12 à 14m² la situation devient critique et entre 8 à 10m² on atteint le seuil pathologique, propice à l'apparition d'épidémie.

Bien que le phénomène ait connu un ralentissement considérable, l'exode rural est toujours évoqué au niveau officiel pour justifier cette urbanisation non-réglémentée. A Alger, les migrations qui ont beaucoup diminué, se reportent progressivement sur les villes moyennes du Nord (André PRENANT, *Hérodote*, 1980), au fur et à mesure de la saturation des espaces centraux. Ainsi, le nombre annuel de migrants sur Alger, qui atteignait 40 000 personnes entre 1967 et 1969, se réduit à 11 000 personnes seulement entre 1970 et 1976 pour devenir nul au début des années 90. Soulignons que cette tendance s'est complètement renversée à partir de 1994 où l'exode massif récent vers les villes est essentiellement lié au climat de terreur dans les campagnes proches des maquis intégristes. Avant cet exode récent de la campagne vers les villes, lié à la conjoncture, s'opérait une sorte de rééquilibrage entre le centre et les nouvelles banlieues s'opère de façon synchronique, le centre se dédensifiant peu à peu. Le mécanisme de formation des prix incite quant à lui les habitants plus anciens à s'installer dans des zones d'urbanisation récente. Ainsi, la population des quartiers illicites étudiés provient essentiellement des espaces centraux de la capitale.

¹¹ Normes contenues dans le document du Plan d'Urbanisme d'Alger, réalisé par le Centre National d'Etude et de Recherche en Urbanisme en 1983. Le seuil pathologique correspond à l'apparition d'épidémies.

Selon les sources du Ministère de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat¹², les cas d'habitat illicite recensés au début de l'année 87 sont d'environ 423 000 logements, soit le quart du parc national total. Les demandes de régularisation déposées auprès des pouvoirs publics ne concernent que 24% seulement des cas recensés. Ces chiffres donnent une idée de l'ampleur du phénomène en Algérie et la faible proportion de dossiers de régularisation déposés témoigne d'une certaine défiance de la population vis-à-vis des institutions étatiques. Les enquêtes des collectivités locales et les divers travaux sur la question cités dans cette recherche montrent que le phénomène de l'habitat illicite a pris une ampleur spectaculaire dans les années 1970. Que s'était-il passé ? Quel était alors le contexte urbain ?

L'année 1968 inaugure une période où les premiers effets de la politique de développement se faisaient sentir, en même temps que les problèmes sociaux deviennent un facteur de blocage à la poursuite des efforts de développement. L'exacerbation des déséquilibres sociaux et spatiaux a alors placé la question de la politique urbaine au centre des préoccupations de l'Etat. Ce dernier se dote alors d'instruments de planification, tels que le COMEDOR¹³, qui élaborait le Plan d'Organisation Générale (POG) d'Alger. Cet organisme qui dépendait directement de la Présidence de la République, avait d'importants moyens juridiques, de larges prérogatives et les ministères y étaient représentés. Certaines attributions des collectivités locales étaient déléguées à cet organisme qui élaborait les études et programmes, définissait les modalités d'exécution des opérations et assurait le contrôle de l'urbanisation. Le COMEDOR exerçait un contrôle strict sur toute nouvelle implantation pour qu'elle se fasse en conformité avec les options du plan et surtout, il pratiquait une politique draconienne de limitation de l'habitat individuel. Afin de répondre à la fois aux besoins massifs en logement et aux impératifs de protection des terres agricoles, la forme d'occupation du sol privilégiée alors par cette instance était l'habitat collectif à forte densité. Le faible volume des logements individuels non autorisés dans la période 1966 et 1976

¹² Article de A. DEBBIH, paru dans l'hebdomadaire *Algérie-Actualité*, n° 1118, du 19 au 25 mars 1987, intitulé : *Constructions illicites, comment régulariser ?*

¹³ Comité Permanent d'Etude, de Développement, d'organisation et d'aménagement de l'agglomération d'Alger.

est significative de cette politique de limitation de la construction de pavillons.

Par ailleurs, durant toute la période 1974 à 1978, une législation importante a vu le jour, destinée à mieux gérer le sol, notamment les lois concernant le permis de construire et de bâtir qui précisèrent les modalités d'obtention des terrains à bâtir ainsi que les ordonnances portant sur la révolution agraire¹⁴ et sur la constitution des réserves foncières communales¹⁵. Ces deux ordonnances ont radicalement transformé le régime foncier, la première régissait le régime en milieu rural et la seconde, qui fixait les modalités de constitution des réserves foncières communales, devait permettre la gestion du sol des périmètres urbains. La révolution agraire avait pour objectif la nationalisation des biens des propriétaires absents n'exploitant pas directement les terres agricoles, la limitation de la grande propriété foncière et la suspension de toute transaction foncière entre vifs. L'ordonnance de 1974, portant sur la constitution des réserves foncières au profit des communes devait permettre la réalisation des programmes de développement en levant les obstacles fonciers à tout projet d'utilité publique. Les communes avaient la possibilité d'acquérir tous les terrains libres situés à l'intérieur du périmètre à urbaniser, notamment les superficies excédentaires des propriétaires privés qui ne pouvaient garder que ce qui satisfaisait strictement leurs besoins¹⁶.

En 1968, le Ministère des Travaux Publics engage une première série d'études de plan et en 1974-1975, une loi rend obligatoire les PUD (Plan d'Urbanisme Directeur) pour des communes de plus de 7000 habitants. Ces études servaient en fait à définir le potentiel foncier de chaque commune et la programmation urbaine sur leur territoire, ce qui en définitif ouvrait droit aux financements de l'Etat. Cette montée en puissance de la planification et de l'intervention juridique et financière a permis incontestablement la réalisation d'importants ensembles collectifs et de nombreux équipements et infrastructures,

¹⁴ Révolution agraire, décret n° 71.73 du 8 novembre 1971.

¹⁵ Réserves foncières communales, décret n° 74.76 de 20 février 1971.

¹⁶ Les superficies que pouvaient garder les propriétaires privés, définies par le décret sont 1330 m² maximum pour l'habitat et 1500 m² pour des activités.

mais paradoxalement elle a généré un important marché foncier parallèle qui s'est développé à l'insu des lois sensées le limiter, en jouant précisément de leurs contradictions.

Cette politique urbaine faisait obstacle en fait aux pratiques urbaines de groupes sociaux, qui n'ayant pas pu construire et investir aux abords de la capitale, se reportèrent illégalement sur les terres riches de la Mitidja. Les transactions foncières se pratiquaient sous seing privé et les constructions s'édifiaient sans autorisation. A ce propos Abdelatif BENACHENHOU (Alger, 1980, p. 124) montre comment les tentatives de la petite bourgeoisie riche d'élargir son champ d'accumulation se heurtaient à la réglementation en matière de réserves foncières et d'urbanisme. Il va de soi que les ordonnances portant révolution agraire et réserves foncières communales avaient mis en œuvre une politique foncière fondamentalement opposée aux intérêts de la bourgeoisie foncière qui avant même la promulgation de ces lois organisa sa résistance pour échapper aux nationalisations et limitations de son patrimoine foncier. C'est alors que les transactions sous seing privé prirent un essor sans précédent et les stratégies de riposte des propriétaires fonciers libérèrent du même coup les pratiques d'autres groupes sociaux dans leur appropriation de l'espace :

- La bourgeoisie et les couches sociales moyennes qui aspiraient à inscrire dans l'espace leur statut social par le biais de leur mode d'habiter et leurs nouveaux investissements. La concrétisation de ces aspirations butait sur les mesures officielles de limitation draconienne de l'habitat individuel.
- Les couches et classes sociales à bas revenus salariaux, fortement touchées par la crise du logement. Ces groupes sociaux ont alors concentré les revenus de toute leur famille afin de bénéficier des transactions illicites dont le coût était avantageux à cette période et ont réalisé eux-mêmes leur logement.

2. Habitat de groupes sociaux divers.

L'habitat illicite périphérique s'est développé essentiellement sur les territoires des communes du sud-est d'Alger et la plus forte concentration de cette forme d'urbanisation se trouve aux Eucalyptus dont nous étudierons le quartier de Chérarba. Les autres sites choisis se trouvent dans la périphérie du sud-ouest, sur le territoire des

communes de Birkhadem en particulier à Mézouar, Béni-Messous, Bouzaréah et Dely-Brahim.

La commune des Eucalyptus, située à 5 km au sud-est d'Alger, s'étend sur une superficie de 3381 hectares et se développe à proximité des plus importantes zones industrielles de l'algérois et autour d'un carrefour d'axes importants reliant Alger aux villes moyennes de la Mitidja : Sidi Moussa, Larbaa, Meftah. L'urbanisation des Eucalyptus s'est faite au détriment des terres agricoles très riches de l'arrière front agricole de la capitale. Cette vocation n'implique pas pour autant que la population travaille dans l'agriculture puisque la part des actifs agricoles est de 7,98% seulement, contre 23,20% dans l'industrie et 17,68% dans le BTP. Soulignons que le taux de croissance démographique de cette commune, estimé à 8,30%, est l'un des plus important de l'algérois¹⁷. La commune des Eucalyptus s'est constituée par l'agrégation de plusieurs lotissements, de douars licites et illicites et d'opérations d'habitat collectif. Ce processus de croissance et d'addition entamé dans les années 80 a produit un étalement important du tissu qui reste de forme découpée et irrégulière.

LES SITES D'HABITAT ILICITE ETUDIES



Contrairement au site plat de l'Est algérois où se situe la commune des Eucalyptus, le sud-ouest est caractérisé par une topographie accidentée, où l'arboriculture est dominante. Les communes du sud-ouest d'Alger forment l'ensemble des petites agglomérations urbaines périphériques qui se sont développées autour d'anciens bourgs coloniaux, dont la vocation agricole a perduré. Si l'implantation des premiers lotissements initiés par les pouvoirs publics dans ces

¹⁷ Recensement général de la population et de l'habitat de 1987.

communes, particulièrement à Birkhadem, a considérablement accéléré le marché foncier parallèle et la consommation des terres agricoles¹⁸, elle a également affirmé le caractère huppé de cette périphérie.

La structure de correspondance que nous tentons d'établir entre habitat et groupes sociaux suppose de qualifier socialement les divers modes d'appropriation de l'espace et conjointement, de qualifier spatialement les groupes sociaux. Cet exercice délicat s'appuiera à la fois sur les caractéristiques spatiales des localités et leur place dans la ville et sur les spécificités sociales des habitants. Ainsi, la différence des formes d'habitat entre le sud-est et le sud-ouest d'Alger renvoie à une hypothèse selon laquelle ces deux types espaces correspondent aux stratégies d'appropriation de groupes sociaux différents.

Les caractéristiques spatiales de Chérarba, données par des ensembles de type HLM, par des cités de recasement vétustes et surtout par la proximité de zones industrielles, affectent de facto une image sociale dévalorisée. En revanche, les sites de l'Ouest, et particulièrement Birkhadem, sont très prisés aux yeux des algérois parce qu'ils sont proches du centre et que leur tissu est constitué soit de lotissements récents initiés par les pouvoirs publics soit de ceux conçus à l'époque coloniale.

Dans les deux cas de figure, l'habitat illicite représente la majeure partie du tissu. A Birkhadem, 893 cas ¹⁹ ont été recensés, soit près de la moitié du parc illicite de la daïra, le plus important de la région. Les Eucalyptus est une commune dont le tissu est formé essentiellement d'habitat illicite. Plus de 5000 cas ont été recensés, soit la moitié du parc illicite total d'Alger.

¹⁸ La surface utile agricole en Algérie représente près de 17% de la superficie totale du territoire, contre 4% seulement en Egypte (Agnès DEBOULET, Paris, 1994, p. 62). L'urbanisation effrénée dans les pays du tiers-monde n'en reste pas moins inquiétante car elle remet en cause leur autosuffisance alimentaire. En Algérie, le niveau d'autosuffisance alimentaire, qui se situait à plus de 70% en 1969, n'est plus que de 30% en 1980. En 1984, l'Algérie importe 60% de sa consommation alimentaire (le quart des importations totales du pays) et ce taux est en progression constante. (Benjamin STORA, 1994, p. 42).

¹⁹ Point sur la régularisation fait par la daïra de Birmandreis le 2 janvier 1988.

A Chéararba, même si la taille des lots dans les sites étudiés reste très variable, il n'en demeure pas moins, qu'en terme de tendance, les assiettes foncières varient en moyenne entre 200 et 300 m² contre 500 à 1000 m² dans les localités du sud-ouest. Lorsque l'on met en facteur la disparité des coûts du foncier entre le sud-est et le sud-ouest d'Alger, la taille des lots devient un indicateur précieux pour qualifier socialement les habitants.

Les déclarations de revenus du chef de famille, bien qu'en deçà de la réalité, laissent apparaître de grandes disparités entre Chéararba et les autres sites. La proportion des revenus mensuels entre 2000 et 3000 dinars domine à Chéararba contre 3000 DA et 7000 DA au sud-est d'Alger. Ces résultats doivent être appréciés en tenant compte du décalage entre revenu déclaré et revenu réel et en considérant que l'accumulation pour la construction est souvent la somme des contributions financières des actifs de la famille.

Les fonctions et activités déclarées par les constructeurs semblent également en décalage avec nos observations sur le terrain. Toutefois les caractéristiques apparues à travers ces déclarations mettent tout de même en relief de nettes différences entre Chéararba et les autres sites. Ainsi, la proportion des artisans et commerçants est plus élevée au sud-ouest d'Alger qu'à Chéararba où la proportion des ouvriers est plus importante.

La mise en facteur des éléments à caractères spatiaux et sociaux confirme bien l'hypothèse selon laquelle, les modalités d'appropriation dans le site de Chéararba sont le fait de groupes sociaux à revenus plus faibles que ceux des sites du sud-ouest. Pourtant, dans les représentations des algérois, l'habitat illicite reste dans son ensemble le fait de groupes sociaux démunis. Cette tendance homogénéisatrice dans l'opinion est commode pour justifier l'attitude ségrégative des pouvoirs publics à l'égard de l'habitat illicite.

3. Un marché foncier parallèle dynamique.

L'insécurité foncière des habitants des quartiers illicites rend cette dernière totalement tributaire du facteur temporel. Il faut aller vite dans la stratégie du fait accompli vis-à-vis des pouvoirs publics et cet impératif implique une croissance spectaculaire dans les quartiers illicites. Au Maroc, l'habitat clandestin croît deux à trois fois plus vite que l'habitat réglementé (H. BAH, M. EL MALTI, F. GHERRAUI,

M. HAMDOUNI ALAMI, 1986, p. 116) et la région du Grand Caire s'accroît chaque année de l'équivalent d'une ville moyenne française (Agnès DEBOULET, Paris, 1994, p. 150). Michel RAGON (Ed. Albin Michel, Paris 1977, p.78) relate comment 100 mille personnes ont réalisé un quartier de 1000 maisons en une nuit à Lima.

Dans cette dynamique, la tâche urbaine de la commune des Eucalyptus qui couvrait environs 36 hectares avant 1962 à quasiment quintuplée en 1990. La pointe de cette urbanisation se situe entre 1977 et 1985, période au cours de laquelle les extensions nouvelles ont dépassé de trois fois la superficie du noyau villageois de 1962. Cette accélération de la consommation du sol dans les années 70, fruit de transactions foncières illicites, coïncide bien avec la période où les propriétaires fonciers cherchaient à échapper à la réforme agraire et aux mesures édictées par la loi sur les réserves foncières communales, en réalisant la valeur des terrains moyennant une plus value sans doute considérable.

Ainsi, lorsque l'on examine pour l'ensemble des sites étudiés, les transactions foncières des terres agricoles privées, effectuées au cours des années 70, elles totalisent 100% à Chérarba et près de 70% à Birkhadem. Dans les sites du Sud-Ouest d'Alger, les transactions concernent essentiellement les terres privées incluses dans les réserves foncières communales et représentent près de 87% de la commune de Dely-Brahim, 91% de celle de Bouzaréah et plus de 94% de celle de Béni-Messous.

L'ampleur du marché foncier parallèle à Chérarba et Birkhadem représentait l'échappatoire de la propriété foncière agricole devant les mesures de nationalisation et limitation prévues par la Révolution Agraire. En revanche les sites de Dely-Brahim, Béni-Messous et Bouzaréah étant inclus dans les réserves foncières communales, les terres étaient vendues par leurs propriétaires pour éviter l'expropriation.

4. Le sens de la régularisation.

Depuis les années 80, sous la pression des organismes créditeurs, en particulier la Banque Mondiale, le thème de l'habitat clandestin est devenu une préoccupation majeure des pouvoirs publics des pays du tiers-monde. Cependant, si la tendance générale est à la régularisation de l'habitat illicite, l'attitude à l'égard du bidonville reste la

déportation²⁰. Dans les grandes villes algériennes, on assiste au cours de l'été 1983 au lancement d'une opération d'éradication des bidonvilles et de retour forcé des populations dans leurs localités d'origine, appuyée par une campagne des médias accusant les habitants des bidonvilles d'être à l'origine de tous les maux des citadins (insécurité, pénuries, épidémies...). Malgré les résultats d'une enquête²¹ sur les bidonvilles d'Alger qui montraient que 78,6% de la population provenait des quartiers centraux de la capitale d'où elle avait fui la situation de surpeuplement et que seulement 5,4% des actifs étaient au chômage en 1980, les médias continuaient à véhiculer une image sociale de la population des bidonvilles loin de la réalité pour justifier aux yeux de l'opinion cette opération musclée.

Au début de l'année 1985, soit deux ans après l'opération d'éradication des bidonvilles, on assiste dans le domaine urbain au lancement d'une nouvelle campagne nationale, cette fois de démolition de l'habitat illicite. Largement médiatisée, cette opération était une sorte de coup d'envoi des mesures de régularisation qui constituent un des axes de la nouvelle politique urbaine dont les contours apparaissent à partir de

²⁰ La campagne de débidoonvilisation menée en Algérie coïncidait avec celles engagées à la même période au Soudan et au Maroc :

"Le Monde du 4 et 5 novembre 1990 rapporte que des bidonvilles entiers de Khartoum ont été détruits par l'armée et les habitants amenés à 60 km de la ville dans une zone dépourvue d'eau (Jebelawliya). En septembre 1992, le quotidien note que des centaines de constructions non réglementées situées le long des axes routiers près de Salé et Kénitra ont été déguerpies, sans relogement. Pourtant, le Maroc a été un des premiers pays à mettre en œuvre les programmes de restructuration urbaine sous l'impulsion de la Banque Mondiale." (Agnès DEBOULET, Paris 1994, p. 43)

En Algérie, on poussa le culot jusqu'à montrer à la télé des villages agricoles neufs, non habités et à affirmer que les habitants des bidonvilles refusaient de s'y installer... (on raconté que le lendemain de cette émission le standard de la télé a été assailli par des gens qui voulaient connaître la localisation de ces villages pour s'y établir !)

Les familles étaient sommées de préparer leur déménagement et quelques jours après, cars et camions les acheminaient vers leur région d'origine, où ils sont installés dans des tentes. Les forces de l'ordre se chargeaient de faire face aux résistances.

²¹ Enquête réalisée par l'Institut de Géographie d'Alger en 1981, sur les plus importantes concentrations de bidonvilles à Alger, (El Kettar, El Nador, El Biar, Garidi, Gorias).

1979. Contrairement à la politique urbaine précédente explicitement "socialisante", les nouvelles stratégies spatiales des pouvoirs publics apparaissent franchement ségrégatives.

En effet, en même temps que se dessine une forte volonté de bloquer la croissance de l'agglomération algéroise²², il est mis en œuvre une politique d'encouragement sans précédent des opérations de lotissement²³. En juillet 1983, une circulaire du Premier ministre qui invite chaque commune à attribuer à ses citoyens 400 lots par an, fait évoluer très rapidement la situation foncière d'Alger. Les urbanistes ont d'ailleurs qualifié, à juste titre, cette période de "boom du lotissement". En revanche, le logement collectif régresse et des obstacles fonciers et financiers apparaissent, notamment pour la réalisation des ZHUN.

L'objectif officiellement affirmé des mesures touchant l'habitat illicite était de stopper définitivement les pratiques qui menaçaient le patrimoine foncier agricole et qui mettaient en péril les cités et leurs abords faute de pas respecter les normes d'urbanisme²⁴. Quelles sont donc ces normes ? A quel modèle correspondent-elles ? Et comment les procédures de légalisation tiennent-elles compte de la diversité des modes d'appropriation ?

Dans la foulée de quelques opérations de démolition, qui ont touché essentiellement des constructions au début de leur réalisation, les pouvoirs publics ont mis en place un important arsenal juridique et

²² Décision prise au cours d'un conseil ministériel tenu en juillet 1984, regroupant le Premier ministre, le ministre de l'agriculture et le ministre de l'urbanisme et de l'habitat. Par ailleurs, le conseil des ministres de septembre 1979 décide d'arrêter toute implantation d'activité non liée directement au fonctionnement et au développement de la capitale et de prévoir le déplacement des activités non indispensables.

²³ A l'issue d'une réunion du comité central du FLN, le 2 janvier 1980, une charte sur l'habitat est promulguée, encourageant l'accession des familles à la propriété privée.

²⁴ Comme toutes les campagnes nationales, celle autour de l'habitat illicite est relayée par une opération médiatique reprenant les arguments des pouvoirs publics, notamment la menace de la dilapidation du patrimoine foncier agricole pourtant largement entamé par la prolifération du lotissement officiel.

réglementaire²⁵ dont le but officiel était de régulariser les cas recensés. Dans ces textes, les constructions dites illicites sont classées en trois grandes catégories, les constructions bâties sur des terrains publics sans autorisation préalable, sur des terres agricoles appartenant à l'Etat et sur l'emprise d'un projet ou d'une servitude, celles édifiées sur une assiette foncière ayant fait l'objet de transactions illicites et celles réalisées sans permis de construire sur un terrain dont le constructeur est propriétaire. Les deux derniers cas constituent la part la plus importante de l'habitat illicite.

Selon ces textes de lois, pour être régularisées les constructions doivent être conformes aux règles d'urbanisme et celles qui ne le sont pas doivent le devenir moyennant travaux. Les constructions qui ne peuvent en aucun cas être régularisées sont celles situées sur des sites touristiques ou historiques ou sur l'assiette foncière d'un projet public, dans ce cas une commission de Wilaya apprécie et décide de la démolition ou non. La procédure de régularisation est semblable à celui du permis de construire, sauf qu'un architecte de la Direction de l'Urbanisme procède aux vérifications sur le terrain et prescrit les travaux de mise en conformité avec les normes d'urbanisme. Les dossiers sont ensuite soumis la commission de daïra laquelle délivre les notifications de régularisation en fixant le montant des pénalités. Les constructeurs qui ont acquis leur terrain sous seing privé sont assujettis à payer à l'Etat l'équivalent de la valeur du terrain majoré d'une pénalité de 50% et 5 DA du mètre carré pour la viabilisation.

La résistance des populations, franchement exprimée par la mise en place d'associations et l'organisation d'actions collectives ont eu pour conséquence, d'une part, la réévaluation des pénalités, qui sont passées de 330 DA le mètre carré à 220 DA, et d'autre part, l'assouplissement des opérations de régularisation, notamment par l'échelonnement des paiements.

Force est de constater que le caractère illicite dans la législation se fonde sur l'occupation illégale du sol alors que dans les faits, la procédure de régularisation met l'accent sur le respect de normes

²⁵ Ordonnance n° 85.01 du 14 août 1985, le décret n° 85.211 212 fixant les règles d'occupation des sols, le décret n° 85. 811 du 13 août 85 fixant les modalités de délivrance du permis de construire et de lotir et le décret n° 85. 212 déterminant les conditions de la régularisation.

II. STRUCTURE SPATIALE ET MORPHOLOGIE SOCIALE D'ALGER

architecturales et urbaines. La quasi-totalité des réserves formulées est de l'ordre de la murette ou du garde-corps à construire pour cacher le bric-à-brac des matériaux stockés sur la terrasse, du balcon à démolir ou à construire, des ouvertures à châssis hauts à réaliser pour embellir la façade et des annexes vétustes à détruire. Par ailleurs, la salubrité de l'activité créée est exigée, de même que le permis de construire, pour un nouvel étage en cours de réalisation. Les prescriptions techniques édictées relèvent d'une urbanité des types architecturaux, sinon étrangère aux préoccupations des habitants, du moins différente de celle qu'ils mettent en œuvre. Autrement dit, ce code de l'urbanité qui est en fait l'expression d'un modèle propre aux pouvoirs publics cherche à contrôler l'image de la construction et de ses relations à l'urbain. A Chérarba, la proportion des régularisations subordonnées à une mise en conformité de la construction avec les normes est de 97%, tandis que dans les autres sites, elle est inférieure ou égale à 50%. Ces disparités mettent en évidence une attitude ségrégative des pouvoirs publics dans la légitimation de cet habitat. En effet, les habitants de Chérarba rencontrent plus d'obstacles à l'occasion de cette procédure et apparaissent plus défavorisés que ceux des sites de la périphérie sud-ouest. Ce constat conforte l'idée que les modes d'appropriation de l'espace que mettent en œuvre les habitants de Chérarba expriment plus fortement qu'ailleurs les décalages entre la conception normative de l'habitat prônée par les techno-bureaucrates et celle que la population concrétise par les constructions illicites. D'autre part, le coût élevé des pénalités, qui sont un autre préalable à la régularisation, accentue les difficultés des groupes sociaux aux revenus les plus faibles. Les populations démunies les plus frappées par ces procédures ripostent à l'action des pouvoirs publics en négociant les pénalités à la baisse, mais tout se passe comme si l'objectif recherché était moins la qualité des constructions ou leur conformité aux normes, qu'une politique de peuplement visant à exclure ces fractions de la population de la ville par un accroissement de la ségrégation. Dans ce cas, la politique de peuplement est opérée sous couvert d'un contrôle du bâti.

A. CARACTÈRES DU BÂTI ET TISSU URBAIN

1. Typologie architecturale, critères de définition.

La typologie architecturale relève d'une activité raisonnée de classement à partir des propriétés spatiales les plus caractéristiques d'un ensemble d'édifices et des dénominations dont ils font l'objet de la part des membres du corps social. La question qui se pose alors est la définition des bases sur lesquelles repose l'activité de classement. A cet endroit, il est utile de rappeler les propos de Pierre BOURDIEU lorsqu'il évoque les classeurs classés par leurs classements. Il suggère ainsi de distinguer dans la construction de toute typologie les modes de classement portés par les divers agents en présence, qu'il s'agisse des habitants et du sens commun ou des taxinomies plus savantes utilisées par les professionnels de l'aménagement.

Par ailleurs, la définition de la typologie de l'habitat resterait incomplète si l'on ne tenait pas compte de la morphologie urbaine. Le rapport dit typo morphologique est défini par les modalités d'insertion du type d'habitat dans l'espace urbain, particulièrement les formes d'organisation des espaces de transition (jardin, sas, entrée, fenêtre, balcon...). C'est ce rapport qui rend compte de ce que nous appelons l'urbanité de l'habitat. La typologie, dont il est question dans la présente recherche, s'appuiera sur les relations entre types et morphologie urbaine, parce qu'elles permettent de comprendre les implications sur la morphologie sociale de la ville.

Le souci majeur d'examiner les modalités d'appropriation de l'habitat par la population, nous dicte à priori un classement des édifices en deux grandes catégories. Le premier cas de figure représente les

édifices dont les maîtres d'ouvrage sont aussi les maîtres d'œuvre et pour lesquels on peut faire l'hypothèse qu'ils échappent en partie aux contraintes dressées par l'appareil technobureaucratique. Pour cette raison, cet habitat a la capacité de signifier la correspondance entre dispositions spatiales et pratiques d'appropriation, en l'occurrence le type, et par-là même de spécifier les groupes sociaux. La deuxième situation, plus difficile à appréhender, concerne d'un côté, le parc immobilier hérité, réalisé dans d'autres contextes historiques et destiné à d'autres populations que celles qui l'occupent aujourd'hui, et de l'autre, les logements normés et édifiés récemment par les technobureaucrates pour des occupants qui ont également été normés.

La difficulté que présente cette dernière situation réside dans l'absence de correspondance entre pratiques d'habiter et dispositions spatiales conçues et réalisées soit par l'appareil techno-bureaucrate soit par des anciens résidents. C'est précisément à ce niveau que le concept d'appropriation devient opératoire dans la définition du type. Les bases de cette typologie déplacent le centre d'intérêt vers l'étude des processus de codification, recodification et d'interprétation, réinterprétation dans l'appropriation, réappropriation matérielle et symbolique. Cette approche permet, du même coup, de saisir dans leur dynamique les nouvelles images de représentation et l'émergence d'une identité de groupe, à travers les stratégies, pour bénéficier de ce parc et s'y localiser.

Notre démarche s'appuie au départ sur une typologie que Jean-Pierre FREY qualifie de spontanée, une typologie proposée par le sens commun, véhiculée par le langage et la culture portés par les habitants. (Harmattan, 1991, p. 52). Les matériaux de cette typologie du sens commun nous ont été donnés par un travail des étudiants de l'école d'architecture d'Alger²⁶ sur la perception du cadre bâti de la capitale et les représentations auxquelles il renvoie chez une population étrangère au secteur du BTP. Ainsi les types d'habitat identifiés par la population algéroise, les caractéristiques physiques attribuées aux différents types, les dénominations utilisées pour les désigner et les appréciations portées sur les résidents font apparaître

²⁶ Enquête à l'initiative des étudiants de 5ème année en 1990, auprès de 127 ménages résidant dans différents types de quartier à Alger, autour de la perception des types d'habitat.

une typologie architecturale qui existe dans les lieux physiques, mais également dans les images mentales des habitants.

La typologie architecturale qui apparaît à l'issue de l'enquête coïncide automatiquement avec l'expression dans le discours d'une image sociale des formes d'habitat évoquées, chacune est associée à un groupe social. Ainsi on attribue tour à tour les différents quartiers aux cadres, aux riches, aux délinquants, aux familles tranquilles, aux gens biens, aux chômeurs et aux *trabendistes*... L'appréciation positive ou le rejet, de telle forme d'habitat en est une conséquence directe. Cette typologie de l'habitat proposé par le sens commun se décline ainsi :

- a) L'habitat dénommé *bénian faïdawî*, qui veut dire constructions illicites, même lorsqu'il est le résultat d'une procédure légale, est assimilé, au vu de ses caractéristiques formelles, à l'habitat illicite. Forte densité, absence d'espaces verts, sous-équipement et modestie du traitement des façades sont les attributs de cet habitat. De ce fait, les habitants des quartiers dénommés *bénian faïdawî* portent les stigmates des ruraux de condition modeste. Cette image coïncide avec celle véhiculée par les pouvoirs publics. Le quartier de Chérarba est d'ailleurs souvent cité comme l'exemple type de cet habitat.
- b) Les maisons communes à cour ou *diar ara'b* (maisons arabes) s'organisent selon une série de pièces desservies par un espace central commun. Cette forme d'habitat généralement rejetée, abrite des populations qui n'ont pas eu d'autre choix. Ce type d'habitat peut abriter une même famille élargie dont chaque ménage est logé dans une pièce. Mais dans la majorité des cas, les pièces sont occupées chacune par une famille distincte qui cohabite avec ses voisins tant bien que mal. Les quartiers cités pour illustrer cette typologie sont les zones d'habitat spontané datant de la période coloniale, les cités de recasement (la Tribu à Bouzaréah, Belcourt, Léveilley, Frais Vallon, la Montagne, Dessolier) et enfin la Casbah.
- c) Les quartiers de *villas*, dénomination utilisée indifféremment en français ou en arabe, désigne les récents lotissements réglementés ou non réglementés qui sont présentés comme le modèle social à atteindre. On souligne le caractère spacieux des espaces, notamment les grands salons et la terrasse, la présence d'un jardin

aménagé, les garages et le sous-sol qui permettent l'installation d'activités lucratives et la façade aux matériaux riches. Les bénéficiaires de ces villas sont particulièrement enviés pour leur réussite sociale et cette phrase significative revient souvent dans le discours des interviewés : " *ma ne'hsadch, Allah izidlhoum* ", ce qui veut dire : " *je ne les jalouse pas, que dieu leur en ajoute.* "

- d) Les lotissements de l'époque coloniale sont désignés, soit par les termes *diar wakt frança* ou *diar el colon* (les maisons de l'époque française ou les maisons de colon), soit par leur nom d'origine, par exemple, *Lotissement Michel*. Cette forme d'habitat appréciée pour son aspect coquet, est considérée trop restrictive en matière d'espace car l'absence de terrasse et la toiture en pente rendent difficile les surélévations. Il s'agit là de la perception du lotissement colonial, largement répandu sur l'espace d'Alger dont l'image modeste s'oppose à celle des lotissements huppés d'Hydra, de Benaknoun, d'El Biar et des hauteurs de Mustapha, qui sont évoqués comme l'habitat de la bourgeoisie.
- e) Les ensembles collectifs à caractère sociaux réalisés à l'époque coloniale ou récemment, nommés *HLM*, en français comme en arabe, sont rejetés pour leur densité de population, leur aspect sale et dégradé, l'exiguïté de leurs pièces et l'état d'abandon des espaces extérieurs. La perception de la population du *HLM* est tout aussi défavorable, car on associe la dégradation des lieux à la délinquance, au manque de civisme et à la ruralité des habitants.
- f) Les résidences du mouvement moderne et les immeubles haussmanniens du centre, appelés *batimat wakt frança* (les bâtiments de l'époque coloniale), ainsi que les grands ensembles réalisés durant la dernière décennie, nommés *batimat jeded* (bâtiments neufs), portent les mêmes marques de confort et de standing aux yeux des algérois. On souligne particulièrement l'importance des espaces de réception, les finitions, le décor et l'aménagement des espaces extérieurs. Les représentations attribuent, de facto, aux résidents de cet habitat le statut envié des cadres et des autres couches sociales aisées.

La consistance sociale de cette classification des édifices opérée par les habitants et sa proximité avec notre problématique a largement

inspiré la typologie architecturale que nous avons établie et sur laquelle se base l'examen des phénomènes d'appropriation. Ensuite, les critères sur lesquels repose la typologie sont contenus dans les caractéristiques du tissu urbain où se trouve l'édifice et dans ses propres dispositions spatiales. Le tissu urbain dans lequel est inséré le type se caractérise par sa localisation dans la structure urbaine, ses formes d'occupation et ses propriétés distributives et associatives. Les dispositions architecturales de l'édifice sont vues à travers son organisation intérieure, sa façade et tous les autres modes de relations qu'il entretient avec l'extérieur. La typologie que nous proposons, loin d'être exhaustive, contient les types architecturaux les plus répandus, évalués au nombre de onze formes d'édifices.

2. L'habitat individuel dense.

- Un tissu dense.

L'habitat individuel à forte densité est formé par les constructions généralement illicites situées essentiellement dans la périphérie du sud-est et les lotissements municipaux visant à résorber les bidonvilles. Les raisons du développement spectaculaire de l'habitat illicite dans les années 70 ont été évoquées précédemment. L'organisation urbaine de ce type d'habitat reste sommaire, les lots sont répartis le long d'une voirie secondaire qui prend naissance sur une route nationale ou départementale. Selon que le terrain sera plat ou accidenté, la configuration du parcellaire prend la forme du damier ou d'un tracé s'inscrivant au gré des courbes de niveau. Les superficies des lots de l'habitat illicite sont en moyenne entre 300 à 400 m², par contre, dans les lotissements communaux, les lots sont de taille plus petite. L'emprise au sol de la construction est comprise entre 50% et 80%, contre une surface plancher moyenne de 400 m². La parcelle est ainsi occupée à son maximum. Le tissu dense ainsi formé se distingue par une certaine continuité due aux mitoyennetés fréquentes et par l'impasse comme desserte quasi générale.

- Une maison à cour.

La structure de l'espace intérieur de la maison à cour est réduite à sa plus simple expression. Une circulation horizontale du type couloir dessert les différentes pièces et débouche extérieurement sur la cour. L'organisation spatiale de cet habitat semble être une réinterprétation de la maison à patio (*west eddar*), avec cependant l'introduction

d'éléments de circulation appartenant à d'autres modèles, tels que le couloir ou parfois le hall. Du fait que la cour fonctionne comme espace de transition entre le domaine public et privé et notamment parce que la façade principale est orientée sur ce lieu, elle devient une des dispositions spatiales la plus caractéristique. La terrasse, qui est dans la plupart des cas accessible, constitue un autre lieu typique de cet habitat en raison des nombreux usages dont elle fait l'objet. Le



Vue d'ensemble

Chantier permanent : rez-de-chaussée mi-fini, étages en cours de réalisation terrasses utilisées pour l'entreposage de matériaux de construction.

Rare végétation. Voie carrossable. Trottoirs étroits. Electricité existante;



Façade

Le balcon entoure le volume de la construction. Claustra, bâche, paravent et volets fermés sont les éléments caractéristiques. Le rez-de-chaussée est conçu pour recevoir une activité.

nombre de pièces, dont la surface moyenne est de 12m², excepté le séjour qui fait 15m², varie selon la taille de la famille. La salle de bain, lorsqu'elle n'est pas inexistante est réduite à sa plus simple expression : un receveur de douche et un lavabo.

La façade, par son aspect rudimentaire, est l'élément extérieur le plus caractéristique de cet habitat. Elle contient un ou plusieurs balcons dont le garde-corps en maçonnerie est orné de claustra et lorsque ce dernier n'est pas haut, les volets restent souvent fermés. Les fers en attente, caractéristiques d'un espace architectural évolutif, constituent un autre élément de distinction des façades de l'habitat dense. Généralement, l'insertion d'une activité à caractère lucratif dans la construction est automatique. Même dans les cas où elle n'est pas encore installée, l'espace pour la contenir est déjà matérialisé.

3. L'habitat individuel à standing moyen.

- *Un tissu de densité moyenne.*

Cette forme d'habitat située dans la périphérie du sud-est présente des similitudes avec l'habitat dense. On retrouve les mêmes éléments d'organisation du parcellaire, les nombreuses mitoyennetés, les dessertes en impasses et l'absence d'espaces publics. Cependant la taille des parcelles de 600m² en moyenne et leur occupation à 50 % maximum libèrent des jardins et donnent au tissu un caractère nettement plus aéré que l'habitat dense.

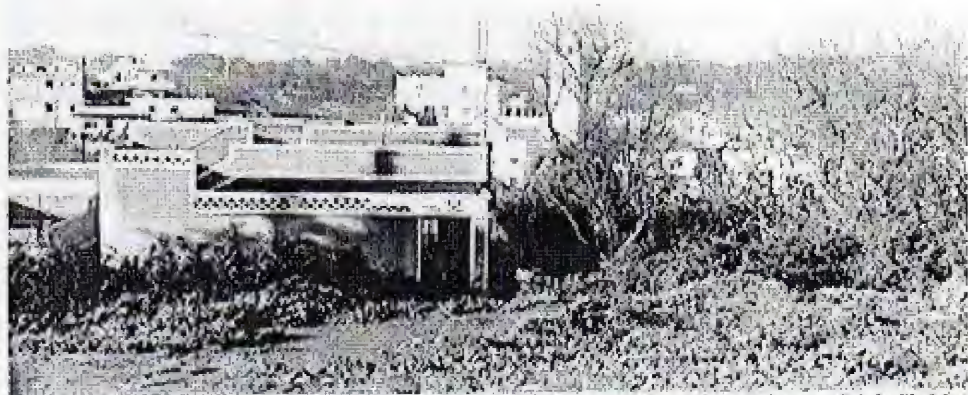
4. Les nouveaux lotissements.

- *Un tissu aéré.*

Le premier cas de figure, concerne des lots insérés dans les vides urbains situés dans les anciens lotissements qui sont forcément mitoyens et de petite superficie. Ces formes d'occupation contraignantes ne sont acceptées par les bénéficiaires, qu'au regard des avantages offerts par leur localisation dans un tissu urbain ancien. Le deuxième cas de figure, le plus répandu, concerne les lotissements qui ont poussé comme des champignons ces dernières années et qui ont fait considérablement grossir les bourgs près desquels ils se sont implantés. Les premières opérations de lotissements définissaient des parcelles de 700m² en moyenne, certaines allant jusqu'à 5000m². Mais la consommation effrénée des réserves foncières et le volume important de la demande imposent très vite la réduction de la taille des lots dont la superficie maximum est fixée à 600 m².



Birkhadem



Mézouar (Birkhadem), partie 2, occupée par des artisans. Tissu plus aéré que celui de l'habitat dense.

Façade : garde-corps ajouré, crépi coloré.

L'investissement décoratif des façades se situe entre celui de l'habitat dense et celui des nouveaux lotissements.

- *Habitat et activité.*

L'élément organisateur intérieur de cet habitat prend des configurations plus élaborées, telles que divers halls de dégagement et/ou couloirs formés en L ou en H. Cette structure a pour corollaire une planimétrie caractérisée par une série de décrochements dont l'architecture résultante présente certaines qualités. La taille des différentes pièces reste la même que pour l'habitat à forte densité, par contre les cuisines sont plus grandes et de véritables salles de bain sont aménagées. La cour cimentée, élément de définition de l'habitat à forte densité, disparaît dans ce type d'habitat pour céder la place aux jardins d'ornementation et aux terrasses carrelées.

La façade garde une apparence modeste, malgré la présence de quelques éléments de décor, comme les claustras qui ajourent les garde-corps des balcons, le fer forgé de la rampe d'escalier ou des fenêtres et souvent la couverture en tuiles de la cage d'escalier. En revanche, le jardin, substitut de la cour, contribue considérablement à embellir la façade. Toutefois, l'élément qui spécifie le plus ce type d'habitat se trouve dans le fait que toute l'organisation spatiale de la maison (prospects, façade, entrées...) soit directement ou indirectement induite par la place de l'activité économique qui occupe plus de 50% de la surface du plancher.



Immeuble familial à Birkhadem, volumétrie imposante (R+3 et sous-sol).

Façade composite : nombreux balcons, fer forgé, tuiles vertes, redents en briques pleines, pierre de taille, volets en bois.

- Des maisons sur dimensionnées.

Bien que les constructions dans ces lotissements soient de taille importante, elles ne sont occupées en moyenne que par 7 personnes seulement. Ces constructions, qui totalisent parfois jusqu'à 20 pièces, sont généralement conçues selon un immeuble de deux à trois appartements indépendants, voire plus, chacun occupant parfois un niveau. L'organisation de l'espace se distingue par des halls et couloirs très larges, des pièces spacieuses à plafond haut, de nombreux espaces de réception, plusieurs salles de bains, une grande cuisine, une cave souvent destinée au stockage, une terrasse et un jardin aménagé pour la réception.

La composition de la façade apparaît sous forme d'un amalgame d'éléments de styles divers (mauresque, classique, moderne...) et les reliefs du volume (balcon, véranda, corniche, cage d'escalier) sont autant de systèmes d'ornementation architecturale. Les matériaux utilisés sont très variés, au point, où souvent sur une même façade, on trouve de la brique pleine, de la pierre de taille, du fer forgé, des tuiles, du marbre, de la mosaïque, des colonnes de plâtre et des sculptures de lions à l'entrée. Ce qui fait dire à Jean-Jacques DELUZ (Alger, 1989, p. 222) que l'industrie des éléments décoratifs préfabriqués en béton trouve un nouveau débouché dans les lions qui montent la garde devant les maisons des nouveaux riches.

Dans cet habitat, le type et la taille des activités installées confèrent à ces lotissements un poids économique important au sein de l'agglomération algéroise. Ces activités recouvrent des commerces de luxe (bijouterie, magasin de meubles, électroménager...), des professions libérales, des industries et des bureaux et elles occupent parfois plusieurs étages dans la villa.

5. Les lotissements de l'époque coloniale.

Nous profitons pour faire une petite incursion sur un type particulier de pavillonnaire, qui occupe d'importantes superficies à Alger et pour lequel les enquêtes n'ont malheureusement pas été possibles. Il nous a paru nécessaire de faire ce détour, eu égard au rayonnement spatial valorisant de ces résidences sur le reste du pavillonnaire environnant. Ce type est constitué de villas à haut standing ou de maisons classées édifiées sur d'importants parcs privés, situées sur la crête du centre d'Alger ou dans les quartiers huppés du Golf, d'Hydra, d'El Biar et de Bouzaréah. Ainsi, ces résidences forment de grandes propriétés privées, boisées et aménagées en immenses parcs qui confèrent à la crête d'Alger un caractère paysager.

Ces résidences qui appartiennent aux représentations diplomatiques, à la nomenklatura et à la bourgeoisie sont soit des réalisations d'architectes du mouvement moderne, comme la villa du Contour sur les hauteurs de Kouba de P. A. EMERY, soit des villas mauresques. C'est les raisons pour lesquelles ces villas ont été généralement classées monuments historiques, astreignant leurs locataires à préserver leur aspect. D'autres lotissements, dont les emprises foncières sont inférieures au cas précédent, situés dans les quartiers prisés d'El Biar, de Benaknoun et d'Hydra, gardent encore une forte image prestigieuse. Le lotissement du Paradou à Hydra, construit sur un magnifique parc créé en 1900 par le baron de Lurcy, qui avait mélangé les essences d'arbres les plus rares et les plus variées, est une opération spéculative des années 54 qui symbolise encore le luxe à Alger.

- *Structuration et axialité.*

Le type le plus répandu de lotissement réalisé à l'époque coloniale se situe indifféremment sur toute l'agglomération urbaine. La trame du tracé est la plupart du temps orthogonale, sauf lorsque la pente est forte. La structure est ainsi déterminée par une série d'axes longitudinaux et transversaux, d'emprise importante, carrossables et

longés de larges trottoirs. Ces axes structurants définissent des îlots dont le nombre de lots, leur disposition et leurs jardins impliquent une faible densité du bâti. Des petites placettes ponctuent le tissu et forment le système de repérage du quartier. Les résidents des villas situées autour de ces espaces publics ont ouvert au R.d.C des petites boutiques pour le quotidien des habitants. La plupart de ces lotissements ont gardé, à quelque chose près, leur configuration d'origine. Les transformations concernent plutôt l'intérieur du logement et sont faites de façon à préserver l'apparence de la villa.

- Des maisons coqueties.

Les intérieurs de ces maisons d'inspiration méridionale sont structurés simplement par un couloir plus ou moins large qui dessert les différentes pièces. Toutefois, les nombreux éléments de décor réalisés par les anciens résidents confèrent une apparence coquette à ces intérieurs : plafonds ornés de frises en plâtre, cheminées encadrées de marbre ou de pierre taillée, arcades, escalier balancé, rampe en fer forgé, murs en faïence... Le soubassement en pierre de taille, les menuiseries en bois, le toit en tuiles bordé de génoises ou d'une corniche en redent de briques et l'entrée souvent traitée en arcade, en verre ou en céramique, contribuent à attribuer cet aspect coquet à la maison.

6. L'habitat à la Casbah.

- Structuration et hiérarchie.

La trame du tissu est caractéristique des médinas, le tracé des désertes s'est fait au gré des courbes de niveau et a donné aux parcelles une forme irrégulière. Excepté cette trame, le tissu de la Casbah a peu de points communs avec les autres médinas de la même époque. Sa spécificité est mise en évidence dans un ouvrage remarquable d'André RAVEREAU (éd. Sindbad, Paris, 1989). L'habitat collinaire de la Casbah est organisé en cascade de la crête d'Alger vers la mer. Deux dessertes principales joignent la Citadelle (palais du Dey), située sur la crête, à l'amirauté et traversent le tissu de part en part. Elles sont bordées de petites échoppes de commerçants et d'artisans dont la spécialisation originelle par rue et par type d'activité a perduré dans l'ensemble. A partir de ce réseau de distribution exclusivement piéton, conçu selon une succession d'escaliers, de pentes et de paliers, partent des impasses semi-privées qui desservent des maisons en grappe,

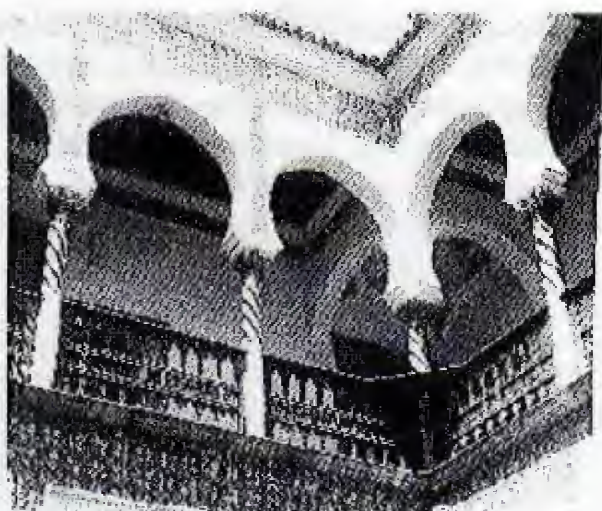
appartenant à l'origine à une même entité sociale, repérée grâce à sa mosquée. La hiérarchie des espaces du public au privé est signifiée par un ingénieux jeu d'ombre et de lumière. L'intensité de la lumière indiquant les espaces publics, la pénombre signalant au contraire l'espace privé.



Vue d'ensemble

- La maison à patio.

Le patio, appelé *west eddar*, " centre de la maison ", renvoie à la prédominance de ce lieu sur l'organisation de la maison. Les pièces sont disposées autour du *west eddar* et sont desservies à l'étage par une galerie encadrant cet espace. A l'origine, ces maisons conçues pour une famille élargie, avaient des pièces organisées en longueur, utilisées pour la réception, le sommeil ou la cuisine. Le *west eddar* était le lieu de la vie communautaire, des rencontres, des repas, des collations et des fêtes. Aujourd'hui, les pièces sont compartimentées et le patio est en partie privatisé. Ce dernier à l'origine non couvert, était l'espace d'aération et d'ensoleillement de la maison. Aujourd'hui le *west eddar* est le plus souvent couvert par les habitants qui veulent éviter de le traverser dans le froid, pour aller d'une pièce à une autre. En conséquence de quoi, cet espace a perdu sa fonctionnalité originelle et l'humidité est devenue une des caractéristiques de cet habitat.



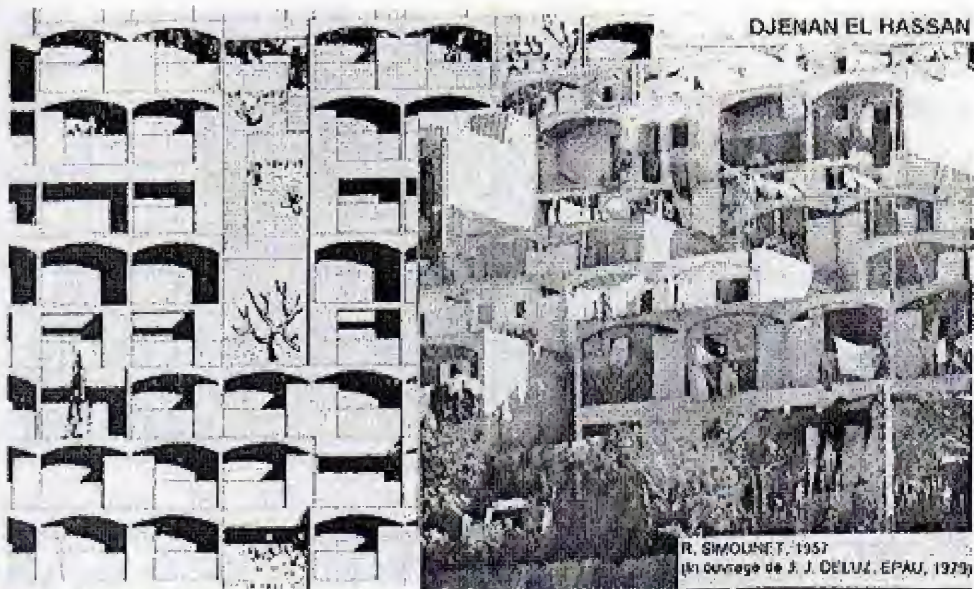
Façade intérieure

7. Les cités de recasement du Plan de Constantine.

- *Rentabilisation maximum du sol.*

Le plan masse de ces cités de recasement est quasiment le même, sauf pour celles conçues sur des sites en forte pente, comme c'est le cas de Djenan El Hassan, où les circulations extérieures deviennent une série d'escaliers. Cet ensemble d'habitat, conçu par l'architecte Roland SIMOUNET, est considéré par le groupe des CIAM ²⁷ comme l'exemple à suivre dans ce genre d'opérations. Bien que la cité de Djenan El Hassan soit située sur une pente de 50% au Frais Vallon, elle est conçue selon une trame parfaitement orthogonale, les circulations horizontales sont parallèles aux courbes de niveaux et coupées transversalement par des escaliers. L'habitat de ces cités de recasement est constitué, de cellules individuelles à rez-de-chaussée, (dites "traditionnelles") de norme économique.

²⁷ Le groupe C.I.A.M. d'Alger avait établi une grille du bidonville Mahieddine pour le congrès D'Aix-en-Provence (juillet 1953) qui eut un tel succès, qu'elle fit le tour du monde et fut déposée à la Fondation Le Corbusier. Roland SIMOUNET, qui était l'un des initiateurs de cette grille s'en inspira dans la conception de Djenan El Hassan. (Jean de MAISONSEUL, "Djenan El Hassan. Relations espace/temps : ou redécouverte de l'échelle humaine chez Roland Simounet", in T. & A. n° 329, février-mars 1980, p.65)



La plupart de ces ensembles a été conçue selon une trame de murs porteurs avec toitures en voûtes de parpaings de ponce. L'idée des voûtes avait une double raison, la première concernait "l'algérianité" du caractère, la deuxième était d'empêcher une densification en rendant toute extension d'étage impossible. Aujourd'hui ces quartiers ont totalement changé d'aspect, leurs habitants ont pratiquement tous surélevés leur maison d'un étage. L'initiative individuelle, la diversité des moyens mis en jeu, fait de ce quartier un ensemble urbain d'apparence entièrement spontanée et désordonnée. A peine lit-on en filigrane l'existence d'une cité à cellules identiques.

Au niveau urbain, à travers le système de distribution se lit une hiérarchie très marquée entre espace public et privé. Sur la route principale (nationale ou départementale) viennent se greffer les deux ou trois voies de desserte principale qui sont souvent de longues impasses carrossables d'où prennent naissance, de nouveau, une série de petites impasses piétonnes qui accèdent aux groupes de logements.



- Un habitat "évolutif"

Afin d'aboutir à une utilisation optimum du sol, ce mode d'assemblage impliquait automatiquement des mitoyennetés sur tous les cotés du module, chose rendue possible par la cour. Mais les transformations de cet habitat en particulier la couverture de la cour a rendu le rez-de-chaussée humide et sombre. Au moment de sa réalisation, le projet de Djénan El Hassan présentait deux types de cellule : l'une constituée d'une pièce unique de $12,4\text{m}^2$, complétée d'une loggia de 4m^2 où se trouve un WC et un point d'eau. La seconde forme un duplex qui dédouble la superficie de la cellule précédente. L'équipement électrique se limitait à une lampe et la finition à un badigeonnage de chaux.

Le thème principal du type, qui résulte des transformations opérées par les habitants, semble être le balcon, organisé le long de la façade. Faut-il y voir une économie d'espace, dans la mesure où le balcon gagne sur l'espace public, une facilité constructive analogue aux encorbellements traditionnels ou enfin le référent à un habitat urbain extraverti ? Autant de questions auxquelles nous tenterons de répondre dans les parties qui suivent.

8. Les grands ensembles du Plan de Constantine.

- Deux types de morphologie.

Les opérations de logement social collectif du plan de Constantine se distinguent par des compositions planimétriques variables, bien que la base commune de leur conception soit la rentabilisation de l'espace pour loger le plus grand nombre au moindre coût. Certains cas miraculés, comme Diar El Mahçoul, un grand ensemble conçu par

Fernand POUILLON, sont caractérisés par une intégration urbaine judicieuse au site. La cité, organisée selon une variété d'espaces extérieurs et de volumes, est ainsi traversée par des parcours jalonnés de places, de square et d'espaces de jeu caractérisés par des perspectives et des ouvertures sur le paysage. L'organisation, la hiérarchisation et l'échelle judicieuses de ces espaces publics permettent à ces derniers d'être appropriés et d'échapper ainsi à l'état d'abandon. Les façades de cette cité font l'objet de la même attention, par exemple, les motifs architecturaux varient de l'encorbellement à la sculpture d'Amado sur la tour en passant par les panneaux de décor en céramique.

Si la grande majorité des grands ensembles du Plan de Constantine se caractérise par le dénuement et la désolation des avatars du mouvement moderne, elle se distingue surtout par une conception ségrégative qui consiste à organiser deux groupes d'immeubles distincts se différenciant selon la notion de "simple confort" et de "confort". La première notion désignait les immeubles de petits logements équipés du strict minimum et destinés pendant la colonisation aux musulmans. La seconde qualifie les immeubles attribués aux européens dont les logements sont plus grands et de niveau de confort supérieur aux premiers.

Le bâti est formé surtout de barres, quelques fois de plots ou de redents. Entre ces volumes organisés de façon discontinue, se déploient de nombreux vides urbains, caractérisés par l'absence d'aménagement et de repères, excepté quelques rares commerces en rez-de-chaussée. Les façades accentuent cet effet de dénuement par leur géométrie répétitive et leur uniformité.



La Concorde



- Excès de répétitivité et de rationalisation.

Si l'organisation de ces grands ensembles peut être diverse, le logement, par contre, est conçu partout selon les mêmes principes de répétitivité et de standardisation. Il compte au maximum trois pièces dont la taille moyenne est d'environ 9m², une kitchenette, des WC et une salle d'eau équipée d'un receveur de douche et d'un lavabo. Le système d'assemblage des cellules consiste généralement en une double mitoyenneté pour permettre un ensoleillement égal des logements mais il nécessite une forme fréquente de distribution horizontale, la coursive qui participe à une composition simpliste de la façade. Aujourd'hui, tous les types d'espaces extérieurs prolongeant les logements, tels que loggia, balcon et fond de coursive ont été intégrés dans la surface habitable en tant qu'extensions successives et les appartements ont généralement fait l'objet de transformations aussi diverses que leurs usagers.

9. Les résidences du mouvement moderne.

- Intégration au site.

Les productions du mouvement moderne, selon leurs destinataires, présentent des écarts qualitatifs importants, allant du dénuement le plus total qui fait du logement un simple abris, à une richesse architecturale qui octroie aux édifices un statut d'exemple de réussite du mouvement moderne. Les résidences du mouvement moderne, initialement destinées aux couches moyennes de la population européenne, ont été pour les architectes de l'époque une opportunité de création totalement libérée des contingences bureaucratiques ou budgétaires imposées par la métropole. En 1933 se réunie à Alger un congrès d'architecture et d'urbanisme auquel participe LE CORBUSIER et cette rencontre historique du mouvement moderne va donner lieu à une prise de possession du site d'Alger par les grands immeubles où les principes du pilotis, l'utilisation des pentes de terrains, la façade panoramique ouverte sur la baie d'Alger, le brise soleil, le jardin suspendu et la toiture-terrasse, ainsi que l'immeuble pont trouverons de larges applications.

La spécificité des ensembles réalisés réside dans l'ingéniosité de leur forme d'intégration au site collinaire d'Alger. Les immeubles sont généralement disposés perpendiculairement aux courbes de niveaux afin de libérer la vue sur la mer et la conception de l'édifice les niveaux de la pente du terrain pour desservir certains étages qui du coup prennent un caractère urbain. Ainsi, on peut habiter le huitième étage et accéder directement de ce niveau à la rue. L'immeuble de l'Aéro-habitat, conçu par des élèves de LE CORBUSIER en tant que première expérimentation de l'Unité d'Habitation, a un étage urbain qui prend la forme d'une rue commerçante.

- Diversité dans la répétitivité

Les logements sont organisés selon une réponse optimum aux besoins de familles de tailles diverses, aussi plusieurs types de cellules sont proposés, du f3 au f6 et du duplex au triplex. Ces types de logement sont ensuite répétés, dans un mode d'assemblage où la distribution horizontale varie de la coursive au palier. Les logements sont de qualité et les pièces sont spacieuses et ensoleillées.



Boulevard Bougara



La tour d'Hydra



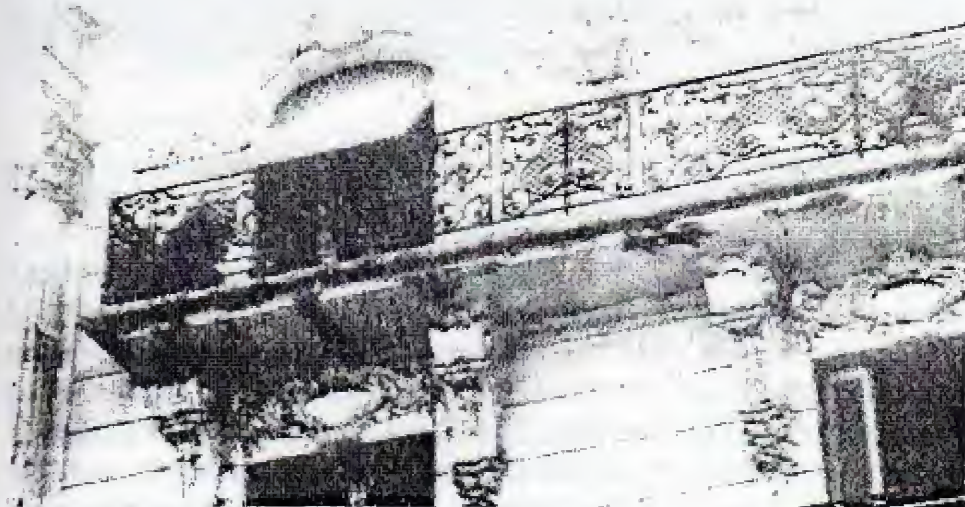
Dar El Beida

10. Les immeubles haussmanniens.

- L'îlot.

Le tissu haussmannien se déploie dans les différents espaces centraux de la ville, il constitue l'essentiel de la plaine littorale et ponctuellement les hauteurs. La trame du centre, par exemple, est formée de larges boulevards parallèles au littoral, ponctués de places et de squares, d'où prennent naissance des axes transversaux qui forment des coulées vertes et rejoignent la crête d'Alger. Cette trame définit des îlots constitués de plusieurs immeubles mitoyens et alignés et forme ainsi un tissu continu. Les îlots sont composés, soit d'immeubles de rapport, soit d'immeubles à arcades qui s'organisent généralement autour d'un cœur d'îlot où donnent les cages d'escaliers. L'ensemble des espaces constitué par l'entrée, la cour intérieure, les cages d'escaliers, les ascenseurs, les corridors, paliers et halls, est particulièrement chargé d'éléments de décor, comme les garde-corps en fer forgé, les frises murales en céramique, en mosaïque ou en plâtre, les arcades et la fontaine.

Les façades des immeubles haussmanniens particulièrement chargées de décors ont la manifestation de l'enrichissement colonial de la fin du siècle. Elles portent l'un des plus cossus du vocabulaire architectural. Les architectes ont usé sans limite de balcons, de colonnes, de pilastres, de corniches, d'entablements, d'encorbellements, de balustres, de bas-reliefs floraux, de sculptures, de céramique et de fer forgé.



Détails de la façade

- Des appartements cossus.

L'organisation intérieure des appartements ainsi que leur décor participe de la même richesse ostentatoire. La composition planimétrique privilégie les espaces de réception en leur donnant des formes arrondies ou des décrochements, notamment le séjour, le hall d'entrée et parfois l'antichambre. Toutes les pièces sont spacieuses, à plafond haut, décorées avec des frises en plâtre ou en céramique et contiennent souvent une cheminée encadrée de marbre. La liste des éléments de décor intérieurs généralement personnalisés, est loin d'être exhaustive. Dans certains appartements, par exemple, la salle de bain est en marbre, la robinetterie en cuivre, les portes des espaces de réception portent des vitraux et les poignées sont en céramique.



Rue de la Lyre, Bab El Oued

11. Les logements sociaux réalisés après l'indépendance.

- Un espace urbain non défini.

Au préalable, soulignons que la conjoncture de crise du logement, apparue les premières années d'indépendance et qui n'a pas cessé de s'aggraver depuis, a placé la production du logement dans une logique implacable d'urgence, exclusivement quantitative. L'industrialisation du bâtiment a été introduite de façon brutale et les procédés technologiques ont été importés avec des plans types qui excluent quasiment l'intervention des architectes nationaux et encore plus celle des usagers. Le volume et les conditions d'importation de ces procédés

sont tels que le paysage urbain produit est le même sur tout le territoire national. Lorsque l'on a en tête la diversité des régions en Algérie, par exemple entre le Sud et le Nord ou les Hauts Plateaux et le Sahel, on imagine l'entreprise d'uniformisation formelle que constitue l'industrialisation du bâtiment. Le paysage urbain se distingue désormais par des parallélépipèdes implantés en casernement, libérant de nombreux vides urbains, des *no man's land* où les gens se perdent.

La typologie de l'habitat réalisé rejoint, 10 années plus tard, dans ces formes, sinon dans sa destination et son économie, celle de l'après-guerre et de la reconstruction, tant en Europe occidentale qu'en Europe orientale, avec des blocs identiques, parallélépipèdes, disposés parallèlement, et pour lesquels le "chemin de grue" détermine le plan masse. Les seuls signes de personnalisation et d'une certaine façon de repérage, visibles sur la façade, sont les fruits des pratiques d'habiter des résidents. La façade, caractérisée au départ par la répétitivité et la sobriété, comporte aujourd'hui des matériaux hétéroclites, briques creuses, parpaings, tôles ondulées, bâches, barreaux, etc.



Badjarah, casernement, uniformité et abandon des espaces extérieurs

- *Le logement social.*

Le prototype du logement social porte les propriétés spatiales de la polyvalence diurne et nocturne des pièces, de l'emplacement hors de la zone d'intimité familiale de l'espace de réception, occasionnellement chambre d'hôte, de l'organisation de l'entrée en chicane, de l'installation des WC entre l'espace de réception et celui de l'intimité, du positionnement et du dimensionnement de la cuisine pour qu'elle ait un statut de pièce habitable. Les cellules conçues sur la base de ce modèle, sont assemblées selon une double mitoyenneté et desservie par une coursive. Comparativement aux HLM et HBM du Plan de Constantine, les logements sont de taille plus importante et surtout ils proposent des espaces extérieurs tels que la loggia ou le balcon qui

différence notoire avec les logements sociaux, en revanche, si la taille des pièces est plus importante, ces opérations de standing moyen se distinguent par la qualité des matériaux, souvent importés et la finition du second œuvre.



Ben Omar, Kouba

sont les lieux potentiels de l'inévitable extension. Mais la rapidité d'exécution de ces logements et la médiocrité des matériaux utilisés, conjuguées au surpeuplement ont fait que ces HLM se sont très vite fortement dégradés.

12. Les ensembles de standing moyen de la période post-indépendante.

- Un espace urbain mieux défini

Contrairement aux logements sociaux, la formalisation du plan masse des opérations de standing moyen, s'est écartée du "chemin de grue" pour faire l'objet d'efforts de composition urbaine et de meilleure définition du statut des espaces extérieurs. On a procédé, notamment, à une disposition plus judicieuse du bâti, des dessertes, des espaces verts, de jeux et de parking. Au regard des budgets plus consistants que ceux des opérations de logement social, les espaces urbains sont plus ou moins aménagés et traités avant que les habitants emménagent.

La volumétrie des édifices s'écarte du parallélépipède pour porter des décrochements et des terrasses individuelles. La façade participe à cette distinction par un jeu d'arcades, de panneaux de décor et de claustras ou autre matériau ajourant les loggias. Là aussi, les habitants ont modifié les façades, mais leur niveau économique a permis de le faire en utilisant des matériaux onéreux, telles que les vérandas en aluminium ou en PVC.



La cité des Sources, Plateau des Anassers

- Un logement à standing moyen

Les cellules sont de taille plus importante que celles des opérations de logement social, les pièces soient plus grandes et la proportion des logements de 5 et 6 pièces est souvent de 30% dans ces programmes. Les dispositions spatiales des appartements ne présentent pas de

B. STRUCTURE DE LA DISTRIBUTION DE LA POPULATION.

Les travaux de Saverio MURATORI sur des échantillons importants du tissu urbain de la ville de Venise aboutissent à des conclusions fondamentales dont la plus importante porte sur le fait que le type ne se caractérise pas en dehors de son application concrète, en dehors d'un tissu construit (cité par Philippe Panerai, *cahiers de la recherche architecturale*, 1979). Le tissu urbain à son tour n'a de sens que par rapport à l'ensemble de la structure urbaine. (Christian DEVILLERS, A.A., 1974) et la localisation des entités typo-morphologiques dans la ville les spécifie en fonction de leur marginalisation ou de leur intégration urbaine.

La plupart des analystes ont noté à juste titre la fluctuation des rapports entre la typologie architecturale et la morphologie urbaine au cours de l'histoire et leur perte de sens dans la période contemporaine dès lors que la demande sociale n'est pas prise en compte et que la production architecturale est conçue en rupture avec le tissu existant. Cette double rupture, avec la demande sociale d'un côté et la ville existante de l'autre, s'accroît d'autant plus avec la péri-urbanisation massive, opérée sous l'égide d'un Etat qui conçoit l'habitat selon la normalisation d'un logement produit indépendamment des équipements et de toute réelle maîtrise de la morphologie urbaine.

A ce titre, le mode d'urbanisation mené en Algérie depuis l'indépendance, mais déjà amorcé par le Plan de Constantine, représente une sorte de cas limite qui fait de notre terrain d'analyse un laboratoire exemplaire des écarts entre les conditions d'usage et les conditions officielles de production de l'espace. Les divers modes d'appropriation constituent en soi une sorte de critique de fait de l'état général des lieux.

Les stratégies d'appropriation investissent également le champ de la ville, animées cette fois par les enjeux de la localisation dans la structure urbaine. Les habitants ont plus ou moins une connaissance et une compétence en matière de pratiques urbaines qui leur permettent de mesurer les avantages et les inconvénients de chaque localisation dans la ville. Autrement dit ces stratégies de localisation renvoient à la capacité de maîtriser sur le plan symbolique et économique les éléments liés au type d'habitat et au fait qu'il se prête ou non à la spécificité des groupes et à sa proximité ou non des équipements et de la centralité urbaine.

Ainsi, certains habitants préfèrent rester dans un habitat inadapté, qu'ils s'appliquent à rendre conforme à leur habitus et jouir de la centralité urbaine, plutôt que d'avoir un appartement en adéquation avec leur mode de vie mais loin des équipements et en marge de la centralité. D'autres habitants font le choix inverse, mais la périphérie n'a pas le même sens, selon qu'ils possèdent une voiture et que le quartier est chic ou qu'ils sont à proximité de décharges publiques et qu'ils se déplacent en bus.

Ces stratégies d'appropriation et de localisation dans la ville induisent des mobilités résidentielles entre centre et périphérie et entre certains segments du parc immobilier, dont la nature différentielle reflète le niveau social des individus. La reconstitution et l'analyse de ces itinéraires spatiaux multiples laissent apparaître une relation entre mobilité spatiale et mobilité sociale qui constitue en soi un volet de recherche que nous réservons aux ouvertures qu'offre le présent travail.

Au regard de notre problématique, la localisation des types d'habitat dans la structure sociale d'Alger nous semble incontournable, car la situation de marginalisation/intégration à l'urbain participe également à la spécification des groupes sociaux.

L'analyse succincte de la structure urbaine d'Alger que nous proposons s'appuie sur l'optique de Saverio MURATORI sur la ville de Venise (in *Cahier de la recherche architecturale*, n° 4, 1979) qui considère que l'étude d'une structure urbaine ne se conçoit que dans sa dimension historique, car sa réalité se fonde dans le temps par une succession de réactions et de croissance à partir d'un état antérieur. Cette incursion dans le passé est d'autant plus justifiée eu égard aux répercussions de la morphologie sociale d'Alger pendant la colonisation, sur la distribution actuelle de la population.

1. Ségrégation ethnique en 1954.

L'étude de Robert DESCLOITRES, Jean-Claude REVERDY et Claudine DESCLOITRES (Paris, 1961) sur l'urbanisation des grandes villes algériennes et leur occupation à la période coloniale montre comment les effets de la guerre sur les campagnes en 1954 ont induit un exode spectaculaire vers les grandes villes. La population urbaine autochtone qui représentait que 6% de la population totale en 1926, passe au début de la guerre aux deux tiers. Avant cette période et jusque vers 1930, les autochtones étaient minoritaires dans les villes.

A l'indépendance, la population autochtone déjà installée en milieu urbain, a été de ce fait privilégiée dans le processus de réappropriation de la ville après le départ de la population européenne. A l'époque coloniale, la répartition de la population dans les grandes villes et particulièrement à Alger, se distingue essentiellement par sa distribution ethnique dans des quartiers dits musulmans d'un côté et européens de l'autre. En 1954, la répartition de la population européenne se faisait dans la proportion de 70% dans les secteurs européens, de 24% dans les secteurs mixtes et de 6% dans les secteurs dits musulmans. En revanche, la population musulmane était répartie selon les proportions de 8% dans les secteurs européens, de 20% dans les secteurs mixtes et 72% dans les secteurs musulmans.

Au début de la colonisation, les interventions sur l'espace d'Alger des pouvoirs publics ont consisté à quasiment détruire le quartier de la basse Casbah et à l'aménager selon une logique militaire de contrôle des populations autochtones notamment par la création de la place d'Armes où se déployaient les régiments. Les rues de Bab-Azzoun, de Bab-El-Oued et de Chartres deviennent le nouveau centre d'Alger, celui de l'administration coloniale et son quartier des affaires. La Casbah, quant à elle, a continué à abriter la population autochtone.

Au début du siècle dernier, cette logique urbanistique a touché l'ensemble de la ville qui s'est développée selon les besoins exclusifs de l'administration coloniale, jusqu'à l'avènement du Plan de Constantine, ultime tentative de régulation sociale. La ville s'est alors développée vers le sud-est pour constituer les quartiers de l'Agha et de Mustapha et, dans une moindre mesure, vers le Nord-Est pour former Bab-El-Oued. Ces entités urbaines ont abrité une population européenne, jusqu'à ce que le centre glisse à nouveau en direction de l'est pour former les rues d'Isly et Michelet qui deviendront le nouveau quartier des affaires et de l'activité commerciale. Ce déplacement du

centre s'est confondu avec une nouvelle translation de la population européenne vers les nouveaux quartiers. La Basse-Casbah est alors occupée par des algériens et Bab El Oued par une population mixte formée d'européens de condition modeste et d'autochtones.

Simultanément se sont développés sur les hauteurs de la ville et sur les coteaux, amphithéâtre ouvert sur la mer, de nombreux lotissements. Ces nouveaux quartiers riches européens se localisent sur les plateaux de Bouzaréah et d'El-Biar ainsi que sur les hauteurs du centre-ville actuel, notamment le Télemly. Les faubourgs de l'Est, Hamma, Hussein-Dey et El-Harrach sont progressivement intégrés à l'agglomération et leur caractère industriel est à l'origine d'une population mixte de condition moyenne ou modeste.

Maria SGROI DUFRESNE (Paris, 1983), dans son travail sur Alger, aboutit aux mêmes observations sur la répartition ethnique de la population pendant la période coloniale. Elle montre également comment après 1954, les installations de la population musulmanes dans les périphéries ouest et est d'Alger, à Bouzaréah, Hussein-Dey et El-Harrach (Maison-Carrée) étaient liées à la proximité des zones industrielles d'Alger. Le reste de la ville était essentiellement occupé par une population européenne.

2. Distribution de la population après l'indépendance.

Après l'indépendance, les déséquilibres sociaux de la période coloniale et leur manifestation spatiale ont imprégné la réappropriation de la ville par les Algériens. La ségrégation ethnique a laissé la place à une ségrégation sociale qui en a calqué la structure. Les ségrégations de l'espace algérois et ses différences de valeurs ont certainement eu un effet de retour sur les groupes sociaux qui ont pu se l'approprier (Maria SGROI DUFRESNE, Paris, 1983, p. 367).

Cette réappropriation de la ville à l'indépendance apparaît à l'occasion du recensement de 1966. Maria SGROI DUFRESNE (PARIS, 1983), en établissant une corrélation entre les différentes informations du recensement de 1966, notamment le niveau de confort des logements et leur état, les conditions d'habitat de la population de chaque zone, ainsi que ses caractéristiques professionnelles et les mouvements inter-arrondissement effectués entre 1962 et 1966, met en relief la situation suivante :

- Les arrondissements privilégiés d'Alger-Centre, de Sidi-M'Hamed (Belcourt), d'El Biar, de Kouba et de Birmandreïs sont caractérisés par des logements de taille supérieure à la moyenne de ceux de l'agglomération algéroise, par des pourcentages très élevés de logement équipés et par des taux d'occupation par pièces inférieurs à la moyenne de la ville. Si la population est majoritairement composée d'employés, d'ouvriers qualifiés et de cadres moyens, la proportion des patrons, des cadres supérieurs et des professions libérales était la plus importante d'Alger. Par ailleurs, le volume de résidents actuels qui vivaient dans ces arrondissements au moment de l'indépendance est moins élevé qu'ailleurs, c'est donc là que le parc libéré par la population européenne est le plus important.
- Les arrondissements de Bab El Oued, de Bologhine et de Bouzaréah présentent une situation où l'ensemble des paramètres évoqués précédemment révèle une condition moyenne pour l'habitat et la population dont la composante dominante reste les employés, les ouvriers qualifiés et les cadres moyens
- Les arrondissements qui dépassent les seuils de surpeuplement et qui ont gardé leur caractère populaire sont ceux de Hussein-Dey, d'El-Harrach et les zones exclusivement musulmanes pendant la période coloniale, la Casbah et El-Madania. L'habitat de ces quartiers est généralement dégradé et sous équipé.

De manière générale, les revenus à l'Ouest sont plus élevés qu'à l'Est, mais ce qui accentue cette différenciation c'est le niveau d'équipement et la qualité du cadre bâti. Le revenu réel doit être distingué du revenu monétaire, et le territoire urbain peut être comme un système d'accessibilités différentielles aux ressources localisées et, par voie de conséquence, un système de redistribution du revenu réel.

Après l'indépendance, la ville connaît une situation de relative aisance et les dirigeants engagent en priorité leurs efforts sur le plan économique. Les problèmes d'urbanisme et d'habitat ne seront à l'ordre du jour que vers la fin des années soixante.

L'année 1968 inaugure une période où les premiers effets de la politique de développement se font sentir, en même temps que les problèmes sociaux, particulièrement ceux de l'habitat, deviennent un facteur de blocage pour la poursuite des efforts de développement économique. L'exacerbation des déséquilibres sociaux s'est accentuée

selon le même schéma ségrégatif de distribution de la population dans la ville.

3. Evolution de la structure sociale depuis le recensement de 1987.

La situation démographique d'Alger, selon le recensement de 1987, se caractérise par un centre très dense, de 50 à 60.000 habitants au km², contrairement aux faubourgs périphériques moins peuplés. Par ailleurs, entre 1977 et 1987, on constate que les migrations sur Alger sont nulles et qu'un mouvement inverse vers les petites villes périphériques est amorcé avec un solde migratoire négatif d'environ 120.000 personnes.

Le taux d'accroissement démographique de la Wilaya d'Alger reste élevé mais avec des différences importantes selon les communes. Les facteurs tels que le taux de scolarisation des petites filles, l'âge moyen du mariage et le taux d'occupation féminin qui varient du simple au double d'une commune à une autre, ont une répercussion considérable sur la fécondité et renseignent, dans une certaine mesure, sur l'évolution des mœurs de la population.

Si le solde migratoire d'Alger est négatif, les tendances d'évolution de la population dans les différentes communes rendent compte plutôt des mobilités résidentielles inter-quartiers des habitants. Ces itinéraires spatiaux multiples expriment, sans doute, les stratégies d'appropriation de la ville par les habitants et leurs compétences à mesurer les avantages et les inconvénients qu'implique chaque localisation dans l'urbain pour le type d'habitat choisi. Les différences de maîtrise de l'espace urbain mettent également en relief les spécificités des groupes sociaux, certains étant plus ou moins bien placés pour accéder à tel édifice ou tel autre, et plus ou moins aptes à se localiser dans un quartier plutôt qu'un autre. Selon leur place dans l'échelle sociale, ils transformeront leur habitat ou ils se déplaceront et procéderont à de nouvelles constructions.

Excepté la Casbah et Oued-Koreiche qui restent des quartiers fortement paupérisés, les communes de l'espace central telles que Bab-El-Oued, Alger-Centre, Sidi-M'Hamed, Hamma et El-Madania se distinguent par une distribution hétérogène des groupes sociaux. Leur population est constituée, quasiment dans les mêmes proportions, de cadres, de petits fonctionnaires, d'employés et d'ouvriers. Leur parc immobilier est composé d'immeubles haussmanniens ou de grands

ensembles collectifs modernes dont les logements sont de taille petite ou moyenne. Dans ces quartiers, du reste correctement équipés, de nombreux îlots sont vétustes et les taux d'occupation des logements sont très élevés.

Une grande part de l'habitat de Oued-Koreiche et la Casbah est formée des maisons communes et des HLM du Plan de Constantine dont les plus tristement connus sont Diar-El-Kef et Climat de France. Cette entité urbaine se démarque nettement des autres communes par des logements non équipés, de petite taille et densément occupés. Les employés, ouvriers et manœuvres forment l'essentiel des catégories socioprofessionnelles actives dans ces quartiers où le taux de chômage est très élevé. Malgré leur proximité du centre, ces quartiers sont en situation de marginalisation sociale totale.

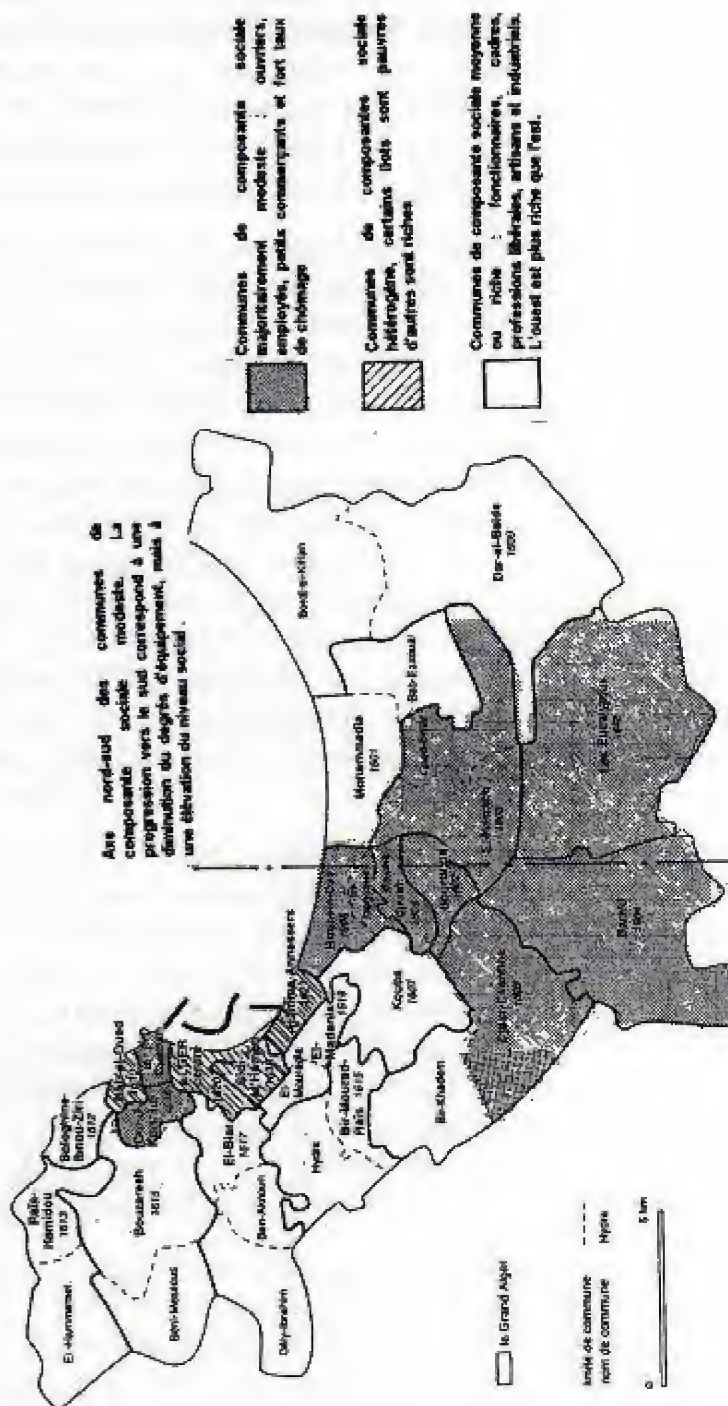
Les hauteurs d'Alger, notamment le boulevard Didouche Mourad, les quartiers d'El Mouradia, d'El-Biar, de Birmandreïs et d'Hydra possèdent un parc immobilier datant de l'époque coloniale, constitué essentiellement d'immeubles haussmanniens, de résidences du mouvement moderne, de lotissements coloniaux. Les extensions récentes de ces quartiers sont formées de lotissements huppés initiés généralement par les pouvoirs publics. Les appartements, de taille moyenne dans le parc ancien et de taille plus importante dans les nouveaux lotissements, sont correctement équipés. Ces quartiers dont les densités restent faibles et le niveau d'équipement élevé, sont généralement occupés par une population de cadres, de fonctionnaires, de personnes exerçant une profession libérale, de commerçants et d'opérateurs économiques.

Les communes périphériques de l'Ouest, Kouba et Birkhadem, et celles de l'Est, Bab-Ezzouar, Mohammadia, Dar-El-Beida et Bordj-El-Kiffan, sont constituées soit de lotissements de l'époque coloniale, soit de nouveaux lotissements et de ZHUN. Dans ce parc, les appartements correctement équipés ont une taille moyenne plus importante. Les implantations de nombreuses ZHUN et de lotissements ont renforcé la tendance sociale de ces quartiers où résident une majorité de cadres, d'industriels, de professions libérales et de commerçants.

Les communes de Hussein Dey, de Badjarah, d'El Harrach, de Bourouba, de Gué de Constantine, de Baraki et des Eucalyptus forment un axe Nord-sud, à l'Est de la ville qui se caractérise par des logements non équipés mais de taille plus importante que dans le

au reste de la ville où il est moyen, voire quasiment nul. Evidemment, l'absence de centralité dans les quartiers périphériques, n'a pas le même sens pour les groupes sociaux aisés que pour ceux de condition modeste.

III. TYPES D'HABITAT ET MODELES SOCIO-CULTURELS EMERGENTS



centre et par une forte densité de population. Cités de recasement, HLM du Plan de Constantine, logements sociaux de réalisation récente, constructions illicites et maisons communes forment l'habitat de ces communes. La population se compose d'une majorité d'employés, d'ouvriers dans l'industrie et le bâtiment, de techniciens et de nombreux chômeurs. Les quartiers d'urbanisation récente de cet axe Nord-sud ont un niveau d'équipement très faible.

Les communes qui forment la seconde périphérie Ouest, notamment Béni-Messous et Dely-Brahim, ont perdu leur caractère originel quasi rural après les nombreuses implantations de lotissement qui ont également transformé la structure sociale de la population. Hier, la plupart des résidents étaient agriculteurs, aujourd'hui la population est plutôt constituée de cadres, d'industriels ou de professions libérales.

Nous avons vu précédemment comment, à l'indépendance, au moment de la réappropriation de la ville par les Algériens, une ségrégation à caractère social a succédé à la distribution ethnique de la population. Les tentatives algériennes de planification de l'espace de la capitale ont contribué à souligner cette tendance en organisant la distribution des populations, à l'indépendance, par la politique des loyers et plus récemment par le développement sans précédent de l'habitat pavillonnaire et par l'attribution quasi exclusive du parc logement des ZHUN aux cadres.

La localisation des groupes sociaux dans la structure spatiale de la ville et surtout l'inertie au changement de la morphologie sociale et les efforts de la technostructure pour la contrôler peuvent aller jusqu'à remettre en cause le droit à la ville de certains groupes sociaux. La place de chaque groupe social est alors désignée dans le cadre d'un système de reconnaissance légitimé et reconnu par tous. Le poids de cette codification est tel que le changement structurel profond intervenu à la faveur du passage de la colonisation à l'indépendance, a induit une réappropriation de la ville d'Alger où chacun cherche désespérément à retrouver la place qu'il estime lui revenir.

La ville ainsi conçue, vécue et perçue apparaît selon deux types de ségrégation : l'une sociale, structurée selon une zone centrale hétérogène, un axe Nord-sud à l'Est composé de groupes sociaux à faibles revenus et le reste des quartiers périphériques constitués de couches moyennes ou de riches, l'autre, à caractère spatial se distingue par une zone centrale dont le niveau urbain est très élevé par rapport

A. ENGENDREMENT DE NOUVEAUX TYPES D'HABITAT.

La recherche autour du type et de la typologie architecturale a considérablement progressé et les termes du débat sur ces questions se sont précisés. Le type est alors considéré comme une abstraction de propriétés spatiales commune à une classe d'édifices et une structure de correspondance entre un espace construit et les valeurs différentielles que lui attribue le groupe social auquel il est destiné. (Christian DEVILLERS *A.A.*, n° 174, 1974). Cette approche met en évidence la structure de correspondance entre les caractéristiques physiques d'un espace et le modèle socioculturel des habitants.

Le type devient représentatif d'une classe d'édifices ayant en commun les propriétés formelles les plus significatives des pratiques spatiales du groupe social destinataire. Toujours dans cette optique, Jean-Pierre FREY, qui place le type dans la même perspective de conceptualisation que Henri RAYMOND, l'envisage dans le cadre d'une théorie qui rend compte de ses conditions sociales d'existence (éd. Harmattan, 1991, p. 52). Autrement dit, le type est contenu dans la relation entre le mode de conception et de production d'un édifice et les caractéristiques sociales, culturelles et économiques de son usage par l'habitant. Cependant, cette relation n'est effective qu'à certaines périodes historiques, celles pour lesquelles le programme architectural correspond explicitement aux spécificités des groupes sociaux visés.

On identifie ainsi, au cours de l'histoire, une succession d'édifices typiques d'un groupe social, tels que la villa bourgeoise, l'hôtel particulier du XVIII, l'immeuble haussmanniens... En définitive, même dans le cas où l'identification d'une classe d'édifices suggérerait l'existence effective d'un type, rendre raison de ses rapports avec la société et en particulier de sa pertinence par rapport à l'habitus d'un

groupe et au procès de sa production, suppose en soi la construction d'un objet de recherche.

Le mouvement moderne, par sa conception de l'usager en tant qu'être de "besoins" plutôt qu'être de "pratiques", a gommé les différences sociales et culturelles perceptibles au niveau de la forme en uniformisant et standardisant le produit architectural. Depuis, la réflexion autour du type architectural s'est imposée comme la seule voie pour lever les obstacles à la compréhension et à la prise en compte des pratiques d'appropriation. En effet, à travers le travail sur le type, remarque Pierre PINON, c'est la pratique des espaces qui est respectée (*La Typologie entre pratique de la connaissance et théorie du projet*, Harmattan, 1991, p. 57) et cette optique de la recherche sur le type ouvre un horizon nouveau à la conception architecturale. A ce propos, Henri RAYMOND insiste sur l'impératif d'une pensée sur un nouveau type architectural qui, tenant compte des mutations des modes de vie, peut aboutir à la transformation effective du projet architectural (*Le Type architectural : une question toujours d'actualité*, Harmattan, 1991, p. 12).

Le croisement de la typologie architecturale et des pratiques d'appropriation des habitants à Alger nous a permis de spécifier les groupes sociaux et notamment de connaître leur trajectoire et leur mode de socialisation urbaine. Comme l'indique le *tableau synthétique des correspondances*, notre analyse des modalités d'appropriation à partir de onze types architecturaux débouche sur huit formes d'appropriation distinctes, chacune correspondant aux spécificités d'un groupe social, à un type d'habitat et à une localisation précise dans la structure urbaine.

A cet endroit, il n'est pas inutile de souligner encore une fois la pluralité des phénomènes d'appropriation liée à la diversité des individus et à leurs conditions de vie. Pour notre part, nous avons considéré ce qui nous semble dominant dans les pratiques des familles et distinctif au sein du groupe concerné. Là encore, nous avons opéré un classement parmi les convergences et les divergences qui nous ont paru les plus significatives. Ainsi, les phénomènes d'appropriation à Alger donnent lieu à un champ d'investigation large et complexe dont la taxinomie s'avère un exercice difficile. Cette taxinomie a surtout valeur d'instrument méthodologique pour rendre plus aisée l'étude de ces phénomènes et pour permettre la formulation des tendances les plus manifestes.

Les résultats de l'analyse des pratiques d'appropriation et des itinéraires résidentiels confirment que la structure sociale d'Alger à l'indépendance a imprégné les modalités de réappropriation de la ville par les groupes sociaux, chacun reconnaissant sa place dans une sorte de substitution sociale. Les groupes sociaux déjà en place ont migré vers un type d'habitat plus conforme à leur identité sociale. Par contre, la population d'exode rural plus récent s'est installée dans le parc vétuste libéré par les premiers ou dans les bidonvilles. Par ailleurs, les mobilités résidentielles apparues à l'issue de cette étude dessinent des tendances qui complètent notre perception de la morphologie sociale d'Alger. Les mobilités résidentielles, largement influencées par le marché du logement et le contenu social des quartiers, sont plus ou moins importantes et forment des trajectoires plus ou moins longues selon la position de l'individu dans l'échelle sociale.

D'autre part, il est important de souligner les effets de la crise du logement sur les phénomènes d'appropriation à Alger. Ainsi, certaines pratiques sont plus de l'ordre de la gestion du manque d'espace que de la pleine expression d'un modèle culturel spécifique. Par exemple, l'accueil des fils et leur ménage dans la maison familiale relève plus d'une réponse à la pénurie de logement que d'un schéma traditionnel des rapports familiaux. En revanche, cette situation amène les habitants à déployer des trésors d'ingéniosité pour structurer et hiérarchiser l'espace, afin de garantir divers types d'intimité malgré la promiscuité.

Les pratiques d'appropriation de l'habitat sont clairement destinées à affirmer une identité sociale acquise ou des prétentions. Elles apparaissent très diverses et la plus remarquable est celle qui consiste à organiser au sein de l'habitat une activité à caractère lucratif qui permet à la famille d'augmenter ses ressources et d'organiser ainsi sa promotion sociale. L'espace de réception, espace de représentation sociale par excellence, occupe une place privilégiée dans la hiérarchisation des lieux et dans les dépenses consenties par les habitants, ceci même dans le cas d'habitat modeste.

Outre ces lieux typiques partiels qui résultent des arrangements consentis par les habitants, les pratiques d'appropriation dans la plénitude de leur sens formalisent de nouvelles dispositions d'ensemble. Autrement dit, ces nouveaux types d'habitat restituent les éléments spatiaux qui se prêtent le mieux aux spécificités des groupes sociaux. En revanche, il peut également arriver que le logement de

départ limite les améliorations, quels que puissent être les efforts consentis par les habitants. Ces types de logement censurent les *habitus* et contrarient les pratiques d'appropriation à tel point qu'ils sont condamnés à disparaître.

1. L'immeuble familial.

Quelque que soit le groupe social concerné, une préférence très nette apparaît pour ce que nous appelons l'immeuble familial. Son organisation spatiale se caractérise par la superposition de plusieurs logements, plus ou moins indépendants dans un immeuble implanté sur un même lot où cohabitent, dans des appartements séparés, les parents et les jeunes ménages des fils. Généralement la cage d'escalier et les espaces extérieurs, tels que la cour, le jardin et la terrasse sont utilisés en commun, particulièrement au moment des fêtes familiales. Selon la richesse de la famille, d'autres espaces communs apparaissent, comme le sous-sol, la cave et le hammam.

Les résidents de ce type d'habitat l'évoquent avec fierté comme l'accomplissement de leur réussite sociale, par contre, pour les groupes sociaux qui n'y ont pas accès, c'est une sorte d'idéal-type à atteindre. Cette position privilégiée de l'immeuble familial dans les représentations des groupes sociaux est due à trois conditions très recherchées, le statut de propriétaire, le caractère individuel de l'habitat et la possibilité d'offrir un logement aux enfants, surtout aux fils.

Le statut de propriétaire octroi de facto à son titulaire une place parmi les possédants et, par conséquent, la possibilité de générer un héritage. Cette place dans l'échelle sociale est perçue par l'ensemble du corps social comme étant stable et sécurisante. A titre anecdotique, une expression d'apitoiement significative revient souvent lors du décès d'un chef de famille de condition modeste, "*âach ma k'seb mat ma khala*"²⁸, ce qui veut dire : "il a vécu en ne possédant rien, il est mort en ne laissant rien". En même temps qu'il fait référence au statut de possédant et qu'il renvoie à un certain statut social, l'habitat individuel est également prisé pour la latitude qu'il offre aux pratiques d'appropriation.

La possibilité de léguer un logement aux enfants à titre d'héritage fait partie des attributs des groupes possédants, c'est ainsi l'idéal à

²⁸ Refrain d'une chanson populaire, Châabi, de feu M'hamed EL ANKA.

peuvent remettre en cause les fondements de ce type d'habitat. Mais l'inertie des modèles d'habiter fera de l'immeuble familial un type durable, même s'il perd son caractère dominant.

A notre sens, la mobilité professionnelle des héritiers et la libéralisation du marché du logement feront disparaître progressivement l'immeuble familial chez les groupes sociaux les plus nantis. Toutefois, le modèle de l'immeuble familial sera repris par des couches plus larges qui le considèrent aujourd'hui comme l'idéal-type à atteindre. Pour ces catégories sociales au revenu modeste, l'immeuble familial correspond à une volonté d'échapper à la vulnérabilité de la situation des prolétaires sans feu, ni lieu. (Jean-Pierre FREY, in *Le Lotissement : objet et champ de recherche*, in *Regard sur le lotissement*, STU, p. 112)

Dans notre analyse, l'immeuble familial a évidemment des formes différentes selon les groupes sociaux. Les couches moyennes supérieures y signifient, notamment par ce que nous appelons les pratiques du "grand" et de l'ostentation, leur richesse, tandis que l'architecture de l'immeuble familial des couches populaires supérieures présente moins de prétentions. Par ailleurs, si l'immeuble familial est un projet parfaitement réalisable pour les groupes sociaux favorisés qui résident actuellement dans l'habitat collectif, il est évoqué comme un rêve inaccessible par ceux dont la situation sociale est précaire.

CORRESPONDANCES TYPE D'HABITAT, APPROPRIATION, ARCHITECTURE.

TYPES D'HABITAT EMERGEANTS	Immeuble familial <u>modeste</u> , articulation habitat / activité	Immeuble familial <u>riche</u> , articulation habitat / activité
GROUPE SOCIAUX	Ouvriers qualifiés, cadres moyens, commerçants, artisans.	Cadres, fonctionnaires, professions libérales
MODES D'APPROPRIATION	1. Mobilités sociales à partir de l'habitat 2. Processus d'adaptation aux besoins	1. Accumulation et distinction sociale 2. Investissements familiaux dépassant les capacités du logement
TPOLOGIE ARCHITECTURALE	1. Habitat individuel dense 2. Lotissements modestes de l'époque coloniale	1. Nouveaux lotissements 2. Habitat individuel à standing moyen 3. Immeubles haussmanniens 4. Résidences du mouvement moderne 5. Ensembles récents de standing
TPOLOGIE DU SENS COMMUN	1. <i>Bénian faidawi</i> 2. <i>Diar waki frança, diar el colon</i>	1. <i>Villas</i> 2. <i>Batimat waki frança</i> 3. <i>Batimat d'edad</i>

atteindre. Cependant, de nombreuses familles, qui ont opté pour l'immeuble familial avouent qu'elles auraient préféré offrir à leurs héritiers des logements particuliers qui auraient permis aux couples de vivre de façon indépendante. Toutefois la pénurie de logements et de lots à bâtir limite cette possibilité uniquement aux catégories sociales les plus aisées. Ainsi de larges catégories sociales ont produit un nouveau type d'habitat par leurs tentatives de lever les obstacles auxquelles les expose la pénurie qui caractérise le marché immobilier actuel.

La volonté générale de protéger l'indépendance des couples s'exprime parfaitement dans les formes d'organisation spatiale de ces immeubles familiaux, notamment par l'emplacement des espaces de distribution commun à l'extérieur des appartements privés. Ces espaces de distribution, qui englobent accès, cage d'escalier, hall et paliers, prennent à ce titre le statut de lieux typiques partiels. Lorsque ces derniers se trouvent à l'intérieur des appartements et, de ce fait, ne permettent pas une vie indépendante des différentes entités familiales, l'un des soucis majeurs de tous est de les reléguer à l'extérieur de l'espace habitable.

Les femmes sont particulièrement sensibles aux possibilités d'indépendance ainsi offertes. Elles trouvent dans ce type d'habitat les avantages d'un voisinage familial, mais pas les inconvénients de la maison familiale où la cohabitation impose une proximité contraignante pour le couple. Par exemple, les belles-filles soulignent le sentiment de sécurité qu'il procure, car il suppose solidarité et entraide familiale et apprécient la distance maintenue avec les beaux-parents, en particulier les belles-mères, dont le poids contrarie souvent l'épanouissement du couple. D'un autre côté, les parents apprécient d'avoir leurs enfants et petits-enfants à proximité, sans avoir à supporter le mode de vie des jeunes avec lequel ils sont plutôt en désaccord. Dans un lotissement de Birkhadem, cette logique familiale a donné lieu à un ensemble de villas organisées autour d'une impasse privée (délimitée par un portail), occupé exclusivement par les membres d'une même famille (frères, sœurs, cousins, parents, oncles, etc.).

La question de savoir si ce type d'habitat, actuellement dominant, est transitoire ou non reste posée. Il est vrai que l'amplification de la mobilité résidentielle due aux itinéraires professionnels et la disparition de la tension qui caractérise le marché immobilier algérien

2. Articulation de l'activité à l'habitat.

L'intégration d'activités à caractère économique au sein de l'immeuble familial et plus généralement dans l'habitat individuel est également un fait spécifique remarquable. Il consiste à réserver un espace au sein de l'habitation (garage, sous-sol ou une partie du rez-de-chaussée) pour organiser une activité à caractère lucratif, telle que commerce, artisanat, petites industrie ou cabinet de profession libérale. Cette aspiration quasi générale à articuler une activité à l'espace domestique, parce qu'elle est réalisable uniquement dans le cas de l'habitat individuel, milite largement en faveur de ce type d'habitat.

L'importance de ce projet est soulignée par le fait que les constructeurs, au moment de choisir leur lot, écartent d'emblée ceux desservis exclusivement par une impasse. Celle-ci, en tant que desserte semi-privée est considérée comme un espace qui rebute les passants et par conséquent la clientèle potentielle. C'est un lieu peu avenant pour les étrangers au quartier et qui se prête mal au stationnement de plusieurs véhicules et encore moins aux approvisionnements. Quant aux habitants des villas qui se trouvent dans une impasse, leur souhait le plus cher est d'avoir la possibilité d'accéder à une parcelle mieux desservie, afin précisément de pouvoir intégrer une activité à leur maison. Les habitants sont ainsi d'autant plus sensibles aux caractéristiques de la morphologie urbaine qu'ils accèdent à une maîtrise plus grande de leur habitat et de leurs activités économiques dans l'espace urbain.

La différence de signification attribuée par les habitants à une activité économique dans le logement a constitué pour nous un indicateur précieux pour affiner notre analyse des groupes sociaux. Ainsi nous avons donc pu définir trois groupes sociaux qui se distinguent chacun par la perception de cette pratique et le sens qui lui est donné. Cette pratique est particulièrement visible dans l'habitat illicite et les lotissements communaux qui forme les quartiers populaires denses. Les habitants, dont la cagnotte familiale reste insuffisante, eu égard au nombre de personnes à charge, réservent systématiquement dans leur logement un espace qu'ils destinent à une activité commerciale ou artisanale (mécanique, tôlerie, ferronnerie, etc.). Pour ces couches populaires, l'activité doit permettre de sortir d'une situation de vulnérabilité sociale, notamment de parer au manque de travail et à une inflation galopante. Ce lieu d'activité est tellement important dans l'itinéraire social de la famille et ses projections sur l'avenir que les

constructeurs entament d'abord la réalisation de cet espace avant l'achèvement de la maison. C'est souvent la mise en service rapide de l'activité et les revenus qu'elle procure qui permettent l'achèvement de la construction.

Ce phénomène s'est également généralisé dans les anciennes cités de recasement où les habitants, malgré les taux d'occupation élevés des logements, ont sacrifié un espace pour le destiner à un commerce ou une activité artisanale. Les familles qui n'ont pas pu concrétiser ce projet, notamment à cause de leur localisation dans une impasse, se caractérisent par leur précarité sociale. Ce sont les familles qui n'ont pas pu procéder, par exemple, à l'extension verticale de leur habitat ou à l'achat d'une voiture. L'articulation d'une activité à l'habitat représente pour ce groupe social une condition indispensable, et souvent la seule, pour tenter de sortir d'une situation sociale précaire.

L'insertion d'une activité au sein de l'habitat est une pratique que l'on retrouve également chez les couches sociales favorisées qui ont bénéficié des procédures de lotissement. Cependant, ces catégories sociales confèrent à cette pratique une signification différente de celle des milieux populaires. Dans ce cas de figure, l'espace réservé aux activités est plus important car il est conçu pour accueillir des entreprises industrielles (cosmétique, alimentaire, confection, etc.), une profession libérale ou un commerce. En revanche l'activité commerciale dans les nouveaux lotissements n'est pas limitée à l'alimentation générale, comme c'est souvent le cas dans les quartiers populaires, elle englobe également le prêt-à-porter, la pâtisserie, et la bijouterie. C'est somme toute des commerces destinés à une clientèle aisée.

Les catégories socioprofessionnelles qui ont bénéficié de ces nouveaux lotissements caractéristiques du paysage urbain actuel sont composées majoritairement de cadres, de fonctionnaires et de professions libérales. Généralement, ces catégories s'arrangent pour garder les postes importants qu'elles occupent dans le secteur public et développent des activités parallèles, au nom des épouses qui sont souvent amenées à quitter leur travail pour gérer l'entreprise familiale. Cette pratique typique des couches moyennes, qui consiste à parasiter le secteur d'Etat et à utiliser leurs relations pour créer et développer leur propre activité économique, correspond à une volonté d'accumulation immédiate de biens. A cet égard, ces activités échappent partiellement voire totalement au fisc et sont souvent une

source de nuisances pour l'habitat voisin (bruits de machines, déchets industriels, etc.)

La bourgeoisie algérienne, installée dans ce statut depuis plusieurs générations, voit ces pratiques d'un mauvais œil. Pour elle, il s'agit de pratiques parasites qui caractérisent les parvenus et les arrivistes. Elle méprise particulièrement cette forme de "bricolage" au sein de l'espace domestique et critique le développement anarchique de ces activités qui se fait au détriment de toutes les normes modernes d'installation (nuisance, pollution, etc.). Elle souligne que le seul but de ces formes de "bricolage" est l'enrichissement, le gain facile et la rentabilité immédiate. Ce discours moralisateur renvoie aux attributs d'une bourgeoisie qui cherche à s'identifier aux valeurs universelles actuelles de sa classe sociale, à savoir une contribution effective à l'essor économique. Mais au-delà de ce discours, se trouve également la crainte d'une concurrence déloyale.

La bourgeoisie sépare totalement l'espace des activités économiques de son lieu de résidence. Ce dernier, considéré comme l'espace domestique privé par excellence, est protégé de toute incursion liée à l'activité économique. C'est dans cette optique que la bourgeoisie localise son habitat dans des espaces strictement résidentiels. En France, au 19^e siècle, la bourgeoisie avait imposé la séparation de l'espace domestique avec celui des activités économiques par les baux de l'usage bourgeois des lieux qui stipulent l'interdiction d'exercer une activité professionnelle dans le lieu de résidence. La bourgeoisie algérienne et ses relais dans le pouvoir envisageront-ils de telles mesures dans l'avenir ? Si tel est le cas, le processus ainsi engagé pénaliserait surtout les groupes sociaux économiquement vulnérables.

3. Les types en voie de disparition.

En même temps que des types d'habitat émergent et deviennent des modèles dominants, d'autres, malgré toute la compétence des habitants à les transformer, restent loin de correspondre aux spécificités des groupes sociaux. Les modalités d'appropriation y sont particulièrement contrariées, l'espace domestique se prête mal aux transformations souhaitées pour acheminer l'habitat vers une organisation et une image satisfaisante et les familles n'envisagent son occupation que de façon transitoire. Ainsi, dans la maison commune où chaque pièce est occupée par une famille différente, les contraintes liées à la cohabitation forcée avec des étrangers ainsi que les difficultés à

protéger les intimités multiples au sein d'une même famille, condamnent ce type d'habitat aux yeux de ses occupants et lui confèrent en permanence un caractère provisoire.

La maison commune devient maison familiale lorsque les pièces de cet habitat, organisé généralement autour d'une cour, sont occupées chacune par des ménages de la même famille. Si la maison familiale permet la protection des intimités multiples, elle reste loin de correspondre à l'idéal d'indépendance des couples qui se fixent l'objectif d'acquérir leur propre appartement ou d'engager la mise en œuvre de l'immeuble familial, lorsque la possibilité se présente.

CORRESPONDANCES : TYPE D'HABITAT, APPROPRIATIONS, ARCHITECTURES

TYPES CONDAMNÉS OU TRANSITOIRES	La maison commune	La maison familiale
GROUPES SOCIAUX	Chômeurs, manœuvres, ouvriers et employés	Chômeurs, ouvriers qualifiés, employés, techniciens, cadres moyens et commerçants
MODES D'APPROPRIATION	Gestion de la cohabitation avec des étrangers et protection des intimités	1) Densification et dégradation 2) Gestion de la pénurie d'espace
TYPO. ARCHITECTURALE	1) L'habitat de la Casbah 2) Les cités de recasement	1) L'habitat individuel dense 2) Les cités de recasement 3) Les HLM du PC 4) Les logements sociaux de la période post-indépendante
TYPO. "DU SENS COMMUN"	1) Diar ara'b 2) Bénian faïdawî	1) Bénian faïdawî 2) HLM

Les HLM du Plan de Constantine et les logements sociaux de la période post indépendante font l'objet de la même perception de la part des habitants, mais plus pour la faible taille des appartements que pour le type d'habitat lui-même. Bien que l'idéal-type des habitants des HLM soit l'immeuble familial, leurs espérances se limitent à pouvoir bénéficier d'appartements plus grands dans les ensembles collectifs de standing, sachant que leur condition ne leur permet pas de construire leur propre habitat et encore moins l'immeuble familial.

En même temps que des types d'habitat sont condamnés par les habitants, les types urbanistiques auxquels ils renvoient le sont aussi. Le type urbanistique est entendu ici, comme

" [...] structure de correspondance entre un espace projeté ou construit, une organisation spatiale aux traits réguliers facilement identifiable, et les pratiques sociales et systèmes de valeurs de groupes sociaux qui en font l'usage. " (Jean Pierre FREY, in *Le Lotissement : objet et champ de recherche*, in *Regards sur le lotissement*, STU, 1990, p. 115)

Autrement dit, le type urbanistique représente la structure de correspondance entre la typo-morphologie d'un espace et le système

voitures. Même les transformations que connaissent les cités de recasement, en particulier celles qui consistent à organiser l'extension de la maison sur le domaine public, tiennent compte de la circulation automobile. Il y a ainsi une sorte de rectification progressive de l'espace public dans les quartiers auto-construits prenant en compte l'accessibilité des voitures, laquelle est considérée comme un attribut de l'espace urbain. Ainsi les dessertes ont des gabarits de plus en plus importants et la présence des garages s'est généralisée dans l'habitat grâce à la réorganisation des accès. A ce propos, soulignons que le nombre de garages créés au sein d'une villa, proportionnel à la richesse de la famille en constitue un signe ostentatoire supplémentaire.

L'introduction d'une activité économique dans l'espace domestique n'est pas étrangère à l'intégration de l'élément voiture dans la façon de penser et de produire l'espace urbain. Cependant, la volonté de valoriser les quartiers, de les faire entrer dans un cadre légal et d'améliorer une image qui renvoie aux oppositions quartiers riches donc quartiers organisés, quartiers pauvres donc quartiers anarchiques, sont les véritables moteurs de cette façon de produire la ville.

de valeur que lui accroche les individus par leur appropriation. Ainsi, les habitants des types urbanistiques, synonymes de marginalisation et d'exclusion urbaine, mettent toutes leurs compétences à essayer de s'en échapper, tantôt en essayant de revaloriser le quartier, tantôt en le quittant. A cet égard, le bidonville, terme souvent utilisé pour désigner maintenant les HLM, apparaît de moins en moins comme une solution viable.

4. L'extraversion de l'habitat ou l'urbanité du type architectural.

Dans des quartiers où l'on tente d'échapper à la marginalisation urbaine et où l'on gère une insertion effective dans la société urbaine, les pratiques d'appropriation et les compétences des habitants pour échapper aux contraintes de type imposé et pour signifier leurs spécificités sociales font apparaître une tendance quasi générale à formaliser un type d'habitat caractérisé par une urbanité grandissante. Les types d'habitat qui émergent à travers les constructions récentes ainsi que les transformations qui touchent le parc ancien se caractérisent par une nette tendance à l'extraversion de l'espace domestique. Toutefois, les signes de cette extraversion, en tant qu'expression de l'urbanité différentielle des groupes sociaux, restent plus ou moins contrôlés (Françoise BOUCHANINE, *Architecture & comportement*, vol. 10, n°3, 1994, pp. 295-316). Les modalités de gestion de l'extraversion de l'habitat renvoient à une recherche d'équilibre entre le besoin de protéger l'espace domestique et de l'ouvrir sur l'extérieur, autrement dit de lui conférer un caractère urbain.

L'extraversion de l'habitat, processus général qui porte sur les espaces intermédiaires, notamment la façade et les accès, signifie en fait un rapport nouveau de l'habitant à l'espace urbain. L'habitant s'intéresse ainsi davantage au devenir de l'espace urbain et s'investit de plus en plus dans sa mise en valeur. L'extraversion de l'habitat implique, dans la formalisation des espaces intermédiaires entre le chez-soi et l'urbain, un parcours très court sans excès de protection, contrairement à l'espace domestique traditionnel où les séquences de protection du lieu de vie quotidien de la famille sont multiples (seuil, rideau, chicane, *skiffa*, cour d'entrée, etc.).

L'habitat traditionnel totalement introverti présentait une façade intérieure qui encadrait le patio et contrastait avec la sobriété extérieure du bâti. Ce schème a d'ailleurs considérablement structuré les modalités d'appropriation de la population rurale venue en ville au

moment de l'indépendance. Les pratiques de fermeture de l'habitat s'étaient alors généralisées : surélévation des garde-corps de balcon et des clôtures, protection des ouvertures par des rideaux, des roseaux ou de la bâche, etc. Aujourd'hui, un processus inverse retourne progressivement l'espace domestique vers l'extérieur. Les habitants procèdent en effet de plus en plus à la réouverture de la façade sur l'espace urbain en la chargeant des signes de l'urbanité, de l'ostentation et de la distinction. En atteste la diversité excessive des matériaux utilisés et des formes de décoration mises en œuvre.

Dans ces processus de réouverture de la façade, le balcon, qui constitue un autre lieu typique partiel de référence urbaine, joue un rôle fondamental dans l'expression de l'urbanité des habitants. Bien que les pratiques sur ce lieu se limitent le plus souvent à l'aération de la literie et occasionnellement à regarder le cortège d'un mariage, le balcon s'est généralisé dans tous les édifices au point de couvrir sur l'ensemble du volume des constructions. Même dans les cités de recasement, où les façades sont très étroites parce que l'habitat y était initialement introverti, les résidents intègrent de petits balcons en fer forgé qui, dans ce cas, ont également pour objectif de personnaliser la maison et d'exprimer clairement les moyens consentis pour améliorer l'espace domestique.

Paradoxalement, l'ouverture de l'espace domestique sur l'urbain s'accompagne de l'édification de clôtures autour de l'espace privé qui ont l'allure de véritables murailles. Cette pratique, qui dans certains cas peut être une forme d'expression de la volonté de maîtriser cette extraversion, renvoie surtout à un souci sécuritaire spécifique au milieu urbain. Outre l'édification de clôtures, l'installation de barreaux sur les ouvertures, le blindage des portes, la mise en place de système d'alarme, etc., sont devenues des pratiques sécuritaires généralisées dont l'importance reste fonction de la richesse du groupe social concerné.

5. L'organisation des quartiers et la voiture.

La morphologie des quartiers illicites est très différente selon qu'ils sont anciens ou récents. Dans le premier cas, le bâti est très dense tandis que dans le deuxième, il a une forme plus aérée grâce à un réseau de voiries mieux calibré. Ainsi, l'occupation et l'appropriation des nouveaux quartiers, que ce soit ceux produits illicitement ou ceux des lotissements réglementés, sont fonction de l'accessibilité aux

TABEAU SYNTHETIQUE DES CORRESPONDANCES : MODES D'APPROPRIATION / TYPE D'HABITAT

RESTITUTION DES CORRESPONDANCES TYPO. DE L'HABITAT / APPROPRIATIONS.	LES GROUPES SOCIAUX	LES MODES D'APPROPRIATION	TYPLOGIE ARCHITECTURALE, BASE DE L'ETUDE	TYPLOGIE DE L'HABITAT DU "SENS COMMUN"
La maison commune (type condamné ou transitoire)	Chômeurs, manoeuvres, ouvriers et employés	gestion de la cohabitation avec des étrangers à la famille et tentative de protection des intimités	Habitat de la Casbah, des cités de recasement et habitat individuel dense	Diar ara'b Bénian faudawi
La maison familiale (type condamné ou transitoire)	Chômeurs, ouvriers qualifiés, employés, techniciens, cadres moyen et commerçants	Densification et dégradation, Gestion de la pénurie d'espace	Habitat individuel dense, cités de recasement, HLM du PC, logements sociaux de la période post-indépendante	Bénian faudawi HLM
Immeuble familial modeste et articulation habitat /activité (type émergent)	Ouvriers qualifiés, cadres moyens, commerçants, artisans.	Mobilités sociales à partir de l'habitat. Processus d'adaptation aux besoins.	Habitat individuel dense, lotissements coloniaux modestes	Bénian faudawi Diar wakt frança, diar el colon
Immeuble familial riche et articulation habitat / activité (type émergent)	Cadres, fonctionnaires, professions libérales.	Accumulation et distinction sociale. Investissements familiaux dépassant les capacités du logement	Nouveaux lotissements. Habitat individuel à standing moyen. Immeubles haussmanniens. Résidences du mouvement moderne. Ensembles récents de standing	Villas Batimat wakt frança Batimat djedad
Restauration du pavillon colonial et refus d'articuler activité et habitat	Cadres, fonctionnaires, professions libérales, industriels	Restauration du pavillon colonial et refus d'articuler activité et habitat	Lotissement colonial	Diar wakt frança, diar el colon

B. HABITER ET TRANSFORMATIONS SOCIALES.

L'issue de ce travail nous place inévitablement sur le terrain de considérations sociologiques plus générales qui permettent de saisir les grands traits des transformations sociales que connaît la société algérienne actuellement. Les sociologues, habitués à manier les outils méthodologiques de cette discipline, peuvent déceler quelques raccourcis dans nos conclusions. C'est pourquoi nous tenons à souligner que les tendances des mutations sociales en cours, apparues à l'issue d'observations sur l'organisation architecturée de l'habitat et les pratiques d'appropriation de l'espace, sont des hypothèses qui peuvent être confirmées ou infirmées par d'autres démarches qui placeraient directement leurs investigations sur le terrain sociologique. La société algérienne connaît actuellement des bouleversements profonds qui affectent inévitablement l'habitat. Cependant, en l'absence de travaux à caractère sociologique et anthropologique en Algérie, les modèles socioculturels ne peuvent être définis dans cette recherche que de façon hypothétique et essentiellement à partir de l'organisation spatiale.

Les convergences qui apparaissent dans les pratiques d'appropriation expriment les modèles d'habiter qui se sont constitués en habitus, dans les représentations des individus. Ces habitus sont à leur tour le reflet de modèles socioculturels dont la correspondance avec les modalités d'appropriation est loin d'être mécanique. Car, un même ordre ou modèle socioculturel, matrice de modèles d'habiter convergents, peut donner lieu à des pratiques d'appropriation différentes confronté à l'objectivité du réel. D'autre part, selon la permissivité d'un espace, le modèle culturel, en tant que matrice du modèle d'habiter, trouve plus ou moins son expression symbolique ou matérielle dans les pratiques d'appropriation. L'expression du modèle peut se trouver entravée dans

certaines dispositions particulières, et ne se transcrire donc que partiellement ou imparfaitement. Le modèle est néanmoins présent et si les dispositions changent, il trouve alors à s'exprimer. (Françoise BOUCHANINE, Rabat, 1991, p. 6)

Les modèles socioculturels sont à la base des relations sociales au sein comme en dehors de la famille. Ils régissent les relations parents/enfants, le statut de la femme dans la famille, le rapport de l'individu aux autres membres du corps social et ses modes de sociabilité. Evidemment, lorsqu'on intègre dans l'analyse les modèles socioculturels, un des pièges fréquent, contre lequel il faut se prémunir, est de considérer qu'ils sont figés temporellement ou, au contraire, qu'ils subissent des transformations accélérées. Le modèle culturel ou l'habitus ont une grande inertie sur l'organisation sociale, mais il évolue plus ou moins vite selon les injonctions du mode de production, entendu dans le sens donné par Henri RAYMOND,

" La manière dont le système de production et de consommation embraye sur la vie quotidienne, (à travers) les objets et les transformations technologiques constantes." (*Architecture d'Aujourd'hui*, n°174, juillet août 1974)

Au vu du contexte algérien actuel, la tentation peut être grande d'une vision mécaniste dans l'étude de l'habitat à Alger. Elle consisterait à considérer que les pratiques d'appropriation sont contenues et évoluent sur un axe linéaire qui a pour origine un modèle socioculturel traditionnel et pour finalité un modèle moderne. A ce propos, Françoise BOUCHANINE (Rabat, 1991, p. 6), fait référence à une communication de J. DUVIGNANT, datant d'une vingtaine d'années, où il faisait une critique de la sociologie contemporaine, qui selon lui,

" [...] ne possédait plus les instruments qui lui permettent de comprendre et d'analyser le changement et les mutations sociales, (en particulier) quand il s'agissait de faire de la recherche sur des sociétés qui n'étaient plus traditionnelles, mais n'étaient pas non plus modernes. Entre les structures apparemment stables [...] et les multiples formes que prend la modernisation, s'étend un domaine mal connu où le changement est constant. " (VII colloque de l'ASISLF)

Force nous a été de constater, au cours de nos investigations, une certaine dualité entre les éléments qui caractérisent l'archétype traditionnel et ceux signifiant le modèle "moderne". Nous sommes, ainsi en présence de représentations dans lesquelles les habitants opposent sommairement la tradition à la modernité, mais ces représentations, comme les pratiques qui les sous-tendent, sont en

constante évolution. Les pays en voie de développement, et particulièrement le Maghreb, avec son passé colonial et sa situation géographique, offrent sur ce champ un cas de figure complexe, car selon Françoise BOUCHANINE,

" [...] les changements endogènes et exogènes s'y mêlent à un point où il devient difficile de mettre en évidence ce qui, dans la production et l'appropriation de l'espace bâti, relève d'une surimposition de modèles venus d'ailleurs, d'une adoption ou réinterprétation de ces modèles, d'une survivance traditionnelle, d'une transformation profonde des formes de cette dernière avec un substrat culturel restant pourtant égal à lui même, ou encore de production formelle du vocabulaire traditionnel n'ayant pourtant plus ni la même fonctionnalité ni la même signification. " (Rabat, 1991, p. 7)

A travers l'étude sur l'habitat algérois, il apparaît clairement que les pratiques d'appropriation font référence à de nouveaux modèles socioculturels qui traduisent des mutations importantes au sein du corps social. La tradition est réinterprétée et sa reformulation s'entrelace avec le nouveau, dans une sorte de relecture du mode de vie moderne. Les modèles de sociabilité subissent également les mêmes mutations, et l'individu dans son processus de socialisation cherche à échapper aux sociabilités de type communautaire, mais continue à y puiser les solidarités qui lui permettent de se libérer. Dans ce mouvement contradictoire, des formes d'organisation nouvelles, telles que les associations, se substituent progressivement aux cadres traditionnels.

Les phénomènes d'appropriation de l'habitat, parce qu'ils expriment précisément les modalités de mise en conformité de la réalité matérielle avec l'habitus, permettent de connaître l'identité culturelle et sociale des habitants. En effet, l'analyse du processus de mise en œuvre des pratiques d'appropriation de l'habitat met en évidence, du même coup, les conditions concrètes et les moyens réunis par les individus pour se positionner dans l'échelle sociale et gérer leur mobilité sociale. Quand l'habitat n'est pas lui-même le biais par lequel s'effectue la mobilité sociale des individus, il reste, dans tous les cas, l'instrument privilégié pour la communiquer. Comme nous le verrons dans l'étude des phénomènes d'appropriation à Alger, lorsque les conditions sont réunies, l'articulation d'une activité à l'habitat ou la location d'une partie de l'espace habitable est une des stratégies les plus sûres pour se garantir une mobilité sociale ascendante. D'autre part, la latitude plus ou moins importante de mobilité résidentielle des

individus et les possibilités qu'elle leur offre de se localiser dans la ville selon leurs aspirations sont fonction de leur position dans l'échelle sociale.

Les pratiques d'appropriation sont une sorte d'investissement affectif consistant à organiser l'espace en fonction des modèles intériorisés, mais aussi de le marquer. Henri RAYMOND (Korosec-Serfaty, 1976, p. 78) souligne que c'est précisément dans le processus de la production du marquage qu'est contenu l'acquis socioculturel. Ce marquage se fait à travers les actions d'aménagement, de bricolage et d'entretien de la maison. L'installation d'objets (meubles, bibelots, tableaux...), les espaces qu'ils induisent et les gestes qui leur sont associés marquent l'espace, le hiérarchisent et le fragmentent selon un système de valeurs intériorisé. Il y a également dans ces processus d'appropriation une symbolique qui renvoie aux oppositions devant/derrière, montré/caché, propre/sale, différente selon les groupes sociaux. Car ils cherchent à signifier la position sociale, souhaitée ou acquise.

L'appropriation de l'espace impliquant le marquage et la symbolisation, et spécifiant les groupes sociaux, devient à ce titre un élément de communication entre les individus à travers l'habitat qui en est le médiateur. La distinction des divers groupes sociaux par le biais des formes d'appropriation relève, également, de leurs différences d'urbanité. L'urbanité des individus se joue dans leur passage du mode de vie rural au mode de vie urbain. Ce processus de socialisation urbaine s'accompagne de mutations dans le comportement, les relations sociales, l'habillement, le langage et toute la manière d'être.

Souvent, des conditions de vie précaires sont interprétées de l'extérieur selon un amalgame entre ruralité et pauvreté, où celui qui porte les marques du démuné ne peut être que d'origine rurale. Les usages vestimentaires, les modes constructifs, les pratiques spatiales sont mis sur le compte de l'origine rurale, quand bien souvent il ne s'agit que de modes de gestion quotidienne de la pauvreté.

La distinction sociale des individus, sur la base des dehors de l'urbanité se justifie d'autant plus dans la société algérienne, que tout itinéraire social est associé au phénomène d'urbanisation. L'urbanité des habitants se manifeste à travers certains signes visibles qui peuvent être différents d'une localité à une autre. A Alger, des signes attachés à un type de travail et aux comportements qu'il induit, les

relations homme/femme, la gestion du budget et la part des loisirs désignent de façon plus ou moins marquée les décalages entre les groupes sociaux.

Au cours des développements qui suivent, nous utiliserons également la notion de citadinité qui, elle, fait référence aux différences d'ancienneté d'implantation en milieu urbain. C'est à dire que, selon l'ancienneté de l'installation en ville, l'individu accède à un niveau variable d'intégration des valeurs urbaines. L'urbanité de l'habitat rend plus directement compte des relations établies avec le tissu existant et peut aisément s'évaluer au degré d'introversion de l'habitation ou au nombre et type d'équipement dont on peut disposer dans le quartier.

Dans l'examen des types d'édifices à Alger, l'urbanité des habitants et l'urbanité de l'habitat ne coïncident pas toujours. C'est à dire qu'en ville nous aurons un habitat comportant des éléments de la tradition, mais abritant des gens à grande urbanité, et vice versa. D'autant que nous sommes dans le cas d'une société où le contrôle social, sur la base des conventions établies et dominantes, pousse à arborer des signes en décalage total avec son habitus. Par exemple, parmi les couples que nous avons rencontrés à l'occasion de l'enquête, certains époux aident leur femme aux tâches ménagères uniquement à l'intérieur de la maison, jamais publiquement car ce n'est pas virilisant aux yeux du corps social. Autrement dit, la société globale pèse sur les pratiques d'appropriation de l'espace. D'autre part, elle les qualifie différemment selon le milieu socioculturel.

" Il n'y a pas là une simple question de modèles culturels différents; cela se réfère également à la manière dont l'espace signifie, et la prégnance des rites qui le font signifier, au caractère plus ou moins profond de leur engagement dans la structure sociale." (Henri RAYMOND, éd. Korosec-Serfaty, 1976, p. 77)

Mais le fait marquant, compte tenu du poids du contrôle social exercé sur la vie quotidienne tant par le pouvoir politique que par les membres du corps social, réside dans cette opposition parfois caricaturale qui existe entre ce que les habitants cherchent à signifier aux yeux de tous à travers l'image de leur habitat vue de l'extérieur et ce qu'ils ressentent dans leur fort intérieur et n'expriment qu'à l'intérieur de l'espace domestique, la décoration ou le mobilier notamment. Les comportements eux-mêmes, par exemple à travers les attributs vestimentaires et les lieux publics fréquentés, témoignent de l'ambiguïté et des contradictions qui traversent les agents et brouillent les pistes de la claire expression des statuts ou des positions sociales,

si tant est que ceux-ci puissent être considérés comme des situations suffisamment stables et durables pour reposer sur des *habitus* de groupes distincts les uns des autres.

1. Mobilités résidentielles et itinéraires sociaux.

Bien que l'étude de la mobilité résidentielle à Alger ne soit pas l'objet de cette recherche, ce phénomène, largement présent dans notre analyse, a conduit à ébaucher quelques hypothèses sur la question. En effet, la mobilité résidentielle se trouve au cœur de notre problématique, car elle se situe précisément à la rencontre des stratégies de localisation des groupes sociaux dans l'urbain avec celles de la technostructure pour contrôler la morphologie sociale à travers la politique urbaine et celle du logement. Par conséquent, la question de la mobilité résidentielle exige une approche et des outils méthodologiques rigoureux.

" La décision de changer de logement, qui appartient en principe aux ménages, met donc en jeu une multiplicité de facteurs entre hasard et nécessité, libertés et contraintes, et demeure assez mystérieuse dans son déclenchement comme dans les relations entre ses objectifs de départ et la nature de ses réalisations. " (Eva LELIEVRE, Claire LEVY-VROELAND, Paris, 1992, p. 14)

L'interaction entre les besoins de l'habitant et l'offre de logement étant au cœur de la mobilité résidentielle, la politique urbaine et particulièrement celle du logement aura des répercussions directes sur les stratégies de mouvement de la population dans la ville. Dans la première partie de ce travail, nous avons vu comment la conjugaison d'une politique urbaine qui limite de façon draconienne l'habitat individuel et d'une réforme agraire qui contraint le marché foncier générerait des pratiques qui contrariaient totalement ces objectifs en développant au contraire un important marché foncier parallèle. Ce dernier a engendré une offre considérable de lot à bâtir, induisant du même coup des flux importants de population du centre vers la périphérie.

La politique de rénovation des espaces centraux de la capitale, engagée au cours des années 80, et notamment la mise en œuvre du nouveau quartier du Hamma ont enclenché un processus dont les effets sur la morphologie sociale algéroise sont loin d'être achevés (Noria SEMMOUD, *"Politique urbaine et restructuration du Hamma"*, DEA, IUP, Créteil, juin 1986). Ces opérations impliquaient la relocalisation d'activités secondaires importantes (usines et dépôts),

le déplacement des populations des îlots à détruire, la création d'activités tertiaires (équipements de souveraineté, hôtels internationaux et équipements culturels à l'échelle de la capitale), la réalisation de logements de standing et le renchérissement du parc immobilier restant. La requalification sociale du quartier du Hamma, ainsi engagée, a ouvert un nouveau marché immobilier et du même coup a donné lieu à d'importantes mobilités résidentielles qui continuent à façonner la morphologie sociale d'Alger.

Par ailleurs, la cession des biens de l'Etat et du même coup l'abandon de son quasi-monopole sur le marché immobilier ont largement contribué à la dynamique nouvelle de ce marché. Les habitants, qui sont passés du statut de locataires à celui de propriétaires, sont désormais libres de disposer de leur bien. Soulignons que le coût d'achat d'un bien de l'Etat est, au moins, dix fois inférieur à sa valeur sur le marché immobilier privé. Cette nouvelle donne du marché immobilier poussa certains habitants à vendre ou à louer leur bien immobilier pour s'installer dans un logement moins coûteux et parer ainsi aux aléas de leur faible niveau économique. Les plus favorisés ont utilisé le logement acheté à l'Etat pour acquérir un appartement plus conforme à leur statut social ou pour construire. D'autres encore ont profité de cette opportunité pour se constituer un capital immobilier. Sachant la pénurie actuelle de logements, on mesure combien ce marché est générateur de profits rapides.

Selon Jean-Pierre LEVY (in *La Ville en mouvement. Habitat & Habitant*, Paris, 1992, pp. 299-316), les types d'habitat définis par les groupes sociaux et leur cursus résidentiel forment un système dont la dynamique est assurée par les mobilités. C'est donc les représentations sociales de la population, qualifiant ou disqualifiant certaines entités du parc immobilier et en définitive ses moyens qui structurent les flux et influencent le marché immobilier.

Les mouvements de population à Alger, tels qu'ils apparaissent dans notre analyse, sont liés à l'offre de logement et au type d'habitat, notamment à sa capacité à requalifier socialement les résidents. Ainsi, les grands déplacements de la population algéroise à l'indépendance étaient motivés par l'accès à un habitat requalifiant socialement, puisque, pendant la colonisation, les autochtones résidaient dans les quartiers vétustes d'Alger. Selon la même logique, au cours des années 70, l'habitat illicite, qui s'est développé essentiellement en périphérie,

a généré d'importantes mobilités résidentielles au sein de groupes sociaux différents. Pour les uns, cette forme d'habitat permettait de sortir d'une fraction vétuste et dense du parc immobilier du centre et, pour ceux qui cherchaient à signifier leur statut social, la périphérie offrait la possibilité de réaliser leur habitat. La politique de l'habitat de ces dernières années, fondée sur l'accession à la propriété, a également contribué aux flux migratoires dont la logique ascendante consacre le passage d'un statut de locataire à un statut de propriétaire.

L'ensemble de ces observations semble souligner la prédominance d'une logique sociale ascendante dans les mouvements de population à Alger. Cette tendance de la population à émigrer vers un habitat requalifiant socialement fait coïncider la mobilité résidentielle des habitants avec leur mobilité sociale. Cependant, selon les spécificités des groupes sociaux, la mobilité résidentielle reste un phénomène différentiel. En effet, nos observations mettent en évidence des mobilités plus importantes chez les groupes sociaux qui ont les moyens de prétendre à l'habitat pavillonnaire ou à l'achat d'un appartement. Par contre la mobilité est limitée, voire nulle, chez les groupes sociaux qui ne peuvent qu'espérer un logement social plus grand ou moins vétuste que le précédent. A cet égard, les couches sociales vulnérables semblent coincées dans un habitat vécu comme disqualifiant socialement, notamment la maison commune et le HLM. Claire LEVY-VROELAND, qui met en évidence cette relation entre la latitude de mobilité résidentielle et la spécificité des groupes sociaux pour le cas de Versailles au XIX^e, souligne à juste titre que,

" Il faut donc retenir que si la mobilité résidentielle caractérise les milieux les plus défavorisés, et qu'elle s'accompagne d'une instabilité professionnelle, elle peut être importante, voire très importante dans les milieux aisés. D'autre part, la mobilité n'apparaît liée au cycle de vie des familles que dans le cas des familles bourgeoises, où le logement s'adapte à la taille et aux besoins de la famille. Dans les milieux populaires, les déménagements semblent davantage suivre une conjoncture socio-économique plus ou moins favorable, elle-même liée au contexte général du marché du travail, mais peut-être aussi à la présence/absence de la parenté et aux possibilités d'entraide." (Claire LEVY-VROELAND, in *La Ville en mouvement. Habitat & Habitants*, Paris, 1992, p. 40)

Si la mobilité résidentielle est plus ou moins limitée selon les groupes sociaux, la durée de la trajectoire en est également plus ou moins longue. Autrement dit, avant d'atteindre le logement qui répond le mieux à leur attente, les groupes sociaux défavorisés sont obligés de passer d'un habitat transitoire à l'autre. Ainsi, avant de résider à

Chérarba, les ménages ont souvent transité par au moins deux logements, maisons communes ou HLM. Par contre les bénéficiaires des lotissements viennent du logement qu'ils ont occupé depuis l'indépendance ou à leur mariage. Jean-Pierre FREY, à partir de l'étude des transformations de la morphologie sociale dans le parc locatif patronal de Champagne sur Seine, souligne ces trajectoires différentielles.

" [...] la mobilité entre les groupes est surtout fonction de la longueur et du chemin à parcourir en passant d'un logement à un autre avant d'en trouver un qui satisfasse à la demande. Les plus privilégiés peuvent y arriver immédiatement à l'intérieur du parc patronal alors que les plus défavorisés ne peuvent espérer y parvenir qu'en sortant." (Jean-Pierre FREY, in *La Ville en mouvement. Habitat & Habitant*, Paris, 1992, p. 245)

Les flux de population à Alger refaçonnent la morphologie sociale et du même coup contribuent à la transformation de l'espace urbain. En même temps que le Hamma est sur le point de devenir un centre tertiaire important et un quartier résidentiel huppé, la périphérie est engendrée sous des formes et des contenus sociaux différents.

2. L'entité familiale, lieu des transformations les plus importantes.

C'est d'abord au sein de l'entité familiale, à travers les rapports qui s'y tissent qu'apparaissent véritablement les mutations sociales. Comme le souligne fort justement Fatima MERNISSI (Paris, 1983), les processus de modernisation n'ont d'effets décisifs que sur le domaine domestique, autrement dit sur la structure des relations familiales et notamment sur la dynamique des rapports entre les sexes. C'est donc dans le domaine domestique que nous pouvons véritablement mesurer les effets de la modernisation. Nous verrons également que le corps social fonctionne sur un décalage entre ce qui est montré et ce qui est réellement vécu dans l'intimité familiale. A cet égard, la famille apparaît à fortiori comme le lieu privilégié pour saisir les mutations sociales en cours.

Les significations sociales des pratiques d'appropriation de l'espace domestique mettent en évidence une forte volonté d'indépendance du couple par rapport à la famille élargie, une place plus importante des femmes et de nouvelles relations parents enfants. D'ailleurs les observations sur la mobilité ou les désirs de mobilité montrent aussi que l'espace urbain dans son ensemble constitue de plus en plus le champ de ces transformations. Dans tous les cas, il nous semble important, comme le souligne Daniel PINSON, de voir

" [...] ce que la modernisation des économies et l'émergence de l'appareil d'Etat, de ses institutions, a modifié dans la structure familiale, son étendue, ses prérogatives, celles de chacun de ses membres et en particulier sur la condition de la femme qui nous semble être le pivot autour duquel peuvent ensuite s'exprimer des modifications dans l'organisation, la composition de l'habitation et son rapport à l'espace urbain." (Tours, 1992, p. 47)

Afin de comprendre la dynamique qui touche le corps social algérien, on doit nécessairement intégrer dans l'analyse l'œuvre de déstructuration opérée par une colonisation directe de peuplement, différente de celle de protectorat. C'est, semble-t-il, dans cette différence historique que l'on peut saisir les décalages socioculturels qui existent entre les pays du Maghreb. En Algérie, ces bouleversements des structures sociales pré-coloniales ainsi que l'action de modernisation volontariste de l'Etat post-colonial ont inévitablement cristallisé la problématique modernité et tradition et généré ainsi de nombreux paradoxes.

Si nous examinons le statut des femmes, maillon le plus significatif des mutations au sein de la famille, il apparaît un véritable hiatus entre les pratiques des institutions et celles du corps social. Deux mouvements d'opinion, ainsi que les pratiques auxquelles ils donnent lieu se sont toujours opposés sur la question féminine, pierre angulaire de l'enjeu de société. En effet la constitution, la législation algérienne en matière de travail féminin, les ratifications par le gouvernement algérien des nombreuses conventions sur les droits de la femme et de l'enfant, l'effort considérable de la scolarisation des filles et le mouvement d'opinion féministe sont l'expression d'une volonté réelle d'émancipation au sein de la société. Mais à cette tendance réelle de la société s'oppose une autre optique de la question qui s'est notamment manifestée sur le plan juridique par la promulgation en 1984 d'un code de la famille où la femme est considérée comme mineure. Ce code, qui consacre la prééminence de l'homme sur la femme, institue la polygamie, un quasi droit de répudiation, l'inégalité sexuelle dans le régime des successions, et la tutelle matrimoniale (SAADI Nouredine, Casablanca, 1992, p. 47). Si le mouvement d'opinion porteur de la modernisation de la société revendique l'abrogation de ce code de la honte, les islamistes en font autant car ils considèrent que ce texte est encore en deçà du projet islamique pour la femme et la famille.

Ces atteintes aux droits des femmes, qui se sont exacerbées avec la reconnaissance politique du mouvement islamique, touchent également la question du travail féminin. Au cours de ces dernières

années, les islamistes présentent les travailleuses comme la cause essentielle du chômage et amalgament sciemment les femmes qui travaillent aux prostituées. Au sein des entreprises où les islamistes sont nombreux, les travailleuses ont été contraintes de mettre le *hidjab* et ont fini par perdre leur travail. Lorsque le FIS a accédé au pouvoir municipal, les travailleuses de cette administration ont été tout bonnement licenciées. Par ailleurs, la scolarisation des filles, qui a connu d'importants progrès y compris dans le monde rural, a été largement remise en cause par les slogans et les actions violentes du Fis contre la mixité dans les établissements scolaires.

Ce recul considérable provoqué par les islamistes s'est effectué à la faveur du matraquage régulier qui avait lieu dans les mosquées, mais aussi grâce à des milices qui se chargeaient de terroriser les femmes et les jeunes filles (agressions, vitriol, menaces sur les époux...). Ces luttes au sein de la société ont considérablement affecté la famille qui, bien souvent, s'en est trouvée disloquée. Cette situation a atteint actuellement son paroxysme puisque des membres d'une même famille s'entre-tuent.

L'ampleur des transformations sociales au sein des familles doit être appréciée en tenant compte de ce contexte, car, déjà au moment de notre enquête aux mois de juin, juillet et août 1992, tout ce qui constituait un écart par rapport au projet islamique était menacé de répression violente. Afin de montrer l'ampleur de ces transformations qui diffèrent selon les groupes sociaux, notamment en fonction de leur degré de socialisation urbaine et leur niveau culturel, nous avons choisi de présenter les mutations qui affectent les familles de couches populaires. Car si ces catégories sociales, dont la socialisation urbaine est plus récente, n'échappent pas au changement, elles y opposent des résistances plus importantes. Par conséquent, les mutations de ce milieu, dont l'inertie reste forte, sont significatives de l'ampleur des transformations qui touchent le reste du corps social.

Au sein de ces catégories sociales, le souci d'indépendance du couple par rapport à la famille élargie, en particulier par l'acquisition de sa propre maison, détermine toutes ses stratégies. Le couple s'astreint à une épargne draconienne et diminue, voire supprime, sa contribution financière aux revenus de la famille élargie. Cette désolidarisation de la famille élargie est à l'origine de conflits en son sein, car le couple

qui opte pour son indépendance ne supporte pas la suprématie du ou des couples dominants qui le sont justement au titre de leur forte contribution financière. Il y a en effet au sein de la famille élargie une hiérarchie implicite des couples proportionnelle au volume de la contribution de ces derniers à la cagnotte familiale. Par contre, les couples poursuivent et augmentent leurs contributions financières aux revenus de la famille élargie lorsque cette dernière se fixe résolument l'objectif d'acquérir un lot de terrain afin de remplacer la maison par un immeuble familial.

Cet objectif d'indépendance du couple par l'acquisition d'un bien immobilier est le seul motif qui pousse les jeunes femmes à se séparer des bijoux de leur dot. Celle-ci est considérée par les femmes comme leur seul bien, elles y trouvent une certaine valorisation dont l'importance est fonction du montant, mais aussi une sécurité en cas de crise dans le couple. La possession de ces bijoux est tellement capitale pour les femmes que s'en défaire à l'occasion de l'acquisition d'un bien immobilier souligne l'importance de la perspective d'indépendance pour le couple. Cet acte est d'autant plus fort de sens que la propriété commune des biens n'existe pas et que ce qui est acquis souvent par les sacrifices des deux conjoints est enregistré juridiquement en tant que propriété du mari. C'est du reste l'objet d'une injustice à l'égard des femmes qui, après un divorce ou le décès de l'époux, se retrouvent totalement démunies d'un bien qu'elles ont largement contribué à constituer.

Le travail de la femme qui se fixe l'objectif d'aider l'époux pour l'acquisition d'un bien immobilier est vu d'un bon œil, il est, à ce titre, encouragé et valorisé. C'est le cas en particulier du travail artisanal fait à domicile (couture, broderie et tricot) ou de l'enseignement. L'activité artisanale domestique a traditionnellement une connotation positive, au point que les marieuses, citant les qualités des jeunes filles qu'elles proposent, soulignent le fait qu'elles ont un métier en or entre les mains, *harfa fi yadiha*. Elles sous-entendent ainsi que la jeune mariée est en mesure de contribuer au revenu du couple. Mais l'aspect nouveau de cette activité domestique se trouve dans l'ouverture sociale qu'il procure aujourd'hui aux femmes. En effet, les femmes, qui dans le passé commercialisaient le produit de leur artisanat exclusivement au sein de la famille, ont aujourd'hui élargi leur commerce au quartier et parfois plus loin. La libre circulation des femmes dans et en dehors du quartier et la possibilité de recevoir chez elles des clientes tissent

autour d'elles un réseau de relations qui les hissent à un rang indéniablement supérieur à celui de celles dont l'activité reste cantonnée à l'espace domestique. L'enseignement, qui reste l'activité de prédilection des femmes, est largement accepté dans les milieux populaires, car la femme travaille en présence d'enfants, l'emploi du temps lui permet d'assumer les tâches domestiques et surtout le revenu du couple est plus important sans que la virilité du mari, sa *rojla*, en soit entachée.

Bien que le pouvoir d'appropriation des femmes dans la maison familiale des quartiers populaires reste fonction du nombre d'enfants, en particulier de celui des garçons, la concurrence féminine dans la procréation entre belles-sœurs ou voisines, souvent à l'insu du mari, cède progressivement la place à la décision souveraine du couple. En effet, le nombre d'enfants souhaité est une question de plus en plus pensée, discutée et planifiée par le couple. Bien que les facteurs comme la scolarisation de l'épouse, le fait qu'elle travaille et son âge au mariage soient déterminants dans la définition du nombre d'enfants, les conditions économiques et d'habitat du couple ainsi que les projets qu'il se fixe, sont quant à eux décisifs. Ces derniers éléments pèsent sur la planification des naissances au sein du couple : un ou deux enfants sont conçus au sein de la maison familiale, mais on attendra d'avoir son propre appartement avant de continuer à agrandir la famille.

La volonté d'indépendance des couples par rapport à la famille se met en œuvre progressivement. Autrement dit au cours du passage de la maison familiale, où le couple bénéficie d'une seule chambre, à un habitat totalement indépendant, il y a une étape intermédiaire constituée par l'immeuble familial. En effet les couples dont l'espace se réduit à une chambre dans la maison de la famille élargie ne souhaitent qu'une chose : avoir leur propre appartement. Dans ce cas de figure, l'immeuble familial apparaît comme la solution idéale, car il permet d'acquérir cette indépendance tant recherchée, de continuer à bénéficier des avantages de la solidarité familiale et de profiter des atouts de l'habitat individuel. Ce dernier n'est cependant pas toujours dans les possibilités immédiates du couple.

Lorsque le couple atteint un niveau économique plus important, il envisage de construire sa propre demeure, en anticipant sur l'avenir avec le projet à terme de reproduire l'immeuble familial. Le couple, à son tour, intègre ipso facto dans son projet de construction la

nécessaire indépendance des jeunes ménages, afin dit-il " *que les enfants et leur ménage n'aient pas à vivre les difficultés de cohabitation que nous avons eu auprès de nos parents.*" Un fait nouveau mérite également d'être souligné, c'est l'acceptation par les parents, de génération plus proche de la tradition, de cette volonté d'indépendance des couples. L'écart avec l'archétype traditionnel est ici important puisque ce dernier condamne habituellement le départ des fils de la maison familiale qu'il considère comme une violation des conventions et de l'ordre établi. Aujourd'hui les parents déploient des initiatives multiples pour aider les couples à s'installer de façon indépendante. Ils coordonnent les initiatives pour la réalisation de l'immeuble familial, contribuent financièrement à aider des frères à réaliser un tel projet, utilisent leurs relations avec le secteur public pour l'obtention de lots à construire ou de matériaux de construction. Les mères, en particulier, se défont de leurs bijoux à cet effet.

Les changements profonds qui affectent les rapports parents enfants se manifestent à travers cette attitude nouvelle des parents vis-à-vis de la question de l'indépendance des fils, mais aussi à travers les processus d'élargissement et d'augmentation du volume et des types d'investissements consentis par les géniteurs à leur descendance. Le champ des investissements, qui se limitait par le passé à la réponse aux besoins alimentaires et vestimentaires, s'est considérablement élargi pour couvrir des domaines de plus en plus importants, tels que la scolarité, le jeu et la culture. Même dans les milieux sociaux les plus démunis, l'espace du travail scolaire est défini et le jouet acheté dans le commerce est présent. Notons que le jouet était auparavant fabriqué de façon rudimentaire par les enfants eux-mêmes.

Vraisemblablement, à travers ces investissements des parents pour leurs enfants, se profile les bribes d'un modèle d'éducation moderne. Toutefois, lorsque ces investissements deviennent excessifs, comme c'est le cas chez les couches moyennes supérieures, il s'agit plutôt de signifier la place de la famille dans l'échelle sociale en utilisant les enfants comme médiateurs. Il y a effectivement une sorte de communication sociale qui s'opère à travers les tenues vestimentaires des enfants, leurs jouets et leurs gadgets, mais aussi à travers leurs échanges autour des voyages ou de la dernière voiture paternelle.

3. Urbanité, émergence de l'individu et citoyenneté.

L'urbain, en tant qu'espace d'échanges sociaux multiples et de communication, place l'individu au cœur de l'apprentissage de nouvelles sociabilités, dont la manifestation se trouve précisément dans les réajustements, plus ou moins lents mais constants, des modèles sociaux culturels à la réalité urbaine et sociale. Ces apprentissages constituent l'objet de la socialisation urbaine, processus contemporain complexe qui se profile à travers notre analyse. Les travaux de Gilles VERPRAET (Paris, 1994), autour de la socialisation urbaine de l'émigré en France et tout particulièrement les concepts qu'il met en œuvre, nous ont permis d'analyser les pratiques d'appropriation des algérois et ainsi de mieux saisir les processus d'intégration urbaine. L'urbanité de l'individu renvoie aux processus de socialisation urbaine qui s'opèrent selon trois mouvements décrits par Gilles VERPRAET pour le cas de l'émigration.

" Le premier mouvement propre au migrant est celui du trajet migratoire, comme déplacement entre deux pays, entre deux économies, entre deux cultures où prend place une série de réagencements sociaux et culturels. Le deuxième mouvement porté par le migrant est celui de la sédentarisation du nomade, de l'insertion progressive dans une société plus ou moins structurée avec ses trajectoires professionnelles, ses trajets résidentiels plus ou moins fluides. [...] Le troisième mouvement [...] est celui d'une socialisation nouvelle [...], où se font jour de nouveaux apprentissages sur le travail, sur la relation sociale. C'est celui de la socialisation urbaine. " (Paris, 1994, p. 11)

Dans cette optique, la traduction des trois mouvements évoqués par Gilles VERPRAET, pour analyser les processus de socialisation à Alger, correspondrait, primo, à l'exode rural vers la ville, accompagné des efforts de réajustements sociaux et culturels, secundo, à la sédentarisation et l'insertion des nouveaux venus dans la structure sociale urbaine, et tertio, à la socialisation urbaine en tant que dynamique d'apprentissages multiples en particulier celles induites par le travail urbain.

Les anecdotes sur l'appropriation des cités et quartiers par la population rurale l'indépendance soulignent le chemin parcouru par cette dernière pour atteindre son urbanité actuelle. Elles rappellent comment la population rurale arrivée à Alger a reproduit ses pratiques campagnardes dans le HLM. On poursuivait l'élevage des poules ou des chèvres dans les balcons et les coursives, on organisait toutes sortes de fermetures des balcons, des coursives et des fenêtres en

disposant des rideaux en roseaux, en bâche et en matériaux de récupération (contre-plaqué, zinc, etc.) et on obligeait quelques fois son âne à gravir les étages pour l'attacher à la porte de l'appartement ! Aujourd'hui, le rire provoqué par ces anecdotes exprime d'une façon certaine la distance prise par les Algérois avec ces pratiques, leur rupture lointaine avec la ruralité et le chemin parcouru dans le processus d'urbanisation.

L'écart social et culturel entre le monde rural et urbain ou celui entre les individus d'urbanité différente constituent l'espace de transition où s'effectue le travail de socialisation. Dans ce processus, les objectifs sont progressivement réajustés pour réduire les écarts sociaux et culturels. Ainsi, en venant en ville, l'individu cherche d'abord à effacer les signes les plus ostensibles de la ruralité. Ensuite, il engendre des pratiques qui visent son intégration urbaine et ce n'est que plus tard qu'il s'évertue à s'identifier aux groupes sociaux d'urbanité supérieure. A cet endroit, il faut remarquer que l'individu engendre ces pratiques en conjuguant le passé, le présent et l'avenir.

"- Les modalités du passé pèsent sur les trajets migratoires et les rappels de la mémoire urbaine : Ainsi on se rappelle les filiations de l'appartenance sociale et urbaine.

- Les modalités du présent s'affirment dans la construction synchronique des relations sociales et des distances sociales. Elles dressent les cadres et les combinaisons de la mixité urbaine.

- Les modalités du futur supportent la construction sociale de projet et d'orientations urbaines. Elles portent les apprentissages de la socialisation urbaine." (Gilles VERPRAET, Paris, 1995, pp. 223-224)

Les processus de socialisation urbaine et les formes d'apprentissages sont différentiels et s'expriment selon diverses modalités. En effet, la volonté des individus de partir des quartiers qu'ils estiment dévalorisants et le sentiment de ceux qui s'y trouvent bien, renvoient à des sociabilités résidentielles hétérogènes. Elles se manifestent à travers des formes d'appropriation où les modes de partage et de marquage de l'espace, les modes d'évitement, de relation et de communication diffèrent selon le degré de socialisation des individus. Par exemple, au sein du territoire d'un même quartier, en l'occurrence Mézouar, l'hétérogénéité sociale est repérable par de nombreux marquages, séparations, limites et évitements de la part des couches moyennes. De cette façon, ces couches mettent en œuvre un mode de socialisation caractérisé par la différenciation sociale. La proximité spatiale et culturelle, puisque les habitants sont originaires de la même région, se conjugue dans cet exemple avec les distanciations sociales.

Notre analyse des modalités d'appropriation de l'habitat fait apparaître une tendance au repli sur soi qui peut signifier une crise des sociabilités urbaines. Mais il faut voir que les modes d'évitement voire de rejet, propres à des sociabilités hétérogènes sont davantage un attribut des quartiers récemment constitués. Malgré l'apparition de facteurs qui concourent à la crise urbaine, particulièrement dans la situation politique actuelle de la capitale algérienne, trois processus clés de la socialisation urbaine, apparaissent comme irréversibles.

" [...] - la socialisation économique par l'activité économique, de l'emploi et de la formation au niveau de l'agglomération, du bassin d'emploi.

- la socialisation implicite de l'habitat dans le regroupement résidentiel et l'habitat.

- une socialisation associative explicitée dans la mobilisation des réseaux relationnels et une pédagogie interactionniste." (Gilles VERPRAET (Paris, 1994, p. 51)

La socialisation urbaine, placée au cœur de la dialectique entre l'individu et l'espace public et au cœur de l'optique qui considère l'urbain comme un mode de vie, comme une forme mentale et pratique caractéristique de l'existence en métropole (L. Wirth, Chicago, 1930), met l'accent sur la dynamique et le rôle de l'urbain dans l'émergence de la citoyenneté.

Nous avons déjà souligné l'émergence d'un mouvement associatif important, axé notamment sur la valorisation de l'espace résidentiel et sa requalification sociale. Si cette mobilisation, ces réseaux relationnels et leur pédagogie interactive sont représentatifs d'une socialisation urbaine avancée, ils en constituent aussi le moteur. Il est remarquable de constater que le mouvement associatif autour de l'amélioration des conditions de vie et d'habitat s'est élargi depuis plusieurs années déjà aux femmes dont on peut supposer la socialisation plus difficile. En 1976, déjà, les résidentes du bidonville de Gorias (El Harrach), pourtant récemment venues de la campagne, organisèrent plusieurs délégations auprès de la municipalité pour multiplier les points d'eau, améliorer le système d'assainissement et demander l'installation d'un poste de police. Des actions multiples sont initiées par les femmes dans différents quartiers autour de l'installation de ralentisseurs de la circulation, l'aménagement d'aire de jeux, l'ouverture de crèches, de cours de rattrapage et de centres de couture pour jeunes filles. Malheureusement, beaucoup de ces initiatives ont été dévoyées par le mouvement intégriste.

Face au contexte politique actuel, l'émergence de sociabilités nouvelles et le rôle qu'elles jouent dans l'engendrement de la citoyenneté posent inévitablement la question de savoir qu'elles sont les interférences entre le climat idéologique et les modalités de socialisation urbaine. Autrement dit, dans quelle mesure les modèles de sociabilité des islamistes peuvent-ils être considérés comme susceptibles de répondre aux difficultés proprement urbaines de la population ? Après la victoire du FIS aux élections municipales de juin 1990, la population algéroise a eu un avant-goût du réaménagement urbain que promettent les islamistes. Dès leur victoire, ils entamèrent à leur façon un processus de réappropriation et de réaménagement des édifices et des espaces publics. Des centres culturels, des salles de cinéma, des bibliothèques, furent transformés en salles de prière ou tout bonnement fermés. Des jardins publics furent également fermés ou sillonnés par des milices du Fis qui étaient chargées de faire la chasse aux couples. A la même période, les modes d'occupation et d'appropriation des deux principales places publiques d'Alger-Centre par le FIS pendant sa tentative d'insurrection, préfigurent à notre sens d'une nouvelle forme de violence symbolique ou de violence tout court.

L'observation a permis de constater durant ces journées que, d'espaces ouverts, publics (appartenant à tous), les places occupées se sont transformées en espaces clos, en espaces d'enfermement - eux-mêmes subdivisés en espaces féminins et masculins, confirmant ainsi la règle de séparation des sexes -, à l'intérieur desquels se déroulaient des activités multiformes : prier, préparer la nourriture, se restaurer, reprendre des forces, dormir, veiller.

Après une semaine d'occupation-habitation des deux places, de manifestations, de marches, les premiers signes de dégradation de l'espace urbain commencèrent à apparaître : sacs poubelle et détritiques sur les chaussées, bouches d'incendie ouvertes, égouts saturés, voies de circulation encombrées, blocs de pierre et barricades entassées, artères secondaires bloquées. Tout cela accentuait l'état d'abandon et de fragilisation dans lequel se trouvait la ville. L'ordre relatif et le cadre urbain auxquels la population était habituée avaient subi des changements notables. (Smail HADJ-ALI, in *Avis de Recherche*, IRM Sud, n°37, 1994, Marseille, pp. 10-12)

L'enfermement, la séparation sexiste des espaces, la disparition de la fonction culturelle et de loisir et la limitation du rôle de la ville à la

réponse aux besoins élémentaires : dormir, se restaurer, prier et commercer, activité particulièrement bénie par le FIS, sont les traits à travers lesquels se profile l'espace public proposé par les islamistes. Par ailleurs, les urbanistes²⁹ relatent que lors des séances de concertation autour des plans d'urbanisme, les élus du FIS subordonnèrent l'approbation de ces documents à la suppression de la mixité dans les écoles, à la transformation des centres culturels en salles de prière, à la création d'espaces commerciaux et au rajout du qualificatif "islamique" à tous les équipements !

Lors de leur passage au sein des mairies, les élus du FIS s'étaient distingués par une pratique urbaine spectaculaire dont l'effet sur la ville a été désastreux. Cette pratique, qui consistait à attribuer à leurs sympathisants l'autorisation d'installer un commerce dans tout espace libre de la ville, a induit une occupation massive et anarchique de tous les vides urbains. Des tentes, des abris de roseau, des baraques en bois ou en zinc furent installés aux abords des places et des jardins publics, sur le bas coté des routes et aux carrefours. Ces installations de fortune provoquèrent des problèmes de fonctionnement de l'espace urbain, notamment des difficultés de circulation et surtout donnèrent à la ville l'aspect d'un énorme souk-bidonville. La ville devenait un immense bazar, pilier économique de l'islamisme.

Cette activité commerciale parasitaire du *trabendo*, encouragée et développée par le FIS en même temps qu'elle lui permettait de réunir les fonds pour son activité subversive, permettait de récupérer la jeunesse désœuvrée et de larges couches de la population. Ainsi le FIS agissait en utilisant à la fois la terreur et la compromission. Il nous revient à l'esprit l'exemple d'une famille de 12 personnes, dont le père manoeuvre est aujourd'hui à la retraite et les fils au chômage. Il y a quelques années, cette famille vivait dans une maison très vétuste et dans un dénuement total. Quelques vieux matelas en mousse, un petit réchaud, une armoire et une table constituaient l'équipement rudimentaire de ce foyer. En l'espace de quelques années, le même logement s'est métamorphosé en une véritable caverne d'Ali Baba : chaînes Hi-fi, TV, meubles en cuir, tapis, lustres et de nombreuses autres marchandises du *trabendo* y sont entreposés. Il faut savoir que cette métamorphose a touché également le discours politique de cette famille qui, quelques années plus tôt appuyait les militants du parti

²⁹ Ces anecdotes sont relatées par des urbanistes du CNERU, chargés d'élaborer les documents d'urbanisme pour les municipalités.

est la valorisation du cadre de vie. Ces initiatives d'organisation en même temps qu'elles relèguent aux oubliettes les formes traditionnelles de sociabilité révèlent les germes de la citoyenneté.

La volonté d'indépendance et de liberté par rapport à la communauté est particulièrement signifiée par les couples et les femmes, qui sont l'objet privilégié du contrôle social. Dans les quartiers où les rapports de sociaux restent fortement imprégnés de valeurs communautaires, notamment dans les cités de recasement, les femmes parlent de leur cadre de vie comme d'un lieu extrêmement oppressant : *"tout se sait sur ta vie, même quand tu respires, on parle de toi et on te juge sans que tu n'en saches rien, jusqu'au jour où cela arrive aux oreilles d'un proche."*

Paradoxalement, dans ces quartiers populaires, où le contrôle social est sévère, la présence des femmes dans l'espace urbain s'est banalisée. C'est parfois de véritables processions que l'on croise dans les marchés, les centres commerciaux et les autres lieux publics (sécurité sociale, poste, écoles, etc.). La présence considérable des femmes dans l'espace urbain algérois dénote le nombre relativement important de travailleuses dans la capitale et signifie pour les ménagères un élargissement-extériorisation de leurs activités. Autrefois confinées exclusivement dans les tâches domestiques au sein du foyer, les femmes ont progressivement développé à l'extérieur des activités multiformes, démarches administratives, présence aux réunions de parents d'élèves, revente dans les foyers de bijoux et de marchandises du *trabendo*, etc.

Si l'accession récente des femmes des quartiers populaires à l'urbanité se manifeste sous une forme d'appropriation des lieux publics, l'expression de l'intégration urbaine des autres femmes, travailleuses et/ou appartenant à des groupes sociaux plus aisés, se distingue par la participation à de nombreuses activités à caractère social et syndical (associations de parents d'élèves, syndicats d'entreprise, associations féminines, etc.). Ainsi, l'axe d'évolution de l'intégration urbaine des femmes et des hommes se confond avec celui du processus d'accession à la conscience de citoyen.

4. Décalage entre le corps social et l'individu.

Bien que de nombreux signes de l'urbanité des algérois soient extériorisés et manifestes aux yeux de l'ensemble du corps social, il existe un curieux décalage entre ce que l'on décide de montrer et

communiste parce qu'ils organisaient dans leur localité des cours de rattrapage. Aujourd'hui, les membres de cette famille se prononcent pour le FIS, *qu'ils suivront jusqu'à la mort*.

Les traits archaïques de l'espace public des islamistes sont en total décalage avec l'image de la ville portée par la population. En effet, l'analyse fait apparaître une nette aspiration de la population à vivre au sein de quartiers à forte urbanité, dont le caractère aménagé, ordonné, aéré, verdoyant, propre et équipé est souligné dans le discours. La revendication de la population de voir l'éventail des équipements de leur quartier élargi aux cinémas, centres culturels, piscines, hôpitaux, etc., dénote d'une conception de l'urbain perçu en fonction du niveau et de la qualité de l'équipement. Ce n'est donc pas un hasard, si la description de l'idéal-type urbain par les habitants est illustrée par les quartiers de villes européennes, *el kharadj*, dont on souligne particulièrement l'organisation et l'ordre (*el nidam*). Ces deux dernières notions renvoient en fait à la présence et au rôle des pouvoirs publics dont on revendique la manifestation dans la vie quotidienne par l'organisation et la gestion de l'espace urbain.

Face aux carences de tous ordres, les efforts de la population pour améliorer le cadre de vie, le valoriser et affirmer son caractère urbain sont multiples. Les actions de volontariat des habitants pour le ravalement des façades, le nettoyage des cages d'escalier et des espaces extérieurs, la plantation des espaces verts et l'organisation d'aires de sport se sont généralisées. Toutefois, ces initiatives, parce qu'elles ne sont pas relayées par les institutions étatiques, restent dérisoires.

Les pratiques urbaines et la perception actuelle de l'espace urbain par les habitants renvoient indéniablement à de nouvelles sociabilités. Ainsi, par exemple le concept de *hawma*, dont le terme "quartier" constitue le sens littéral et "communauté", la connotation sociale, tend à disparaître. Autrement dit, même dans le cas où l'individu continue à bénéficier des solidarités de la *hawma*, toutes ses stratégies sont désormais fondées sur la volonté d'échapper à cette communauté, à ses règles et à son contrôle social. Cette dynamique des sociabilités, qui s'écarte progressivement du schéma communautaire et de son caractère aliénant, renvoie à l'émergence de l'individu et de son statut de conscience autonome. La mise en vigueur de la loi sur les associations de 1981 donna lieu dans les quartiers et cités à une éclosion formidable du mouvement associatif dont l'objectif essentiel

d'exhiber et ce que l'on est vraiment. En fait, dans l'ambivalence de la société entre modernité et tradition, apparaît un contrôle social sévère qui constitue une sorte de chape de plomb sur l'ensemble du corps social. Ce dernier est alors contraint de fonctionner sur une sorte de dédoublement entre les pratiques qu'il décide d'exhiber et celles qu'il cantonne à l'espace de l'intimité.

Les femmes avouent qu'elles se sentent libérées uniquement lorsqu'elles sont en dehors du quartier et davantage quand elles sont à l'étranger. Elles changent de tenue vestimentaire, se défont du hidjab, se maquillent et profitent au maximum de l'absence de contrôle social. A l'étranger, même les époux les plus autoritaires deviennent permissifs dans ces conditions et le couple se retrouve. Une expression chargée de sens revient souvent, lorsque les gens expriment ce sentiment de liberté qu'ils éprouvent à l'étranger, "*l'gui't rouhi*", qui veut dire littéralement "je me suis trouvé". Autrement dit, l'individu n'est plus écartelé entre ce qu'il est véritablement et son paraître, il se retrouve et reconquiert son intégrité. A l'intérieur des foyers, de nombreux époux participent aux tâches ménagères, mais dans certains quartiers ils ne s'aventureront jamais à étendre le linge au balcon, car afficher de telles pratiques provoquerait un scandale et affecterait leur "virilité" aux yeux du reste du corps social. Des milliers d'autres exemples attestent de cette dichotomie des individus dans la vie sociale.

La société algérienne actuelle, par les règles et normes sociales qu'elle a insidieusement établies, place l'individu dans une situation de double vie, l'une est en adéquation avec la norme sociale et l'autre, quand elle arrive à trouver un espace d'expression, correspond à son modèle culturel. Les pratiques d'appropriation de l'habitat se sont avérées être un observatoire privilégié pour saisir les traits de cette vie cachée et quasiment secrète. Ce décalage entre les modèles culturels des habitants et ceux imposés par la société s'est aggravé et complexifié sous la pression sociale qu'exercent les intégristes. Les gens habituellement très volubiles et hospitaliers se renferment sur eux-mêmes et refusent de s'exprimer, d'autres sombrent dans le désarroi.

De multiples terrains de liberté sont remis en cause par les intégristes dont le programme se résume à une liste d'interdictions qu'ils tentent de mettre en application par la terreur. Parmi ces interdictions figurent la mixité dans les établissements scolaires (en conséquence de quoi la scolarisation et la formation des filles sont menacées), l'enseignement

de certaines matières telles que la philosophie et le Français, le travail des femmes (que l'on accuse d'être responsables du chômage). Les spectacles, cinéma, théâtre sont des lieux proscrits et la parabole, qui constitue un phénomène spectaculaire et une ouverture sur le monde extérieur devient un objet diabolique. Cette liste de restriction, loin d'être exhaustive, reflète seulement ce que les islamistes ont tenté de mettre en œuvre sans qu'ils soient au pouvoir. La restriction de ces espaces de liberté et la violence meurtrière qui les accompagne poussent la population qui refuse soumission et résignation à s'insurger ou à émigrer.

Le paradoxe de cette situation se trouve dans la victoire du FIS aux dernières élections, et davantage dans le fait que les meilleurs scores concernent les grands centres urbains. L'explication de tels résultats ne saurait se limiter aux nombreuses fraudes électorales commises par le FIS grâce à ses complicités au sein des institutions, ni au taux élevé d'abstention pour des premières législatives. Il est vrai que ce vote, qui représente une sanction du pouvoir du FLN, est aussi une forme de contestation de la politique de ces dernières années, mais à notre sens, la population n'avait pas véritablement conscience des enjeux de ces élections. Enjeux que très peu de voix ont porté à la connaissance du public. En fait, c'était des élections où les Algériens devaient se prononcer sur un choix de société mais ils étaient loin d'avoir conscience de cet enjeu.

5. Le poids des couches moyennes.

Les résultats du dernier vote représentent également la manifestation du mécontentement des couches moyennes qui ont senti leur ascension sociale menacée par la dégradation de la situation économique et sociale. Les couches moyennes, qui dans un premier temps avaient été favorisées par le régime du président Chadli à la recherche d'une base sociale, ont vu leur ascension sociale brutalement stoppée (Said BELGUIDOUM, in *Avis de Recherches*, n°37, IRM SUD, novembre 1994, p. 8). Il est vrai que les avantages du développement qu'a connu le pays ont induit une recomposition sociale caractérisée par l'émergence des couches moyennes dont le poids et le rôle actuels au sein de la société algérienne sont considérables, notamment en ce qui concerne la promotion et la diffusion des modèles culturels urbains. C'est justement les couches moyennes qui sont à l'origine de l'apparition de nouveaux types

d'habitat, notamment l'immeuble familial et sa capacité à permettre d'articuler des activités économiques à l'espace domestique. Si les couches moyennes ont produit un type d'habitat qui permet l'expression de leurs spécificités et de leurs pratiques, c'est aussi parce qu'elles ont été les principales bénéficiaires des opérations de promotion immobilière privée et qu'elles ont joué un rôle considérable dans la dynamique foncière et immobilière. En effet, le premier chapitre montre combien les couches moyennes ont compté parmi les groupes initiateurs du marché foncier parallèle dans les années 70 et de l'immobilier une dizaine d'années plus tard. C'est ainsi qu'elles ont pesé sur le choix de libéraliser le marché foncier et immobilier.

6. L'enjeu de la modernité

Afin de saisir les paradoxes de la société algérienne, il nous semble important d'élucider la question du niveau de conscience chez la population de l'enjeu de la modernité, exercice qui serait en soi l'objet d'une thèse. L'analyse des phénomènes d'appropriation et le décodage de leurs significations a fait apparaître de nombreux processus sociaux, parmi lesquels la socialisation urbaine et l'émergence de l'individu qui sont justement des attributs de la modernité. Ces indices sont-ils la preuve d'un choix conscient de la modernité par la population ou sommes nous dans le cas de figure développé par de M. AGULDON qui considère que l'opinion n'est pas la mentalité.

"La république au village montre la combinaison originale entre une opinion politique et une mentalité archaïsante, ce que montre une étude de la socialisation démocratique et son intégration républicaine." (*La république au village*, Seuil, Paris, 1979)

Les pays occidentaux ont accédé à la modernité selon un processus long et difficile. La conjugaison de facteurs tels que le développement des sciences et techniques, la division technique du travail, la communication, la mise en place d'institutions républicaines, la séparation du politique et du religieux, le poids de la société civile et la promotion des arts et de la culture, a totalement bouleversé les structures sociales, les comportements, les modes de vie et les pratiques sociales. En d'autres termes, la modernité se présente comme le processus idéologique qui accompagne un mode de civilisation opposé à la tradition et elle ne peut être considérée comme stable et irréversible qu'en tant que système de valeurs. (Encyclopédie Universalis, *Modernité*, p. 552, 1990)

On peut être amené à considérer que c'est uniquement dans sa matérialité technique et en tant que spectacle que la modernité a investi les sociétés des pays en voie de développement, tels que l'Algérie. (Mourad KADDACHE, in HTM, *Revue d'Architecture et d'Urbanisme*, ARCCO, 1993, p. 25). Car dans ce cas, les changements structurels sont effectivement apparents, mais la situation actuelle de la société algérienne laisse supposer que la dynamique de la modernité est loin d'avoir bouleversé les modes de vie et la quotidienneté.

"Les changements de structure politiques, économiques, technologiques, psychologiques sont les facteurs historiques objectifs de la modernité. Ils ne constituent pas en eux-mêmes la modernité. Celle-ci se définirait plutôt comme leur réinterprétation en termes de style culturel, de mentalité, de mode de vie, de quotidienneté." (Encyclopédie Universalis, *Modernité*, p. 554, 1990)

Soulignons que si Alger présente des particularités par rapport à d'autres villes du pays, on peut supposer qu'en tant que centre moteur et diffuseur des modèles culturels, cet espace reflète aussi les transformations sociales qui touchent les autres centres urbains. Nos observations sur l'espace algérois mettent en relief les transformations qui affectent les mœurs des habitants, seulement ces mutations ne sont pas encore clairement conçues comme porteuses de modernité. C'est pourquoi, des contradictions apparaissent parfois entre les pratiques des habitants et leur discours qui reste souvent attaché aux aspects folkloriques de la tradition. Il est vrai que l'idéologie intégriste provoque parfois des hésitations et des mouvements de recul dans ce processus de conscience, mais elle a indéniablement créé une situation où les agents sociaux sont sommés de choisir le mode de civilisation selon lequel ils souhaiteraient vivre. A ce sujet, certains courants d'opinion³⁰ estiment que si les conditions étaient réunies pour organiser un référendum autour de ce choix de civilisation, le pays serait coupé en deux.

Pour l'instant, la société algérienne est dans une sorte de vol suspendu entre la tradition et la modernité effective. Autrement dit, la société algérienne, déjà sous les effets techniques et formels de la modernité et placée dans une dynamique de transformation des modes de vie, est aujourd'hui à la croisée des chemins. En effet, la crise dramatique que vit aujourd'hui la société algérienne est une époque charnière où cette dernière doit opérer une rupture radicale et irréversible avec les

³⁰ Courant d'opinion des initiateurs du FAM Front de l'Algérie Moderne.

oscillations qu'elle n'a pas cessé d'effectuer entre une vision passéiste et rétrograde et une autre universelle pour enfin faire son choix de société.

IV. LA MISE EN PRATIQUE DES REPRESENTATIONS DE L'ESPACE

L'intérêt que nous portons aux pratiques d'appropriation est motivé par une certaine conception de la recherche sur l'habitat qui mettrait en œuvre deux dimensions, d'une part, une transdisciplinarité prenant en compte la complexité domestique dans ses dimensions sociales et spatiales et dans ses manifestations singulières (Daniel PINSON, *Diffusion des modes de vie et brouillage des types architecturaux*, Harmattan, 1991, p. 247) et d'autre part, une prise au sérieux de ce que Henri RAYMOND appelle la compétence habitante sur l'espace domestique.

Dans cette présente recherche, nous considérons les pratiques urbaines comme un ensemble d'actions des groupes sociaux dans l'espace, consistant simultanément à lui donner des configurations spatiales matérielles et des significations. Le champ de ces pratiques d'appropriation s'étend des modalités de fabrication d'un modèle de ville (Agnès DEBOULET, Paris, 1994, p. 9) à la réalisation de la maison et englobe toutes les actions quotidiennes telles que le jardinage, la disposition de l'ameublement, l'utilisation de la fenêtre ou de la salle de bain, etc. Il reste à décoder les significations sociales et symboliques communiquées par ces pratiques.

Afin d'accéder aux significations des caractéristiques spatiales, il est indispensable d'utiliser la notion d'habitus (Pierre BOURDIEU, éd. de Minuit, 1972) qui, eu égard à sa complexité, doit être maniée avec précaution. Les réflexions de Pierre BOURDIEU (*Actes de la recherche en sciences sociales*, n°64, 1986, p. 40) sur l'habitus soulignent que cette notion est née du fait que les pratiques sont générées par d'autres principes que le calcul rationnel. Il ajoute que pour comprendre ces pratiques, il faut reconstruire le capital de schèmes informationnels qui permet aux gens de produire des pensées et d'agir.

" L'habitus est entendu comme, un système de dispositions durables et transposables qui intégrant toutes les expériences passées fonctionne à chaque moment comme une matrice de perceptions, d'appréciations et d'actions. " (Pierre BOURDIEU, 1972, p. 118)

L'habitus représente ainsi, les forces formatrices d'habitudes qui se codifient, se formalisent et servent de système de reproduction des pratiques sociales. Ce système de référence ou de mode de représentation intériorisé guide l'action des individus. Ceci ne veut pas dire que le résultat de leur action est en conformité avec les schèmes intériorisés, car ils actualisent leurs gestes et composent avec la réalité matérielle.

L'appropriation de l'espace consiste en un ensemble de pratiques qui attribuent, accrochent et projettent des significations puisées dans l'habitus, à toute organisation des lieux d'un usage donné. Elle se situe précisément dans ce processus de compromis entre, d'un côté, l'habitus et, de l'autre, la mise en œuvre pratique des activités dans la vie quotidienne. Autrement dit, l'appropriation est une sorte de stratégie de mise en conformité et d'adaptation des lieux et/ou aux lieux, selon un modèle intériorisé. L'examen des modes d'appropriation peut révéler les décalages manifestes entre organisation des lieux et habitus. Henri RAYMOND attribue la capacité d'appropriation aux qualités propres de l'espace qui peut présenter de nombreuses contraintes à l'expression de la compétence habitante. Il attribue à l'appropriation de l'espace la qualité de donner une identité aux lieux et la désigne,

" [...] comme l'ensemble des pratiques qui confèrent à un espace limité les qualités d'un lieu personnel ou collectif. Cet ensemble de pratiques permet d'identifier le lieu; ce lieu permet d'engendrer des pratiques. " (éd. Korosec-Serfaty, 1976, p. 76)

Françoise BOUCHANINE (Rabat, 1991, p. 3), quant à elle, énumère les facteurs qui agissent sur la relation entre espace et appropriation et insiste particulièrement sur les contraintes directes ou indirectes de l'environnement, la plus ou moins grande rigidité de l'espace bâti, la division de plus en plus grande entre concepteurs et usagers dans le processus de réalisation de l'habitat et des villes, la congruence entre modèles projetés et aspirations des usagers, le statut d'occupation du logement et le caractère provisoire ou définitif de l'installation et enfin le type de rapport que la société entretient avec les lois et codes qui sont censés gérer l'espace urbain.

Les convergences qui apparaissent dans les formes d'appropriation, au-delà des caractéristiques physiques des lieux objets de ces appropriations, mettent en évidence la référence à un habitus commun, à des normes semblables. Les travaux de Françoise BOUCHANINE sur l'habitat au Maroc soulignent comment les convergences que présentent des formes d'appropriation révèlent les normes et les valeurs qui régissent les groupes et les cultures.

" De plus, ces normes et valeurs transparaissent, non une à une, mais dans une structure hiérarchisée d'où ressortent tant leurs articulations internes, que le mode de leur cantonnement ou la flexibilité qu'elle laissent dans la pratique. " (Rabat, 1991, p. 4)

Notre intérêt pour les travaux sur les formes d'appropriation renvoie évidemment à une critique de la pratique des professionnels de l'espace car, comme le souligne à juste titre Hassan FATHI

" La science nous apprend qu'il n'y a pas au monde deux individus semblables, mais on veut "loger tout le monde à la même enseigne". L'architecte doit refuser cela; on ne doit jamais faire deux fois la même maison. (*Le Monde* du 4 janvier 1981) "

Ensuite, il y a justement la nécessité de mieux comprendre à travers les modes d'habiter la dynamique de la société algérienne et par conséquent de connaître les individus, leur identité sociale et culturelle ou tout au moins d'approcher cette réalité. Directement lié à ces préoccupations, l'objectif de cette partie est d'explorer les conditions d'usage et d'appropriation des lieux, constituées par les combinaisons : modes d'appropriation/types d'édifices. La lecture des modèles socioculturels résulte de notre interprétation de la superposition entre typologie architecturale et phénomènes d'appropriation qui témoigne aussi des nouveaux modes d'habiter.

Auparavant, soulignons avec force deux difficultés majeures survenues au cours de la construction de la typologie des phénomènes d'appropriation. La première tient au fait que les images héritées de l'enfance ou du milieu social d'origine gardent une prégnance considérable sur les formes d'appropriation. Cette question est abordée remarquablement par Gaston BACHELARD.

" [...] par les songes, les diverses demeures de notre vie se compénètrent et gardent les trésors des jours anciens. Quand dans la nouvelle maison, reviennent les souvenirs des anciennes demeures, nous allons au pays de l'Enfance Immobile, immobile comme l'Immémorial. [...] Alors, les lieux où l'on a vécu la rêverie se restituent d'eux-mêmes dans une nouvelle rêverie. C'est parce que les souvenirs des anciennes demeures sont revécus comme des rêveries que les demeures du passé sont en nous impérissables. " (Paris, 1957, p. 25)

BACHELARD désigne ainsi les domaines à explorer chez l'individu pour comprendre sa relation complexe à l'espace et les pratiques d'appropriation qu'elle induit. Seulement, cette exploration suppose, d'un côté, d'ouvrir les champs conceptuels de la psychologie et de l'autre, d'utiliser les techniques d'investigation appropriées que nous ne maîtrisons pas. C'est la raison pour laquelle cette dimension ne sera pas abordée dans ce travail. La deuxième difficulté méthodologique tient à la définition des bases de classement ou d'élaboration de la typologie des appropriations, au sein d'un corpus divers et complexe. Eviter d'évacuer ce que Daniel PINSON désigne comme le complexe

de l'individu et par voie de conséquence l'apparition de nouveaux modèles de sociabilité.

et le singulier (Paris, 1991, p. 240) fut un souci permanent tout au long de cet exercice délicat.

" Dans la procédure de classement, le savant cherche, dans la somme d'individus qui se présentent à lui, ce qui constitue une généralité, une répétition de traits communs partagés par des groupes à l'intérieur de cette somme d'individus, au-delà des illusions de l'apparence, il cherchera des traits fondamentaux, quelquefois cachés, qui révéleront une parenté profonde transcendant les différences considérées comme secondaires. " (Paris, 1991, p. 239)

Dans notre travail, la première base de classement part d'une opposition, sans doute caricaturale, entre deux grandes modalités de production de l'habitat : l'auto-construction et la production normative de logements par l'Etat. L'auto-construction exprime, plus clairement les représentations et moyens dont les divers groupes sociaux disposent pour maîtriser leur espace dans la pénurie et l'instabilité sociale. La production normative de logements a surtout le mérite, dès lors que l'on tient compte des modalités d'appropriation ou des phénomènes de mobilité, de rendre manifeste les décalages entre les modèles et procédés de la technostructure et les habitus de divers groupes sociaux qui se satisfont plus ou moins des solutions imposées.

Autrement dit, il y a, d'un côté, les types d'habitat entendus comme correspondance entre dispositions spatiales et modèles socioculturels et de l'autre, coté, les phénomènes d'appropriation ou de réappropriation de l'espace déjà existant et, dans tous les cas, des processus d'actualisation des habitus. En ce sens ils sont l'expression d'une liberté toute relative. Cette réalité donne lieu, comme le souligne Daniel PINSON (Paris, 1990, p. 249), dans ce qu'il appelle l'intériorisation/extériorisation des pratiques sociales à des recompositions et des reformulations souvent originales. La deuxième base de classement tient surtout compte des phénomènes d'appropriation et permet d'affiner l'analyse des groupes sociaux en fonction des moyens concrets mis en œuvre par les habitants.

Nous avons vu précédemment comment ce processus de maîtrise de l'urbain donne lieu à une dynamique complexe où une sorte de tri s'opère historiquement entre les personnes anciennement arrivées à Alger et celles dont l'installation est relativement plus récente. Ce tri se complexifie par d'autres critères, car, il y a ensuite ceux qui, bien logés au départ, ont des conditions d'usage qui s'améliorent ou à l'inverse se détériorent, et ceux qui, mal placés, transforment leur logement ou se déplacent vers la périphérie. Ces itinéraires sociaux et

spatiaux résultent de la volonté de chaque groupe social, en fonction de ses moyens d'action, de signifier la position visée ou acquise au sein de l'échelle sociale. La typologie des appropriations repose sur une série d'éléments ou de critères qui forme la grille de lecture suivante :

1. La famille et ses stratégies sont examinées à travers sa composition, l'occupation de ses membres et leur contribution au revenu familial ; l'itinéraire résidentiel et les projets de mobilité ; les modalités d'acquisition du terrain ou du logement ; les moyens et l'organisation qu'elle met en œuvre pour aménager l'espace et enfin le statut juridique de propriétaire ou locataire de l'habitant.

2. Le vécu dans le quartier est analysé à travers les relations avec le voisinage et le sentiment d'appartenance ou de non-appartenance au quartier ; les modes de gestion des espaces intermédiaires, notamment les marques d'identification ou de distinction par le biais de la façade et l'expression de l'urbanité de l'habitat et sa correspondance avec celle des habitants.

3. Au sein du chez-soi sont examinés les pratiques de marquage par l'ameublement et le décor, les usages et les principes de hiérarchie ainsi que leurs significations. On insiste particulièrement sur le rôle des espaces de représentation sociale et l'investissement décoratif dont ils font l'objet ; sur les modes de gestion des intimités et sur le statut des salles d'eau, salle de bain, W-C et cuisine ainsi que leurs significations par rapport à la question de l'urbanité et des relations au sein de la famille.

Les phénomènes d'appropriation et les facteurs socioculturels qui les sous-tendent offrent en fin de compte un observatoire privilégié du changement social. Ils permettent de lire en filigrane les éléments du type socioculturel en question, au sens où le définit Henri RAYMOND (Paris, 1984). Le chapitre précédent présente nos conclusions à propos des modèles socioculturels qui restent, bien entendu, une ébauche sur la question. Nos observations sur le territoire algérois sont confortées et enrichies par les thèses de Françoise BOUCHANINE (Rabat, 1991, pp. 333-348) sur le changement social exprimé par les modèles d'habiter au Maroc. Le changement social dans de telles sociétés en mutation rapide et brutale affecte en particulier la structure sociale et économique de la famille, dont l'expression la plus visible est l'émergence du couple, de la femme, et

A. TYPES D'HABITAT OU ADÉQUATION ENTRE DISPOSITION SPATIALES ET MODES D'APPROPRIATION.

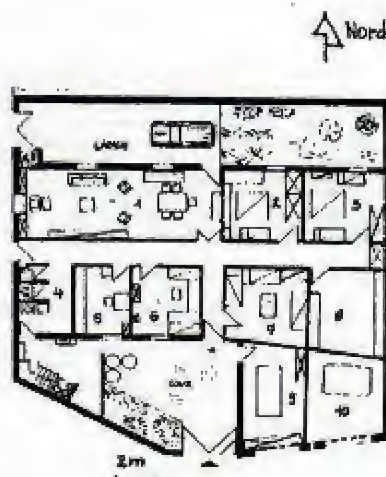
1. Mobilités sociales et habitat.

C'est dans l'habitat individuel dense que les modes d'appropriation expriment avec le plus d'évidence le rôle essentiel de la mobilité sociale dans les transformations de l'habitat. Ceci concerne aussi bien l'habitat individuel dense produit illicitement que celui des lotissements municipaux destinés au relogement des habitants de quartiers précaires. Ainsi, les mobilités sociales qui coïncident en partie avec l'itinéraire résidentiel des ménages renvoient à la constitution et à la dynamique des modèles d'habiter (Agnès DEBOULET, op. cité, p. 12). Par ailleurs, la mobilité résidentielle, dont le moteur est précisément les modèles d'habiter est aussi une clé de lecture et de compréhension des transformations qui affectent la morphologie sociale de la ville. Cette dernière doit être appréhendée au travers du logement et de la trajectoire sociale, notamment à partir de critères tels que la disponibilité en capital et les changements de statut socio-économique. Dans notre cas, les itinéraires résidentiels mettent en évidence le rôle transitionnel des quartiers centraux et les processus de valorisation/dévalorisation foncière et immobilière des zones d'habitat.

Au sein de cette recherche, la mobilité sociale en tant que processus d'ascension sociale ou inversement de dégradation sociale n'est examinée qu'à travers l'habitat. L'observation des modes d'appropriation dévoile les stratégies par lesquelles l'habitat peut devenir un facteur de valorisation/dévalorisation sociale. Cette dimension se trouve être spectaculaire dans la forme d'habitat dense. La démonstration s'appuie sur cinq cas d'habitat illicite à Chérarba qui représentent des situations différentes dans le parcellaire du quartier et

112-M-CHARENT

1. Séjour familial et lieu de réception, aménagement adéquat.
2. repas, lieu où dorment les garçons et fille
3. Ch. des parents
4. Ch. du fils aîné, sa femme et ses jeunes enfants
5. Salle d'eau (douche, lavabo, toilette séparée)
6. Cuisine conçue pour la préparation exclusive de repas
7. Ch. des jeunes filles, lieu de leur séjour quotidien et de réception des femmes. Pièce d'aménagement adéquat mais d'aspect coquet et propre
8. Ch. des garçons, désordonnée
9. Pièce de stockage, munie de grandes étagères organisées le long du mur
- 10 et 11. Activité en cours de préparation, informatique et coiffure
12. Cour de l'entrée, lieu de tâches ménagères, de détente, de collations et de bricolage
13. Espace planté
14. Point d'eau
15. Les femmes n'apprécient pas le couloir trop long et les murs trop hauts, qui leur donnent beaucoup de travail

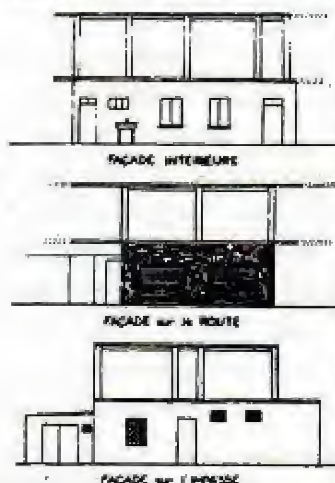


PLAN DE L'ENTREE (en cours de réalisation)

- * Utilisé par la famille les soirées d'été. Source de conflit avec les voisins à cause des vis à vis

FAÇADES

- * Ordonnancement ordinaire, aucun élément de décor, ni traitement particulier
- * Sur la rue deux rideaux de fer couvrent les ouvertures des locaux prévus pour les activités



CARACTERISTIQUES DU LOT ET DU TISSU

- * Deux entrées sont organisées, l'une donnant sur la rue, l'autre sur l'impasse
- * Sup. du lot 160m², emprise de la cour. 60%, sup. plancher 400m²
- * Triple citoyenneté, dont une conflictuelle
- * Tissu dense, absence d'espace public
- * Citoyenneté fréquente et très impasse



deux cas d'un habitat réalisé dans le cadre de lotissements municipaux respectivement situés à Réghaia et à Baraki, municipalités du Sud-Est algérois, l'une à caractère industriel et l'autre rural.

Le choix des maisons à Chérarba en fonction de localisations différentes dans le parcellaire laissait supposer des implications possibles de ces situations urbaines sur les modalités d'appropriation. Ainsi, bien que les localisations soient totalement différentes, à savoir en bordure de route départementale, de voie de desserte principale ou secondaire, à proximité d'équipements et dans une impasse, c'est seulement ce dernier cas qui présente des contraintes d'appropriation induites par sa situation dans le parcellaire. Les développements suivants permettent également d'étayer le premier chapitre, particulièrement sur la question de l'identification des groupes sociaux et de leurs stratégies d'occupation illicite.

a) Stratégies familiales.

Parce qu'elle est quasiment le seul rempart contre la difficulté, la famille reste un pilier essentiel dans la structure sociale des pays du tiers-monde où les pouvoirs publics sont loin de relayer ces systèmes de solidarité, par conséquent toute stratégie de mobilité et d'appropriation passe par cette entité. Cependant, la famille, comme la structure sociale, subit des mutations profondes ainsi que nous le verrons au cours de cet examen des pratiques de l'habiter à Alger. La composition de la famille, l'occupation de ses membres, la façon dont ces derniers inscrivent leurs efforts dans la réalisation, l'organisation et l'appropriation de l'habitat familial et les formes de sociabilités développées sont autant de clés de lecture du degré de cohésion de cette entité sociale et de ses stratégies pour signifier sa position sociale ou à défaut celle à laquelle elle prétend.

Les familles qui résident sous un même toit comprennent en moyenne 10 à 12 personnes, ce qui implique des taux d'occupation élevés pour le logement, mais faibles pour les pièces, étant donné la taille des logements. Généralement la famille garde son caractère élargi et la taille de la maison ainsi que son mode d'organisation, dépend directement du nombre de personnes ainsi rassemblées, malgré la disparité des moyens de chacun.

Les enfants restent sous le toit familial pendant et après leur célibat,

notamment les garçons. Le logement est ainsi partagé selon une cohabitation inter-générationnelle et les espaces destinés aux jeunes couples sont individualisés. Après leur mariage, les filles changent de domicile, par contre la famille intègre dans ses projets la perspective de l'installation définitive des garçons dans la maison familiale. Une situation contraire est soit le signe de l'accession de la famille à un niveau social qui lui permet d'aider le fils à s'installer en dehors de la maison familiale, soit l'indication d'une opportunité offerte à ce dernier par son statut professionnel dans une entreprise qui lui attribue un logement ou un prêt pour la construction.

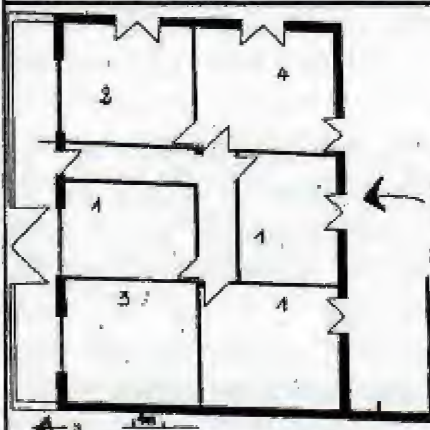
Dans l'habitat dense, la perspective d'installer les ménages des fils dans la maison familiale détermine à la fois le choix du type d'habitat, pluri-familial (maison familiale ou immeuble familial) ou mono-familial (résidence d'un seul ménage) et le phasage de sa réalisation. L'habitat pluri-familial, sous la forme de maison ou d'immeuble familial, est de loin le plus répandu au sein des quartiers denses. A Baraki, par exemple, la construction est composée de deux appartements, l'un occupé par le père, son épouse et ses quatre plus jeunes enfants, l'autre est partagé par les deux fils aînés et leurs ménages respectifs.

L'aspect le plus pertinent des stratégies familiales apparaît dans la concordance entre l'histoire de la famille et celle de son habitat. A ce sujet des divergences apparaissent entre Chérarba, d'un côté, et Baraki et Réghaia, de l'autre, qu'on tentera d'expliquer par la suite. A Chérarba, après l'achat de la parcelle, le chef de famille finance la construction, soit par des travaux parallèles quand il est ouvrier qualifié (ébéniste ou maçon) ; soit par des primes professionnelles comme c'est le cas d'un sondeur pétrolier ; soit par la vente de devises au marché noir dans le cas de l'émigré, aujourd'hui chauffeur de taxi. L'épouse contribue à cet effort par la vente des bijoux de sa dot ou des ouvrages de tricot ou de couture qu'elle réalise à cet effet. En somme, c'est par des mécanismes de débrouille que le ménage trouve le financement de départ pour engager la construction.

Dans un deuxième temps, pour poursuivre la construction, on met à contribution le revenu des enfants qui travaillent. Ensuite, les enfants, selon leur profil professionnel (médecin, technicien informaticien, comptable, coiffeuse, couturière...), installent leur activité dans le rez-de-chaussée de la maison. Cette étape décisive de l'histoire de la famille, liée simultanément à la situation professionnelle des enfants et

CHERARBA,
CAS 2, commune des Eucalyptus

TYPO. ARCHITECTURALE: HABITAT INDIVIDUEL DENSE
TYPO. DE L'APPROPRIATION: MOBILITE SOCIALES ET HABITAT



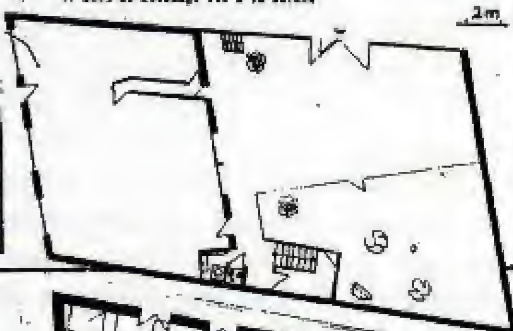
EST-DE CHAUFFEE

1. Cabinet médical en relation avec la maison, destiné à l'une des filles médecins, aujourd'hui tout à un médecin qui refuse de le libérer

2. Pharmacie (location)

3. Auto-école (location)

4. Blex de stockage lié à la maison



PREMIER NIVEAU

1. Ch. des garçons

2. Ch. des filles

3. Pièce polyvalente, repas, TV, réception, conseil

4. Salle d'eau équipée de douche, lavabo, et toilette torse

5. Cuisinier conçu pour la préparation exclusive du repas

6. Ch. parents, situé loin du bruit venant de la RM et proche de la porte d'entrée pour être à l'écoute des visiteurs

7. Séjour situé à l'entrée, pour protéger l'intimité du reste de la maison. Les meubles de sa lies, les plus beaux de la maison, ont été conçus par le père

8.3. * Une autre cage d'escalier a été conçue pour desservir le niveau en réalisation et la terrasse. La mère fait cuire le pain dans cet espace frais

* La mère reproche les angles aigus de certaines pièces qui rendent difficile l'assemblage

* La cour dans ce cas est rarement utilisée, parce qu'elle n'est pas directement attenante à la maison

* La partie plantée est un jardin abandonné

DEUXIEME NIVEAU (en cours de réalisation)

* Conflit entre le père et les fils autour de l'aménagement. Le père veut faire un seul appart. pour les mariages de ses deux fils. ces derniers en veulent deux

PACIANCE

* Balcons sur tout le pourtour des façades, les garde-corps sont en osannerie, style du claustrum. le seul balcon à être vraiment utilisé est celui donnant sur la cour, protégé des regards par un panneau de plexiglas coloré



CARACTERISTIQUES DU LOT ET DU TISSU

* L'entrée vers la cour donne sur l'impass

* Sup. du lot 377m², surface de la cour. 40%, sup. plancher 470m²

* Double mitoyenneté, dont une avec le frère, aujourd'hui objet de conflit

* Tissu dense, absence d'espace public

* Mitoyenneté frégente et abn impass



à l'articulation d'une activité à l'habitat, permet d'accéder définitivement au rang de couche moyenne. L'itinéraire social de la famille et l'évolution de son habitat sont ainsi parfaitement synchronisées afin que celle-ci soit placée dans une logique ascendante.

A Réghaia et Baraki, les chefs de famille bénéficiaires de ces lotissements, qui sont respectivement mandataire et conducteur de travaux, ont un niveau économique plus important que les chefs de famille de Chérarba. De plus, ces opérations destinées à reloger des gens dont l'habitat initial était précaire ont été soutenues financièrement par les pouvoirs publics ; les terrains ont été cédés moyennant une somme symbolique et une aide a été octroyée pour l'achat des matériaux de construction. Ces moyens ont permis aux familles bénéficiaires de réaliser leur maison d'une seule traite contrairement aux habitants de Chérarba.

Même si la réalisation reste très progressive, le bidonville et toutes formes de construction à partir de matériaux de récupération cèdent en effet progressivement la place aux constructions en matériaux définitifs durs (parpaings, béton, briques.). Dans tous les cas, l'occupation du terrain, illégale ou non, représente l'investissement le plus précieux.

b) Itinéraire résidentiel pour un mieux être.

La mobilité résidentielle est un des facteurs les plus significatifs de l'évolution sociale d'un groupe. En effet, on s'installe ailleurs soit parce qu'on n'a plus le choix (expulsion, loyers trop chers.), on est alors en phase de dégradation sociale; soit parce qu'on recherche un mieux-être et on en a les moyens. Dans ce dernier cas, la mobilité résidentielle devient une des stratégies choisies par le groupe social pour son ascension sociale, ce qui semble bien être le cas des familles de Chérarba.

Ces familles originaires du centre-est du pays, de la Kabylie surtout, ont connu l'exode vers Alger au moment de l'indépendance. Elles se sont ensuite installées dans les quartiers périphériques de l'est (Baraki, La Montagne, Hussein-Dey, La Glacière), à proximité des zones industrielles, dans les *diar a'rab* (maisons communes à cour) où chaque famille occupe une des pièces qui encadrent la cour commune, équipée d'un point d'eau et d'un W-C commun.

CHERARBA,
CAS 3, commune des Escalyplus

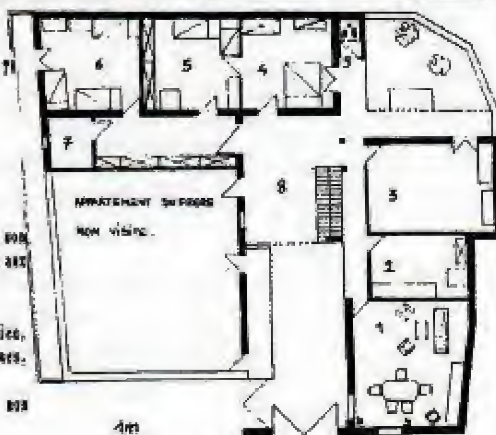
TYPO. ARCHITECTURALE: HABITAT INDIVIDUEL DENSE
TYPO. DE L'APPROPRIATION: MOBILITE SOCIALE ET HABITAT

PREMIER ETAGE

1. Séjour familial, esp. polyvalent, désordonné: repas, 71 réception
2. Ch. des garçons avec cola travail, désordonnée
3. Ch. des parents, désordonnée
4. Débarcass et lieu où niche le chien
5. Ch. d'amis, quasiment vide
6. Cuisine, préparation exclusive des repas
7. Séjour, lieu contrastant avec le reste de la maison par son aménagement, ses éléments de décor et par l'ordre. Réservé aux invités exceptionnels
8. Toilettes larges

Balcon et terrasse/logia: lieu de séjour quotidien, surtout l'été, réception, repas, détente, tâches domestiques, fêtes, on y dort l'été

Appartement du frère, qui doit se rapatrier bientôt, non visité



4m

N.B. Une partie du rez-de-chaussée est louée à des familles, l'autre à un pharmacien



BOULEVARD COMMUNAL

Façade extérieure

- * Aucune particularité, aspect modeste
 - * Balcon en sautoirerie, pratiquement inutilisé (volets en bois)
 - * La fenêtre du salon est toujours fermée à cause du vis à vis
- Façade intérieure (donnant sur cour)
- * Garde-corps de la terrasse en plastique coloré
 - * Bar forgi
 - * Pots de fleurs, point d'eau



CARACTERISTIQUES DU LOT ET DU TIERS

- * Terrain dense, absence d'esp. public
- * Mixité fréquentée et nombreuses impasses
- * Étroitesse
- * Le lot possède deux entrées donnant chacune sur une rue différente, celle de la desserte principale est protégée
- * Double mixité conflictuelle, l'une avec la const. voisine, l'autre avec la clôture voisine
- * Sup. du lot 316m², emprise de la const. 301, sup. plancher 179m²
- * Lot 274 m², 36% d'occupation du sol, S.P. 228 m²

40m



DE-NE-CHANGER

1. Ch. des parents. lieu de repos pour le père, contaire pour la mère, son atypisme avec les ch. des enfants pour l'intimité
2. Séjour familial, esp. polyvalent: repas, TV, réception
3. Ch. des filles, lieu de conseil, de travail et d'isolement
4. Cuisine, préparation exclusive des repas
5. Garage, entrepôt, lieu potentiel d'une activité future
6. Petit jardin donnant sur l'entrée secondaire
7. Toilettes turques
8. Débaras sous cage d'escalier
9. Véranda carrelée: lieu de détente, de repas ou café, de réception et de tâches ménagères
10. Cour cimentée, partie plantée de figuier
- N.B. L'ameublement de l'ensemble de la maison est de confort rudimentaire à l'exception du salon



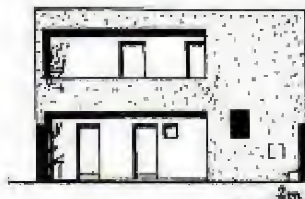
PREMIER ETAGE

- 1°. Balcon donnant sur cour, lieu où l'on sèche la literie
1. Salon contenant les plus beaux meubles de la maison, réservé aux invités exceptionnels
2. Ch. des jeunes enfants
3. Toilettes turques et douche
4. Douche
5. Balcon très peu utilisé, à usage des vis à vis
6. Ch. du fils aîné
7. Ch. de l'aînée des filles, faisant fonction d'atelier de couture



FACADE INTERIEURE

- * Portes-fenêtres ou fenêtres, dont deux sur rue. Mais les plus fréquemment utilisées sont celles donnant sur la cour
- * Aspect simple, aucun matériau particulier, volets en bois, fenêtre en aluminium sur le sur de l'escalier
- * Cage d'escalier extérieure



CHARACTERISTIQUES DU LOT ET DU TISSU

- * Tissu dense, absence d'esp. public
- * Mitoyenneté fréquente et nombreuses impasses
- * Nonquadré
- * Le lot possède deux entrées donnant sur rue
- * Mitoyenneté conflictuelle
- * Lot 274 m², 361 d'occupation du sol. S.P. 228 m²



A l'indépendance, ces *diar a'rab* des quartiers à majorité musulmane pendant la colonisation ont été abandonnées par leurs habitants qui se sont déplacés vers les logements libérés par les Européens, et c'est la population fraîchement arrivée à Alger à cette période qui a occupé à son tour ces maisons communes.

L'installation des familles à Chérarba est motivée justement par l'exiguïté de l'ancien logement composé d'une pièce, en même temps qu'aucune autre possibilité de se loger ne se présentait. Une des causes essentielles de cette mobilité résidentielle reste l'accession à la propriété, l'ancienne résidence était en règle générale en location. La même tendance est observée par Françoise BOUCHANINE (Rabat, 1991, p. 129) dans le cas du Maroc où c'est avant tout le statut de propriétaire qui cristallise la satisfaction d'échapper au statut de locataire et d'accéder à un statut valorisant, même si c'est au prix de grosses difficultés. Le statut de propriétaire s'accompagne souvent d'une liberté d'expression des *habitus* et des spécificités sociales et ainsi de l'épanouissement des compétences de l'habitant.

L'habitat des familles émigrées à la signification particulière de ceux qui vivent en France, se rapatrient lorsque les filles atteignent l'âge du mariage. Dans ce cas de figure, la maison représente le but d'une vie de labeur à l'étranger car l'émigré ne saurait revenir au pays sans signifier une réussite sociale dont l'expression par excellence est l'édification d'une maison. Du fait de son passage de la situation d'ouvrier en France à un statut de possédant en Algérie, le rapatriement de l'émigré devient synonyme de reclassement social. Par ailleurs, ces familles d'émigrés, en s'installant en Algérie, souhaitent que leurs enfants y fonderont à leur tour leur foyer et pensent que ces derniers seront ainsi moins sollicités par la délinquance qu'en France. En fait, ces familles, conscientes que leurs enfants sont imprégnés par les mœurs de la société française, sont dans la crainte de les voir renier leurs origines culturelles. Ainsi, les parents procèdent parfois brutalement au rapatriement en Algérie de toute la famille.

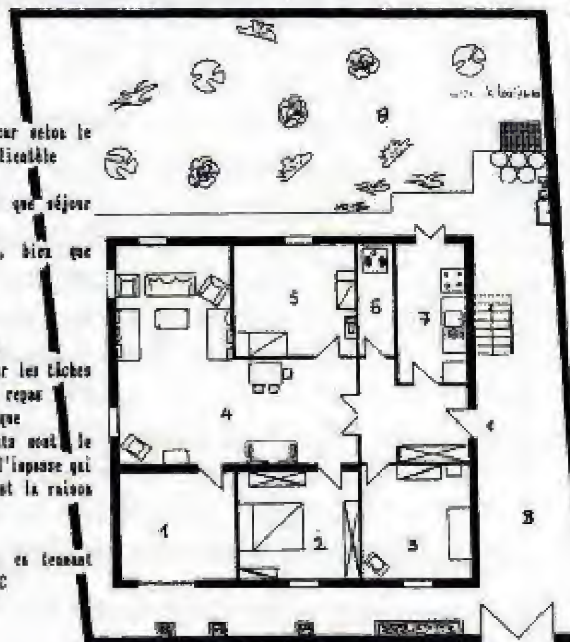
Les familles de Réghaia et Baraki ont le même itinéraire résidentiel que les habitants de Chérarba. Originaires de Kabylie, elles se sont établies respectivement au Hamma³¹ en 62 et à la Casbah en 59. La famille de Réghaia, lors de la rénovation du quartier du Hamma en

³¹ Ancien quartier de manufactures au centre ville.

121-DE-CHASSER

1. Atelier de plomberie, inutilisé aujourd'hui car selon le père, l'imposte est un lieu qui ne draine pas de clientèle
2. Ch. des parents desservie par le séjour
3. Ch. des filles, utilisée également au tant que séjour familial
4. Séjour réservé aux invités exceptionnels, bien que l'aménagement soit adéquat
5. Ch. des enfants
6. Toilette turque, utilisée pour la douche
7. Cuisine, lieu de préparation du repas seulement
8. Cour et espace planté, utilisée fréquemment pour les tâches domestiques, la réception, détente autour du café, repas
9. Espace ouvert utilisé pour le bricolage adéquat
10. Les lacunes soulevées par les habitants sont le hall trop grand, le séjour non fermé et surtout l'imposte qui ne draine pas de clientèle. Ce dernier élément est la raison pour laquelle le père veut partir

PREMIER NIVEAU en cours de réalisation, conçu en tenant compte des problèmes posés par l'aménagement du RDC



PLAN du RDC

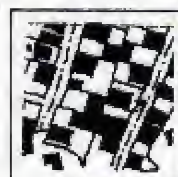
FACADE

- * Ordinaire, sans traitement particulier
- * Les ouvertures donnent toutes sur la cour



CARACTERISTIQUES DU LOT ET DU TISSU

- * Sup. du lot 414m2, emprise de la cour. 361, sup. plancher 355m2
- * La cour. est de forme carrée dans un lot trapézoïdal
- * Une seule allée
- * Tissu dense, absence d'espace public
- * Allées fréquentes et absences



1983, a été délogée et a bénéficié au terme d'une indemnisation d'un appartement et d'un lot de terre. Aidé par deux manœuvres, le père réalise la maison en cinq ans.

A l'indépendance, la famille qui résidait à la Casbah a fuit une maison qui menaçait ruine pour s'installer à Baraki dans une cité de recasement. En 1983, la cité de recasement, estimée vétuste par les pouvoirs publics, est vouée à la démolition. Le père est alors bénéficiaire d'une parcelle dans un lotissement conçu par la municipalité pour reloger les sinistrés. Il fait réaliser une bâtisse par un entrepreneur et la famille s'y installe en 88. L'ancienne maison, qui devait être libérée afin que la cité soit détruite, est occupée par un des fils et son ménage. Cette pratique, courante chez les familles de la cité de recasement, fait que cette dernière n'a jamais pu être détruite.

L'itinéraire résidentiel des familles de l'habitat individuel dense révèle un premier phénomène, apparu à l'indépendance, la difficulté des nouveaux arrivants à accéder aux logements libérés par les Européens, pris d'assaut par les habitants qui étaient déjà en place à Alger. Ces mobilités résidentielles font apparaître des trajectoires plus longues pour les individus arrivés récemment en ville que pour ceux anciennement installés. Ce décalage entre les deux catégories s'explique par le temps nécessaire à l'intégration urbaine qui implique la connaissance de la structure de la ville et la mise en œuvre de stratégies pour s'y adapter.

Le deuxième phénomène réside dans la synchronisation entre la mobilité résidentielle et la mobilité sociale. Ce qui veut dire que les familles visent par leur itinéraire résidentiel et leurs stratégies de localisation dans la ville un mieux-être social. Dès le départ, les familles cherchent à améliorer leur habitat et à valoriser l'image de leur quartier ou à préparer leur mobilité résidentielle vers des lieux plus conformes au statut social auquel elles comptent accéder.

c) Modalités d'installation.

Les familles sont informées de la possibilité d'achat de lots à construire par des parents qui résident déjà sur place. Les achats de parcelles sont faits au moment où le coût des transactions foncières était le plus bas, entre 1970 et 1980. Les causes des fluctuations du marché foncier sont évoquées dans le premier chapitre de ce travail.

BARAKI

TYPO. ARCHIT.: HABITAT INDIVIDUEL DENSE
TYPO. DE L'APPROP.: HABITAT ET MOBILITES SOCIALE

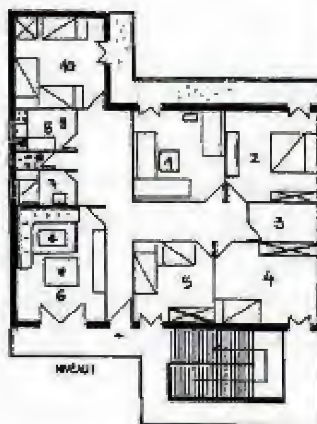
100-M-CHADDEH sur pilotis, prévu pour une activité lacratine
PREMIER NIVEAU occupé par le père, son épouse et les enfants
célibataires

1. Séjour familial, d'usage polyvalent, repas, TV, réception de la famille
2. Ch. des parents, située loin de celles des enfants
3. Cellier et débarras
4. Ch. de l'étudiant, privilège accordé par la famille car c'est le seul des garçons à poursuivre des études sup.
5. Ch. des jeunes garçons, utilisée occasionnellement comme ch. d'amis
6. Séjour, seule pièce où l'effort d'ameublement et de décor est important, salon et fauteuils en velour, bibliothèque et tapis. Lieu de réception et de détente du père
7. Salle de bain, lavabo et petite baignoire
8. Toilette dames
9. Petite cuisine organisée pour la préparation des repas seulement, le dégagement est utilisé comme prolongement de la cuis. pour la préparation des repas
10. Ch. des filles, lieu de leur détente et réception des amies

11. Balcons servant uniquement à aérer la literie

12. Cour dallée avec bordure plantée. Lieu de détente de réception de repas et de collation

DEUXIEME NIVEAU, occupé par les fils aînés et leur usage.



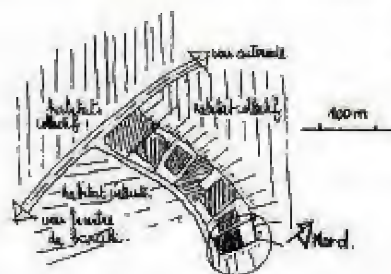
PACAGES

6 Aspect modeste, balcons avec garde-corps en sautoirée, aucun matériau particulier



CARACTERISTIQUES DU LOT ET DU TISSU

- * Sup. 364m², emprise au sol 56%, sup. plancher 616m² et terrasse accessible
- * Situé dans un petit lotissement enclavé entre des bidonvilles et des HLM
- * Une allée piétonnière et une passerelle desservant le lot.



L'occupation de la parcelle, aussi maximale qu'elle puisse être, ne remet pas en cause l'emprise des voiries. Cette recherche de structuration et d'organisation de la forme urbaine est une tendance nouvelle dans les quartiers spontanés. Autrefois, les habitants s'installaient sans réserver les emprises nécessaires aux voiries. Cette volonté collective d'organiser et de structurer le quartier relève à la fois d'un sentiment d'insécurité foncière face à un contrôle de plus en plus important de l'espace par les pouvoirs publics et d'une volonté de sortir le quartier de sa marginalité³². En conséquence de quoi, le souci d'accéder au champ légal et la référence au modèle dominant pèsent largement sur les modalités d'implantation dans le quartier. Les modes organisationnels sont particulièrement centrés autour de la question de la régularisation foncière et permettent d'introduire les revendications et les relations aux pouvoirs publics.

Dans les possibilités qui leur sont offertes, les chefs de famille qui ont déjà en tête l'installation d'une activité au sein de l'habitat, privilégient les parcelles à proximité de dessertes importantes. D'autre part, ils optent en général pour les zones les moins denses du quartier, celles qui sont les mieux organisées et les plus structurées. Au moment de l'élaboration d'un plan plus pensé que dessiné, le constructeur consulte l'épouse et les aînés des garçons. La formalisation est ensuite faite par le chef de famille lui-même ou un technicien du bâtiment. La réalisation du logement se fait généralement par un maçon qualifié, aidé du père et des fils. Lorsque le père est lui-même maçon, il prend en charge la réalisation, aidé simplement par un manoeuvre et ses fils. Le second œuvre est souvent entièrement réalisé par le père et ses fils. Ce mode de production est désigné par Agnès DEBOULET (Paris, 1994, p. 32) comme une production "domestique" ou "petite marchande" qui consiste en une faible division technique et sociale du travail qui fait appel largement à des structures et des filières familiales à faible teneur technologique et capitaliste.

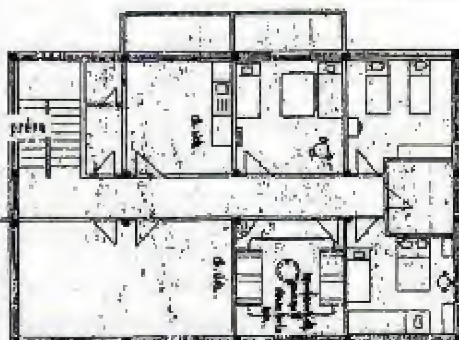
Cependant les économies faites sur le coût de la main-d'œuvre dans la réalisation du logement sont largement consommées par les matériaux de construction. En effet, parmi les obstacles rencontrés par les

³² GHANEM Malika, "L'Evolution de deux quartiers illicites à Constantine, (Algérie)", in *"Politiques et pratiques urbaines dans les pays en voie de développement"*, édité par N. HAUMONT et A. MARIE, Harmattan, 1987, pp. 44-53.

REGHAIA

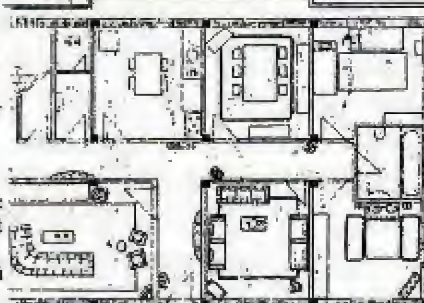
TYPO. ARCHIT.: HABITAT INDIVIDUEL DENSE
TYPO. DE L'APPROP.: HABITAT ET MOBILITES SOCIALES

Premier Niveau, appart. très peu utilisé actuellement, prévu pour recevoir le fils aîné et son épouse
1. Toilette turque et lavabo. 2. Cuisine non utilisée
3. Ch. des jeunes filles qui travaillent
4. Ch. des aînés garçons
5. Espace prévu pour la salle de bain
6. Ch. pour les invités
7. Petit séjour traditionnel quasiment pas utilisé
8. Ch. vide



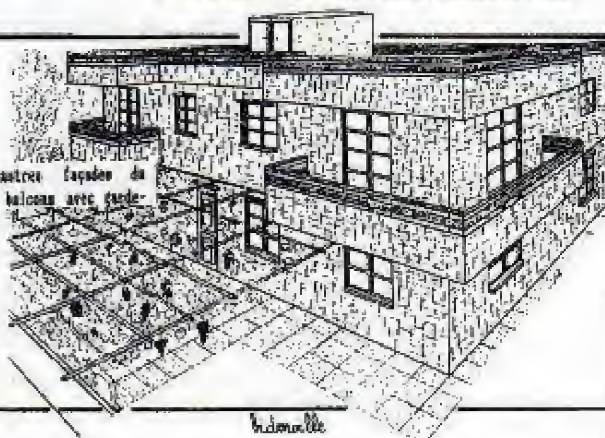
2^e et 3^e Étages, appartement le plus utilisé par la famille

1. Séjour. 2. Toilette turque et lavabo
3. Cuisine avec coin repas, lieu très fréquenté par la famille
4. Salle à manger pour invités exceptionnels seulement
5. Ch. des filles, espace devant être transformé pour recevoir une activité
6. Salle de bain. 7. Ch. de parents
8. Séjour familial, et lieu de réception de la famille
9. Séjour réservé à la réception d'invités exceptionnels, avec la salle à manger c'est les seuls espaces à faire l'objet d'aménagement et de décor important
Cour avec une petite jardinière, une autre sous pergola, où le père boitote
Balcons quasiment pas utilisés



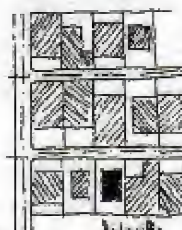
FACADES

* Aspect original par rapport aux autres façades du lotissement, murs en parpaings traités, balcons avec garde-corps en bois



CHARACTERISTIQUES DU LOT ET DU TISSU

* Sup. 100m², emprise au sol 11X, sup. plancher 120m² et terrasse accessible
* Situé dans un petit lotissement enclavé entre des R+1
* Non attouchement et espaces descendant le lot.



Habitat individuel enclavé



constructeurs au cours de la réalisation de leur logement, il y a les ruptures de stocks des matériaux de construction et les pénuries fréquentes de ciment sur le marché national, mais aussi et surtout un coût élevé de ces fournitures sur le marché parallèle. En effet, sans permis de construire, les chefs de famille n'ont pas droit aux bons d'acquisition des matériaux de construction aux tarifs du secteur d'Etat. Cette subordination de l'acquisition des matériaux à bon marché à la délivrance du permis de construire est une pratique répressive utilisée dans de nombreux pays en voie de développement pour tenter de freiner l'habitat non réglementé.

d) Rejet du quartier.

Ces quartiers étant en partie l'œuvre de leurs habitants, leur morphologie ou les modes d'interaction entre types d'habitat et espaces urbain permettent, à travers une lecture sémiologique, de spécifier le consensus d'appropriation. Les similitudes entre les modes de production de l'espace urbain du tissu illicite de Chérarba et celui, réglementé, de Baraki et de Réghaia sont frappantes. Dans les deux cas, le parcellaire est l'œuvre, au départ, du géomètre, puis celle des modalités d'appropriation des habitants. Ces similitudes entre les types urbains engendrés par l'habitat clandestin et l'habitat réglementaire apparaissent également au Caire (DEBOULET Agnès, op. déjà citée, p. 35) et au Maroc³³ (BOUCHANINE Françoise, Rabat, 1991, p. 153). L'observation des quartiers clandestins dans différentes villes au Maroc conduit à prendre conscience qu'à défaut de normes et contraintes réglementaires, une cohérence réelle et certaines régularités marquent le paysage, et le font ressembler à des sites urbains récents et parfaitement légaux.

Si la densification du tissu qui s'opère au cours du processus d'appropriation épargne les axes importants, elle pèse tout de même sur l'impasse et sur les espaces interstitiels entre le logement et le domaine public. En fait, lorsque la parcelle est desservie par deux voies, l'une d'elles devient systématiquement une impasse. Dans le tissu spontané, notamment à Chérarba où les densités sont élevées,

³³ Dans la Caraïbe, la délimitation de la parcelle vient en général après l'étape de la construction, et se fait en fonction de la relation avec les constructions voisines. (S. Lechtiny, *De l'habitat précaire à la ville : l'exemple martiniquais*, 1992)

l'impasse est souvent un élément dominant de la trame urbaine. Il faut cependant y distinguer plusieurs significations comme le montrent Said BELGUIDOUM et D.N. MILLET (Paris, 1987) à travers l'exemple d'un lotissement illicite de Tandja à Sétif.

Un premier cas de figure concerne l'impasse qui résulte de la spéculation foncière où le géomètre conçoit le parcellaire selon l'impératif exigé par le propriétaire de créer un maximum de lots. D'ailleurs le coût des prestations du géomètre est souvent fonction du nombre de lots créés. Cette multiplication des lots induit la quasi-généralisation de l'impasse comme mode de desserte. Dans ce cas, l'impasse n'est pas le produit d'une appropriation et ne sera réinvestie que plus tard. Dans un deuxième cas de figure, le parcellaire original est progressivement réapproprié et l'impasse devient le principal élément ordonnateur. Certaines dessertes principales, partiellement occupées, se transforment en impasses et le nombre de lots ainsi que leur taille sont alors augmentés. Ce phénomène est rendu possible par un réseau de voisinage qui se reconnaît dans une solution urbaine, produit d'un consensus du groupe. Le premier cas correspond à l'habitat illicite de Chérarba et le second aux lotissements municipaux de Baraki et Réghaia. Mais les deux modalités d'engendrement de l'espace urbain subissent le même processus de densification, notamment l'utilisation quasi générale de l'impasse et de la mitoyenneté.

Les terrains attribués dans le cadre de lotissements communaux constituent généralement le fond foncier le moins intéressant des municipalités. Ils sont, de ce fait localisés entre de grands ensembles de type HLM et des bidonvilles, ce qui donne aux bénéficiaires des opérations de relogement le sentiment d'avoir été abusés.

Avant l'affectation des lots, la municipalité définit un parcellaire orthogonal desservi par une seule impasse. Une fois les bâtisses réalisées, le lotissement présente les mêmes caractéristiques spatiales que Chérarba. Autrement dit, l'impasse et les prospects sont progressivement occupés et la mitoyenneté ou la contiguïté des constructions deviennent générales. Néanmoins, ces formes de densification n'entame pas l'orthogonalité, trait dominant de ce type urbain qui pour ainsi dire est une reconstitution de la forme urbaine transmise par la ville coloniale.

Dans les deux cas, habitat réglementé ou illicite, le processus d'appropriation décrit précédemment s'effectue selon un rapport de

force permanent entre ceux qui sont déjà installés et ceux qui, nouvellement venus, remettent en cause ce qui a été mis en place par leurs prédécesseurs. Les habitants qualifient de parvenus ou de ruraux ceux qui s'arrogent le droit de cacher le soleil à leurs voisins par la hauteur de leur construction ou de placer des fenêtres qui donnent sur les cours voisines, ou encore d'obstruer un passage.

A cet égard, il y a dans le discours des habitants un rejet voire une totale négation du quartier ; le chez-soi leur plaît, mais autour il n'existe qu'un vide qu'on traverse sans regarder. Nous sommes ainsi dans le cas décrit par Nicole HAUMONT (Paris, 1976, p. 234), où le logement existe indépendamment de son environnement physique et social. Celui-ci est rejeté et amène l'habitant à un repli exacerbé sur le logement. Cependant, malgré les conflits autour de l'appropriation du quartier, l'expérience collective et les efforts consentis pour valoriser ce dernier, manifestent une réelle volonté de transcender les divergences pour pouvoir négocier avec les pouvoirs publics, ce qui conduit forcément à de nouvelles sociabilités.

Les modalités de passage de l'espace public à l'espace privé, c'est à dire de l'urbain à la cellule d'habitation, par le nombre de séquences et leur mode d'organisation, éclairent sur les nouvelles sociabilités et sur le degré d'intégration des habitants à l'urbain. A ce propos, Jean-Pierre FREY (Mardaga, 1986, p. 176) considère, à juste titre, que c'est en fonction des rapports établis avec l'espace urbain que se transforment les habitudes de pratiques de l'espace et les types d'habitat, dès lors que l'espace urbain devient une force productive de nouvelles formes de sociabilité.

L'habitat traditionnel présente entre l'espace urbain et la maison des séquences multiples dont l'objectif est d'obtenir une protection totale de l'espace privé. A partir de la rue ou de l'impasse, on pénètre dans la *skiffa* qui est une sorte de sas séparé du reste de la maison par une chicane ou un rideau. La *skiffa* donne ensuite sur le *west eddar* ou le *haouch*³⁴, la cour autour de laquelle s'organisent les différentes pièces. Evidemment toutes les ouvertures de la maison donnent sur cet espace ouvert privatif et les façades sont ainsi introverties. L'entrée est généralement personnalisée symboliquement par une pierre et un pied

³⁴ L'appellation *west-eddar* pour désigner la cour est spécifique à l'habitat traditionnel citadin, et le *haouch* est le terme d'origine rural pour le même lieu. L'appellation utilisée nous renseigne en conséquence sur la provenance des habitants.

de vigne qui marque une distance supplémentaire à la rue. Le but recherché de cette modalité d'organisation du passage de l'espace public à l'espace privé est justement de protéger le *west eddar* ou le *haouch*, espaces domestiques par excellence. A Chérarba, Réghaia et Baraki, le passage de la rue à la cellule s'effectue directement par la cour, qui reste un des espaces les plus importants de la vie familiale. L'entrée de la cour est tout de même orientée de façon à protéger la partie la plus fréquentée par la famille. Si les façades comportent des fenêtres ou des portes-fenêtres, seules celles qui donnent sur la cour sont ouvertes.

Il y a manifestement pour l'habitat étudié une distance prise par rapport au type traditionnel, mais Il serait hâtif de conclure à l'existence d'une correspondance directe entre le degré d'urbanité de l'habitat et celui des habitants. Ceux-ci soulignent, à ce propos, que dans d'autres quartiers, avec un voisinage urbanisé de longue date, ils auraient sans doute procédé autrement pour organiser les rapports à l'urbain de leur habitation. Il semble ici que le corps social et ses valeurs pèsent sur les processus de mise en adéquation de l'habitat avec l'habitus. Ces processus témoignent de compromis visant à éviter toute marginalisation, mais restent vécus comme une entorse à l'habitus.

La pratique quasi générale de la mitoyenneté et l'utilisation de l'impasse comme l'un des éléments ordonnateurs du parcellaire peuvent laisser penser qu'il y a là un réseau de voisinage très intense qui permet de gérer les éléments physiques de proximité. Il existe bien un code consensuel en vertu duquel celui qui construit doit respecter celui qui est déjà installé (éviter les vis-à-vis ou les vues plongeantes sur les cours voisines...). Mis à part ce consensus, respecté tant bien que mal, les familles n'ont quasiment pas de relations avec leurs voisins. Quand elles existent, ces relations se limitent à des gestes de simple courtoisie. Un terme revient souvent dans le discours des habitants, *man'khaletch*, qui veut dire littéralement "je ne me mélange pas" et dont la signification "je ne fréquente pas" a une forte connotation de distinction sociale.

A cause de la mentalité rétrograde à laquelle il renvoie, le voisinage est contesté car il donne à l'habitant le sentiment d'être l'objet d'un sévère contrôle social. Les femmes se sentent ainsi obligées de porter le hidjab et certaines avouent ôter le foulard en dehors du quartier, dès lors que leur anonymat est garanti. C'est dans ce sentiment de non-

appartenance au quartier, de rejet, qu'il faut chercher les raisons essentielles du projet de mobilité résidentielle de nombreuses familles. Cette distance par rapport à la mentalité retardataire des voisins est aussi une distinction sociale par rapport à ceux que l'on perçoit comme des ruraux parvenus. La destination de cette éventuelle mobilité et ses motivations confirment cette forte aspiration à appartenir à un groupe social d'urbanité plus importante. Les quartiers qui ont une image sociale positive parmi la population algéroise sont les quartiers huppés d'Alger. Les habitants citent Ain Bénian, *"où les gens prennent le café entre voisins devant leur maison"*, Hydra, Chéraga, El Biar, Benaknoun, *"où les gens sont évolués"*.

Les efforts de valorisation de ces quartiers par leurs habitants dénotent également du souci d'identification à des groupes sociaux économiquement supérieurs et dont le degré d'urbanité est plus important. Les cotisations consenties pour équiper le quartier en infrastructures diverses (eau, gaz, électricité, voiries, etc.) et supprimer la précarité du quartier visent toujours en fait une amélioration de son image afin qu'elle coïncide avec celle de la citoyenneté. Cette dernière est entendue comme une relation à double sens, l'appropriation de la ville par l'habitant et son acceptation par la ville. En ce sens, un des principaux médiateurs de cette citoyenneté, dans une société urbaine où une grande part des habitants vivent dans des quartiers illicites, se trouve être l'accès aux équipements de base perçu comme un droit. L'accès aux équipements trace pour les habitants la ligne de démarcation entre l'appartenance urbaine et la condition rurale (Agnès DEBOULET, Paris, 1994, p. 544). Cette question du droit aux infrastructures et au logement revient souvent dans le discours des habitants des quartiers illicites, justifiant ainsi l'occupation illégale. En effet, les habitants s'appuient sur l'idéologie populiste de l'Etat pour légitimer leur action, considérant l'accès au logement et aux équipements comme un dû. Les mêmes tendances sont observées dans les pays d'Amérique Latine où la mobilisation des habitants a investi le champ de l'amélioration des conditions de vie soit par la légalisation, soit par la réalisation des infrastructures, soit par l'obtention de ressources. (DEBOULET Agnès, Paris, 1994, p. 36)

Les efforts pour améliorer les conditions de vie dans le quartier ont été de tous temps initiés par des groupes organisés dont l'évolution en dent de scie fait apparaître aujourd'hui une tendance à l'atomisation

sociale (Françoise BOUCHANINE, Rabat, 1991, p. 104). En effet, les premiers habitants de ces quartiers denses ont d'abord reconstitué des formes d'organisation empruntées à la tradition, notamment la *djemââ*. Cependant la *djemââ*, traditionnellement constituée des plus anciens et des plus religieux et dont le large champ d'intervention aliénait l'individu à la communauté, a très vite cédé la place au mouvement associatif, investi par des jeunes lettrés et des personnes aisées socialement. Ce choix, légitimé par l'ensemble du voisinage, représente une garantie supplémentaire que se donnent les habitants pour la reconnaissance de leur quartier aux yeux des autorités.

Ces cadres d'organisation ont largement contribué à l'organisation de l'appropriation du quartier sur le mode consensuel, notamment dans les négociations entre propriétaires fonciers et nouveaux acheteurs autour de la formation du parcellaire. En vertu des textes portant régularisation de l'habitat illicite et de la loi sur les associations³⁵, ces formes traditionnelles d'organisation nouvelles se sont progressivement transformées en véritable courroie de transmission entre les pouvoirs publics et les habitants, ce qui les a discréditées auprès de la population. A ce moment là, elles ont été rapidement relayées par des groupes d'islamistes qui ont exacerbé les conflits entre les pouvoirs publics et les habitants et ont utilisé ces structures pour asseoir leur contrôle social et politique, véritable chape de plomb sur le quartier. Les habitants, face à la terreur et à la menace de marginalisation du quartier par les pouvoirs publics, se sont réfugiés dans une sorte de statu quo, jusqu'à ce que le mouvement intégriste soit réprimé.

e) Appropriation de l'espace habitable.

Dans la structure intérieure de l'habitat dense apparaissent quelques écarts par rapport au type traditionnel. Par exemple, à partir de la cour, l'introduction du *haïl* ou le plus souvent du couloir comme espace de distribution, s'oppose au système du *west eddar* de l'habitat traditionnel et la cour reste le seul élément de permanence dans les deux types. Si cette configuration, portée par des valeurs nouvelles, est l'expression d'un modèle d'habiter distinct du modèle traditionnel, elle ne rappelle que très peu les propriétés de l'habitat pavillonnaire.

³⁵ La Loi de juillet 1981 portant création d'association a considérablement facilité la procédure qui était un véritable "parcours du combattant".

En fait, l'émergence de ce nouveau modèle d'habiter intègre, sélectionne, hiérarchise et transforme les éléments des deux pôles, tradition et modernité. Les modèles d'habiter sont alors le fruit d'un processus complexe d'homogénéisation, d'interactions et d'interpénétrations profondes qui existent entre les différentes composantes sociales de la population algéroise. Si on ignore l'existence de ces processus complexes, on s'interdit de comprendre en quoi et comment des dispositions formelles et matérialisations physiques différentes les unes des autres, constituent en fait diverses variations de l'expression de phénomènes convergents sur les plans sociaux, économiques et culturels.

Un autre écart important vis à vis du modèle d'habiter traditionnel se trouve dans la tendance à spécialiser les espaces. En effet, dans la mesure des possibilités offertes aux habitants, chaque espace est destiné à un usage précis et les différentes pièces sont aménagées et affectées pour dormir, recevoir, cuisiner, etc. Cette spécialisation est sous-tendue par une structuration des espaces selon des oppositions aujourd'hui universelles, propre et sale, ouvert et intime, diurne et nocturne, estival et hivernal. Un espace cependant garde son caractère polyvalent, *bit el kâd*, qui est une sorte de séjour familial, où l'on regarde la télé, où l'on mange et où l'on reçoit des proches. Parfois, lorsque cette pièce est fraîche en été et chaude en hiver, des membres de la famille y émigrent pour dormir.

L'affectation des pièces aux membres de la famille contribue à mettre à nu les rapports en son sein et les hiérarchies dans la liberté d'appropriation. L'ordre de priorité met en avant d'abord les jeunes couples, ensuite les actifs qui contribuent aux ressources familiales et, selon le niveau culturel de la famille et son aspiration à ce que l'un des enfants puisse faire des études, elle privilégiera les étudiants. Dans les deux derniers cas de figure, l'ordre de priorité privilégie les garçons plutôt que les filles, même si ces dernières ont une contribution plus importante au revenu familial.

Les pouvoirs d'appropriation de l'espace chez les femmes sont fonction de la hiérarchie suivante : il y a d'abord les femmes qui appartiennent à un couple ensuite l'ordre de priorité est déterminé par le niveau de contribution au revenu familial de chaque ménage. Il y a en second lieu les femmes célibataires et, là encore, la hiérarchie reste

fonction de la contribution au revenu familial³⁶. Ainsi la femme du couple dominant, celui dont la contribution au revenu familial est la plus importante, s'octroie le statut de maîtresse de maison et les autres femmes de la maison, en raison de leur appartenance à un couple, ont un pouvoir d'appropriation supérieur à celui des femmes célibataires³⁷. La place des femmes dans cette hiérarchie en fonction de leur contribution financière ou celle de leur conjoint se heurte au schéma traditionnel qui consiste à privilégier les femmes de la famille aux belles-filles et belles-sœurs qui restent des "étrangères". Les femmes ne sont plus totalement exclues des espaces où se trouvent des hommes étrangers à la famille. Elles poursuivent leurs actions quotidiennes sans se cacher, mais sans trop se montrer non plus. En règle générale, la maison reste le domaine des femmes même lorsqu'il y a une intrusion masculine étrangère.

Si la hiérarchie du pouvoir d'appropriation dans la famille privilégie indéniablement le couple au poids économique le plus important et par conséquent la femme en son sein, elle encourage du même coup son épanouissement. Il faut voir dans cette tendance le produit des transformations sociales en cours dans la société algérienne, autour desquelles des hypothèses ont été formulées dans le chapitre précédent.

Au delà des spécificités propres à l'Algérie et au Maroc, à ce sujet nous aboutissons aux mêmes observations que Françoise BOUCHANINE qui souligne dans ces travaux les même tendances.

" Emergence de l'individu, apparition du couple comme valeur, aspirations des femmes à un véritable "partenariat" ne sont pas le résultat d'un mimétisme, ou d'une fascination pour les modèles occidentaux mais bien d'une transformation socio-économique et culturelle profonde qui affecte la totalité de l'organisation sociale. " (Rabat, 1991, p. 57)

L'espace de représentation, *bit ed'diaf*, concentre la part la plus importante des investissements de la famille. Les plus beaux meubles de la maison se trouvent dans cet espace et les efforts de décoration et

³⁶ Ces processus de renversement des hiérarchies au sein de la famille en fonction de l'importance croissante du rapport à une économie du marché et à la condition salariale déjà repéré par Pierre BOURDIEU (in *Algérie 60*, Paris, ed. de Minuit 1977).

³⁷ Cette hiérarchie du pouvoir d'appropriation au sein de la famille, fonction du poids économique des couples, présente les mêmes caractéristiques que dans le cas de l'habitat économique au Maroc (Françoise BOUCHANINE, Rabat, 1991, pp. 55-56.)

d'embellissement y sont considérables. L'ameublement moderne (canapé, fauteuils, table de salle à manger...), ainsi que l'usage de lustres, de papier peint, de tableaux, bibelots, etc. contrastent avec le quasi-dénuement des autres pièces. Ce lieu privilégié pour la réception est l'un des espaces que l'on montre volontiers aux étrangers car il est conçu pour communiquer l'image sociale de soi. Dans la plupart des cas, Il reste fermé dans l'attente d'invités exceptionnels, mais parfois il est utilisé par le chef de famille. Cette forme d'isolement du père dans un lieu privilégié, outre qu'elle est conforme à son statut de chef de famille, est également un moyen de gérer les programmes de télévision dont certains ne peuvent pas être suivis par la famille réunie. Notons que ce facteur est révélateur des différences de valeurs au sein de la famille et des tensions générées que l'on tente de gérer par une sorte de balisage excluant les sujets tabous qui peuvent survenir brutalement dans l'espace familial à l'occasion d'un film.

Dans l'organisation interne de la maison, une particularité mérite d'être soulignée, elle concerne la conception rudimentaire de la salle d'eau, réduite à un lavabo et un simple receveur de douche qui est parfois installé dans des toilettes turques. Cette spécificité résulte de la conjonction de deux facteurs : le premier, le plus déterminant, est à caractère pécuniaire, autrement dit le constructeur devant l'insuffisance de ses moyens sacrifie la salle de bain ; le second reste lié aux habitudes hygiéniques des familles qui préfèrent fréquenter le hammam.

La cour, constituée d'une partie plantée et d'une autre carrelée ou cimentée, est l'espace extérieur privilégié de la famille. Dans ce lieu de séjour quotidien, la famille, et particulièrement les femmes, exerce de nombreuses activités, allant de la réception à la prise des repas ou du café, en passant par les jeux d'enfants, la cuisine, et d'autres tâches ménagères telles que la lessive. La cour est également l'espace où se déroulent les fêtes familiales, telles que mariages, circoncisions, etc. Cet espace caché est aussi le lieu potentiel de la construction illicite car il permet de poursuivre dans une relative discrétion les extensions verticales ou horizontales de la maison. A cet effet, la cage d'escalier est d'emblée située dans la cour, ce qui permet de desservir de façon indépendante les logements existants ou prévus pour les fils.

Nos observations mettent en évidence trois modalités d'appropriation de l'habitat dense pour lequel la cour reste une constante. Primo, la cour dessert ce que nous appelons la maison familiale dont chaque

pièce est occupée par un ménage de la famille élargie. Secundo, la cour appartient à un immeuble familial où chaque ménage possède cette fois son propre appartement. Tertio, la cour est un espace partagé par l'ensemble des habitants de ce que nous nommons la maison commune dont chaque pièce est occupée par une famille différente. Nous verrons plus loin comment ces modalités d'appropriation, dont le support architectural porte des propriétés semblables, donnent lieu à des types d'habiter différents.

Dans les sites étudiés, un phénomène, dont l'ampleur est remarquable, consiste à intégrer systématiquement au rez-de-chaussée de l'habitat des activités à caractère économique. Des garages et parfois des pièces sont réservés et organisés dans le but d'être loués à des commerçants et artisans, ou de recevoir une activité gérée par les enfants selon leur profession (cabinet médical, salon de coiffure, plomberie, maintenance des ordinateurs...). Parfois le rez-de-chaussée est organisé par le propriétaire pour recevoir plusieurs familles locataires et devenir ainsi la maison commune dont nous décrirons ci-après les formes d'appropriation. A Chérarba, un chef de famille veut absolument déménager uniquement parce que sa maison est desservie exclusivement par une impasse. L'impasse desservant un groupe d'habitations constitue le dernier endroit dans lequel on souhaite s'implanter, d'abord pour des motifs d'ordre économique car on y présage un raccordement aux réseaux d'évacuation des eaux usées plus malaisée qu'ailleurs, mais aussi et surtout à cause de l'impossibilité d'ouvrir un petit commerce sur le devant de l'habitation comme c'est souvent le cas sur rue. Les travaux de chercheurs marocains³⁸ soulignent la même tendance à adjoindre une activité à l'habitat au sein des quartiers clandestins du Maroc qui sont à l'origine de l'apparition et du développement d'une économie dont les effets externes dépassent largement l'aire circonscrite de ces quartiers. L'intégration d'une activité lucrative dans l'habitation est primordiale dans les stratégies des familles. Cette pratique générale représente une des stratégies d'ascension sociale les plus importantes, car, à travers l'histoire sociale de la famille, on constate une nette concordance temporelle entre la mise en route d'une activité ou la location de l'espace prévu à cet effet, et le passage de la famille à un échelon

³⁸ BAH I Hassan, El MALTI Mohamed, GHERRAQUI Fadal, HAMDOUNI ALAMI Mohamed, *Habitat clandestin au Maroc*, CNCPRST-ENA, décembre 1986.

supérieur dans la hiérarchie sociale. Cette ascension sociale se manifeste par l'acquisition de nouveaux meubles, la réalisation d'un étage supplémentaire dans la construction ou le faste d'un mariage.

f) Evolution sociale et spatiale.

Au cours de la réalisation de l'habitat illicite de Chérarba, le déroulement des opérations ainsi que l'ordre des priorités, révélateurs des stratégies familiales, méritent d'être explicités. Le rythme de la construction qui est en moyenne de 20m² à 30m² par an, est quasiment le même, en valeur absolue, que celui d'un ouvrier du secteur public. Cependant, sachant les difficultés rencontrées par les constructeurs illicites, leur rythme de réalisation est, en terme relatif, plus performant car leur motivation est plus grande.

En général, la réalisation de la construction se fait selon plusieurs étapes, rarement d'une seule traite. La première étape consiste à réaliser, dans des délais relativement courts, une partie du rez-de-chaussée afin que la famille puisse emménager rapidement. Ainsi, on poursuit la réalisation du rez-de-chaussée après l'installation de la famille. Cette première étape répond à un impératif que se fixe la famille : elle doit emménager rapidement, même si les conditions ne sont pas réunies, souvent pour mettre un terme au paiement d'un loyer et utiliser l'argent pour financer la construction. C'est précisément au cours de cette première étape que le chef de famille réserve le garage à la location avec l'objectif de créer rapidement de nouvelles sources de financement afin de poursuivre la construction.

Lorsque les enfants commencent à travailler, et donc à contribuer au revenu familial, la famille procède à la deuxième étape de la réalisation du logement. Elle consiste à réaliser la première extension verticale, un nouvel étage qui devra permettre à la famille d'améliorer ses conditions de vie et surtout de spécialiser les pièces du logement (réception, cuisine, salle à manger...), ce qui n'était pas le cas dans l'étape précédente où les espaces avaient un usage polyvalent à cause de l'exiguïté. Cette pratique de spécialisation des espaces devient ainsi une des manifestations les plus importantes de la transformation du statut social de la famille. La troisième étape survient généralement au moment où se profile le mariage d'un fils qui coïncide aussi avec un niveau d'accumulation suffisant de la part de la famille. Cette étape consiste donc à réaliser le logement du ou des fils, selon les moyens

alors disponibles. Cette troisième étape correspond au franchissement d'un nouvel échelon dans l'ascension sociale de la famille.

L'examen du planning des opérations en relation avec les événements familiaux les plus déterminants, à savoir l'installation de l'activité, le mariage des filles et leur départ, la fin d'une formation et les premières embauches ou le mariage d'un garçon, met en évidence une parfaite concordance entre la réalisation de la maison et l'histoire de la famille. Cette synchronisation temporelle entre la mise en œuvre de la maison et les événements familiaux les plus importants garantit en fait l'ascension sociale de la famille. Il faut souligner que le système constructif dominant, qui consiste en une structure poteaux poutres, s'est généralisé dans l'édification des quartiers non réglementés des pays du tiers-monde, parce que, précisément, il permet de procéder par étapes et de réaliser l'habitat de façon évolutive. Soit le gros œuvre de l'immeuble familial est réalisé en un seul tenant et les différents niveaux sont finis progressivement, soit le rez-de-chaussée est érigé et les fers sont laissés en attente pour poursuivre la construction en hauteur.

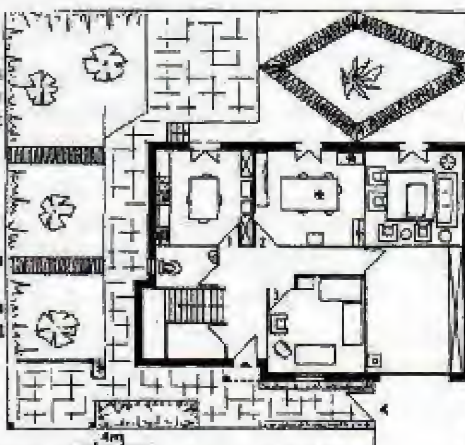
2. Accumulation et distinction sociale.

En juillet 1983, une circulaire du Premier ministre, qui demandait à chaque municipalité d'attribuer 400 lots de terrain par an, a fait évoluer très rapidement la situation foncière d'Alger. Ce qui valu à cette période particulière d'être qualifiée par les urbanistes de "boom du lotissement" (Noria SEMMOUD, Alger, 1989, p. 132). Cette mesure correspondait à une nouvelle politique de l'habitat qui répondait à la forte aspiration des couches moyennes au pavillonnaire. Farid YOUNSI (Alger, 1986, p. 160), dans son étude de l'urbanisation des communes du sud-ouest, communes qui ont connu les plus fortes implantations de lotissements, révèle qu'en 1983, 64% des bénéficiaires de ces opérations à Chéraga sont des cadres supérieurs et qu'à Draria, ils totalisent 54%. Cette politique de l'habitat, franchement en faveur des couches moyennes, définissait dans le même temps des opérations de lotissement pour la résorption de l'habitat précaire. Ces opérations de petites superficies étaient destinées à donner l'illusion d'une équité dans la nouvelle politique de l'habitat de façon à prévenir tout mécontentement.

DES-DE-CLASSE

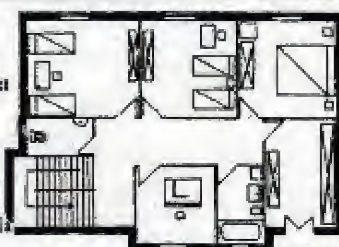
1. Cuisine totalement équipée, grande table pour les repas
2. Ch. de la mère et lieu de détente
3. Séjour et salle à manger sur des niveaux différents. Lieu de réception et de détente du couple. Salons en cuir, meubles en bois massif et abr éléments de décor, lustres et lampadaires, tableaux de maître, bibelots
4. Garage, machine à laver y est installée
5. Séjour familial, lieu de jeux et de TV des enfants
6. Séjour
7. WC munis de cuvette anglaise et de petit lavabo
8. Toilette, lieu de repas l'été et de réception des relations d'affaires du mari

Le jardin très fleuri est planté d'arbres fruitiers. Un espace est réservé pour les barbecues un autre pour le vélo et les patins



PREMIER NIVEAU

1. Ch. du couple
- 2 et 3. Ch. des fillettes, avec bureaux et espace de jeux isolées pour enfants
4. Lingerie, lieu utilisé par la femme de ménage
5. Salle de bain, garnie de meubles, murs couverts de carreaux
6. Bureau de travail de l'épouse
7. WC, cuvette anglaise et lavabo
8. Balcon, utilisé par la femme de ménage pour sécher la litière



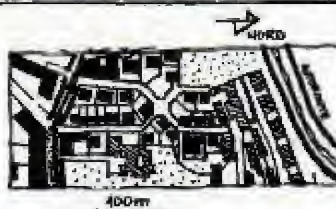
FACADE

* Aspect simple, volets en bois, fer forgé aux fenêtres, quelques tableaux en faïence décorant les murs, relevés chez le couple de distinguer leur façade de celle des voisins, tout chargée à leur goût



CARACTÉRISTIQUES DU LOT ET DU TERRAIN

- * Sup. 106m², emprise au sol 32%, sup. plancher 193m² et terrasse accessible
- * Le lot fait partie d'un petit lotissement situé dans un terrain enclavé dans le tissu d'un ancien lotissement de la période coloniale. Quatre lots desservis par une impasse privatisée par un portail
- * Trame orthogonale, lots définis par le tracé des voies
- * Quartier très vert et aéré, ponctué par de petites placettes, à proximité de centre de Kouba. Quartier appartenant à la bourgeoisie kabyle, bijoutiers, professionnels libéraux et industriels



Les terrains d'assiette des lotissements qui provenaient des réserves foncières de la commune étaient cédés à des coûts très bas relativement à leur valeur réelle. A titre d'exemple, le coût du mètre carré était fixé par l'Etat à 50 DA en 1983 à Chéraga, pendant qu'au même endroit les propriétaires privés cédaient leurs terres à 150 DA le mètre carré ! Evidemment, ce bradage des réserves foncières communales a encouragé considérablement les gens à se lancer dans l'aventure de la construction. Le "boom" du lotissement transforma radicalement en quelques années le paysage urbain algérien et fit émerger de nouveaux types architecturaux.

Dans cette section, huit cas servent de support à la réflexion, trois d'entre eux représentent l'habitat illicite à Mézouar, un cas se situe dans un lotissement enclavé à Kouba ; un autre appartient aux nouveaux lotissements d'Hydra ; deux autres sont localisés à Draria, le dernier enfin se trouve à Dely-Brahim. L'ensemble des exemples étudiés situé à l'Ouest d'Alger représente ce que nous avons désigné dans la typologie architecturale comme l'habitat des nouveaux lotissements, excepté deux des cas de Mézouar, classés parmi l'habitat individuel de standing moyen.

A cet endroit, il nous semble important de souligner la caducité des cahiers des charges de lotissement et des procédures de permis de construire dans le cas de l'habitat réglementé. Ces formalités établies et approuvées souvent de façon formelle sont généralement en décalage avec les réalisations proprement dites. Ainsi la marge de légalité de cet habitat par rapport aux constructions illicites réside uniquement dans la propriété légale du sol.

a) Groupes sociaux bénéficiaires et conditions d'installation.

Nos observations sur les lotissements de Kouba, Birkhadem, Hydra, Draria et Dely-Brahim corroborent les résultats de Farid YOUNSI (Alger, 1986, p. 160) quant aux catégories sociales bénéficiaires, constituées de cadres, de petits industriels et d'artisans. L'âge moyen du couple à l'installation est un autre facteur qui permet de donner des indications sur le niveau social des familles. Dans les lotissements étudiés, l'âge moyen du couple à son installation est nettement plus bas qu'à Chéragba où les ménages ont construit plus tard, car il leur fallait plus de temps pour constituer leur pécule de départ.

Par ailleurs, les bénéficiaires de ces lotissements sont souvent privilégiés par leurs relations au sein des pouvoirs publics. Ils en ont usé afin d'être prioritaires dans les attributions de lots et pour obtenir les meilleurs terrains. En outre, la plupart des bénéficiaires des opérations de lotissement, du fait qu'ils sont dotés d'un permis de construire, obtiennent les matériaux de construction aux prix subventionnés, et leurs relations dans le secteur d'Etat leur ouvrent droit à des réductions substantielles sur les coûts, ainsi qu'à des prêts à faibles taux. Bien que le marché immobilier soit dans sa période de rodage, la position sociale de ces couches et leur degré d'intégration dans les réseaux du pouvoir multiplient leurs avantages en les plaçant dans des conditions extrêmement favorables pour construire. Les écarts se creusent ainsi considérablement avec les autres groupes sociaux.

A Kouba.

Les bénéficiaires des dernières enclaves prisées du tissu urbain de Kouba ont généralement été pistonnés car pour acquérir ce type de terrains, il fallait être très introduit auprès des pouvoirs publics. Les nombreux avantages de proximité de ces enclaves urbaines et surtout le fait que le quartier soit réputé appartenir à la bourgeoisie de Kouba, font que ces terrains sont très convoités. Dans le ménage enquêté, le mari, avocat, est issu d'une famille de propriétaires terriens de Mostaganem qui possède aujourd'hui deux résidences, l'une à Kouba, l'autre dans sa ville d'origine. L'épouse, enseignante à l'université, est originaire d'Alger. Ils ont trois petites filles scolarisées dans le secondaire et le primaire. Le couple, qui résidait chez ses parents dans le même quartier, s'est installé en 85 dans la villa, réalisée en deux ans par une importante entreprise publique.

A Birkhadem (Mézouar 3)

Deux ménages originaires du sud résident de façon indépendante dans une sorte d'immeuble familial. Le père, chimiste parfumeur, habite avec sa seconde épouse et ses belles-filles au deuxième étage. Le fils aîné, licencié en sciences économiques et gestionnaire de l'entreprise familiale, occupe le premier étage avec sa famille et son frère cadet. Au rez-de-chaussée de l'immeuble sont organisés le laboratoire, les espaces de conditionnement, de stockage et de gestion de la parfumerie. Arrivé à Alger en 1959, le père s'est d'abord installé à la

LOT-M-CHARENT. totalement occupé par la parfumerie, laboratoire, stockage, gestion et réception de la clientèle. Entreprise familiale, le père produit les parfums et les fils gèrent et commercialisent

PREMIER NIVEAU, logement du père

1. Salle de prière. 2. Salle de bain. 3. WC, cuvette anglaise
4. Pièce aménagée de façon traditionnelle (banquettes incrustées d'ivoire, recouvertes de velours, tables basses rondes, poefs, argenterie et tapis), lieu de réception des femmes
5. Cuisine équipée uniquement pour la préparation des repas
6. Seconde salle de bain. 7. toilette turque
8. Ch. de vieux couple. 9. chambre du père
9. Ch. TV, et lieu de sommeil des filles. 10. Débaras
11. Salon aménagé de façon moderne, prévu pour la réception des hommes et des relations d'affaires
12. Autre salon traditionnel, plus modestes que le premier, utilisé pour les repas et cours ch. des invités, balcon et hall de distribution

* Grand jardin organisé en deux parties. L'une jardin planté d'arbres fruitiers et fleurs aménagé en terrasses. L'autre aménagé en terrasses carrées, fontaine, pergolas et aménages de jardin. Lieu utilisé pour les fêtes et rencontres familiales

DEUXIEME NIVEAU, logement du frère aîné et son épouse, et du cadet, célibataire

1. Petit salon oriental (même type de meubles et de décor que celui du 1er). Lieu de réception des femmes
2. Salle de bain et toilette turque
3. Ch. de couple, aménagement luxueux
4. Ch. d'enfants avec meubles pour enfants
5. Cuisine équipée uniquement pour la préparation des repas
6. Seconde salle d'eau conçue comme le bureau
7. Autre WC, cuvette anglaise, et lave main
8. Ch. de frère célibataire. 9. Séjour familial, TV, repas
10. Séjour organisé selon plusieurs espaces, un petit salon traditionnel pour les repas des invités, deux salons en cuir et salle à manger en bois massif et de très éléments de décor



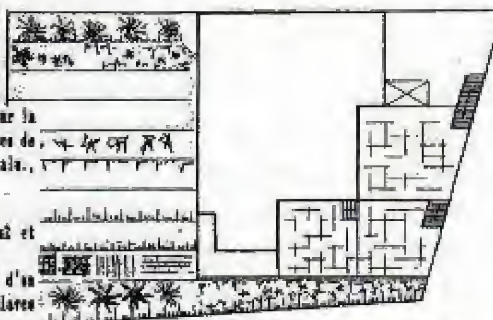
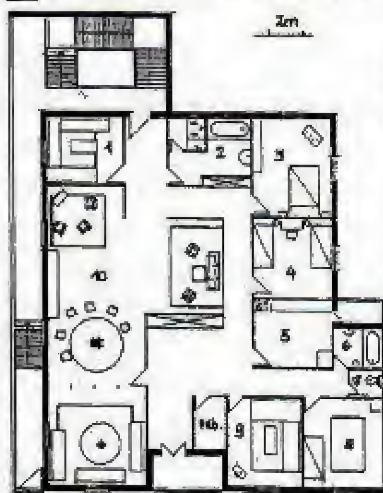
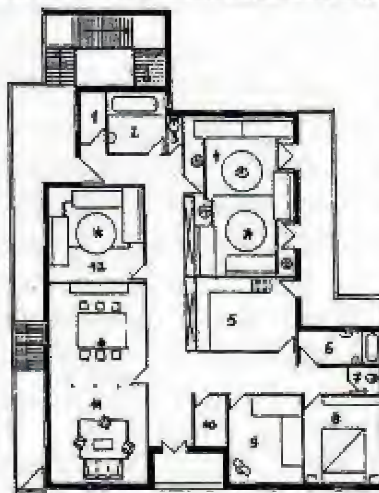
FACADE

* Recherché dans la composition. ouvertures et balcons sur la façade principale. Murs crépis avec enduitement en pierres de taille. Fer forgé des garde-corps, menuiseries en alu., pergolas et vérandas

CARACTERISTIQUES DU LOT ET DU TIERS

* Sup. 1600m², emprise au sol 222, sup. plancher 1072m² et terrasses accessibles

* Situé sur la partie la plus haute et la plus aérée d'un lotissement illégitime (de très jardins privés et enclosures agricoles)



Casbah puis à El Biar en 1962 et le quartier d'El-Madania fut sa dernière étape en 1970, avant l'acquisition de la villa. Cette dernière, achetée en 1982, était alors édifiée à 50% par un constructeur illicite. Le père fit alors achever les travaux par un entrepreneur privé, notamment l'aménagement des deux appartements en fonction des besoins de chaque ménage. Il ne s'installa dans son appartement qu'en 1989, laissant ses jeunes enfants, encore étudiants, à El-Madania. En dehors de propriétés immobilières à Alger, cette famille possède de nombreux biens dans le sud du pays (palmiers dattiers, immeubles...). Ainsi cette famille illustre le cas de possédants originaires des villes de l'intérieur qui s'installent dans la capitale afin d'être proches des réseaux du pouvoir.

A Hydra.

L'époux est professeur de médecine et chef de service dans un centre hospitalo-universitaire. Originaire d'Annaba, il s'est installé à Alger dès 72, après avoir fait ses études à l'étranger. L'épouse, originaire de l'Ouest du pays, était sage-femme avant de se reconvertir dans les affaires. Le couple a aujourd'hui deux enfants scolarisés dans le secondaire et le primaire. La famille, alors qu'elle vivait dans une résidence du centre, avait déjà fait construire une première villa qui ne lui avait pas convenu. Cette dernière a donc été louée à une entreprise étrangère pour ensuite être vendue. La deuxième villa a été édifiée en deux ans par une entreprise privée et fut occupée par la famille en 92. Notons que la première villa ne convenait pas à la famille parce qu'elle ne permettait pas d'avoir des appartements indépendants pour les enfants. La villa actuelle a bien été conçue comme un immeuble familial.

A Draria et Dely-Brahim.

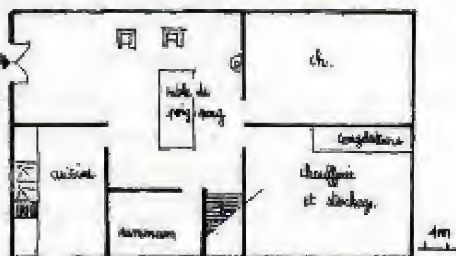
Les familles de Draria et Dely-Brahim n'ont pas accepté d'être interviewées, en revanche elles nous ont permis de visiter leur maison. Les conclusions indicatives que nous soumettons sont donc strictement basées sur nos observations, notamment sur le type d'activités intégrées à l'habitat. A Dely-Brahim, une salle de gymnastique pour femmes est organisée au sous-sol et semble être gérée par la maîtresse de maison. Les villas de Draria, quant à elles, comprennent respectivement au rez-de-chaussée un dépôt de matériel et d'engins pour la réalisation du bâtiment ainsi qu'un entreposage de

HYDRA

TYPO. ARCHITECTURALE: NOUVEAUX LOTISSEMENTS

TYPO. DE L'APPROP.: ACCUMULATION ET DISTINCTION SOCIALES

PARTIE DE BONS-BOIS DE HUI: organisé en appart. pour le fils à l'avenir. Aujourd'hui, utilisé pour le hammam, le stockage (deux étagères congélateurs), et pour le jeu des enfants (table de ping-pong)



MOYENNE ETAGE, DEUX-DE-CHAMBRES: prévu à la fille pour l'avenir

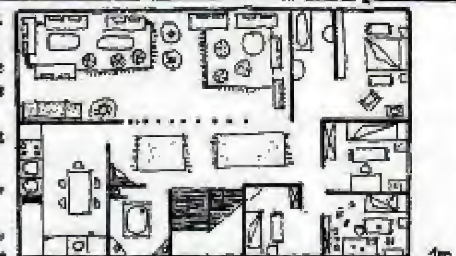
1. Bureau du père, 2. Bureau de la mère, 3. Ch. d'ami
4. Salon garni de meubles de style, de nombreux éléments de décor (bibelots, tableaux de maître, tapis en soie). Lieu de réception des relations d'affaire
5. Cuisine totalement équipée y compris le linge-vaisselle, utilisée lorsqu'il y a des invités. 6. Salle de bain avec baignoire/piscine. WC
7. Pâtisserie, gérée par l'épouse
8. Garage

Le jardin est planté d'arbres fruitiers et de fleurs, décoré à la française, fontaine et pergola protégeant le barbecue



MOYENNE ETAGE, appart. des parents, c'est là que vit quotidiennement la famille

- 1, 2, 3. Ch. des enfants et des parents, avec richesses de l'ameublement et du décor que le reste de la maison, la ch. des enfants est encombrée de jouets, livres, vidéo, TV
4. Ch. d'ami, 5. Salle de bain et WC (tout l'équipement sanitaire est importé d'Espagne)
6. Cuisine totalement équipée y compris le linge-vaisselle, table pour les repas
7. Salon traditionnel, meubles anciens berbères, argenterie, cuivres, poêle en cuivre et tapis. Lieu de réception et de séjour familial



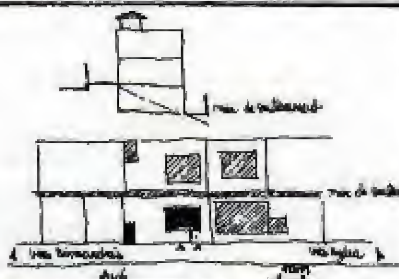
PICASSO

* Style moderne, tuiles vertes, fer forgé aux fenêtres, sauternes sur les murs crépis. Même traitement pour le mur de clôture. Le toit de la cage d'escalier est à quatre pentes en tuiles vertes



CARACTÉRISTIQUES DU TYPE ET DU LOT

- * Sup. du lot 100m², superficie 50%, Sup. plancher 50%, et terrasse accessible, terrain en pente
- * Une entrée à la maison et une autre vers la galerie
- * La construction est centrale dans les lots pour éviter les mitoyennetés, mais les façades sont proches, ce qui implique de voir conflits. Le type ainsi produit, par ses touches familiaux paraît être une résidence collective



fûts contenant des produits chimiques. Ce qui laisse supposer que dans l'une, le chef de famille est entrepreneur et dans l'autre, il est patron d'une usine de production de cosmétiques. Dans ce dernier cas, l'épouse apparaît comme la gérante de l'entreprise familiale. Les ménages sont de la même génération que les couples des exemples précédents, avec des enfants du même âge et en nombre équivalent.

A Mézouar

Les exemples de Mézouar présentent un intérêt supplémentaire, dans la mesure où, bien que les habitants aient des revenus inférieurs aux catégories sociales précédentes, ils ont des pratiques d'appropriation quasiment identiques. Les familles originaires d'Alger sont constituées, pour la première, d'un jeune couple et de deux enfants en bas âge et pour la deuxième, d'un couple proche de la quarantaine et de deux lycéens. Les chefs de familles, respectivement technicien du bâtiment et financier comptable de formation, ont installé leurs activités artisanales au sein de l'habitat, l'un est ébéniste, l'autre est plâtrier. Ces facteurs concourent évidemment à donner plus de moyens aux familles pour construire, mais là encore, l'impulsion est donnée par les stratégies familiales. En effet, le couple est généralement soutenu financièrement par les parents et les frères ou les cousins qui constituent occasionnellement une main d'œuvre gratuite. Les familles des constructeurs se sont installées entre 80 et 83, souvent avant l'achèvement du second œuvre comme c'est le cas de Chérarba. En revanche, la durée de réalisation de la maison, de quatre à cinq ans, représente des délais plus courts qu'à Chérarba, car les moyens des familles de Mézouar sont plus importants.

Mézouar appartient au territoire de Birkhadem, commune dont l'image sociale au sein de la population algéroise est positive. C'est pourquoi les constructeurs qui viennent du centre d'Alger, notamment des quartiers dégradés du Hamma et de la Marine, considèrent Mézouar comme la dernière étape de leur itinéraire résidentiel. A cet égard, ils s'inscrivent et s'impliquent directement dans une dynamique de valorisation du quartier en étant membres actifs de l'association des résidents. Le propriétaire des terres agricoles de Mézouar avait procédé à la vente illégale sous seing privé de l'ensemble des lots, définis préalablement par un géomètre, entre 1978 et 1979. A cette période, les transactions illicites avaient un coût au mètre carré de 150 à 200 DA, contre moins de 70DA à Chérarba ! Cette différence de

Cas 1

DRARIA

TYPO. ARCHIT.: NOUVEAUX LOTISSEMENTS

TYPO. DE L'APPROP.: ACCUMULATION ET DISTINCTION SOCIALE

2000-3000. totalement occupé par une activité à caractère industriel que nous n'avons pas pu visiter, et en connaître la nature

DE-DE-CLASSE

1. Le salon est central, meublé à l'orientale, divan en bois sculpté recouvert de velours, tapis et poufs en cuir, tables basses rondes sculptées et laquées de nacre, argenterie et frises en bois et nacre

2. Séjour familial, lieu des repas et de la TV, meublé de façon traditionnelle

3 et 4. Ch. des jeunes enfants et de la femme de ménage

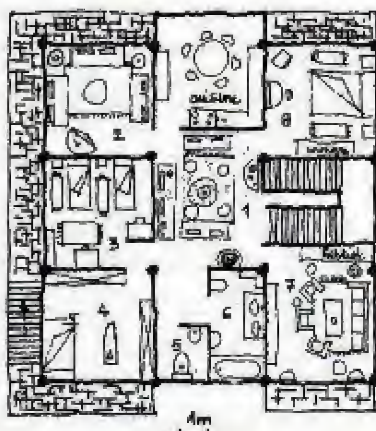
5 et 6. WC cuvette anglaise, salle de bain

7. Séjour meublé à l'euro-péenne, salon en cuir, meubles anciens, réception des relations d'affaire

8. Ch. des parents, avec TV

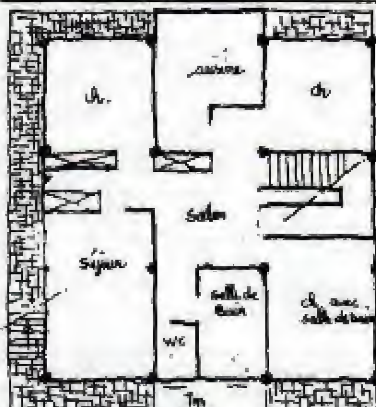
N.B. L'ensemble de la maison est meublé

...Jardin planté d'arbres fruitiers et de fleurs, pergola et arbre, espace de rencontres familiales



PREMIER ET DEUXIEME NIVEAU

* Non relevés. Chacun contient cinq pièces, deux salles de bain et cuisine. Appartements des deux fils aînés et leur ménage.



FACADES

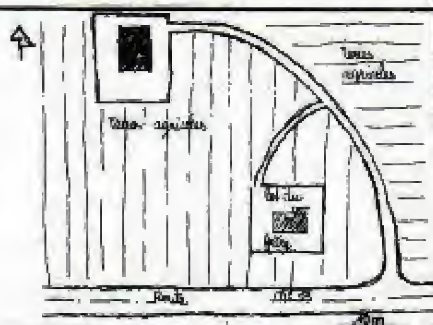
* Style marocain, balcons, corniches et abris reliés par les façades, arcades et deux coupoles sur la terrasse. Matériaux divers, fer forgé, pierres de taille, tuiles vertes, arches



CHARACTERISTIQUES DU LOT ET DU TITRE

* Sup. 1500m², emprise au sol 100, sup. plancher 1400m² et terrain accessible

* Situé hors lotissement sur une propriété agricole



NOU-DOL, totalement occupé par une activité à caractère industriel que nous n'avons pas pu visiter, et se consacre à la nature, gérée par l'épouse

121-DE-CLASSEUR

1. Séjour utilisé exclusivement à la réception, meubles de style, salon et fauteuils, bibliothèque, secrétaire et bureau. Entrées, armoire à bijoux, tableaux et tapis. Plaque en bois sur les murs, et plâtre au plafond

2. Salle à manger utilisée pour les repas quotidiens de la famille, grande table et TV

3. WC, cuvette anglaise et lave main

4. Cuisine équipée, utilisée uniquement par la femme de ménage

5. Salle de bain, 6. Penderie, utilisée par la femme de ménage

7. Ch. de la femme de ménage, avec TV

8. Ch. des jeunes enfants, 9. Ch. du couple, 10. Bureau partagé par le couple, 11. Séjour familial

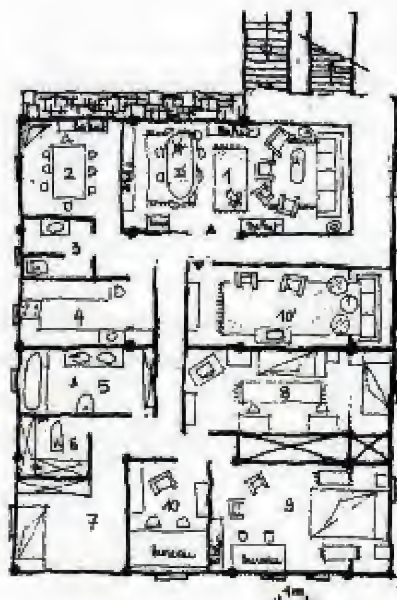
12. L'ensemble de la maison est décoré, chargé de meubles et d'éléments de décor

...Jardin planté d'arbres fruitiers et de fleurs, pergolas et arbustes, espace de rencontres familiales

PROJET

PLAN

* Les relevés, contiennent sept pièces, deux salles de bain et cuisine, appartements indépendants. La cage d'escalier est extérieure du fil. adhé. et au. étage.



TERMINES

* Balcons, corniches et ar. reliés sur les façades. Matériaux divers, fer forgé, pierres de taille, tuiles vertes



chemin d'habitation agricole



CARACTÉRISTIQUES DU LOT ET DU TISSU

* Sup. 1500m², surface au sol 203, sup. plancher 1400m² et terrasse accessible

* Situé hors lotissement sur une propriété agricole

coût s'explique précisément par l'image sociale positive de Birkhadem, commune à caractère pavillonnaire située à proximité du centre.

b) Lutttes pour l'appropriation du quartier.

Le quartier de Mézouar, dont le site est en pente, est composé d'entités distinctes par leur morphologie et leur contenu social. La partie basse, caractérisée par une forte densité d'habitat, est occupée par la même composante sociale qu'à Chérarba. Sur les hauteurs, où le tissu est plus aéré, se trouvent les immeubles familiaux des couches aisées. Entre les deux s'organise l'habitat des artisans qui constituent la population majoritaire du quartier. Les artisans déplorent l'hétérogénéité sociale du quartier, constitué, selon eux, d'une population citadine prête à valoriser et à organiser le quartier et d'une population rurale qui s'oppose à tout effort d'amélioration des conditions de vie.

Dans ce cas, le caractère illicite de l'habitat est contesté par ceux là mêmes qui l'ont choisi, même s'ils reconnaissent que c'était là le seul moyen d'acquérir leur villa. Parmi les autres raisons invoquées, les habitants relèvent l'absence ou la rareté de routes larges, de prospect, de jardins, d'espaces publics et d'équipements. En fait, ils décrivent ainsi les propriétés physiques d'un modèle urbain de lotissement réglementé destiné à des catégories sociales aisées. Les artisans rendent responsables les couches sociales les moins nanties du quartier du non-respect de ce modèle et du désordre dans le quartier. Cette position accuse une nette volonté de se démarquer de certains habitants par un rejet des groupes sociaux défavorisés et une volonté d'identification à des couches socialement supérieures. Les habitants font alors un constat d'échec et affirment que le consensus d'appropriation est un leurre, puisque le quartier se caractérise à leurs yeux par un désordre contre lequel ils sont impuissants.

Les modalités d'appropriation du chimiste parfumeur, qui est installé dans la partie la plus élevée du site de Mézouar, la plus verdoyante et la moins dense, sont caractéristiques des résidents de ce milieu social. Le lot couvre une superficie de 1600 m² dont deux tiers sont aménagés en jardin, terrasse ou vérandas. La villa a pignon sur rue pour les besoins de fonctionnement de l'entreprise familiale. Le père ainsi que les autres chefs de famille de cette partie huppée du lotissement déploient des efforts considérables pour valoriser l'image du quartier. Ainsi, la réalisation de la route et de la mosquée a été en grande partie financée par ces familles. Le parfumeur fait également profiter de son

groupe électrogène une partie du quartier. Ces pratiques apparaissent également dans les autres lotissements d'Hydra, de Dely-Brahim et de Draria où les chefs de familles aisées prêtent à leurs voisins citerne, bétonneuse, et groupe électrogène. Certains résidents vont même jusqu'à offrir des dons en espèces pour l'aménagement d'un square ou d'un espace de jeux.

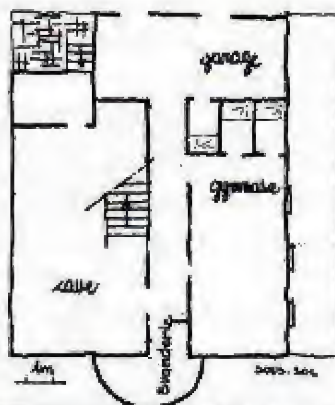
A travers cet investissement apparemment altruiste des familles aisées du lotissement, il y a, d'une part, leur volonté de façonner une image du quartier en adéquation avec leur place dans l'échelle sociale, et d'autre part, d'acquérir une position de pouvoir parmi le voisinage. Autrement dit, ces pratiques sont l'expression d'un processus de constitution de notabilités locales. Ce processus présente les mêmes caractéristiques qu'en Egypte Agnès DEBOULET, Paris, 1994, p. 444), notamment en ce qui concerne le financement, par les familles de situation économique élevée, de la mosquée dont le pouvoir symbolique reste très fort. La reconnaissance sociale est intimement liée au mode d'inscription spatiale du pouvoir et à la formation des notabilités qui se reproduisent souvent par le cumul d'une situation économique enviable et par un réinvestissement matériel et symbolique dans l'aménagement du quartier et l'édification d'une mosquée de voisinage. Si les associations restent le cadre officiel des négociations avec les pouvoirs publics, les notabilités s'avèrent être les véritables interlocuteurs du pouvoir à travers leurs réseaux informels.

L'association de Mézouar, contrairement à celle de Chérarba, inscrit sans ambiguïté toutes ses initiatives dans la réponse aux conditions de régularisation fixées par les pouvoirs publics. Afin de placer le lotissement dans le champ légal, elle se fait un devoir de transmettre la menace de démolition brandie par les pouvoirs publics, et pousse ainsi les habitants à payer les pénalités et à engager les travaux de conformité avec les règles d'urbanisme. Si face à la population, l'association légitime ses actions par l'objectif d'éviter toute démolition, face aux pouvoirs publics, elle cherche en fait à obtenir les équipements et les infrastructures nécessaires à valoriser et à qualifier l'image sociale du quartier. A cette fin, l'association inscrit son action dans un esprit d'obéissance et de dépolitisation et son rôle de courroie de transmission en fait un instrument de régulation sociale. Au Maroc, cette subordination des associations va jusqu'à constituer l'électorat du parti au pouvoir par les amicales de régularisation qui à défaut d'alternative et d'opposition frontale au pouvoir, cherchent plutôt son

SOUF-SOL. totalement occupé par la cave, la buanderie, le garage et le gymnase public (équipé de douches et de ventilateurs), géré par l'épouse

1er-2e-CHAUSSÉE

1. Cuisine équipée de meubles en bois massif, anciens, avec coin repas
2. Salon et salle à manger, meubles de style anciens, tableaux de maître, bibelots, tapis, argenterie, lustres, lieu de réception et de détente (musique)
3. Salle TV, bibliothèque et six fauteuils, utilisée surtout par les parents, les enfants ont chacun une TV dans la ch.
4. lingerie, utilisée par la femme de ménage
5. Douche. 6. WC mari de cuvette anglaise
7. Ch. de la femme de ménage
- M.B. L'ensemble de la maison est meublé
- ...Jardin planté d'arbres fruitiers et de fleurs exotiques, arrosé par un paysagiste



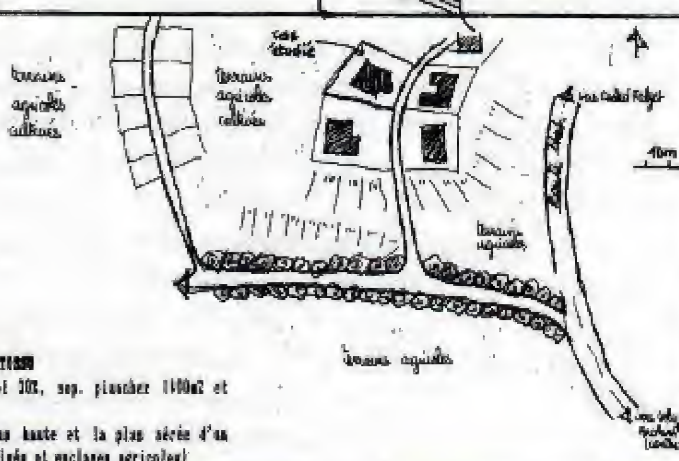
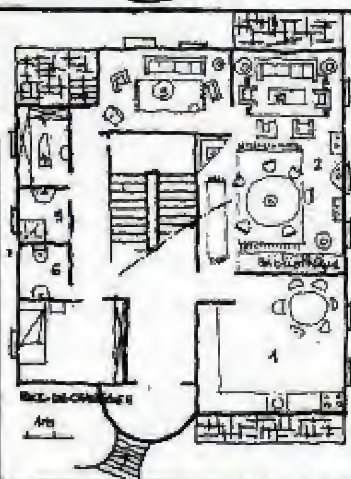
PREMIER ET DEUXIÈME NIVEAU

4 Nos relevés. Chacun contient cinq pièces, deux salles de bain. Les bureaux des époux et des enfants (étudiants) sont séparés des ch.



FAÇADES

4 Balcons, corniches et abs-reliefs sur les façades. Matériaux divers, fer forgé, pierres de taille, tuiles vertes, arbre



CARACTÉRISTIQUES DU LOT ET DU TERRAIN

- 4 Sup. 1000m², assise au sol 102, sup. plancher 1100m² et terrasse accessible
- 4 Situé sur la partie la plus haute et la plus sèche d'un lotissement (de abs-jardins privés et esclaves agricoles)

soutien (Abdelghani ABOUGHANI, *études foncières*, n°38, 1988, p. 31).

Le discours des artisans sur le quartier désigne les habitants de la partie la plus dense du lotissement comme des intrus sociaux, responsables de la dégradation des lieux. Ce discours ségrégatif se matérialise parfois sur le plan de l'organisation de l'espace par la privatisation d'une desserte commune à un ensemble de villas afin de marquer les frontières avec les indésirables. A ce propos, nous avons constaté que la présence d'un bidonville ou d'un autre habitat de catégories sociales modestes à proximité des nouveaux lotissements a pour effet systématique de souder les relations de voisinage des nouveaux constructeurs et d'induire des solidarités exceptionnelles pour l'édification d'une clôture ceinturant le quartier et l'organisation de gardiennage, afin de se protéger du vol. Bien que ces quartiers laissent apparaître à priori "une cohabitation" de catégories sociales différentes, des systèmes de "mise à distance" sont organisés pour faire face à cette proximité géographique décriée par les plus nantis. Mais, lorsque ce catalyseur n'existe pas, des luttes âpres apparaissent entre les constructeurs autour de l'appropriation du quartier. Chaque constructeur, pour déplacer une clôture, une fenêtre ou une buse d'assainissement, utilise ses relations au sein des pouvoirs publics, en y reportant parfois les conflits du quartier. Dans ces conditions, le pouvoir d'appropriation des habitants est plus ou moins fonction de l'importance de leurs relations avec les pouvoirs publics.

c) L'espace d'accumulation du capital familial.

Le même phénomène remarquable, observé précédemment dans les quartiers d'habitat individuel dense et qui consiste à intégrer systématiquement au rez-de-chaussée de l'habitation une activité à caractère lucratif, est quasi généralisé dans les nouveaux lotissements. Selon Farid YOUNSI (Alger, 1987, p. 78), dans les trois communes de Chéraga, Draria et Saoula, la proportion des activités intégrées aux nouveaux lotissements en 1981 représente plus de 75% de l'ensemble des activités de ces agglomérations. C'est dire l'ampleur de la transformation du paysage urbain et économique. Farid YOUNSI précise que ces activités sont constituées par trois corps de métier : le

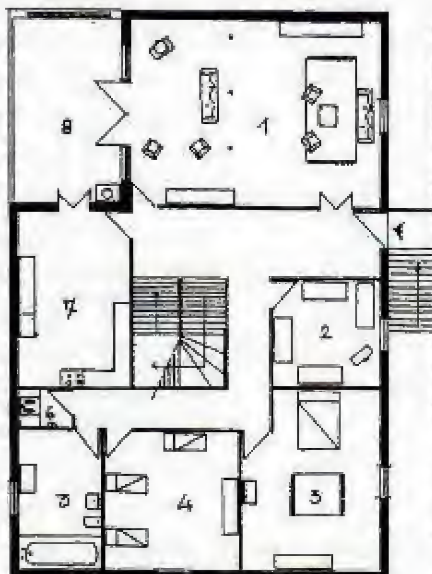
DES-M-CHASSE. totalement occupé par l'atelier de glèbre et le local d'alimentation générale

PLAN DE L'ÉTAGE

1. Salon chargé de meubles confortables, plusieurs fauteuils, 2 canapés, tables basses, bibliothèque, buffet, papier peinté, lustres, tapis...l'antérieur en dehors des moments de réception
2. Séjour familial, garni de canapé-lit, table basse et TV. Dans ce lieu se déroulent les activités quotidiennes de la famille, on y reçoit également, surtout les femmes
3. Ch. des parents spacieux, meubles confortables
4. Ch. des enfants
5. Salle de bain avec tous les éléments sanitaires, baignoire, armoire à glace, carrelage de la totalité des murs
6. Toilette turque avec petit lavabo
7. Cuisine entièrement équipée, hotte, machine à laver. Autre espace très fréquenté, lieu des repas et de réception des proches
8. Véraanda. lieu des repas et de barbecue. Depuis qu'un voisin a élevé d'un étage sa maison, la famille protège ce lieu d'une hache au moment des repas
9. Bouilliller

Jardin aménagé en deux parties. l'une fleurie, l'autre en jardin potager

N.B. L'épouse désirerait changer l'emplacement de la porte de la cuisine, visible de l'entrée, ce qui l'oblige à ranger fréquemment ce lieu



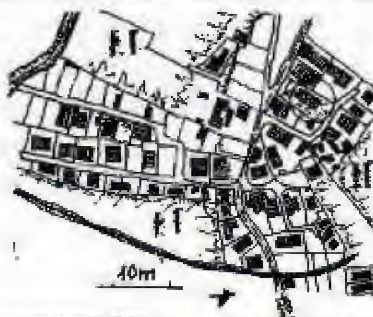
FIGURES

- * Les façades portent quelques éléments de décor, fer forgé de la rampe d'escalier, claustrum sur les gardes-corps, tiges vertes sur la toiture de la cage d'escalier intérieure
- * Les façades sont l'objet d'un projet d'embellissement à court terme
- * La vérandée donne sur le jardin
- * Nbr ouvertures sur la devanture principale
- * La façade de BNC est rythmée par une succession de rideaux de fer



CARACTÉRISTIQUES DU LOT ET DU TISSU

- * Deux allées, dont une conflictuelle
- * L'entrée se trouve sur la devanture principale
- * Sup. 500m², surface au sol 855, sup. plancher 506m²
- * Tissu moyennement dense, aéré par quelques enclosures agricoles et les jardins des villas, absence d'esp. publics
- * Les devantures se terminent toutes en loggia



bâtiment vient en tête, notamment les entreprises de maçonnerie, de vitrerie, et d'électricité, ensuite on trouve la réparation automobile (mécanique et carrosserie) et enfin la petite industrie des matières plastiques ou de cosmétiques.

Les activités dans les sites étudiés varient de la petite industrie à l'artisanat en passant par les commerces en tous genres, les salles de gymnastique et les salons de coiffure. Dans de nombreux cas, le chef de famille, fonctionnaire ou cadre supérieur de l'Etat, garde son poste et c'est son épouse qui gère l'activité familiale. L'articulation d'une activité à caractère économique à l'habitat prend tellement de place dans le projet social familial qu'elle est inscrite dès le départ dans l'organisation de la maison, en particulier dans le rapport qu'elle entretient avec l'espace urbain. En effet, les habitants ont pris parfois l'initiative de s'installer en retrait par rapport à l'alignement prévu afin d'assurer le fonctionnement de leur activité, notamment le stationnement des véhicules d'approvisionnement ou de ceux de leur clientèle. D'autre part, l'espace de la maison est systématiquement protégé des intrusions extérieures liées à la fréquentation de l'activité par le public. A cet effet, l'accès public de l'activité est souvent séparé du reste de la villa par un mur ou une haie vive.

Les bénéficiaires de ces nouveaux lotissements placent leurs stratégies d'appropriation dans une double perspective. Premièrement, ils concrétisent leur aspiration à un type d'habitat reflétant leur position sociale car la villa représente à leur yeux la quintessence de l'habitat. Deuxièmement, en articulant une activité économique à leur habitat, ils matérialisent un nouvel espace d'accumulation du capital familial et du même coup ils accèdent à un échelon supérieur dans la hiérarchie sociale. L'habitat devient ainsi un agent médiateur dans les rapports du groupe social à la société.

d) Les pratiques de distinction sociale.

- *Voir grand.*

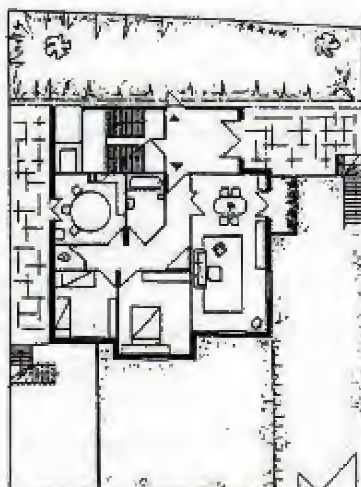
Le type architectural de l'habitat dans les nouveaux lotissements, réglementés ou non, est caractérisé par un dimensionnement excessif des espaces. Les éléments de distribution, tels que halls, escaliers, couloirs et dégagements, font déjà plus de 15% de la surface habitable. Les espaces de réception, quant à eux, occupent plus de 50% de la surface habitable. Parallèlement à ce sur dimensionnement

INT-M-CLASSEUR

1. Hall d'entrée commun aux deux appart. de conception symétrique, l'un occupé par le proprié. qui nous a reçu, l'autre par son frère
2. Salon et salle à manger chargés de meubles en bois massif réalisés par l'époux, ébéniste, fauteuils, canapé, table basse, table de salle à manger, bibliothèque, bahut. Décor au papier peint, lustres, tapis. Lieu de réception souvent utilisé par la famille pour la TV
3. Ch. de couple, meubles acufs en bois massif
4. Ch. d'enfant, meubles d'enfant en bois massif
5. WC meublé de caissette anglaise
6. Cuisine spacieuse entièrement équipée, hotte, machine à laver. Espace très fréquenté. Lieu des repas et de réception des proches
7. Salle de bain avec tous les éléments sanitaires, baignoire, armoire à glace, carrelage et faïence sur la totalité des murs
8. Atelier d'ébénisterie
9. Balcon dans le prolongement du séjour orné de pots de fleurs

Jardin planté et fleuri, utilisé en été. Lieu de réception, de barbecue et de café

M.B. Le canalot est en L, l'angle droit est causé dans un souci d'esthétique



4m

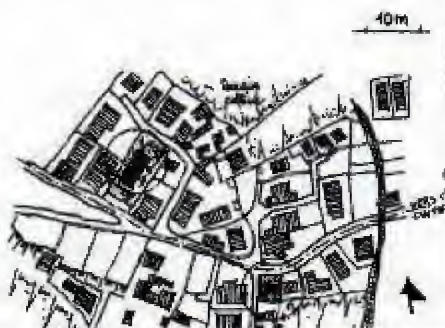
FACADES

Les façades actuellement modestes, sont l'objet d'un projet à court terme: deux balcons sur les côtés de la façade principale et une véranda ornée de pergolas au centre



CARACTÉRISTIQUES DU LOT ET DU TISSU

- Deux citoyennetés, dont une conflictuelle
- L'activité se trouve sur la dorsale principale, l'artisan a pris l'initiative d'un retrait du lot par rapport à la route, pour la fonctionnalité de l'ébénisterie
- Sup. 920m², prise au sol 32%, sup. plancher 300m² pour chaque log., sans l'atelier
- Tissu moyennement dense, aéré par quelques esclaves agricoles et les jardins des villas, absence d'esp. public
- Les dorsales ne servent toutes en impasse



des espaces, on procède à leur multiplication, ainsi le nombre de pièces varie entre 10 et 20, plusieurs chambres restent d'ailleurs sans affectation précise, de même les salons et salles de bains sont triplées et quadruplées à volonté.

Cette pratique dans la définition de la taille des espaces de la maison relève d'un schéma de reconnaissance sociale, où l'opposition petit/grand renvoie à son symétrique pauvre/riche. Ainsi cette pratique du "grand" représente déjà un signe de distinction sociale et par la même un élément de communication entre les groupes. Dans le discours commun qui vise à qualifier socialement une famille dont on ne connaît pas le revenu, on décrit d'abord sa maison et particulièrement sa grandeur, le nombre de pièces, de salles de bain et de salons, ensuite on décrit l'ameublement et les éléments de décor.

- Loger les enfants

Dès que la construction est entamée, les familles matérialisent dans l'organisation de leur habitat la perspective de loger les enfants et leurs ménages respectifs, même dans le cas où ils sont encore très jeunes. Dans ce milieu social, cette inscription du logement des enfants dans ce que nous appelons l'immeuble familial concerne aussi bien les garçons que les filles. L'immeuble familial se distingue par l'aménagement d'appartements indépendants qui occupent chacun un étage. La terrasse, le jardin, la cour et les éléments de distribution restent d'usage collectif. Afin que les appartements de l'immeuble familial soient totalement indépendants, les escaliers sont placés généralement à l'extérieur du bâti, le cas contraire est justifié par le doute de certains chefs de famille de l'acceptation des enfants de résider à l'avenir dans la maison familiale.

A notre sens, l'option de l'immeuble familial, comme mode d'habiter au sein des catégories sociales aisées, relève moins du spectre de la crise de logement que d'un attribut traditionnel de la bourgeoisie : l'héritage. A ce propos, le volume limité de l'héritage dans le cas des familles de Chérarba qui considèrent comme une obligation de loger d'abord fils, même s'il défavorise les femmes, il reflète plutôt les moyens dont dispose la famille que sa vision sexiste.

- L'espace de représentation.

Les espaces de réception sont le lieu de la communication sociale par excellence. Au sein de ces espaces, chaque objet, sa nature, son caractère et sa disposition ont un sens. Les objets les plus chargés de

significations sont précisément concentrés dans l'espace de représentation : l'ameublement cosu est en bois précieux omé de marbre, de nacre, de cuir ou de velours; les nombreux tapis sont en laine ou en soie; le décor est constitué de bibelots et tableaux multiples, mais aussi de frises ou de mosaïque sur les murs et de marbre sur le sol. Ces objets clairement visibles, acquis pour une grande part à l'étranger ou parfois chez les antiquaires d'Alger, doivent communiquer la richesse, le goût et la culture de la famille.

Outre cet étalage de luxe, les espaces de réception sont souvent multiples, ils se dédoublent dans leur destination, dans leur aménagement et dans leur signification en deux types. Ceux qui sont aménagés de façon moderne sont ornés de salons, de fauteuils, de bibliothèques, de tables de salle à manger... Les espaces de réception, organisés selon la tradition, en revanche, sont encadrés par une série de banquettes munies de matelas en laine et garnies de coussins. Des tables basses et des poufs sont disposés le long de la pièce. Le premier type de lieu de réception est réservé aux invités exceptionnels et aux relations d'affaire, c'est là précisément que le message consistant à renvoyer à l'autre son image sociale est le plus fortement exprimé. Le deuxième type est destiné à recevoir plus largement, notamment les femmes âgées de la famille, plus habituées à ce mode de commodités. Soulignons que cette forme d'ameublement est appréciée par le fait qu'elle permet de recevoir un nombre important d'invités.

Dans les nouveaux lotissements on maintient les lieux de réception propres et bien rangés, en les réservant uniquement aux invités exceptionnels. Ces pratiques de mise à l'écart et de théâtralisation des espaces de représentation est un des traits distinctifs de l'habitat de ces lotissements. En revanche, les activités familiales quotidiennes sont reportées sur le séjour familial, qui devient le lieu le plus fréquenté et le seul espace à rester polyvalent. C'est là que l'on regarde la télévision, qu'on prend les repas, et qu'on reçoit les proches. La présence importante des appareils électroménagers si elle donne une indication sur le statut de la maîtresse de maison elle permet surtout d'apprécier le niveau économique de la famille. Les appareils électroménagers sont largement multipliés dans ces maisons, équipées de plusieurs postes de télévision, frigos, chaînes hi-fi, ordinateurs...

- Les nouveaux espaces de la femme et de l'enfant.

Contrairement à l'habitat dense de Chérarba où c'est seulement le séjour qui est valorisé, dans ces riches lotissements, les autres pièces spécialisées et personnalisées de la maison font également l'objet d'un investissement considérable en ameublement et en décor. Apparaissent ainsi de nouveaux espaces affectés aux enfants et aux femmes, révélateurs de la position sociale de leurs bénéficiaires au sein de la famille.

Les espaces des enfants, particulièrement soignés, sont garnis de meubles conçus pour enfant ou pour adolescent. Parmi l'équipement de ces espaces, les éléments pour le travail scolaire et pour le jeu prennent une grande place : bureaux, chaises, bibliothèques, consoles de jeux vidéo ou ordinateur. Parfois, une seconde pièce, affectée aux enfants, est réservée aux jeux et à la télé, et une partie du jardin est aménagée pour les jeux de patins à roulettes de vélos ou de ping-pong. Cet investissement des parents pour réunir les conditions d'une scolarité correcte et d'un bon développement de leurs enfants qui est également souligné avec force dans le discours, témoigne de l'attention portée à la question de la reproduction sociale.

Dans les cas de Draria, Hydra, Dély Brahim et Kouba, les femmes, qu'elles soient dans les affaires ou à l'université, ont un bureau dans la maison. Elles y effectuent, selon le cas, leur travail de gestion ou de préparation des cours. L'individualisation de l'espace de travail de l'épouse témoigne de son statut de partenaire au sein du couple. Par ailleurs, un nouvel espace domestique, en l'occurrence la lingerie, apparaît dans ce type d'habitat, excepté dans le cas de Birkhadem sur lequel nous reviendrons. La lingerie est fréquentée essentiellement par la femme de ménage, qui y effectue les tâches de repassage, de raccommodage et de rangement et qui s'y installe en attendant d'autres directives. A travers le discours argumentant la particularisation de cet espace se trouve la volonté de désigner à la femme de ménage son territoire et de marquer ainsi les distances sociales.

- La cuisine, un autre sens.

Dans les nouveaux lotissements, contrairement aux cas de Chérarba, la cuisine est un espace de dimensions plus importantes, qui n'est plus seulement le lieu de la préparation du repas, mais aussi celui de sa consommation. Elles sont équipées à la dernière mode par un ensemble d'éléments de rangement intégrant hotte électrique, plaque de cuisson halogène, micro-onde, lave-linge et lave-vaisselle. Dans ce

cas, la cuisine n'est plus un espace strictement féminin, les hommes y sont volontiers présents et contribuent parfois aux tâches ménagères, comme préparer un plat, débarrasser la table ou faire la vaisselle. Ces pratiques laissent supposer que les relations femmes hommes dans la famille s'écartent sensiblement du schéma traditionnel.

- Les salles d'eau, un autre espace de représentation.

Dans les nouveaux lotissements, l'habitat compte plusieurs salles de bains équipées d'ensembles sanitaires de couleur et décorées sur la totalité des murs de marbre, de faïence et de glaces. Ce décor vaut à ces espaces d'être visités par les étrangers au même titre que le salon ou la cuisine, de ce fait ils participent également à la communication sociale. Le mode de conception des salles d'eau, que l'on montre volontiers, dénote par ailleurs des pratiques hygiéniques de la famille caractéristiques des citadins de milieu aisé. Ces familles, qui fréquentent rarement le hammam du lotissement, préfèrent se rendre occasionnellement à celui de leur quartier d'origine parce qu'elles en connaissent les habitués ou vont jusqu'à en installer dans leur villa pour leur propre usage.

Le type de WC de ces villas est également porteur de significations. Les habitants ont généralement équipé les WC de cuvettes anglaises, contrairement à Chérarba où les toilettes sont turques. Les WC turcs sont considérés par les habitants de Chérarba comme plus pratiques pour les ablutions et pour prendre une douche. Dans les nouveaux lotissements, ces pratiques religieuses et hygiéniques se déroulent dans la salle de bain, à moins que la famille ne prévoie à cet effet deux types de toilettes, comme c'est le cas à Birkhadem, où l'une est munie de cuvette anglaise et l'autre est organisée à la turque. Le cas de Birkhadem mérite une attention particulière car, bien qu'il présente de nombreuses convergences avec les autres exemples, il garde des spécificités qui soulignent les grands traits de l'immeuble familial.

- Les dualités entre tradition et modernité.

Les propriétés spatiales de la maison de Birkhadem reflètent une sorte de dualité entre référent à la modernité, d'un côté, et référent à la tradition, de l'autre. Les décalages, qui apparaissent entre l'organisation du chez-soi du père et celui du fils peuvent laisser supposer certaines mutations dans le référent culturel du fils, liées à sa génération. L'appartement du père est franchement organisé et

pratiqué selon le modèle traditionnel : un grand hall présenté symboliquement comme le *west-eddar* distribue des pièces organisées en longueur avec les mêmes proportions qu'à la Casbah. L'ameublement des différentes pièces est composé d'une rangée de banquettes garnies de matelas en laine et de coussins, de tables basses, de tapis en laine et de poufs. L'ameublement de ces pièces est semblable, excepté la chambre du couple, où les banquettes cèdent la place à un grand lit. Dans cet appartement, une pièce est strictement réservée à la prière. Comme dans le modèle traditionnel, l'ensemble de ces pièces est polyfonctionnel : on y reçoit, on y dort et on y mange. Leur hiérarchie est toutefois signifiée par le décor et la qualité de l'ameublement qui est fonction du niveau social des invités qu'on leur destine.

La polyfonctionnalité induit une structuration de l'appropriation de ces espaces selon le moment, les usages, l'âge et le sexe des habitants. En fait un code d'usage préférentiel s'inscrit, dans chaque maison en fonction de la composition de la famille et la polyfonctionnalité signifie alors que certaines de ces pièces peuvent, à certains moments de la journée ou de l'année, être occupées préférentiellement par certaines personnes pour certains usages (Françoise BOUCHANINE Rabat, 1991, p. 48). Dans la maison du père, un seul espace échappe à la tradition, le salon réservé exclusivement par le père à la réception de ses relations d'affaire. Cet espace, tenu propre et fermé en permanence, est garni de meubles modernes et fait l'objet d'un décor sobre.

La dualité en question, plus marquée dans la maison du fils, se manifeste sous la forme d'un dédoublement des espaces et des pratiques. Outre les espaces de réception, les salles d'eau connaissent également ce dédoublement : il y a, d'un côté, la salle de bain équipée de l'ensemble baignoire, bidet et lavabo, et, de l'autre, le bain maure privatif au rez-de-chaussée. On procède de la même façon pour les toilettes : l'une est équipée de cuvette anglaise et l'autre organisée à la turque. Dualité également entre le quasi-dénuement de la cuisine et l'investissement décoratif des espaces de réception. La cuisine redevient dans ce cas un espace strictement féminin, équipé uniquement d'une simple cuisinière et d'un réfrigérateur. Cette pauvreté relative de l'équipement de la cuisine, où toutes les tâches de préparation se font encore à la main, est moins le signe d'un manque

de moyens que le reflet d'un statut traditionnel de la femme dans la famille.

- Les lieux de l'ostentation.

Le caractère ostentatoire des espaces extérieurs des nouveaux lotissements, réglementés ou non, contribue largement à la définition du type d'habitat. Ces espaces sont composés de jardins, de vérandas et de terrasses qui sont l'objet d'investissements considérables. Régulièrement entretenus par un jardinier, les jardins sont particulièrement chargés d'arbres fruitiers, de plantes et de fleurs, les terrasses sont dallées et décorées de marbre, de mosaïque, de pergolas, de colonnes de tuf sculptées, de fontaines, etc. Si les importants aménagements, dont font l'objet ces espaces extérieurs, ont pour objectif d'embellir la maison et de signifier sa position sociale aux passants, ils doivent également, à l'occasion des fêtes et des réceptions familiales, tenir à jour, aux yeux des autres membres du corps social, le niveau atteint par la famille dans l'échelle sociale.

La façade revêt une signification sociale beaucoup plus immédiate. Son caractère ostentatoire et le recours systématique à la distinction dans sa composition signifient au passant la réussite sociale des habitants. Ainsi, la composition de la façade se veut complexe et se caractérise par un amalgame d'éléments empruntés à des styles différents, mauresque, classique, moderne, etc. Les reliefs dans le volume sont nombreux (balcons, corniches, terrasses, vérandas, et cages d'escalier) et constituent une ornementation architecturale radicalement nouvelle. Les matériaux utilisés sont nombreux et variés, à tel point qu'il n'est pas rare de trouver, sur une même façade, à la fois de la brique pleine, des mosaïques, du marbre, des ferronneries, de la tuile verte ou rose, du bois, des colonnes en plâtre et des sculptures de lions à l'entrée. Notons que pour les cas des artisans de Mézouar, où la façade est plus modeste, les habitants, conscients que celle-ci est le reflet extérieur le plus pertinent de leur réussite sociale, l'ont inscrite comme la priorité de leurs prochains investissements.

L'urbanité des types architecturaux dans les nouveaux lotissements s'inscrit dans une volonté d'affirmer sa propre urbanité, de se distinguer des groupes sociaux de condition modeste et de se placer dans une dynamique de valorisation de l'image du quartier. Dans ce cas, nous pouvons considérer qu'il y a une correspondance entre l'urbanité des types architecturaux et l'intégration urbaine ou l'urbanité

des résidents. Ces éléments de définition des rapports à l'urbain du type d'habitat étudié sont significatifs de l'urbanité des habitants. L'urbanité, entendue dans le sens de Jean-Pierre FREY (Mardaga, 1986, p. 176), est le fruit de la socialisation de la quotidienneté par le biais du processus d'urbanisation et se marque, au niveau du logement, par l'ensemble des relations établies avec l'extérieur qui sont en fait l'urbanité des types architecturaux.

A ce propos, notons le décalage qui existe dans l'habitat dense de Chérarba, de Réghaia et de Baraki, entre le mode d'introversion défini par le rapport physique de la construction à l'urbain et le niveau d'intégration urbaine des habitants. Ces derniers soulignent que leur habitat n'exprime pas leur urbanité, car ils ont été obligés de s'adapter au système de valeur du quartier qui dicte de cacher l'espace privé. Ils expriment ainsi une volonté d'identification à des groupes sociaux à forte urbanité et envisagent un projet de mobilité vers des quartiers urbains socialement plus valorisants pour eux.

3. Embellissement et mise en valeur des espaces.

Les pratiques d'embellissement et de mise en valeur ont comme support spatial le lotissement colonial, habitat dont les caractères ont été décrits dans le deuxième chapitre de ce travail. Bien que cet habitat soit l'objet d'une réappropriation, le choix de classer cette forme d'habiter parmi les mises en pratique des représentations de l'espace, dont l'expression est la plus libre, découle précisément de la correspondance qui existe entre les propriétés architecturales du lotissement colonial et les pratiques des résidents actuels. Ces derniers insistent sur une sorte de continuité dans la substitution sociale. Ils soulignent que ces villas ont été achetées à des familles européennes qui leur étaient proches et dont ils connaissaient le mode de vie. D'ailleurs, le discours des résidents actuels autour de leurs usages se réfère fréquemment aux pratiques de leurs prédécesseurs. Certaines familles ont été jusqu'à nous présenter leurs amis pieds-noirs pour appuyer leurs témoignages.

La référence insistante aux modes de vie de la population européenne par les habitants des anciens lotissements pour décrire leurs propres pratiques, exprime la nostalgie d'un voisinage convivial et fêlard, mais aussi et surtout une certaine identification culturelle. Les villas des lotissements de l'époque coloniale ont fait l'objet de très faibles

DES-DE-CLOUTIER. non aéré fait fonction d'espace de stationnement, de bricolage, et d'isolement des joues pour écouter la musique, lire et recevoir les copains

PACIER DIVERSES

1°. Hall de distribution, très spacieux, quelques meubles de décor, supports de téléphone et des pots de plants, qui ornent toute la maison

2. Cuisine entièrement équipée, bûche, lave-vaisselle, grande table. Espace faisant fonction de séjour familial, lieu de repas et de réception des proches

3. Salle de bain avec tous les éléments sanitaires, baignoire, carrelage et faïence sur la totalité des murs, lave-linge

4°. WC munis de cuvette anglaise

5. Ch. des parents, à proximité de la salle de bain et de la cuisine pour ne pas gêner le sommeil des enfants

6. Balcon, où s'installe souvent la famille pour manger, recevoir. Cet espace et la terrasse sont privilégiés pour la détente, car le jardin au centre, n'est pratiqué que pour le jardinage

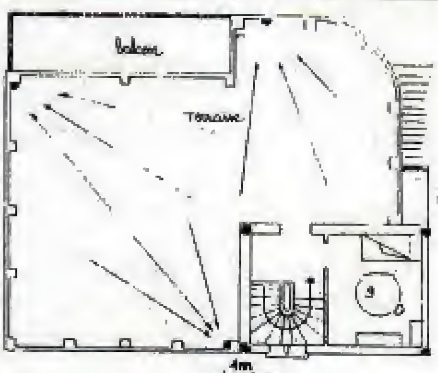
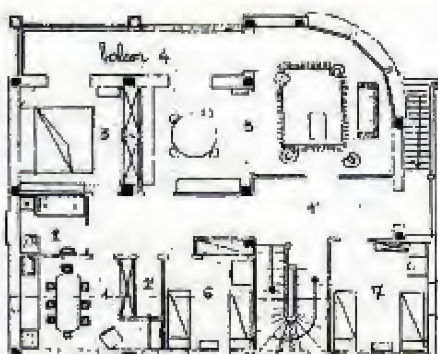
7. Séjour et salle à manger, agrandis en sacrifiant une ch. forme aérobie. Salles en séjour, fauteuils, table basse, de cuir. Éléments de décor, papier peint, frise en bois ou plâtre. Bâboute, tableaux et tapis. Le séjour reste au lieu de réception fréquenté par le père, la salle à manger est au lieu de séjour familial. Cheminée préservée mais non utilisée

8. Ch. du garçon cadet, lieu de travail et de réception des copains

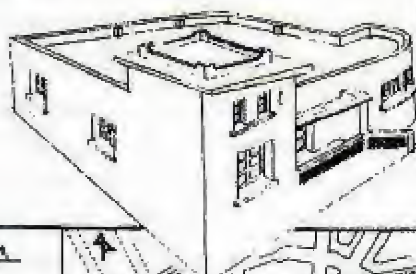
9. Ch. partagé par deux lycéennes, lieu de travail et de réception des copines

DIVAN TERRASSE

10. Ch. du fils aîné, lieu de travail et de réception des copains



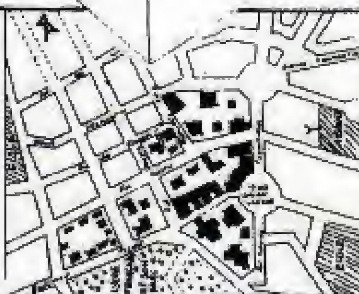
FAÇADES GÉNÉRALES. murs crépis, sauto d'escal. et garde-corps ajourés de claustraux en briques



100m

CARACTÉRISTIQUES DU LIT ET DU TISSU

- * Sup. 240m², copains au sol 600, sup. plancher 327m²
- * Trame orthogonale. Îlots définis par le tracé des voies
- * La proximité du lycée français contribue à l'image de prestige du quartier
- * Quartier propre et verdoyant



transformations de la part des résidents actuels qui tentent avant tout de les restaurer pour les maintenir dans leur état d'origine.

L'explication de cette sorte de substitution sociale se trouve dans la logique de la réappropriation du parc logement d'Alger libéré par les Européens à l'indépendance décrite dans le deuxième chapitre. Nos observations à une échelle plus réduite confirment les traits révélés par l'étude de la structure sociale d'Alger et permettent ainsi de faire l'hypothèse d'une réappropriation du pavillonnaire de l'époque coloniale par des groupes sociaux qui étaient déjà en place à l'indépendance et qui présentent des proximités sociales et culturelles avec leurs prédécesseurs (fonctionnaires, enseignants, médecins de santé publique, etc.). L'étude a porté sur quatre cas, tous inclus dans des lotissements réalisés entre 1930 et 1940, situés respectivement à El-Mouradia (ex. Le golf); Bordj-El-Kiffan (ex. Fort de l'Eau); Beaulieu; et au Télemly. Notons que même la toponymie des quartiers est restée inchangée dans le discours des résidents actuels.

a) L'image valorisante du quartier.

Les familles d'El-Mouradia, Bordj-El-Kiffan, Beaulieu et le Télemly sont issues des premiers exodes kabyles à Alger. Leurs ancêtres, de quatre générations et plus, se sont installés au début du siècle à la Casbah ou dans d'autres quartiers musulmans de la ville. Les résidents actuels ont généralement acquis ces villas soit par leurs parents, qui les ont achetées entre 1959 et 65 aux propriétaires européens auxquels ils étaient liés par le voisinage, l'amitié ou le travail, soit grâce à des relations au sein des pouvoirs publics qui avait inclus une partie de ce parc dans les biens de l'Etat au moment de l'indépendance. Actuellement, tous les résidents sont propriétaires, soit par voie d'héritage, soit grâce à la loi³⁹ portant cession des biens immobiliers de l'Etat.

Aux abords de ces lotissements, se trouvent des équipements ou des éléments naturels valorisants tels que parcs, ambassades, aire agricole expérimentale, petit bois aménagé ou la mer, qui confèrent à cet habitat une image de prestige. Les résidents, conscients de ces atouts, aiment leur quartier et expriment leur appartenance à celui-ci avec fierté. Cette image valorisée et valorisante du quartier est rémanente de leur propre identité sociale.

³⁹ Loi du 7 février 1989.

DES-DE-CHAMBER

1. Salle à manger garnie de meubles rustiques, les éléments originaux de décor sont préservés, restaurés ou reconstitués (frise en plâtre, falence, chénaie en marbre). Lieu de séjour familial et de réception

2. Séjour, garnis du même type de meubles que 1 et des autres éléments de décor, lieu réservé à la réception seulement

3. Ch. de l'étudiante

4. Bibliothèque, lieu de travail et de réception de l'étudiante

5. Débaras. 6. Buanderie (machine à laver)

7. Ch. des parents, meubles berbères anciens

8. Pièce meublée de façon traditionnelle (divans et table basse ronde). Quasiement inutilisée, sauf quand la famille reçoit des parents de Kabylie

9. WC munis de cuvette anglaise

10. Pièce où la mère fait de la couture

11. Salle de bain trop petite, selon les hâts

12. Ch. de frère, utilisée à l'occasion de ses visites, car il est installé dans son propre apart.

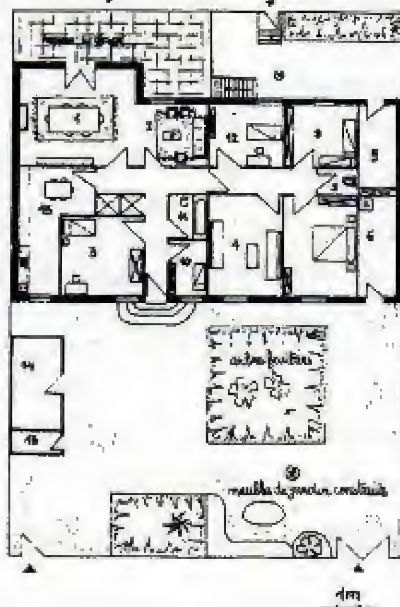
13. Cuisine équipée avec coin repas

14. Vêharas (cajat de la famille). 15. WC unique et douche pour les retours de plage

Le jardin sud-ouest organisé sous forme de terrasse attenante à la salle à manger, vues sur la mer, parterres fleuris

Le jardin nord-est, parterres plantés le reste est carrelé, lieu de réception, banc et table construits en dur

R.L. Les plafonds sont hauts et décorés au plâtre dans toutes les pièces



JACINS

1 Aspect des petits pavillons du sud de la France, de style ouvert avec vues sur la mer, volets en bois, balcon, toit en pente couvert de tuiles, géométriques, murs crépis, garden-courts en fer forgés, soûlèvement de la maison en pierre de taille

2 L'escalier est un élément de décor



CARACTERISTIQUES DU LOT ET DU TIERRE

1 Sup. 367m², emprise au sol 421, sup. plancher 165m²

2 Trame orthogonale, ilots définis par le tracé des voies

3 Proximité de la mer et d'un petit bois

4 Quartier verdoyant, des petites plantations procurent le lieu



Les itinéraires résidentiels des habitants étant identiques, les relations de voisinage sont cordiales et faites d'estime mutuelle. Dans leur discours, les qualificatifs suivants reviennent fréquemment : *"c'est des gens bien, des familles comme il faut"*. Parfois, comme c'est le cas à El-Mouradia, les liens sont encore plus étroits du fait que les familles se sont installées quasiment au même moment. En somme, la perception du voisinage dans ce type d'habitat est une sorte de reconnaissance de l'appartenance à un véritable groupe.

b) La réappropriation de l'espace habitable.

Dans nos cas de figure, les éléments tels que le niveau d'instruction du père, la taille de la famille et le type de relations en son sein, révèlent un référent culturel qui s'écarte considérablement de la tradition. Les chefs de familles sont cadres de l'Etat, fonctionnaires, médecins ou négociants en textile. Selon eux, les Européens qui ont réalisé les villas étaient fonctionnaires, artisans ou commerçants. Les ménages sont composés en moyenne de quatre membres : un couple et deux enfants, généralement étudiants. Lorsqu'ils se marient, ces derniers s'installent en dehors de la maison familiale.

Les maisons n'ont pratiquement pas fait l'objet de transformations, elles ont été conservées dans leur état initial. Les investissements et les efforts des familles ont été dirigés vers la restauration des lieux, accompagnée de leur mise en valeur. La décoration des maisons a donc été préservée et surtout embellie. On a remplacé les matériaux usés en rajoutant de la mosaïque, des frises en bois, du marbre, mais sans excès, comme se plaisent à le souligner les résidents, pour marquer la différence *"avec les parvenus qui n'ont ni culture, ni goût"*. A titre anecdotique, la famille du Télémy nous avoua n'avoir restauré la façade de la villa qu'après l'avoir acquise à la faveur de la loi portant cession du parc immobilier de l'Etat. La famille craignait en effet que la beauté de la façade n'attire les convoitises d'individus mieux introduits qu'eux auprès des pouvoirs publics. C'est dire la valeur et l'image de prestige de ce parc immobilier aux yeux des algérois.

Dans la quasi totalité des maisons, les espaces sont différenciés selon des usages spécifiques. La séparation des espaces, conçue initialement selon l'opposition calme/bruyant ou diurne/nocturne, continue à trouver sa correspondance dans les pratiques de la famille. Les chambres sont réservées au sommeil, à la lecture, au travail scolaire et

BEAULIEU,
commune d'El Harrach

TYP. ARCHIT.: LOTISSEMENT DE LA PERIODE COLONIALE
TYP. DE L'APPROP.: PROCESSUS D'EMBELLEMENT
ET DE MISE EN VALEUR

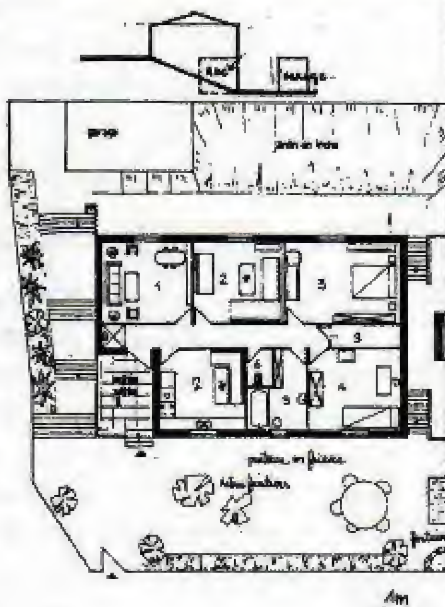
DES-DE-CHAMBER, doit être aménagé en cabinet médical pour la mère. Aujourd'hui lieu de bon et de répétitions musicales des jeunes

PREMIER VITRAN

1. Séjour: salon en velour, table basse, salle à manger en laqué blanc, tableaux de maître, tapis, les éléments originaux de décor sont préservés, restaurés ou reconstitués (frise en plâtre, faïence, cheminée en marbre). Lieu de séjour familial et de réception des jeunes et des parents. Lieu de travail des parents.
2. Séjour traditionnel remblé de divans et table basse, autre espace de réception, lorsque les invités sont nombreux. Fait fonction occasionnellement de ch. des filles, installées en cité 1.
3. Ch. des parents avec TV, lieu de retraite lorsque les jeunes reçoivent.
4. Ch. du lycée, lieu de travail et de réception des copains.
5. Salle de bain.
6. WC mais de toilette anglaise.
7. Cuisine équipée avec coin repas, lieu de réception des copains pour les jeunes.
8. Véranda vitrée, utilisée en hiver pour les repas et la réception, lieu où vit le chien.
9. Placard et débarras.
10. Garage, bricolage.

Jardin aménagé à la marseillaise, bancs en dur, fontaine et parterre en faïence, de nombreux fruitiers et parterres de fleurs. Le jardin du bas est laissé à l'état naturel volontairement.

M.M. Les plafonds sont blancs et décorés en plâtre dans toutes les pièces.



PICARD

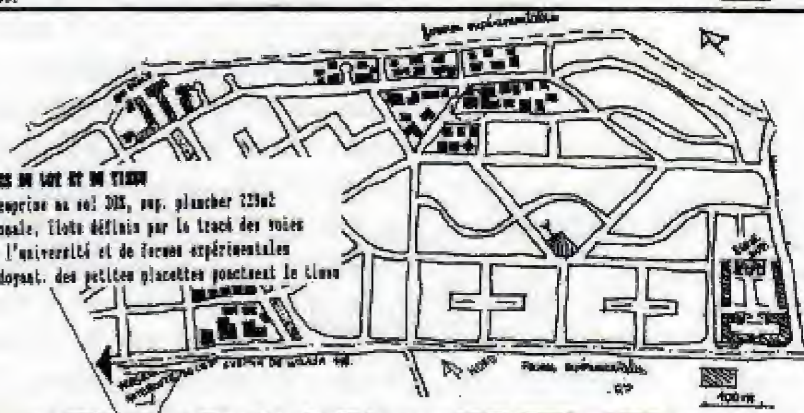
Aspect des petites pavillons du sud de la France, de nombreux ouvertures, volets en bois, balcons, toit en pente couvert de tuiles, cheminées, murs crépis décorés à la céramique, garde-corps en fer forgés, aménagement de la maison en pierre de taille.

M.M. La famille a récemment restauré la villa en préservant l'aspect original.



CARACTERISTIQUES DU LOT ET DU TISSU

- Sup. 30ha, superficie au sol 205, sup. plancher 225ha.
- Trame orthogonale, ilots définis par le tracé des voies.
- Proximité de l'université et de fermes expérimentales.
- Quartier verdoyant, des petites placettes ponctuent le tissu.



à écouter de la musique. Le séjour et la cuisine sont des espaces à usage quotidien et multiple : réception, détente, télé, musique, etc.

Dans ce modèle d'habiter, le séjour familial des types d'habitat précédemment étudiés, disparaît pour céder la place à la cuisine, qui n'est plus le lieu exclusif de la femme où l'on ne fait que préparer les repas. La cuisine devient le lieu le plus convivial, le plus fréquenté et le plus animé de la maison, tous les membres de la famille ainsi que les invités s'y réunissent. Pour la réalisation des tâches domestiques et la prise de repas ou de collations, tout le monde est mis à contribution. Parce que les familles reçoivent très fréquemment et pour favoriser cette convivialité, la cuisine est équipée d'une grande table et de bancs, décorée de plantes, de tableaux et de faïence. Ainsi, les oppositions sale/propre, caché/montré que l'on trouve dans les nouveaux lotissements, notamment en ce qui concerne l'espace de la cuisine sont radicalement différentes dans ce mode d'habiter. Le mode d'appropriation de la cuisine, outre qu'il révèle des relations homme/femme et parents/enfants éloignés du schéma traditionnel, il indique aussi la nature des sociabilités de la famille qui dans ce cas, ne sont plus de l'ordre du paraître. Ces catégories sociales s'estiment suffisamment bien placées dans l'échelle sociale pour ne plus rien avoir à prouver aux autres.

Dans le même esprit, le séjour, qui fait l'objet d'un investissement en ameublement et en éléments de décor semblable à celui des nouveaux lotissements, est fréquenté quotidiennement. Ce n'est plus un espace fermé que l'on réserve exclusivement aux invités. La famille en profite quotidiennement pour se détendre, voir un film, discuter ou écouter de la musique. Toutefois, un lieu de réception distinct du séjour est aménagé par les habitants de façon traditionnelle. Cette pièce est réservée à la réception des femmes âgées dont la gestuelle reste traditionnelle et aux invités de cultures européennes, à qui on peut offrir ainsi un repas aux couleurs locales dans l'espace approprié. A ce sujet, les témoignages de pieds-noirs et de certaines familles affirment que parmi leurs anciens voisins européens, certains aménageaient dans le même esprit une des pièces de leur logement.

Les chambres des enfants, adolescents ou jeunes adultes ne sont pas seulement les lieux du sommeil et du travail, elles servent aussi à recevoir les copains et copines. Ces chambres de jeunes, conçues et vécues comme un véritable espace de liberté, sont significatives d'une nette évolution des rapports parents/enfants, où le souci de

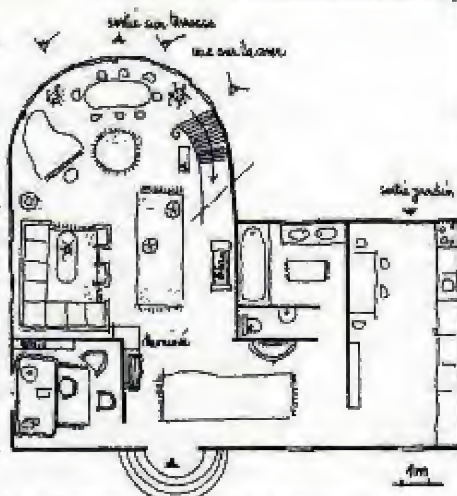
200-300

Garage et lieu de stockage et de jeux des adolescents. Lieu de répétition musicale avec les copains

300-400

1. Hall d'entrée, meublé d'anciens meubles turques, bois ciselé et marbre
2. Séjour sur double hauteur, bois vitré permettant une vue panoramique de la mer. Lieu meublé d'antiquités et d'objets de valeur. Lieu de réception et de détente des parents, musique.
3. Ensemble de la maison fait l'objet du site type d'aménagement et de décor
4. Cuisine et salle à manger de la famille
5. Bureau de travail des parents
6. Salle de bain et WC

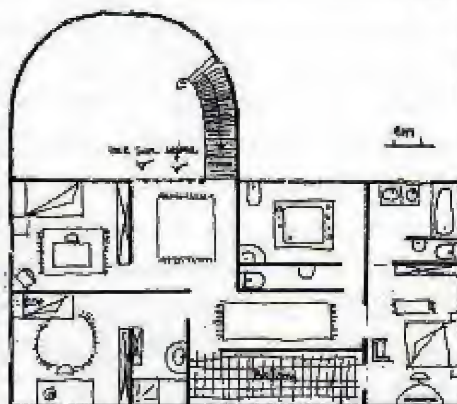
Jardin traité par un paysagiste, en plusieurs niveaux, avec tonnelle pour les repas l'été et solarium, un jardinier l'entretient régulièrement



PREMIER NIVEAU

1. Ch. des parents, 2. Ch. de la fille, lieu de travail scolaire et de réception des copains
3. Ch. du garçon, lieu de travail scolaire et de réception de copains
4. Salle de bain

Balcon utilisé uniquement par la femme de ménage pour aérer la literie



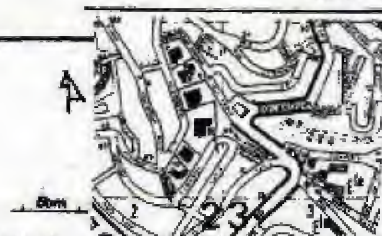
FACADE

- * Volume original, embelli par le toit arondi en tuiles, les fenêtres encadrées par des rangées de tuiles
- * Soubassement en pierres de taille et escalier arondi à l'entrée
- * La façade était volontairement cachée par les arbres que l'on ne taillait pas, et elle a été restaurée que récemment, car avant que la maison ne soit la propriété de la famille, elle craignait que la villa ne soit convoitée par quelqu'un de puissant



CARACTERISTIQUES DU LOT ET DU TIERCE

- * C'est l'un des quartiers huppés de la capitale, proximité d'ambassades
- * Lotissement très vert et aéré, car les lots sont de sup. importante
- * Sup. du lot 11000 et plus de 30000 de surface plancher, comprise au sol 30%



reproduction sociale cède le pas à une plus grande indépendance des enfants.

Cependant, une divergence apparaît entre les parents et les enfants quant au projet d'intégrer à l'habitat une activité économique. Dans la plupart des cas, les enfants considèrent qu'il faut organiser des activités au sein de la villa, *"ce qui permet de s'enrichir comme tout le monde"*. En revanche, les parents s'opposent à l'idée de ce projet à domicile, ou n'y consentent que contraints et forcés, car ils estiment que l'espace domestique doit échapper à ces pratiques de parvenus qui ne visent qu'à s'enrichir.

Dans ce type d'habitat, les espaces extérieurs jouent un rôle d'autant plus fondamental que la famille vit beaucoup dehors. Les jardins, balcons, terrasses, vérandas et autres espaces extérieurs font l'objet de soins particuliers. Le jardinage est une pratique fréquente des membres de la famille, même si, dans certains cas, c'est le jardinier qui fait l'essentiel du travail. Outre la multiplication des arbres fruitiers et des parterres de fleurs, des fontaines au décor mauresque ont été construites, de même que des bancs en maçonnerie, recouverts de céramique bleue et des pergolas de vigne sauvage tressée. Ces espaces, très fréquentés, sont le lieu de fêtes, de réceptions diverses et de barbecues. Ils constituent la même image de représentation sociale que la façade. Les façades restaurées sont montrées pour ce qu'elles sont : le reflet fidèle du goût et du niveau culturel des occupants des édifices auxquels elles appartiennent. Selon leur propos, les habitants se distinguent ainsi, des parvenus *"qui font des façades de leur villa, des panneaux d'exposition de matériaux importés"*.

B. LES MODES DE RÉAPPROPRIATION DE L'HABITAT.

Dans cette section nous poursuivons notre tentative d'établir une typologie de l'actualisation des représentations de l'espace par les habitants, mais en élargissant cette fois nos investigations au parc de logement conçu, soit par l'appareil technobureaucratique colonial ou celui de l'Algérie post indépendante, soit par les propriétaires dans un but de location, soit par les premiers habitants dans des contextes historiques antérieurs. Ce support architectural, composé de logements normés destinés à des habitants normés aux yeux des concepteurs, déplace notre intérêt vers l'étude des mécanismes de codification-recodification, d'interprétation-réinterprétation, et d'appropriation-réappropriation et afin d'en saisir toutes les facettes, il est nécessaire au préalable de comprendre le contexte et les motivations qui ont prévalu dans la production de ces formes d'habitat.

Pour saisir le contexte de la production de la plupart de ces logements, il faut comprendre l'esprit du Plan de Constantine qui a non seulement imprégné les réalisations de la période coloniale, mais aussi influencé les appareils technobureaucratiques algériens après l'indépendance. Les travaux de Michel MARIÉ (Paris, 1989) sur le sujet, en plus de leur caractère vivant décortiquent toutes les dimensions de la politique du Plan de Constantine. Michel MARIÉ (Paris, 1989, p. 46) définit le Plan de Constantine comme la mise en place du pouvoir de sujétion, ce concept emprunté à Michel FOUCAULT (1970) suppose une forme réformatrice du pouvoir qui s'inspire des courants hygiénistes, démographiques et urbanistiques français du début du siècle et qui met en scène l'appareillage des sciences sociales. Ce pouvoir, impliquant autre chose que l'usage exclusif des armes, caractérise la politique gaulliste pour tenter de sauver l'Algérie française. Selon Michel MARIÉ (Paris, 1989, p. 47), de GAULLE mit alors deux fers au feu :

ancienne, logée en général ailleurs, mais pour qui la Casbah est une mémoire vivante, se préoccupe et tente de sauver cet héritage.

Force est de constater que dans le vocabulaire architectural et urbain utilisé par la population algéroise pour présenter son nouvel habitat, on retrouve la terminologie qui désigne les espaces de la Casbah : *skifa*, *driba*, *west-eddar*, *bit el kâad*, *bit ediaf*, etc. Ces termes désignent des espaces nouveaux, mais restent connotés par leur ancienne acception.

l'action militaire et la mise en place du pouvoir de sujétion dont le Plan de Constantine constituait une des facettes les plus importantes. Cette politique se distingua par la libération totale de l'initiative technocratique française dont Michel MARIÉ (Paris, 1989, p. 36) souligne la frontalité, la rationalité de choc et l'audace. Les moyens mis en œuvre, la volonté d'agir vite et le pouvoir excessif des techniciens ont fait du Plan de Constantine un bouillon de culture technologique et administratif au bénéfice de la métropole (Michel MARIÉ, Paris, 1989, p. 32). Ainsi, les conditions de l'époque, faisant de l'Algérie un terrain libéré du carcan administratif de la métropole, le Plan de Constantine devait servir de plate-forme expérimentale et de ballon d'essai.

Le Plan de Constantine a donc eu des répercussions importantes aussi bien sur les méthodes et concepts à la base de l'aménagement de l'hexagone au cours des années 60 que sur ceux qui ont fondé la planification spatiale de l'Algérie après l'indépendance. A ce propos Michel MARIÉ exprime sa stupeur en constatant que, vingt-cinq années plus tard, le Plan de Constantine constitue encore la base conceptuelle de la planification algérienne. Par exemple, les schémas de développement d'Alger et les études d'aménagement régional proposées par le COMEDOR et repris par le CNERU plus tard, sont semblables à ceux conçus par l'Agence du Plan. Cette agence a été dirigée par DALLOZ et HANNING dont Michel MARIÉ déplore les pratiques urbanistiques parce qu'elles ne tenaient compte de la dynamique urbaine d'Alger et surtout de sa dimension sociale. C'est précisément ces pratiques urbanistiques, caractérisées à l'époque par la négation du corps social algérien et l'action à la fois paysagère, esthétique, constructiviste, et hygiéniste qui ont façonné de manière définitive la morphologie urbaine d'Alger.

L'analyse des propriétés spatiales de l'habitat produit dans le cadre du Plan de Constantine, en particulier les cités de recasement, révèle une attitude fréquente chez les aménageurs qui consiste à considérer les couches populaires comme les seules porteuses d'authenticité culturelle⁴⁰ et donc à organiser les plans des cités et des maisons conformément à la tradition. Cette retraditionalisation forcée ne constitue en fait que l'avatar d'une position de classe, celle dominante

⁴⁰ Une critique du concept "d'authenticité culturelle", que nous trouvons pertinente, se trouve dans l'ouvrage de Michel RAGON, "L'Architecte, le prince et la démocratie".

qui se penche sur les problèmes des milieux populaires à travers le prisme déformant de l'image qu'elle a de ces couches. Les pratiques urbanistiques après l'indépendance n'échappent pas non plus à ces représentations qui justifient aussi bien une retraditionalisation forcée qu'une modernisation ou une collectivisation forcées, comme l'illustre la conception des villages agricoles dans les années 70 où le hammam, lieu féminin dans la journée, est souvent au centre du village, à proximité de la mosquée ou du café !

1. La maison commune ou l'origine du processus d'urbanisation des habitants.

Le support architectural des pratiques d'appropriation étudiées dans cette section est composé des maisons de la Casbah et des *diar a'rab* des quartiers spontanés. Conçus par leurs premiers habitants dans des contextes historiques lointains, ces édifices se distinguent aujourd'hui par des caractères spatiaux très contraignants. La population d'exode rural, à son arrivée à Alger, s'est installée généralement en bidonville ou en maison commune qui deviennent ainsi le point de départ du processus d'urbanisation des familles et de leur itinéraire résidentiel. Les exemples de pratiques d'appropriation collective que nous présentons concernent trois maisons, deux à la Casbah et une à Chérarba. Ces maisons communes, que nous avons choisi de nommer ainsi parce qu'elles sont appropriées collectivement, sont organisées autour d'une cour qui dessert une série de pièces, un WC et un point d'eau. Chaque pièce est occupée par une famille distincte. En revanche, la cour, le WC et le point d'eau sont utilisés par l'ensemble des habitants de la maison commune.

La plupart des propriétaires des maisons de la Casbah résident dans d'autres quartiers, toutefois une des maisons étudiées est partiellement occupée par la mère et les fils du propriétaire. Le reste de la maison est occupé par des locataires. Ainsi nous examinerons les convergences et les divergences entre les appropriations d'une maison où réside encore les fils du propriétaire et le cas où elle est occupée exclusivement par des locataires. Pour ce qui est de l'image de la Casbah, les autorités, depuis toujours, ne s'en préoccupent que de façon sporadique ; les propriétaires se sont installés dans les beaux quartiers et les occupants, quant à eux, n'espèrent qu'une chose : être relogés ailleurs. Seule une couche sociale d'implantation urbaine

CASBAH,

cas 1, haute Casbah

TYPO. ARCHIT.: MEDINA

TYPO. DE L'APPROP.: LA MAISON COMMUNE

1er-2e-3e-4e-5e

Chaque pièce est louée à une famille d'une moyenne de six pers., des cuisines pour cuisiner sont aménagées soit à l'est, de la pièce, soit à l'ouest.

1. Toilette commune

2. Skiffa ou sas d'entrée

3. Vestibule, le centre de la maison, espace primordial pour les familles, "lieu où l'on respire", la galerie connecte prolonge les pièces trop étroites, lieu de détente et de tâches ménagères. Chaque famille a marqué sa portion de cour, par une bûche, du ruseau ou sa simple rideau.

PREMIER NIVEAU

Même modalité d'appropriation que le rez-de-chaussée, trois grandes pièces, partagées à l'intérieur par des rideaux et se prolongeant sur la galerie couverte

DEUXIEME NIVEAU ET TERRASSE

Occupée par les fils du propriétaire et la grand-mère, qui est née dans le quartier et qui ne veut pas le quitter malgré les pressions de la famille

1. Ch. de la grand-mère, lieu où elle prie et repose, lit en baldachin et ameublement traditionnel

2. Ch. des garçons, l'un cadre et l'autre étudiant, lieu de travail et de réception, ameublement traditionnel (banquette-lit garnies de coussins)

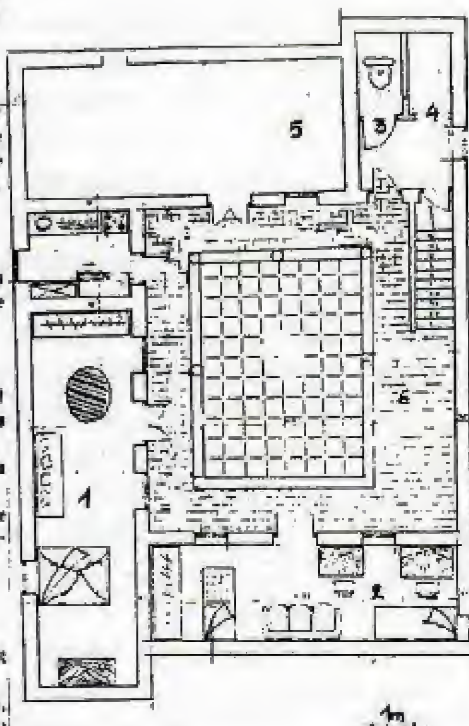
3. WC, cuvette anglaise, et placard

4. Sas d'entrée du deuxième niveau

5. Ch. quartier vide et inservable

6. Galerie de distribution, lieu de détente, de réception et siège de conseil l'été

N.B. La terrasse est un lieu partagé par tous les occupants, surtout les femmes pour le linge ou le séchage du couscous, et les fêtes



FAÇADES

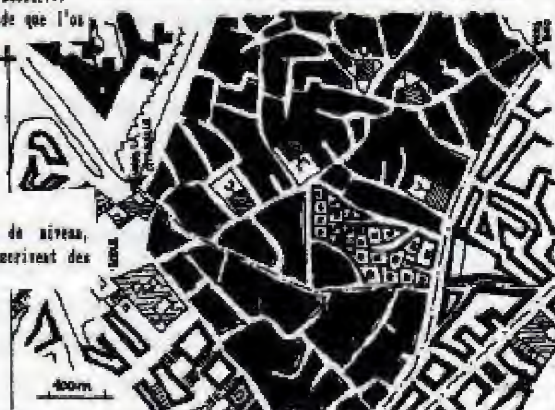
* La façade de cet habitat intériorisé est intérieure, elle donne sur la cour

* Malgré l'aspect vétuste elles conservent toute leur beauté, garde-corps en bois sculpté, bas reliefs en faïence, colonnes en tuf aculé, vitraux aux fenêtres, porte en bois massif...

Ce garde-corps est souvent couvert de literie blanche que l'on expose toute la journée pour l'aérer

CARACTÉRISTIQUES DU TISSU

Tissu se développant au gré des courbes de niveau, délimitant des parcelles irrégulières, où s'inscrivent des unités autonomes organisées autour d'une cour



CASBAH,

cas 2, basse Casbah

TYPO. ARCHI.: MEDINA

TYPO. DE L'APPROP.: LA MAISON COMMUNE

N.B. La maison dont la superficie plancher totale est de 46m², est organisée en deux petits appartements occupés chacun par une famille d'en moy. 10 personnes. Chaque log. occupe un niveau, la cour et la terrasse sont des espaces communs.

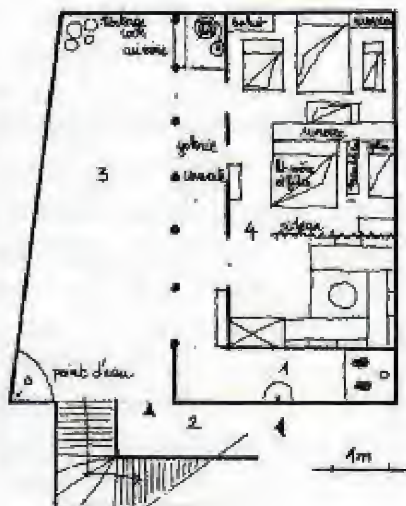
DES-DE-CHARGES

1. Toilette commune
2. Skiffa ou mas d'entrée
3. Vestibule, le centre de la maison, espace primordial pour les familles, "lieu où l'on respire", la galerie couverte prolonge les pièces trop étroites, lieu de détente et de tâches ménagères.
4. Initialement grande pièce, ensuite divisée en trois espaces; ch. du fils aîné, sa femme et quatre jeunes enfants; ch. des parents et des filles; pièce polyvalente, réception, repas, détente, la cuisine se fait dans la cour, la nuit ce lieu devient la ch. des garçons.

PREMIER NIVEAU

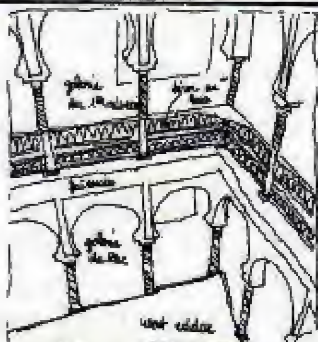
Même modalité d'appropriation que le rez-de-chaussée, une grande pièce se prolongeant sur la galerie couverte, partagée à l'intérieur par des rideaux ou des arceaux. La ch. des parents est au fond; celle des filles au centre; l'espace donnant sur l'entrée, reste séjour familial la journée pour devenir la nuit ch. de garçons (l'aîné ayant pu trouver où loger avec son épouse).

N.B. La terrasse est au lieu partagé par tous les occupants, surtout les femmes pour le linge ou le séchage du couscous, et les fêtes.



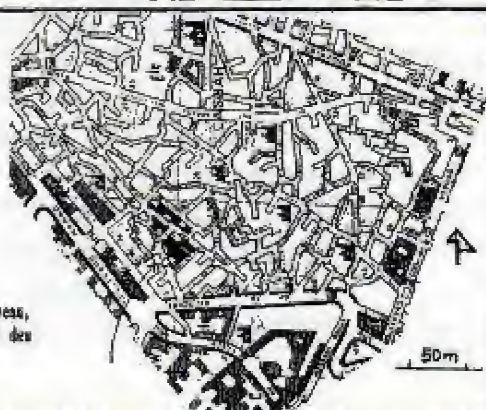
FACADES

- * La façade de cet habitat introuvable est intérieure, elle donne sur la cour.
 - * Malgré l'aspect vétuste elles conservent toute leur beauté, garde-corps en bois cintré, bas-reliefs en stuc, colonnes en tuf noué, vitraux aux fenêtres, porte en bois noué...
- Ce garde-corps est souvent couvert de literie humide que l'on expose toute la journée pour l'aérer.



CARACTÉRISTIQUES DU TISSU

Trame se développant au grès des courbes de niveau, déterminant des parcelles irrégulières, et s'inscrivent des maisons mitoyennes organisées autour d'une cour.



a) Une forte volonté de mobilité.

La propriété des maisons de la Casbah revient à une série d'héritiers qui occupent actuellement des fonctions de cadres, d'universitaires ou de techniciens. En plus des problèmes d'héritage, souvent non résolus, les propriétaires ont des contraintes importantes pour jouir de ce bien. La plus importante réside dans la difficulté de déloger les locataires en vu de restaurer le patrimoine familial. Cependant, même dans le cas où les propriétaires ont fait l'effort d'investir pour restaurer leur maison, ils souhaitent en partir, car ils considèrent que c'est l'ensemble du quartier qui doit être revalorisé. Pour ces derniers, restaurer sa maison à la Casbah, équivaut aujourd'hui "*à placer un petit palais dans un immense bidonville*" et "*vider la Casbah de ses intrus*" est un préalable à la restauration d'ensemble du quartier. C'est dans ces termes que sont envisagées les conditions de réappropriation de la Casbah par ses propriétaires. En fait, ces derniers revendiquent le changement du contenu social actuel du quartier et en font un préalable à tout investissement sur leur patrimoine.

Néanmoins, ces dernières années, encouragés par la volonté politique de restructurer le centre, les personnes concernées ont pris l'initiative de créer une association pour la sauvegarde de la Casbah. L'objectif est d'obtenir les logements nécessaires au déplacement des résidents actuels ainsi que les fonds d'aide pour une restauration d'ensemble. En 1996, un prêt de 70 millions d'écus a été alloué par la CEE à l'Etat algérien pour la restauration de la Casbah. C'est dire, au-delà de l'universalité de ce patrimoine, l'enjeu politique actuel de ce quartier dont la précarité sociale de la population et surtout la configuration spatiale de "citadelle imprenable" ont en fait un espace de replis du terrorisme, lequel joue également sur le registre de la mémoire de ce haut lieu de résistance contre le colonialisme.

La Casbah est devenue un quartier de transit qui a toujours connu une forte rotation de sa population. Les habitants des îlots qui menacent ruine sont relogés dans d'autres quartiers et cèdent ainsi la place à de nouveaux arrivants de précarité sociale encore plus importante, et ainsi de suite. De la même façon, les résidents du parc immobilier précaire, sachant que les opérations de logement social profitent en priorité aux habitants de la Casbah, occupent immédiatement les lieux libérés afin de pouvoir être relogés dans un HLM.

RES-30-CHERARBA

MAISON COMMUNE. habitant plusieurs familles
10 et 11, log. d'une famille de 6 pers.

10. Coin cuisine et lieu de toilette

11. Rep. polyvalent, lieu de sommeil, réception, repas et de détente

2, 3 et 4, log. venant d'être libérés par une famille de 8 pers.

2. Rep. polyvalent, lieu de réception, de repas, de détente (TV) et de sommeil des garçons adultes

3. Ch. du couple et des jeunes enfants

4. Coin cuisine

1, 5 et 6, log. d'une famille de 6 pers.

1. Cuisine et stockage

5. Rep. polyval., réception, détente (TV), repas, couture, sommeil des grands enfants et de la grand-mère

6. Ch. du couple et des jeunes enfants

12, log. d'une famille de 6 pers.

12. Ch. du couple et des enfants. Lieu de réception, cuisine, repas et détente

1. Espace planté de figuiers

2. Réserve d'eau et entreposage de boiseries

13. Cour. lieu collectif des tâches ménagères, toilette

14. Garage du propriétaire, lieu de bricolage

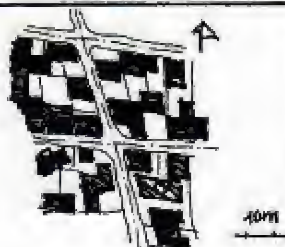
15. Rep. loué à un pharmacien



FAÇADES



CARACTÉRISTIQUES DU PAYS



La première maison analysée, située à la basse Casbah comporte trois niveaux et abrite des locataires au rez-de-chaussée et au premier étage. La mère et le fils cadet du propriétaire sont installés au deuxième étage. Le rez-de-chaussée et le premier niveau comptent au total huit pièces, chacune occupée par une famille distincte. La seconde demeure, située sur les hauteurs de la Casbah, abrite dans les deux pièces du rez-de-chaussée deux familles de proche parenté et à l'étage une famille sans lien de parenté avec ses voisins. Les chefs de famille ou leurs fils, quand ces derniers travaillent, sont soit de simples employés dans l'administration et les services, soit ouvriers du bâtiment ou chauffeurs d'entreprises. Il faut préciser que les rares membres de la famille qui ont un emploi ont de nombreuses personnes à charge, en l'occurrence : les chômeurs, les femmes au foyer, les personnes âgées et les jeunes enfants. Dans ces conditions, la solidarité familiale traditionnelle générale est loin de compenser le niveau économique très faible et la précarité de l'habitat qui produisent un mélange socialement détonnant. Si l'on considère l'espace habitable, sans le patio puisque c'est un lieu d'usage collectif, la surface serait de moins de 3m² par personne. Le surpeuplement de la Casbah, dont la densité de la population est estimée à 2000 habitants à l'hectare en 1988, est l'un des plus importants d'Alger⁴¹.

La gradation du public au privé des espaces de la Casbah, conçue initialement afin de protéger l'intimité des familles, est devenue totalement caduque. En effet, l'espace privé de la maison, en l'occurrence le *west eddar*, s'est transformé en lieu semi-privé, partagé quotidiennement entre des personnes étrangères à la famille. L'espace privé de la famille est aujourd'hui limité à la seule pièce qu'elle occupe. Les changements fréquents de voisins, la présence de jeunes chômeurs vécue comme une menace permanente par les autres familles, la promiscuité de la pièce où aucune intimité n'est assurée et la vétusté menaçante du logement contribuent à la détérioration de l'image du quartier et placent les habitants en situation d'attente permanente d'un déménagement éventuel. Les familles logées en maisons communautaires à Chérarba ont généralement les mêmes caractéristiques sociales que celles de la Casbah. Les résidents de Chérarba considèrent également ce type d'habitat comme transitoire,

⁴¹ Diagnostic sur le centre d'Alger, effectué par le CNERU (Centre National d'Etude et de Recherche Urbaine), rapport interne, 1988.

même s'il s'agit de constructions neuves, et mettent en œuvre tous les moyens possibles pour le quitter.

b) Appropriation temporaire.

L'étude des pratiques d'appropriation des familles dans la Casbah et, dans une moindre mesure, à Chérarba, fait apparaître une sorte d'ambivalence dont les manifestations extrêmes sont tantôt qu'elles développent des trésors d'ingéniosité pour rendre leur quotidien plus décent, tantôt qu'elles renoncent à faire quoi que ce soit. La promiscuité dans laquelle vivent ces familles les amène à structurer et codifier fortement l'utilisation de l'espace où se déroulent toutes les activités domestiques et la polyvalence des pièces ne signifie pas désordre dans l'utilisation et dans les utilisateurs. A la Casbah, les grandes pièces d'origine, organisées en longueur, ont été compartimentées à l'aide de rideaux, de meubles ou de cloisons qui les divisent en deux ou trois espaces hiérarchisés selon une protection progressive de l'intimité : l'espace à l'entrée de la pièce est considéré comme le lieu de séjour de la famille, celui du fond comme privé ; les autres permettent de gérer les transitions de l'un à l'autre. Généralement, le fond de la pièce est réservé aux couples les plus jeunes.

Cette division est aussi temporelle. Pendant la journée, les espaces sont aménagés pour les repas, pour regarder la télévision ou recevoir. Ainsi, les matelas en mousse sont disposés autour d'une *maïda* (table basse) et la literie est rangée en plusieurs piles contre les murs. La nuit, la literie recouvre toute la surface disponible et les places pour dormir sont distribuées, dans la mesure du possible, de façon à assurer l'isolement des jeunes couples ou des personnes âgées du reste de la famille et à séparer les adolescents de sexe opposé. Les chômeurs sont dehors toute la journée et ne rentrent à la maison qu'au moment des repas ou pour dormir. L'intérieur de la maison devient ainsi exclusivement l'apanage des femmes. La féminisation de la maison pendant la journée est un phénomène caractéristique des milieux populaires chez qui le modèle d'habiter reste proche de la tradition. La maison est symboliquement perçue comme un élément plus féminin que masculin au point qu'une présence trop importante de l'homme peut y être jugée dévalorisante et l'espace public est perçu comme plus masculin (Françoise BOUCHANINE, Rabat, 1991, p. 55). Le *west eddar* a perdu sa vocation initiale d'espace communautaire pour être

Casbah, avec toutefois une forte différence, la maison de Chérarba n'est pas vétusté. Mais le meilleur état de cet habitat ne modifie en rien le projet familial d'acquérir un logement "*à ne partager avec personne*", seulement dans ce cas il est difficile d'avoir le statut de sinistré.

Une question revient souvent à propos de la Casbah : après sa restauration qui seront ses résidents ? Les médinas restaurées de Tunis ou de Rabat sont souvent occupées par une population d'artistes qui attirée par la poésie du lieu, sacrifie certaines commodités que les propriétaires de la Casbah ne sont pas prêts d'abandonner, quand on connaît leur signification sociale, notamment les grandes et luxueuses salles de bain, les grandes cuisines et les jardins qui ne peuvent pas être insérés dans le tissu de la Casbah.

2. Densification et dégradation des cités de recasement du Plan de Constantine.

Les nombreuses opérations de logement social lancées à l'occasion du Plan de Constantine qui s'étaient fixé l'objectif de reloger la population de l'habitat précaire, notamment celle des bidonvilles, ont donné lieu à deux formes d'habitat, le HLM, dont on étudiera les modalités d'appropriation plus loin, et les cités de recasement. Les architectes concepteurs de cet habitat, destiné au plus grand nombre, tous plus ou moins adeptes de Le Corbusier, se disaient inspirés du bidonville et de la Casbah qui reflétaient, selon eux, les besoins de la population musulmane, mais en définitive, leur regard de fonctionnalistes définissait les espaces en terme de rationalisation maximum⁴². Ainsi, ils réduisent l'architecture de la Casbah au fait qu'elle enveloppe l'homme dans ses mouvements, bras levés au plafond, genoux à l'allège, pied à la marche et contremarche, main et coude aux justes mesures (Jean de MAISONSEUL, T.A., n°329, 1980). Pour ces concepteurs fonctionnalistes, cette gestuelle ne sera considérée que sous l'angle du dimensionnement du logement.

⁴² Consulter à ce sujet l'ouvrage de Jean-Jacques DELUZ, *Aperçu critique de l'architecture et l'urbanisme d'Alger*, 1983.

utilisé de façon fractionnée. Chaque famille utilise la portion du patio qui prolonge sa pièce et marque la frontière avec les autres familles, par des objets entreposés et des pots de fleurs. Parfois, cette partie privatisée de la cour est construite en bois ou en matériaux de récupération pour faire fonction de cuisine. Le reste des espaces de la cour ainsi que la terrasse sont organisés pour accueillir des activités collectives : lessive, étendage du linge, cuisson du pain, jeu des enfants, détente des hommes après le travail, etc. Les WC communs sont nettoyés à tour de rôle par les femmes de chaque famille. La terrasse, conçue à l'origine pour les rencontres et la détente de la famille, est souvent construite en partie et partagée entre locataires. En été, ces espaces permettent aux familles une aisance relative car les hommes dorment à ciel ouvert. Cette gestion collective des espaces communs révèle un réseau de sociabilité et de solidarité important entre voisins. Mais, lorsqu'un conflit apparaît, la promiscuité oppressante de ces habitants lui confère une dimension dramatique.

Les mécanismes permanents de structuration, de hiérarchisation et de codification, qui prévalent dans l'appropriation de l'espace, sont doublés d'un phénomène sporadique et contradictoire de dégradation-restauration. Tantôt le chef de famille et les siens passent tous les murs à la chaux, réparent, nettoient et embellissent les lieux, tantôt la famille pratique une appropriation temporaire des lieux. Tous ses gestes s'inscrivent alors dans le provisoire. Le ménage n'est fait que superficiellement, on n'investit pas dans l'ameublement ou le décor intérieur, on ne répare pas ce qui est cassé. On contribue même au processus de dégradation, qui mené à son terme, justifie le relogement de la famille par les pouvoirs publics. Cette pratique, qui induit de grands risques pour la famille, montre à quel point la précarité de l'habitat de ces familles est importante et combien est forte leur volonté de partir de la Casbah. La seule possibilité de partir qui s'offre à cette population captive du quartier, c'est d'être parmi les sinistrés, prioritaires dans les attributions de logements sociaux. Lorsque le propriétaire réside sur place, il devient une sorte d'arbitre entre les locataires, intervenant pour trancher à l'occasion les nombreux conflits qui surviennent autour de l'appropriation. Il veille également à ce que le processus de dégradation n'aille pas en s'accéléralant et il empêche toute sous-location.

Les pratiques d'appropriation des familles de la maison commune de Chérarba sont dans l'ensemble similaires à celles des habitants de la

DES-DE-CHARRON. plan initial et son occupation de 59 à 85.
date à laquelle le chef de famille devient propriétaire de la
maison et engage les transformations

1. Ch. des parents et des jeunes enfants, petite pièce
2. Pièce à usage polyvalent, réception, repas familiaux, ch.
des grands enfants et des aînés
3. Cuis. cuisine, jointe la place pour la cuisinière et l'évier
4. Toilette turque et lieu de douche
5. Cour, élément organisateur et d'éclairage, espace le plus
fréquenté, à usage polyvalent, tâches ménagères, réception,
repas déjeuné, soleil l'été, toilette quotidienne

Point d'eau

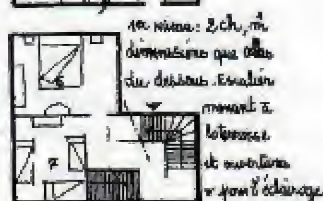
DES-DE-CHARRON. occupation après transformations

1. Ch. des parents, lieu de prière tout propre
2. Pièce, tenue propre et rangée pour la réception, meublé
modestement à la traditionnelle
3. Cuisine, rajout de placard et carrelage des murs
4. Toilette turque, organisée pour la douche également
5. La cour connaît, les scènes usages

Premier niveau et terrasse

6. Ch. du fils aîné et son séjour
7. Ch. des autres grands fils. Les filles étant mariées et
installées chez leur belle-famille
8. Terrasse, très fréquentée, substitut en partie de la cour,
lieu de détente de réception, de stockage de matériaux de
construction. De très peu de fleurs et plantes

N.B. Cette extension horizontale a rendu le ADC hostile et
sombre, mais la famille souligne le plus dans l'absence



la dépose 30m² habitable
ajouté 60m² habitable.

FACADE

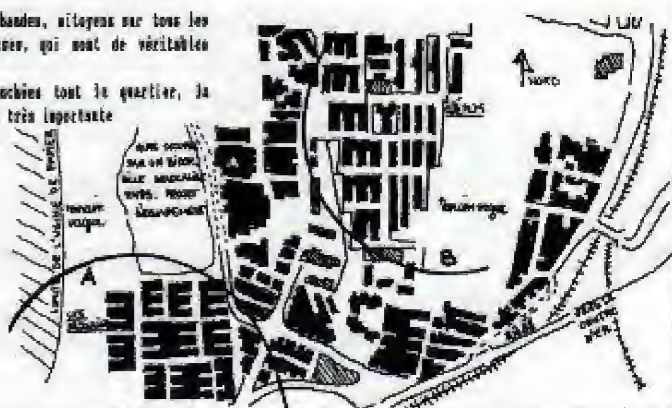
* Le seul percement de la façade initiale était la porte
d'entrée. Aujourd'hui une ouverture personnelle la façade et
l'embellie, car cette fenêtre fait l'objet de ses efforts de
décor, ferronnerie, pots de fleurs, vitres colorées



CARACTERISTIQUES DE TYPE

* Modules de bases assemblés en bandes, alignés sur tous les
côtés. défilant de 30m à 40m, qui sont de véritables
lieux de vie

* Ces transformations ayant touchées tout le quartier, la
densité des volumes construits est très importante



Dans le même esprit, l'analyse du bidonville Mahieddine par Roland SIMOUNET⁴³ fait ressortir les oppositions diurne/nocturne et homme/femme en terme de répartition fonctionnelle, les capacités d'évolution du logement et la trame qui permet l'entrée de la lumière et du soleil. Ces observations, qui seront à la base de la conception des cités de recasement, ont un caractère strictement formel et dimensionnel qui évacue la dimension sociale et culturelle de l'habitat et nie les processus d'appropriation. Le primat de la forme sur l'ordre socioculturel dans la démarche conceptuelle des architectes aboutit à des propriétés spatiales qui visent ce que nous avons qualifié précédemment de retraditionnalisation forcée. Subrepticement un modèle invisible et immatériel s'est intercalé entre le modèle "occidental" et les pratiques de réappropriation, alimenté de l'image que le concepteur a pu se faire des besoins, des aspirations et des valeurs des futurs usagers.

a) Des quartiers populaires.

Les deux cas étudiés se trouvent dans les cités de recasement les plus importantes d'Alger, Dessolier et La Montagne. Elles sont situées à l'Est de l'agglomération, à proximité des zones industrielles d'El Harrach. C'est d'ailleurs la raison essentielle pour laquelle la plupart de ces cités ont été implantées à l'Est de la ville. Beaucoup des premiers bénéficiaires des cités de recasement ont émigré après l'indépendance dans des logements vacants de meilleure qualité, cédant la place à une population plus vulnérable socialement. Nous avons déjà mentionné ces phénomènes de mobilité résidentielle et de substitution sociale à l'occasion de l'étude sur la dynamique de la structure socio-spatiale d'Alger.

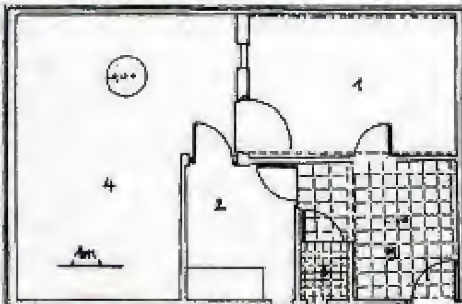
Après avoir émigré des Hauts Plateaux (Sétif et Batna) entre 1954 et 56, les familles se sont installées dans des maisons communes à l'Est d'Alger. La situation de précarité de l'habitat dans laquelle vivaient ces familles les a placées parmi les bénéficiaires des réalisations sociales du Plan de Constantine. Dès leur achèvement en 1959, les familles se sont installées dans les cités de Dessolier et de la Montagne. Les chefs de familles sont passés du statut de locataire à celui de propriétaire en

⁴³ Roland SIMOUNET étudia le bidonville de Mahieddine pour le CIAM de juillet 1953 à Alger. Il a conçu la cité de recasement de Djenan El Hassan, selon les principes inventoriés au cours de l'analyse de l'organisation spatiale du bidonville.

LA MONTAGNE TYPO. ARCHI.: CITE DE RECASEMENT DU PLAN DE CONSTANTINE
 continué de Hussein Day

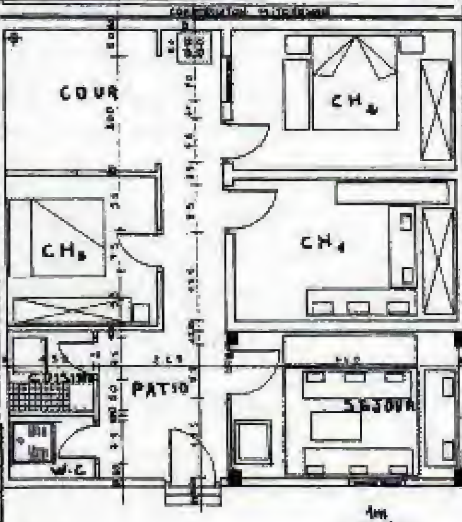
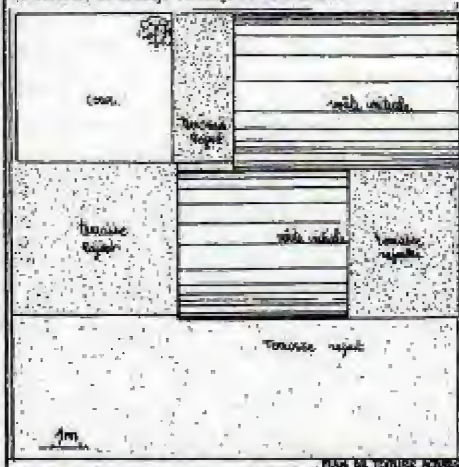
ME-M-CHARRER, plan initial et son occupation de 55 à 76, date à laquelle le fils aîné, après le décès du père, engage les premières transformations. Le fils, chef de famille devient propriétaire de la maison au 34

1. Pièce à usage polyvalent, ch. des parents et enfants, réception, repas familiaux
2. Coin cuisine, joint la place pour la cuisinière et l'évier
3. Toilette large et lieu de douche
4. Cour, élément organisateur et d'éclairage, espace le plus fréquenté, à usage polyvalent, tâches ménagères, réception, repas déjeuné, accueil l'été, toilette quotidienne
5. Cour d'entrée



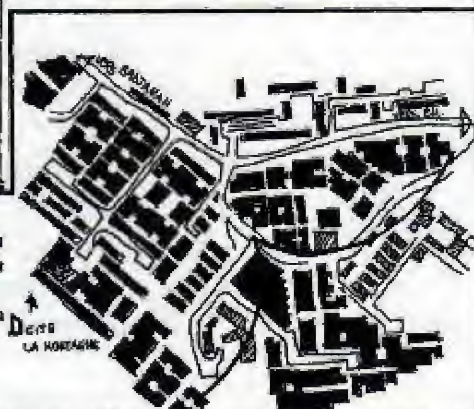
ME-M-CHARRER, occupation après transformations, les extensions horizontales de la maison se font sur la cour et une partie de la la rue

1. Ch. du couple et leurs jeunes enfants
 2. Ch. des garçons adultes et pièce de réception, meuble modérément à la traditionnelle
 3. Séjour familial, lieu à usage polyvalent, repas, réception, Y. ch. des jeunes garçons
 4. Lieu de préparation des repas, et cuisine
 5. Toilette large, organisée pour la douche également
 6. Ch. de la grand mère et de la seule fille de la famille
 7. Cour, lieu de tâches ménagères, de détente, de réception
 8. Lieu où est installé la cuisinière pour l'alération
 9. Lieu de toilette quotidienne, de préparation du repas et du pain
- M.S. La terrasse est accessible à l'aide d'une échelle, lieu de détente, de séchage du linge et de concours



FACADE

* Le seul percement de la façade initiale était la porte d'entrée. Aujourd'hui une ouverture personnalisée la façade et l'embellit, car cette fenêtre fait l'objet de ses efforts de décor, ferronnerie, pots de fleurs, vitres colorées



CARACTÉRISTIQUES DU TISSU

- * Modules de bases assemblés en bandes, répartis sur tous les côtés, définissant de très larges, qui sont de véritables lieux sociaux
- * Ces transformations ayant touchées tout le quartier, la densité des volumes construits est très importante

1983 grâce à la loi portant cession des biens de l'Etat. L'accès des habitants à ce nouveau statut a accéléré considérablement les transformations opérées dans les cités de recasement.

Lors de leur emménagement dans la cité, les chefs de famille étaient ouvriers dans la zone industrielle d'El Harrach. Au moment de l'enquête, un des chefs de famille était décédé et l'autre, retraité, fait du gardiennage. L'épouse de ce dernier qui était femme de ménage dans une municipalité est retraitée. Les enfants qui ont eu une formation et un emploi contribuent à rehausser le revenu familial. Ils sont cadres de maîtrise, techniciens, artisans et ouvriers mais aussi chômeurs. Les filles, lorsqu'elles n'augmentent pas le volume des personnes non actives au sein de la famille, sont mariées et installées chez la belle-famille. Par contre, l'installation des fils en ménage dans la maison familiale se présente comme la seule possibilité de logement qui s'offre aux nouveaux couples de ce milieu social. La cohabitation inter-générationnelle conjuguée au taux de natalité de ces quartiers, estimé parmi les plus importants d'Alger⁴⁴, se traduit par un très fort surpeuplement. Si la solidarité familiale vis-à-vis des chômeurs (filles et garçons) et des aïeuls contribue à atténuer les tensions sociales au sein de ces quartiers, elle augmente la précarité sociale au sein des familles. Ceci d'autant plus qu'elle n'est pas relayée par les pouvoirs publics.

b) Les processus de densification du quartier.

Aujourd'hui, la transformation de ces cités, conçues dans les règles de l'art du mouvement moderne, est pour le moins spectaculaire. Dès lors qu'un fils souhaite se marier, on fait coïncider cet événement avec l'acquisition d'un petit héritage ou la vente de quelques bijoux de la mère et la famille procède ainsi à l'extension de l'habitat. Les extensions des maisons se sont faites soit à l'étage, soit sur la cour, soit par l'appropriation d'une portion de l'espace public. A Dessolier, la famille a réalisé un premier étage et une terrasse accessible. A La Montagne, l'extension s'est faite sur une partie de la cour ainsi qu'une portion de la desserte piétonne. Dans ce dernier cas de figure, l'appropriation des espaces extérieurs s'accompagne toujours de la préservation de ceux strictement indispensables pour que la desserte

⁴⁴ Etude socio-démographique réalisée par le CNERU dans le cadre du PUD d'Alger, en 1983.

garde son caractère carrossable. Le tissu des cités de recasement conçu à l'image de la Casbah, selon les concepteurs, aujourd'hui ne lui ressemble guère que par la vétusté et la sur densification du bâti.

A Dessolier, le plan initial était organisé sous forme d'une cour qui dessert et permet d'éclairer deux pièces, un coin cuisine et les WC. Ainsi, la maison occupée par quatorze personnes était répartie le soir entre, dans une pièce, les parents et les enfants en bas âge et dans l'autre les aîeux et les adolescents. Ces derniers devaient être ainsi tenus à l'écart de l'espace d'intimité du couple parental. Rappelons que la surface habitable, sur laquelle s'effectuait cette structuration, était initialement de trente mètres carrés, soit deux mètres carrés par personne. Aussi, le mariage des filles ou le départ au service militaire d'un jeune homme, sont accueillis avec soulagement car ils permettent une aisance relative.

C'est précisément cette forte promiscuité et la négation des intimités multiples qu'elle suppose qui sont à la base de la nature et du rythme des transformations du quartier. A Dessolier, entre 1983 et 85, deux pièces ont été rajoutées au premier niveau et la terrasse a été rendue accessible. Elle reste d'ailleurs réservée aux extensions futures pour lesquelles le ferrailage est toujours en attente. Cette augmentation quantitative de l'espace a bien permis le desserrement de ses occupants, mais le rez-de-chaussée est devenu obscur et humide puisque la cour a perdu sa fonction d'éclairage et d'aération. L'extension de la maison coïncide avec les fiançailles des deux fils aînés, un événement qui va transformer la constitution de la famille et la hiérarchie des intimités à protéger, celle des jeunes couples devient dans ce cas de figure prioritaire.

La maison de La Montagne a connu le même processus entre 1978 et 1980, mais l'extension, cette fois, est horizontale. Elle s'est faite à la fois sur l'élément organisateur, la cour et sur la desserte piétonne publique. Dans ce cas également, nous assistons à ce double processus d'extension quantitative de l'espace conjointement à sa dégradation qualitative. Face à cette situation inéluctable, les constructeurs avouent n'avoir pas d'autre choix. Là encore, les transformations engagées par le père ont été déclenchées à la veille du mariage du fils aîné. Car si le mariage du fils est considéré fondamental pour la lignée, il constitue l'occasion d'arborer l'image sociale de la famille. L'habitat et les transformations engagées deviennent, à cette occasion, un moyen d'actualisation de sa position sociale aux yeux des autres.

Les extensions de la maison s'accompagnent également d'une transformation qui matérialise le passage d'un type introverti à un type extraverti. Les façades, initialement identiques pour l'ensemble des logements et composées seulement de la porte d'entrée, comportent toutes aujourd'hui une fenêtre avec parfois un balcon. C'est généralement les plus nantis dans le quartier qui ont construit ces balcons étroits et même s'ils sont rarement utilisés par les femmes pour éviter d'être regardées et par les hommes pour éviter d'être accusés de regarder chez les autres, ils ont un sens lié aux nouvelles images de représentation, notamment à la volonté d'identification sociale à un modèle culturel d'urbanité plus grande. Les transformations de la façade mettent également en évidence des efforts de personnalisation pour casser l'uniformité et la répétitivité. Les habitants utilisent alors leurs modestes moyens pour décorer et différencier la façade avec du fer forgé, quelques tuiles vertes, des pots de fleurs, des claustras, des briques en verre et des couleurs.

Les mutations des cités de recasement ont donné lieu à un nouveau type, d'une cellule type originelle caractérisée par l'uniformité et la répétitivité on s'est acheminé vers une sorte de conglomérat urbain très divers, doté d'un nouveau système de repérage et de reconnaissance. Ainsi, on indiquera la maison de x ou y par sa couleur, son balcon, le pied de vigne à l'entrée ou par une autre particularité de la façade, et on reconnaîtra les riches des pauvres à l'ampleur des transformations engagées.

Les résidents dont les maisons donnent sur les dessertes principales ont réservé un espace à usage commercial qui joue le même rôle dans les stratégies familiales qu'à Chérrarba. Une étude⁴⁵ sur les mutations du quartier de Bel Air à El Harrach, initialement cité de recasement, met en évidence la correspondance qui existe entre le niveau social atteint par la famille et sa localisation dans le quartier. En fait, la localisation de la maison dans une desserte principale donne la possibilité à la famille d'organiser des activités commerciales ou artisanales qui assurent incontestablement son ascension sociale. A l'opposé, les familles installées dans les impasses n'ont évidemment pas la même opportunité. Il en résulte une ségrégation sociale entre les habitants desservis par l'impasse et ceux dont l'habitat est situé sur des

⁴⁵ Mémoire de Magister sur *"les mutations urbaines du quartier de Bel-Air à Badjarah"*, soutenu par M. HAMECHE en 1987, à l'Ecole Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme d'Alger.

voies principales. Toutefois, la recherche par les habitants de l'urbanité de leur habitat n'est pas forcément, dans ce cas, l'expression de leur propre urbanité.

Toutes les actions de transformation de l'habitat des cités de recasement, menées de manière illicite, ont été régularisées par les pouvoirs publics au même titre que l'habitat illicite périphérique et sans exigences excessives. Ce qui laisse supposer qu'il y a de la part des pouvoirs publics sinon une reconnaissance de ces pratiques, du moins une volonté de régulation sociale pour tenter de prévenir les conflits qui peuvent naître de la carence de l'Etat sur la question du logement.

c) Une sociabilité importante.

Malgré tous les conflits entre voisins suscités par les pratiques de transformation de l'habitat, il y a au bout du compte un consensus social autour de l'appropriation du quartier. Une forte sociabilité apparaît ainsi dans le quartier, donnant l'impression d'une grande famille dont l'étroitesse des liens est directement liée à la proximité spatiale. Ainsi, dans une impasse, les voisins sont pratiquement des frères, dans la rue, des cousins et dans le reste du quartier, des cousins éloignés. Tous les événements qui touchent les familles, du type mariages ou autres fêtes, décès, fin du service national, sont vécus collectivement dans le quartier, les uns aidant la famille à préparer le repas et les gâteaux, les autres prêtant leurs matelas ou leurs chaises, etc. L'impasse ou la rue sont d'ailleurs appropriées pour la circonstance et la fête se déroule, pour les femmes entre le logement et l'impasse couverte par une immense bâche, pour les hommes dans la maison des voisins.

Cette sociabilité est mue soit par l'histoire commune des familles dans le quartier, soit par une origine régionale commune, soit par un même lieu de résidence antérieure. Ainsi la présence de micro communautés d'appartenance valorise considérablement les rapports de voisinage et sont à la base d'une solidarité aux formes multiples.

L'une d'elles, à l'initiative des femmes, ressemble exactement au système de la *gam'aiya* observé par Agnès DEBOULET dans les quartiers non réglementés du Caire. Il s'agit en fait d'une accumulation économique qu'un seul salaire ne permet pas de réaliser. Les femmes, par petit groupe cotisent mensuellement à un fond commun qui permet

d'établir un crédit tournant où une personne désignée à l'avance chaque mois empoche la totalité de la somme⁴⁶.

Les femmes, pour intégrer ce système de solidarité ou tout simplement pour contribuer à valoriser le revenu familial, développent un large champ d'initiatives qui va des travaux de couture ou de tricot à la préparation de mets à vendre, en passant par l'écoulement des marchandises du trabendo ou la revente de l'or au sein des familles. La place de génératrices de ressources que les femmes se sont constituées grâce au réseau de sociabilité du quartier leur confère du même coup un statut valorisant au sein de leur famille. Le porte-à-porte qu'elles pratiquent régulièrement et dont l'aire d'intervention dépasse celle du quartier, représente également un moyen de circulation de l'information. C'est en s'appuyant sur ce réseau de solidarité et de sociabilité, constitué de façon plus ou moins informelle, que les islamistes ont bâti leur emprise sur ce type de quartier. Comme au Caire (Agnès DEBOULET, Paris, 1994, p. 444), les islamistes ont conquis ces quartiers par la distribution mensuelle de denrées alimentaires aux familles nécessiteuses, des cours de rattrapage scolaire et des soins gratuits.

Toutefois, comme dans une famille élargie, il existe dans le réseau de voisinage de nombreux conflits qui atteignent parfois le drame. Mais les habitants s'évertuent à surmonter ces conflits afin de préserver la solidarité nécessaire pour faire face à l'adversité. Cette ambivalence des relations sociales au sein du quartier se complique au fur et à mesure des mutations et des représentations sociales, et fait naître des rivalités et une volonté de distinction et d'indépendance particulièrement chez les plus jeunes. Le discours des jeunes ménages dont le souhait est d'avoir les moyens de se détacher de l'espace familial, renvoie en partie à ces mutations. La vie dans la famille et dans le quartier est subie comme une contrainte par les jeunes couples

⁴⁶ La même forme de solidarité est observée au Sénégal par C. DUPUY, *Les Associations villageoises au Sénégal, fonctions économiques et modalités de financement*, in Tiers-Monde, 1990. Cette action prend la forme d'une couverture des soins médicaux, financée par les cotisations des membres. S. LECHTIMY, décrit l'existence d'une même pratique en Martinique, dénommée "sou-sou", sorte de banque populaire sans banquier, consiste à cotiser mensuellement une somme fixe, déterminée au départ par plusieurs personnes. L'ensemble de la cotisation est reversée mensuellement, tour à tour, à chacun des membres du groupe.

qui affirment que, si les moyens se présentaient, ils quitteraient la maison familiale et le quartier sans regret. Ces mutations concernent également les femmes qui vivent cruellement le contrôle social au sein du quartier et ce n'est qu'à l'extérieur de celui-ci qu'elles se sentent libérées des mentalités rétrogrades.

Les habitants, conscients de l'image négative de leur quartier et de sa marginalisation dans la structure urbaine en tant que lieu du désordre social, agissent simultanément pour le valoriser et pour en partir. Cette volonté des habitants de partir, "de fuir" exprime aussi le refus de porter les stigmates de la population de ces quartiers populaires. Seulement, personne n'achète ces logements, sauf les voisins, à des coûts dérisoires qui sont loin de permettre l'acquisition d'un appartement ailleurs.

d) Les modalités de gestion de la pénurie d'espace.

Les pratiques d'appropriation observées dans les cités de recasement consistent essentiellement à gérer la promiscuité avec, comme souci principal de donner un peu d'intimité à chacun. Les pièces sont d'usage polyvalent, en raison du surpeuplement de la maison, mais leurs modalités d'utilisation et d'organisation restent précises. La chambre du jeune couple, partagée parfois avec les jeunes enfants, est protégée de toute incursion extérieure. Lieu de l'intimité du couple, prioritaire dans la hiérarchie des espaces à protéger, elle prend plutôt place au fond de la maison ou à l'étage. Dans ce système hiérarchique de protection des intimités, le dernier couple constitué est toujours prioritaire. La chambre du nouveau couple est volontiers montrée aux femmes étrangères à la famille afin de présenter son ameublement et sa literie, tous deux fruits d'investissements familiaux coûteux à l'occasion du mariage. C'est là un autre lieu typique qui permet de restituer aux yeux du corps social son rang.

Une pièce fait fonction de lieu de réception, le jour et de chambre à coucher des adultes masculins la nuit. Elle est maintenue propre et ordonnée dans la journée et fait l'objet des rares et modestes initiatives d'ameublement et de décor. Le statut donné par la famille aux adultes masculins, surtout lorsqu'ils travaillent, est justement signifié par la réservation de cette pièce pour leur sommeil. La pièce du séjour familial est l'endroit où se prennent les repas, où l'on regarde la télé, où l'on reçoit les proches mais également le lieu où dorment les jeunes garçons ou les filles. Même si ces dernières travaillent et contribuent

au revenu familial, elles sont placées en second plan dans l'affectation des espaces. Espace à usages multiples, le séjour familial est moins ordonné et plus dénudé que le précédent.

La cour, malgré sa couverture et son rétrécissement, reste un véritable centre de vie qui comble tous les manques à gagner des autres espaces. Elle prolonge l'espace domestique des femmes et devient fréquemment un espace de détente, de réception, de jeux des tout petits et de sommeil des jeunes gens en été. Les toilettes turques font office de douche occasionnelle puisque la famille fréquente le bain maure du quartier. La toilette quotidienne se fait dans la cuisine ou au point d'eau installé dans la cour.

Dans les cités de recasement, la polyvalence des espaces, comme dans le cas de la maison commune, est plus le résultat des conditions de promiscuité dans lesquelles vit la famille, que l'expression d'un modèle d'habiter. Cette polyfonctionnalité contrainte par les propriétés spatiales de l'habitat suppose de composer à chaque moment du jour et de la nuit avec les caractéristiques de chaque membre de la famille en fonction de son âge et son sexe pour chaque type d'activité. Quand l'exiguïté du logement force à de telles cohabitations permanente, le niveau d'insatisfaction exprime une double perte, celle de la représentation sociale et celle de l'intimité menacée et niée par l'irruption toujours possible des autres. Dans ce cas, on note la tentative de spécialisation, à l'intérieur d'une même pièce, de deux sous-espaces (réception et chambre à coucher) qui est une des manières d'atténuer cette insatisfaction.

3. Les processus d'adaptation aux besoins.

a) Les modalités d'accès au logement.

Les processus d'adaptation aux besoins sont les modalités d'appropriation observées dans l'habitat de Ben Omar et de Hussein Dey. Situés dans des lotissements réalisés pendant la colonisation, ces exemples correspondent à des édifices qui étaient respectivement destinés à des chemineaux et des ouvriers. Ces deux cas permettent d'illustrer une autre facette de la réappropriation à l'indépendance des lotissements de l'époque coloniale. La famille de Ben Omar dont la mère, lingère à la retraite, est le chef de famille, représente une exception dans le lotissement car il est généralement occupé par des

1^{ER}-DE-CHAMERIE

M.M. A l'origine le ROC était sur pilotis. La mère l'a transformé en deux appart. pour loger les deux fils aînés et leur épouse. Ils sont organisés de la même façon, les espaces y sont très propres et bien rangés, il y a une concourance entre les belle-mères sur ce plan

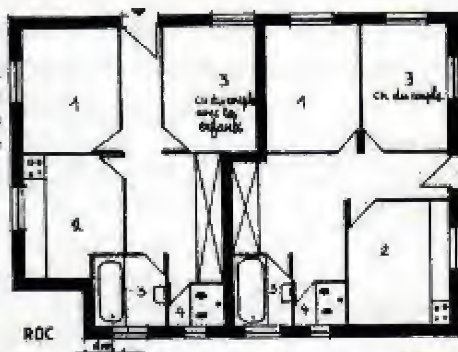
1. Séjour utilisé pour la réception et comme ch. d'avis. meublé de façon traditionnelle

2. Cuisine avec coin repas

3. salle de bain

4. Toilette turque

5. local loué à un parfumeur



PREMIER NIVEAU

M.M. Occupé par la mère et le reste de la famille

1. Ch. de la mère et lieu de détente

2. Ch. de réception des invités et séjour familial

3. Séjour et salle à manger, meubles en velours, table basse, bibliothèque, réservé aux invités exceptionnels

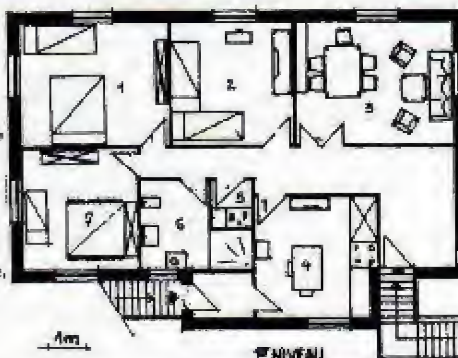
4. Cuisine, avec coin repas

5. Toilette turque

6. Salle de bain

7. Ch. des filles

La cour est partagée entre les belle-filles et la mère, utilisée pour les tâches ménagères, café et détente



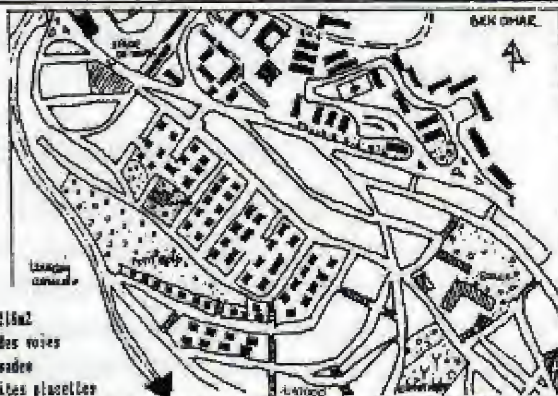
FAÇADES

* La mère a reconstitué la même façade au ROC que celle de premier niveau, dans le souci de ne pas se singulariser par rapport aux voisins, auxquels elle s'identifie. Volets en bois, balcon, toit en pente couvert de tuiles, arcades et galeries.



CARACTÉRISTIQUES DU LOT ET DE TISSU

- * Sup. 41m², emprise au sol 11X, sup. plancher 21m²
- * Trame orthogonale, l'acte défini par le tracé des voies
- * Proximité d'un cimetière, d'un bois et d'ambassades
- * Quartier très vert et arboré, ponctué par de petites places



KEL-SE-CHAMOUK

1. Séjour familial, TV, repas. La nuit utilisé par les garçons pour dormir

2. Séjour traditionnel peuplé de divans et table basse. Ch. des filles la nuit. Ce privilège est lié au fait qu'elles travaillent

3. Ch. des parents

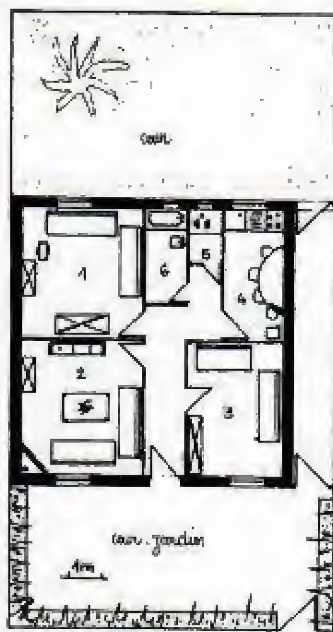
4. Cuisine

5. Toilette lavage

6. Salle de bain

7. Cour utilisée par la famille pour les tâches ménagères, café et détente

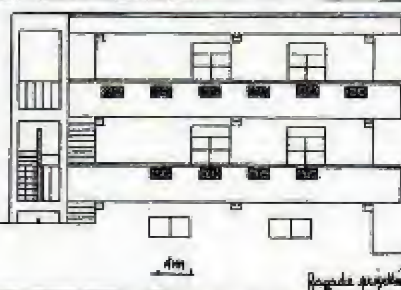
N.B. La maison est en cours de destruction pour la réalisation d'une maison plus grande à étage, où chacun a sa ch. Pratique générale dans le quartier



FACIENS

Aspect modeste, volets en bois, balcon, toit en pente couvert de tuiles

N.B. la façade de la maison projetée est similaire à celle des nouveaux lotissements

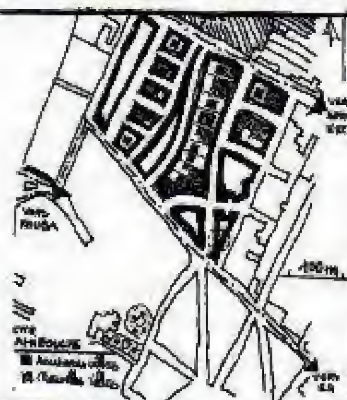


CARACTERISTIQUES DU LOT ET DU TIRAGE

• Sup. 1612, exprise au sol 600, sup. plancher 612

• Tracé orthogonal, îlots définis par le tracé des voies

• Quartier en totale transformation. Les petites villas sont détruites pour laisser place à des immeubles à plusieurs étages. Les jardins donnant un aspect verdoyant et aéré au quartier disparaissent, produisant une forte densité



cadres, hauts fonctionnaires, médecins, avocats... En revanche, le lotissement de Hussein Dey, destiné déjà à l'époque aux ouvriers de la zone industrielle de cette localité, a été réapproprié par des catégories sociales similaires. Dans le cas étudié, le père est chauffeur dans une entreprise d'Etat. Arrivées à Alger en 1962, ces deux familles ont transité par des cités de recasement, libérées à la même période par leurs premiers résidents, avant de participer au large mouvement spontané qui consista à squatter les lotissements vacants à l'indépendance.

Sauf dans le cas où les maisons ont été achetées aux européens, les lotissements de la période coloniale ont été squattés soit par la population algéroise constituée de plus anciennes migrations, soit par des gens arrivés plus récemment et de niveau économique inférieur. La régularisation de cette situation par l'Etat a induit de nouvelles mobilités dont le catalyseur a été la politique des loyers. De nombreuses familles dont le pouvoir d'achat ne permettait pas de régler les loyers fixés, choisirent de vendre le "pas de porte" et de résider dans des quartiers à loyer modéré. L'intérêt du cas particulier de Ben Omar illustre une catégorie de gens exonérés de loyer, en l'occurrence les veuves de martyrs et leurs enfants. C'est là, la raison essentielle du maintien de ces familles modestes dans des lotissements réappropriés généralement par des couches socialement plus nanties. L'amélioration du statut social de cette famille est due au revenu que procure la location du garage à un commerçant. Par contre, dans le lotissement de Hussein Dey, au contraire, la population ouvrière, installée à l'indépendance s'est maintenue après la mise en place de la politique des loyers qui sont restés modérés dans ce quartier à cause de la proximité des industries et de la faible taille des logements et des parcelles.

b) Transformations et substitution du type d'habitat.

Contrairement aux modalités d'appropriation propres aux habitants des lotissements coloniaux plus riches, qui consistaient simplement à préserver et à embellir les lieux, celles des résidents de la villa de Ben Omar et de Hussein Dey aboutissent à des transformations qui donnent naissance à un nouveau type d'habitat. A Ben Omar, la veuve a transformé la maison de façon à loger ses deux fils, respectivement mécanicien et ouvrier du BTP et leurs ménages. Treize personnes

résident actuellement dans cette villa transformée en immeuble familial. Ainsi, le rez-de-chaussée, auparavant sur pilotis, a été aménagé en deux petits appartements de deux pièces chacun, équipé d'une cuisine et d'une salle de bains. Le premier niveau reste occupé par la mère et ses filles, deux jeunes femmes techniciennes de profession.

Les transformations s'accompagnent, dans ce cas, d'une recomposition scrupuleuse de la façade selon le tracé régulateur d'origine. Cette pratique est présentée par les habitants comme une volonté de préserver l'aspect extérieur de leur quartier parce qu'il leur plaît. En fait, cette famille dont les moyens sont sensiblement inférieurs à ses voisins, s'est fixé l'obligation de respecter les pratiques des résidents du quartier, particulièrement la reconstitution fidèle de la façade originelle en cas de travaux. Si l'un des habitants déroge à cette règle implicite, il est mis à l'index, traité de parvenu et de personne sans goût. Par cette pratique de reproduction mimétique de la façade, la famille cherche en définitive sinon à se fondre dans le groupe social de son quartier du moins à en porter les signes sur la façade.

Dans le lotissement de Hussein Dey, les transformations ont au contraire radicalement changé la physionomie du quartier, seulement quelques rares villas rappellent la nature du tissu d'origine. En effet, au cours des années 80, une pratique frénétique générale dans l'ensemble du quartier, consistait à détruire l'ancienne bâtisse pour reconstruire progressivement l'immeuble familial destiné à loger tous les fils mariés. Les nouvelles constructions, de volumétrie massive et de hauteur élevée, occupent quasiment l'ensemble du lot en mitoyenneté et en contiguïté avec la maison voisine. Ce processus de formation d'une morphologie urbaine nouvelle, similaire à celle de l'habitat à forte densité de Chérarba, correspond à la substitution d'un type à un autre. Dans ce cas, le type originel conçu pour une population européenne dans un autre contexte ne correspondait plus aux représentations des habitants actuels.

Ces transformations, généralement illégales ont considérablement détérioré les rapports entre voisins, notamment, entre ceux qui ont construit et ceux qui ne l'ont pas encore fait. Ainsi, des conflits éclatent autour des modalités de reconstruction car des vues sont supprimées, l'ensoleillement est réduit, des vis-à-vis sont créés, etc. Ces conflits autour de la réappropriation du quartier attisent en fait les

rivalités entre ceux qui arrivent à améliorer leur situation sociale par le biais de l'habitat et ceux qui n'y parviennent pas.

A Hussein Dey, la maison en passe d'être détruite pour laisser place à un immeuble familial du type de Chérarba fait à peine soixante mètres carrés et compte onze occupants, soit cinq mètres carrés par personnes. L'intérieur est approprié comme dans les cités de recasement. De la même façon, on gère l'exiguïté de l'espace par le biais d'une structuration de la polyvalence de l'usage des différentes pièces. L'opération de substitution de l'immeuble familial à la petite villa, traduit en fait la mobilité sociale de la famille obtenue grâce à l'acquisition par les enfants d'une formation et d'un emploi. Ces derniers, aujourd'hui cadres ou techniciens, mettent en commun leurs revenus ainsi que leurs relations pour construire un habitat conforme à leur nouveau statut. Pendant la réalisation de l'édifice, la famille prévoit de loger occasionnellement dans l'appartement de fonction acquis par l'un des enfants.

4. L'espace non extensible du HLM.

a) Des itinéraires sociaux différents.

Les pratiques d'appropriation de la population des HLM sont illustrées par quatre cas dans les ensembles du Plan de Constantine, à savoir, Climat de France, Diar El Mahcoul, Fougeroux et la Concorde. Le cinquième cas, représentatif de réalisations plus récentes, est situé à Badjarah. L'ensemble des familles résidait avant l'indépendance dans des maisons communes de la Casbah ou dans d'autres quartiers précaires d'Alger. C'est au titre de familles sinistrées qu'elles ont pu accéder à des logements sociaux. Au moment de leur installation, les familles comptaient 6 à 12 membres et étaient caractérisées par une moyenne de deux actifs pour six personnes. Comme pour les habitants des cités de recasement, la solidarité familiale prend en charge les chômeurs, les femmes au foyer et les aîeux.

Malgré une même solidarité familiale, notamment la mise en commun des revenus, ces familles se retrouvent au terme de leur itinéraire social dans des situations différentes. Certaines se retrouvent piégées dans un statut économique précaire, du essentiellement au nombre de personnes à charge qui pèse lourdement sur celui des actifs trop faible. Ce décalage est par ailleurs aggravé par la vulnérabilité de la

M.B. Le plan initial et son occupation de 56 à 65, date à laquelle le fils aîné s'est marié, et où les premières transformations sont engagées. La pièce de famille devient propriétaire de la maison en 84

1. Ch. des parents
2. Pièce polyvalente, réception et repas le jour, ch. des enfants la nuit
3. Toilette turque et lieu de douche.
4. Cuisine, juste la place de la cuisinière et de l'évier
5. Logis

Après transformations, l'espace est approprié de la façon suivante:

1. Ch. des parents et lieu de prière
2. La pièce a été rétrécie pour agrandir le reste des espaces, séjour familial, lieu à usage polyvalent, repas, réception. 70, ch. des enfants et de la jeune sœur, dont l'espace est organisé près de la ch. des parents
3. Toilette turque
4. Douche et lavabo, petite extension sur la pièce centrale
5. Ch. du couple, le fils et son épouse, organisée dans l'espace initial de la cuisine, petite extension sur la pièce centrale
6. Cuisine organisée dans l'espace initial de la logis, petite extension sur la pièce centrale

Occupation initiale



Occupation actuelle



4m

FACADES

Les transformations quasi générales ont produit une façade constituée de matériaux hétéroclites, als., bois, parpaings, briques etc

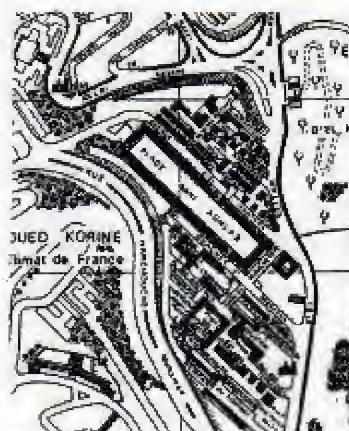
façade après travaux

façade initiale



CARACTÉRISTIQUES DE TIERS

L'appart. donne sur la place des 300 colonnes, espace bruyant et sale, approprié par les jeunes chômeurs, les vieux et les enfants, chacun dans un lieu précis



profession exercée. D'autres s'en sortent à peine, parce que le décalage entre les personnes à charge et les actifs continue à peser. D'autres enfin échappent définitivement à la précarité sociale, grâce au niveau de formation des enfants et aux fonctions professionnelles qu'ils exercent qui garantissent des revenus suffisants. Dans le dernier cas de figure, les enfants qui ont acquis une bonne situation sociale utilisent ensuite leurs relations pour aider les plus jeunes soit à accéder à une formation professionnelle, soit à acquérir un emploi, soit à s'installer à leur compte. C'est précisément cette dynamique de solidarité au sein de la famille qui lui permet d'augmenter son pouvoir d'achat et, par-là même, d'améliorer ses conditions d'habitation.

Si les familles ont les mêmes caractéristiques sociales de départ, elles parviennent à des situations différentes par des itinéraires variés. Il y a en effet une sorte de tri qui s'opère entre les familles dont la situation sociale et l'habitat se dégradent et celles qui, au contraire, parviennent à s'en sortir.

Malgré le fossé creusé par ces différences d'itinéraire, le sentiment d'appartenance de familles à la communauté du quartier reste très fort. La notion de *houma*, qui veut dire quartier mais avec une forte connotation d'appartenance communautaire, est à la base de solidarités multiples. Par exemple, si un membre du quartier est dans le corps médical, il se fera un devoir d'obtenir rendez-vous et médicaments pour les habitants de sa *houma* et s'il est dans l'administration, il fera également profiter le voisinage de sa position. Cette notion de communauté d'appartenance liée à la *houma* est tellement sacralisée par les habitants de ces quartiers qu'ils ne comprennent pas comment aujourd'hui des islamistes de leur *houma* peuvent assassiner leurs voisins.

Les habitants de ces cités entretiennent entre eux d'autant plus de relations d'entraide et de solidarité qu'ils sont arrivés en même temps et ont éventuellement suivi le même itinéraire. Les formes de sociabilités de cette communauté d'appartenance sont similaires à celles des cités de recasement, par exemple, le mariage se fait selon la même entraide, seulement la bâche sous laquelle se déroule la fête, protège la coursive ou la terrasse au lieu de l'impasse. Ces rapports de solidarité se placent parfois sur le terrain de l'amélioration de la vie dans la cité et donnent lieu à une série d'initiatives allant du nettoyage au ravalement des façades, en passant par le jardinage des espaces extérieurs, la réparation des boîtes aux lettres ou des serrures cassées.

BADJARAH,
commune de Hussein Day

TYPO. ARCHI. : LOG. SOCIAUX DE REALISATION RECENTE
TYPO. DE L'APPROP. : L'ESPACE NON EXTENSIBLE DU HLM

M.M. l'appart. est partagé entre deux meeurs revenues dans le log. familial après divorce. Après le décès de la mère les conflits entre les meeurs n'étant exorcisés, les espaces ont été divisés

1. Séjour garni des meubles hérités de la mère. lieu réservé à la réception, utilisé à tour de rôle par l'une et l'autre meeur. Cette pièce sert aussi de ch. au garçon de la famille (objet de compromis)

2. Ch. d'une des meeurs et sa fille, pièce à usage multiples (repos, TV, travail scolaire, réception, sommeil...)

3. Ch. de l'autre meeur et sa fille, pièce à usage multiples

4. Cuisine utilisée à tour de rôle

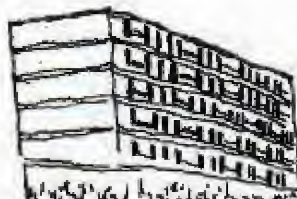
5. Salle de bain. S. WC

M.M. les balcons dans le prolongement des ch. ont servi à agrandir ces pièces. La logia prolongeant la cuisine est utilisée pour l'étendage de linge



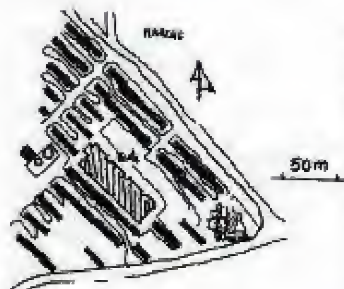
FAÇADES

4 Façades tristes caractérisant le HLM, pour reprendre les termes des habitants. L'extension des pièces sur les balcons, qui est une pratique quasi générale, a donné lieu à un amalgame de matériaux hétéroclites sur la façade (briques, alu., bois, tôle ondulée)



CARACTERISTIQUES DU TISSU ET DU LOT

* Tissu discontinu. des parallélogrammes posés tous avec la même orientation, en casernement, définissant une série de vides urbains, que les habitants ont tant bien que mal aménagés en petits jardins, espaces de jeux et parkings



Mais ces efforts sont souvent vite anéantis, parfois par ceux-là mêmes qui les ont initiés, exprimant par des graffitis sur les murs et des actes de dégradation leur rage de l'exclusion scolaire, du désœuvrement et de la marginalisation sociale. Au Climat de France, les jeunes ont attribué à leur cité le sobriquet de "Climat de Souffrance", c'est dire leur mal vie.

Les espaces extérieurs de ces cités sont généralement le territoire de prédilection des jeunes et des vieux retraités. Chaque catégorie marque son espace, qui lui devient exclusif et elle y passe des journées entières. Les jeunes choisissent les lieux les plus fréquentés, ceux qui offrent un peu de spectacle, par exemple le passage des lycéennes ou les espaces désertés propices au deal.

b) De la division au dédoublement de l'espace habitable.

Les modalités d'appropriation de ces logements surpeuplés sont semblables à celles des habitants des cités de recasement, même si l'espace n'offre pas les mêmes possibilités d'extension. Toutes les maisons connaissent des transformations liées aux besoins des familles, cependant certaines poursuivent ce processus et d'autres sont stoppées par les possibilités réduites de l'espace et par l'insuffisance de leurs moyens économiques.

La subordination des modalités de transformation aux possibilités qu'offrent les propriétés spatiales de la maison ainsi qu'aux moyens de la famille donne lieu à des solutions différentes. Souvent, l'exiguïté des logements et le besoin de privatiser l'espace de l'entrée poussent les habitants à annexer une partie des coursives ou des paliers de distribution. Les mêmes pratiques apparaissent à travers l'analyse de l'habitat économique au Maroc où, souligne Françoise BOUCHANINE (Rabat, 1991, p. 122), la recherche d'annexion de l'espace extérieur n'est plus alors à diagnostiquer avant tout comme un débordement dû à la sur densification et à l'exiguïté des logements mais comme une des modalités d'adaptation à un habitat où la transition entre espace privé et public est un peu brutale.

- Une translation.

En 1958, au Climat de France, l'organisation du logement dont la superficie est d'environ 30m², s'est faite au départ selon le schéma suivant : l'entrée donne sur une pièce centrale d'usage polyvalent autour de laquelle sont disposés une chambre plus petite, une cuisine

LA CONCORDE
commune de Sirménie

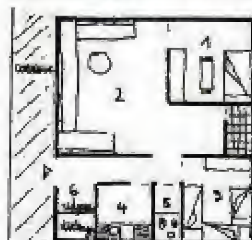
TYP. ARCHI. : GRANDS ENSEMBLES DU PLAN DE CONSTANTINE
TYP. DE L'APPROP. : L'ESPACE NON EXTENSIBLE DU HLM

E.R. Ce cas présente trois formes d'appropriation liées à la composition de la famille

Première étape. de 1965 à 1970, l'appart. appartenait à la grand-mère, qui recevait sa fille et ses enfants après un veurage

1. Ch. de la grand-mère
2. Pièce polyvalente, réception et repas le jour, ch. des enfants la nuit
3. Ch. de la mère, 4. Cuisine, 5. Toilette turque, 6. Hall d'entrée prolongeant la cuisine

M.M. Avant son décès la grand mère déplace la cuisine dans le hall d'entrée et installe une salle de bain à la place de la cuisine



4m

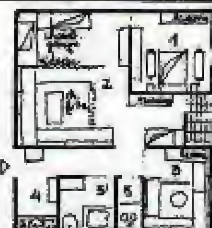
Deuxième étape. 1970 à 75, la mère après le décès de la grand-mère propose à son jeune frère de s'installer avec elle

1. Ch. du frère
2. Séjour familial, utilisé la nuit par les enfants
3. Ch. de la mère



Troisième étape. le frère se marie, fait des enfants, les conflits éclatent et la maison est utilisée de façon "séparée"

1. Ch. du couple
2. Séjour familial utilisé par la famille du frère, la nuit ch. de ses enfants
3. pièce où s'est retranchée la mère et ses enfants, lieu de réception, repas, TV ...
4. Cuisine utilisée à tour de rôle pour la préparation des repas



FAÇADE

• Une transformation sur la façade liée à l'extension des pièces sur les loges, extérieurs hétéroclites, etc., bois, parapets, briques...

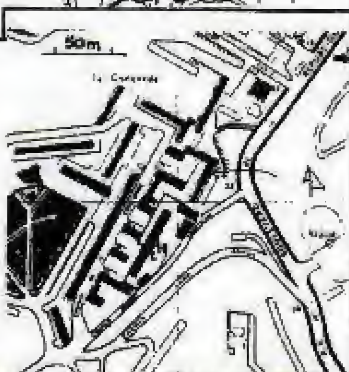


50m

CARACTÉRISTIQUES DU TISSU

• Les espaces extérieurs sont définis par les volumes-barrés, appropriés par les enfants, les jeunes et les vieux, faisant l'objet de temps à autre d'un volontariat pour le nettoyage. Par ailleurs des espaces verts ont été organisés sur HOC d'insoluble, à l'initiative des habitants

• Les coursives dans l'immeuble sont nettoyées par les femmes et appropriées par elles la journée



prolongée d'une loggia et les WC. Cet espace central, qui représente dans l'esprit du concepteur une réinterprétation du *west eddar*, est le lieu où s'effectuaient toutes les activités domestiques diurnes de la famille et qui devenait la nuit la chambre des enfants.

Après le mariage de deux filles et leur départ, le fils aîné fonde son ménage et l'installe dans le domicile familial. Ces événements familiaux importants restent dans ce cas aussi, les catalyseurs des opérations de transformation de l'habitation. On effectue alors une simple translation des usages de l'espace où la loggia disparaît pour céder la place à une nouvelle cuisine. L'ancienne cuisine cède à son tour la place à la chambre du couple. La translation des espaces se fait en direction de l'unique place encore disponible : la loggia. Parmi les transformations, notons l'aménagement d'une douche, afin que la famille n'ait plus recours au bain public. Ce choix est lié à la fois au coût hebdomadaire excessif du hammam et aux mutations des pratiques hygiéniques de la famille. La pièce centrale est toujours l'objet des mêmes modalités d'appropriation pendant la journée, elle reste l'espace domestique par excellence. La nuit, elle est partagée par les deux jeunes frères et leur sœur aînée dont le lit est isolé du reste par un rideau.

- Une division.

Dans le cas de Badjarah, le logement est occupé par deux sœurs, revenues dans le domicile familial après leur divorce, et leurs enfants respectifs. Cette situation a donné lieu à de fréquents conflits entre les sœurs, dans lesquels la mère a toujours joué le rôle d'arbitre. Après le décès de cette dernière, les sœurs ont décidé de partager l'appartement. Chaque sœur occupe une pièce avec ses enfants, l'une avec sa fille, l'autre avec son fils et sa fille. Le reste des espaces, notamment le séjour et la cuisine, est utilisé en commun avec des règles précises quant aux moments de fréquentation par chaque famille et aux rotations pour le ménage. Chacune des sœurs prépare le repas pour ses propres enfants dans l'espace commun de la cuisine, mais à des moments différents. Les repas sont Ensuite pris séparément dans les chambres.

Le séjour est utilisé à tour de rôle pour la réception et fait fonction aujourd'hui de lieu de sommeil pour le seul homme de la famille. Cette initiative consensuelle au départ, contestée aujourd'hui par l'autre sœur, est à l'origine d'un projet de partage du salon. Le

R.R. Ce cas présente trois formes d'appropriation liée chacune à une étape d'évolution de la famille

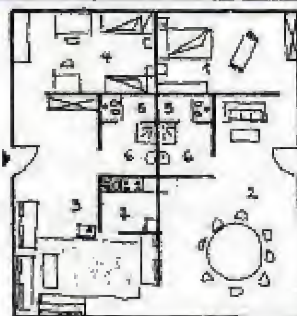
Première étape, de 1935 à 1960, période d'installation

1. Ch. des parents
2. Pièce polyvalente, réception et repas le jour, ch. des enfants la nuit
3. Toilette tardive
4. Salle de bain
5. Cuisine, juste la place de la cuisinière et de l'évier



Deuxième étape, 1960, le père grâce à sa héritage achète la log. solais, perce une porte communicante entre les deux appart. et agrandit une cuisine pour agrandir une pièce qui sera réservée à la réception

1. Ch. des parents et lieu de prière
2. Séjour, garni d'une table de salle à manger ronde et d'un salon en matière plastique, réservé à la réception
3. Pièce polyvalente, séjour familial, lieu de repas, détente, réception de la famille, du travail scolaire des filles. La nuit cette pièce devient la ch. des filles
4. Ch. des garçons aînés et lieu de travail scolaire
5. Deux toilettes tardives
6. Deux salles de bain
7. Cuisine

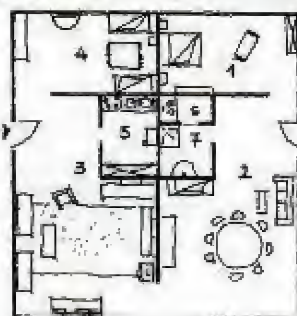


Troisième étape, 1982, Les deux garçons aînés respectivement médecins et économiste, ont quitté la log. familial

La mère est sur le point d'acheter un autre appart. pour les filles qui veulent à marier

Les transformations: suppression d'une salle de bain, et d'une WC au bénéfice d'une cuisine plus grande

1. Ch. des parents
2. Séjour, et lieu de sommeil d'un des fils
3. Séjour familial, utilisé la nuit par le dernier de fils
4. Ch. des deux dernières filles de la famille
5. Cuisine équipée, et coin repas
- 6 et 7. Salle de bain et WC

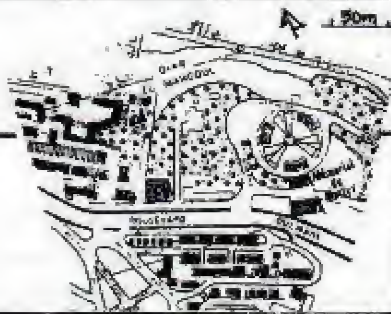


PACQUES

Les transformations sur la façade sont rares

CHARACTERISTIQUES DU TISSU

De très espaces sociaux, places et placettes, appropriés par les enfants, les jeunes et les vieux, faisant l'objet de temps à autre d'un volontariat pour leur nettoyage. Par ailleurs des espaces verts ont été organisés aux 230 d'immeuble, à l'initiative des habitants



paradoxe de cette situation réside dans le fait que les jeunes gens s'entendent parfaitement, utilisent indifféremment les espaces de la maison et échappent du même coup aux règles de division de l'espace imposées par leur mères.

- *Une translation/division.*

A la Concorde, la maison était initialement conçue selon un hall d'entrée prolongé d'un couloir qui desservait une petite salle de bain, une kitchenette et une pièce. Cette dernière était prolongée d'une loggia ainsi que d'une autre pièce plus petite. A ce moment, le logement était occupé par la grand-mère qui en était la propriétaire, sa fille veuve et ses cinq enfants. Après le décès de la grand-mère, la veuve a proposé à son frère, alors célibataire, de résider avec elle. Par la suite, ce dernier s'est marié et a eu cinq enfants. La veuve et ses enfants occupaient le séjour et le jeune couple fondé par le frère partageait la chambre avec les siens. Lorsque les enfants sont devenus adultes, les conflits apparus alors ont induit une translation/division des espaces.

La translation a consisté à faire disparaître le hall et à y installer la cuisine dont l'ancien emplacement a été utilisé pour accueillir la salle de bain, qui, du même coup, a cédé la place à une nouvelle pièce destinée à recevoir la veuve et ses cinq enfants. La division concerne le partage physique d'une partie de la maison et l'utilisation du reste de l'espace par chaque famille selon un emploi du temps très strict. Le couple occupe la chambre du fond et la pièce centrale. Cet espace polyvalent devient séjour la journée et chambre d'enfant la nuit. La nouvelle pièce est en revanche occupée par la veuve et ses enfants. L'inégalité dans le partage des espaces traduit le statut d'infériorité des femmes veuves au sein des familles populaires et leurs difficultés à s'imposer en tant que chef de famille.

La cuisine est utilisée à tour de rôle par les femmes pour la préparation des repas de chacune des familles, la loggia est séparée en deux pour l'étendage du linge de chaque famille et le séjour est occasionnellement partagé pendant la journée pour recevoir des invités communs. L'utilisation partagée des espaces implique des règles consensuelles sur les pratiques d'entretien et de ménage, pour lesquelles le moindre écart provoque des conflits dramatiques.

1. Séjour réservé à la réception
2. Plac. des parents. 3. Ch. des garçons
4. Plac. 3, Ch. des filles. 5. Salle de bain. 7. WC
8. cuisine

Floor 2

WUOL

MARKETING OPPORTUNITIES IN THE

* les courriers dans l'ensemble sont acceptés par les femmes
est appréciées par elles la journée

- *Un dédoublement.*

La famille de la cité Diar El Mahçoul illustre parfaitement la mobilité sociale due en grande part à la formation universitaire des aînés des enfants qui, dans cet exemple, sont médecin, économiste et secrétaire médicale. Le père, postier, a acquis le logement en 1955 grâce à une opération d'accès à la propriété organisée au sein des postes et télécommunications. A cette époque, dix personnes occupaient ce logement de deux pièces dont l'une était réservée au couple et l'autre servait aux multiples usages domestiques et au sommeil des enfants.

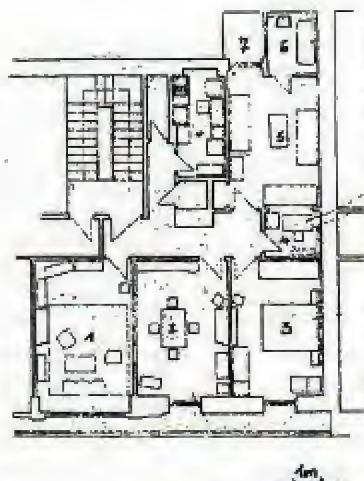
En 1960, le père, grâce à un héritage et à ses économies, a acheté à un collègue européen le logement mitoyen et a dédoublé ainsi l'espace familial. La seconde pièce du fond a été affectée en priorité aux fils aînés scolarisés, les plus jeunes ont occupé le nouveau salon et les filles l'ancien salon proche de la chambre des parents. En 1982, après le mariage et le départ des deux filles aînées ainsi que le déménagement des fils aînés dans leur logement de fonction, les jeunes filles récupèrent la chambre libérée par les garçons et cèdent la place à leurs jeunes frères. La seconde pièce centrale reprend un statut exclusif d'espace de séjour ; la cuisine et la salle de bain furent agrandies. Ces transformations, qui s'accompagnent d'un renouvellement de l'ameublement et du décor de la maison, sont en partie financées par la contribution des fils aînés aux ressources de la famille. Aujourd'hui, le père souhaiterait acheter un autre logement pour pouvoir offrir aux plus jeunes fils, chômeurs et à l'occasion *trabendistes*, les conditions pour se marier.

- *Un desserrement.*

A Fougeroux, le père a acquis le logement en 1962 grâce à une opération sociale initiée par le service des impôts où il occupait la fonction de contrôleur. Il est devenu propriétaire de cet appartement grâce à la loi portant cession des biens immobiliers de l'Etat. Ensuite, il s'est installé dans son village d'origine et a laissé l'appartement aux enfants en restant le propriétaire officiel pour éviter les conflits entre frères et sœurs. A l'acquisition de la maison, la famille se composait du couple et de six enfants et plus tard, les aînés, deux filles et un fils, se sont installés en dehors de la maison familiale, après leur mariage respectif. La coïncidence du mariage du fils cadet et de l'installation des parents dans une maison édifée dans le village d'origine a permis au jeune ménage de s'établir plus confortablement dans l'appartement.

0.0. L'appart. appartient à la grand-mère, qui habite avec sa fille aînée (cardiologue) et sa petite fille étudiante
 Apart., à plafonds très hauts décorés au plâtre, cheminée en marbre et frises en plâtre sur les murs. Log chargé de meubles coquets

1. Séjour garni de meubles coquets, glaces et dorures décorent la pièce, lieu de réception des collègues de travail de la tante, des amis de la jeune fille et de la famille
2. Salle à manger, espace de travail de la jeune fille et de repas familiaux les week end
3. Ch. de la grand mère et de la tante, lieu utilisé fréquemment par la tante pour se détendre et lire
4. Bureau de travail de la tante, lieu de consultation occasionnelles
5. Séjour familial, TV, lieu privilégié de la grand mère, et ch. de l'étudiante
6. Salle de bain et WC
7. Petite logia pour l'attente du linge
8. Cuisine avec coin repas pour trois personnes

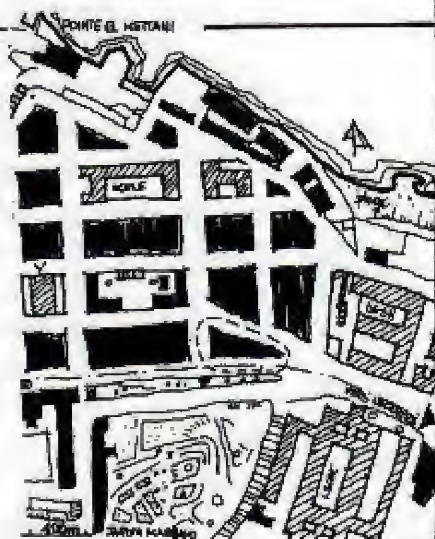


REMARQUES

- * Caractéristiques de l'immeuble haussmannien, corniches et balcons chargés de décor, garde-corps en fer forgé
- * RDC, niveau urbain occupé par des magasins

CARACTÉRISTIQUES DU TISSU

- * L'immeuble est au sein d'un îlot organisé pour former le croisement de deux boulevards importants
- * La porte de l'immeuble est vitrée, à l'entrée, la rampe d'escalier, l'ascenseur, les murs sont décorés au fer forgé et à la céramique, mais l'ensemble est dégradé, car les propriétaires ne se sont pas entendus pour la restauration
- * Immeuble situé à proximité de la direction générale de la sûreté et d'un des plus beaux jardins d'Algérie



Ce retour du père au village d'origine, à l'occasion de la retraite, est une pratique fréquente des premiers émigrés Kabyles à Alger qui ont consacré l'essentiel de leurs économies à édifier la maison de leurs vieux jours sur les terres de leurs ancêtres. Cette maison peut n'être utilisée qu'occasionnellement, en particulier lorsque les femmes refusent de revenir définitivement au bled. Pour elles, ce retour implique des conditions de vie moins commodes qu'en ville et par conséquent des pratiques domestiques astreignantes, eu égard à leur âge.

A présent, le fils, son épouse et ses quatre enfants partagent l'appartement du père avec deux jeunes sœurs. Le départ des parents n'a pas donné lieu à une réaffectation précise des pièces à l'exception de la chambre du couple dont l'intimité a été considérée comme prioritaire. Les jeunes sœurs occupent toujours la même chambre. Les deux autres pièces de l'appartement servent le jour à la réception, au travail scolaire et aux repas familiaux et la nuit, elles sont utilisées comme lieu de sommeil des enfants.

5. Un espace insuffisant aux investissements familiaux.

Les pratiques d'appropriations que nous présentons dans cette section, malgré leurs ressemblances ont été observées dans des types d'habitat différents désignés dans la typologie architecturale sous les vocables suivants :

1. Les immeubles haussmanniens dont deux cas sont étudiés, l'un à Bab El Oued et l'autre au boulevard Didouche Mourad.
2. Les résidences du mouvement moderne pour lesquelles cinq exemples sont examinés, trois au Télemly dans les immeubles de l'Algérie, de l'Aéro-habitat et de Lafayette, un à la Marine dans les barres de Tony Socard et le dernier dans un immeuble à El Biar.
3. Les ensembles de standing moyen réalisés au cours des années 70-80 qui seront illustrés par deux cas à la COPEMAD et un logement de fonction aux Palmiers.

a) Des groupes sociaux aisés.

Les chefs de famille sont cadres, fonctionnaires, médecins, industriels ou diplomates et dans 50% des cas, les femmes sont actives et occupent des fonctions de secrétaire, d'enseignante ou de médecin. Les couples ont généralement la quarantaine et vivent avec trois

enfants maximums, écoliers, lycéens ou étudiants. Dans certains cas, la grand-mère est installée avec la famille. La situation professionnelle des parents et la composition de la famille, en particulier le faible nombre de personnes à charge, sont autant de facteurs favorables à une position sociale stable.

Issues pour la plupart des autres grandes villes du pays, ces familles ont choisi de s'établir dans la capitale au moment de l'indépendance car pour ces urbains de longue date, l'installation à Alger correspond à une volonté de pousser plus loin sa promotion sociale. La capitale et la proximité du pouvoir qu'elle offre, apparaît, pour ces couches sociales, comme le lieu par excellence des promotions professionnelles et des privilèges qui l'accompagnent. Les logements ont généralement été acquis, tout d'abord à titre locatif, par le biais de l'organisme employeur, puis grâce à la loi portant cession des biens immobiliers de l'Etat, les locataires ont pu en devenir les propriétaires. Les appartements des immeubles haussmanniens ont en revanche été achetés dès l'indépendance par leurs résidents actuels.

b) Le projet imparable de la villa.

Dans ce type d'habitat, les pratiques d'appropriation présentent de nombreuses similitudes avec celles des habitants des lotissements, notamment pour ce qui est des conditions d'usage du séjour, de la cuisine et des chambres d'enfants et des significations sociales qu'elles portent. Le séjour, par l'effort budgétaire qu'il représente en terme d'ameublement et de décor, reste l'espace de la représentation sociale par excellence. Les familles n'en profitent pas pour autant pour leur détente, leurs rencontres et leurs repas même si on est plus dans le cas d'un espace souvent fermé, maintenu propre et en ordre réservé exclusivement aux invités. La cuisine participe du séjour familial en devenant une sorte d'espace central, objet de pratiques d'appropriation multiples et quotidiennes de l'ensemble de la famille. Non seulement on y mange, mais on y regarde aussi la télévision, on y reçoit et on y travaille. Les chambres d'enfants, lorsque ceux-ci deviennent adolescents, sont des lieux organisés non seulement pour le travail scolaire mais aussi pour recevoir les copains.

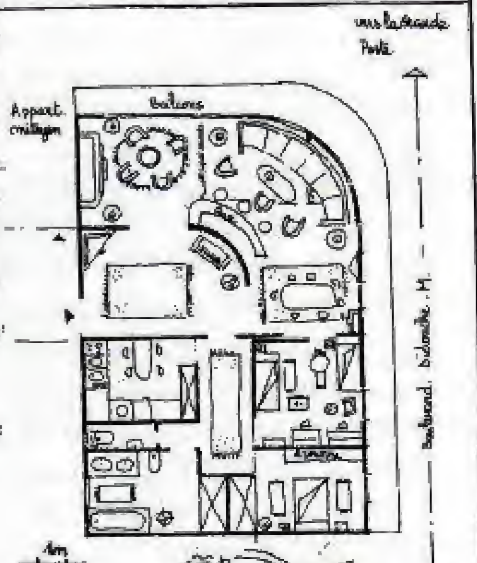
Les convergences qui apparaissent entre ces modalités d'appropriation et celles observées dans les lotissements relèvent de modèles socioculturels très proches, dans lesquels le couple et la femme deviennent autonomes, les relations enfants parents sont imprégnées

DIDOUCHE MOURAD,
commune d'Alger-Centre

TYPO. ARCHI.: IMMEUBLES HAUSSMANIENS DU CENTRE
TYPO. DE L'APPROP.: ESPACE INSUFFISANT
AUX INVESTISSEMENTS FAMILIAUX

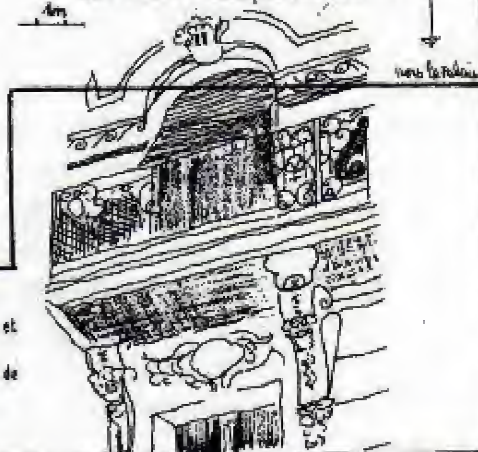
U.S. l'appart. appartient au frère aîné installé pour ses affaires dans une ville du sud. Il est occupé par les jeunes frères étudiants et la mère. Le frère aîné utilise souvent l'appart. pour recevoir ses relations d'affaire. L'appart. a plafonds très hauts décorés au plâtre, chemisée au marbre et frises au plâtre sur les murs.

1. Séjour garni de meubles de style, antiquités et autres objets de valeur rapportés d'Afrique ou d'Amérique Latine, bar, lieu de réception des relations d'affaire du frère aîné, des copains des jeunes garçons et de la famille.
2. Salle à manger, même aménagement et décor que 1, et même utilisation.
3. Ch. des jeunes garçons, lieu de travail et réception des copains, musique et TV.
4. Ch. de la mère et lieu de prière.
5. Salle de bain. 6. WC.
7. Le hall est également meublé, d'un divan, d'une armoire vitrée et d'un porte-manteau en bois sculpté.



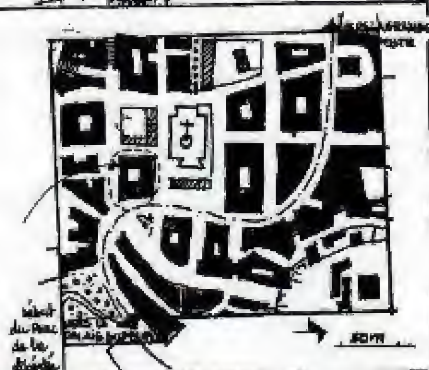
PACAGE

- * Caractéristique de l'immeuble haussmannien, corniches et balcons chargés de décor, garde-corps en fer forgé.
- * ZDC, niveau urbain occupé par un bar et des magasins de prêt-à-porter.



CARACTÉRISTIQUES DU TISSU

- * L'immeuble est au sein d'un îlot organisé autour d'une cour intérieure.
- * La porte de l'immeuble est vitrée, l'entrée, la rampe d'escalier, l'ascenseur, les murs sont décorés au fer forgé et à la céramique, les propriétaires ou restaurant ont maintenu ce patrimoine en l'état.



du souci de reproduction sociale et le rapport aux autres est déterminé par la volonté de refléter sa place dans l'échelle sociale. Dans ces appartements, apparaissent tout de même des formes singulières d'appropriation qui témoignent d'un volume d'investissement supérieur aux possibilités offertes par ces logements. Les habitants ont tous procédé à des rénovations de leur appartement avec des matériaux plus riches. Les salles de bains, les cuisines et les WC ont entièrement été refaits avec de la faïence, du marbre ou de la porcelaine. L'ensemble de la menuiserie intérieure a été remplacé par des portes en bois massif parfois sculptées. Les murs ont été décorés avec des frises en bois, en faïence ou en plâtre, et les loggias attenantes aux espaces de réception ont permis d'agrandir les séjours.

En même temps que ces gros travaux de rénovation permanente, les investissements de la famille portent également sur l'ameublement et les éléments de décor. Cet effort est tel que les intérieurs apparaissent encombrés de meubles plus luxueux les uns que les autres, de bibelots divers, de tapis, de tableaux, etc. Cette redondance d'objets rend l'espace habitable exigu, moins par le nombre de personnes que par un encombrement général qui donne aux logements l'allure de cavernes d'Ali Baba. La capacité limitée de cet habitat à recevoir le volume important de l'investissement des familles, les pousse à inscrire dans leurs projets l'édification d'une villa.

Dans le discours sur le voisinage, on évoque d'abord le statut socioprofessionnel élevé des habitants pour sa propre valorisation, ensuite les différences d'éducation et de comportement. Il y a ainsi une approche très nuancée du voisinage liée à l'absence d'habitus antérieur commun. Les uns considèrent que toutes les maisons donnant sur la cage d'escalier forment une unité solidaire, certains réduisent la notion de voisinage au seul vis à vis, d'autres ajoutent à cette proximité de palier une sélection de voisins et les derniers enfin, n'entretiennent quasiment aucune relation de voisinage au sens strict du terme et tentent même d'échapper aux tentatives d'intégration que certains voisins déploient.

Dans la participation des familles aux efforts collectifs, mais sporadiques, de valorisation du quartier ou de l'immeuble (nettoyage ou réfection de cour intérieure, installation d'interphone ou mise en place de gardiennage), les divergences de vue sur le voisinage rendent la tâche difficile aux associations de résidents de ces immeubles. Par ailleurs, il apparaît une sorte de compétition entre les habitants dans

l'annexion des espaces extérieurs, les uns s'appropriant systématiquement les abords de l'immeuble pour en faire des jardins ou des espaces de parking privatisé, les autres considérant ces espaces collectifs comme principalement destinés aux jeux d'enfants. La pose systématique de portes blindées et de ferronneries aux fenêtres et aux balcons est une pratique qui caractérise les couches moyennes de ces immeubles et celles des lotissements, si elle reflète une psychose du vol elle est surtout une sorte de manifestation des écarts sociaux dans la ville.

ALGERIA,
commune d'Alger -Centre

TYPO. ARCHI.: RESIDENCES DU MOUVEMENT MODERNE
TYPO. DE L'APPROP.: ESPACE
INSUFFISANT AUX INVESTISSEMENTS FAMILIAUX

M.B. L'appart. a deux entrées, une de service donnant sur les espaces de distribution de service, organisés autour d'une cour intérieure, l'autre pour les résidents. Ces espaces de service sont utilisés par les domestiques, personnel d'entretien, livraisons etc...

1. Séjour garni de meubles de style, d'antiquités, d'un bar et de ses objets de décor, de valeur, rapportés par le gère au cours de ses abs déplacements à l'étranger en tant que diplomate. Lieu de réception et de séjour familial, TV, musique et reggae

2. Ch. des deux enfants, une fille et un garçon, lieu de travail scolaire, de lecture et de réception des copains

3. Ch. des parents, garni de l'antenne pour la lecture et la musique

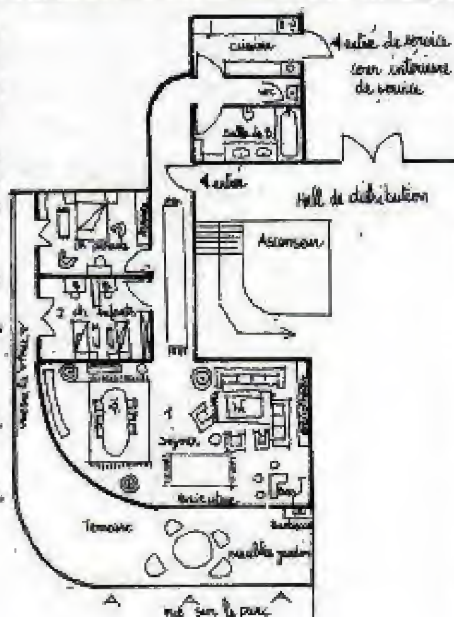
4. Cuisine équipée, utilisée uniquement par la domestique

5. Salle de bain. S. WC

Terrasse couverte, avec seuils de jardin, de ses plantes. Lieu de réception l'été et de barbecues

M.B. * la superficie du log est de 96m²

* L'appart. est au pied à terre de la famille à Alger, car la fonction du gère demande de ses déplacements



PACAGES

* Volume arrondi, de traitement sobre.

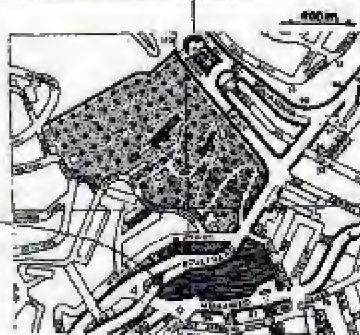


habitations	
niveau rebain : courtoise.	
terrasses	
terrasses	
terrasses	
terrasses	
terrasses	

4 84 m²

CARACTERISTIQUES DU TISSU

* C'est réputé être le plus beau ensemble résidentiel d'Alger. La proximité du parc, du consulat français, de l'office du Rec, contribue à l'aspect huppé du quartier



AERO HABITAT.
commune d'Algier-caserte

TYPO. ARCHI.: RESIDENCES DU MOUVEMENT MODERNE
TYPO. DE L'APPROP.: ESPACE
INSUFFISANT AUX INVESTISSEMENTS FAMILIAUX

M.M. L'appart. est organisé en duplex

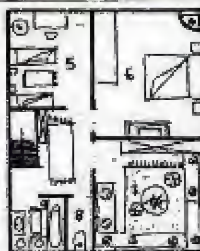
1. Hall d'entrée meublé d'une petite armoire à glace pour les chaussures et les manteaux
2. Cuisine, équipée
3. Séjour garni d'un salon en cuir, de meubles de salle à manger, bibliothèque, tapis et bibelot, lieu de réception et de séjour familial. Cette pièce a été agrandie sur le balcon en une sorte de jardin d'hiver



Entrée sur l'ext. - 1ère sur la cour

PROJET DE DUPLEX

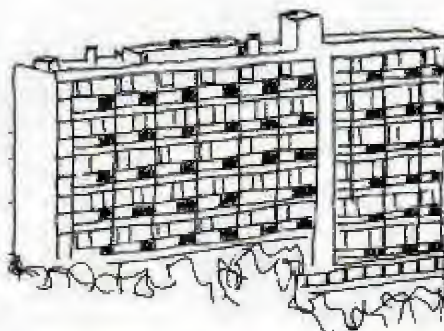
5. Ch. de la jeune fille, lieu de travail et de réception des copains
 6. Ch. des parents
 7. Piece meublée traditionnellement, réception, et ch. d'invités et des fils, lorsqu'ils sont à Alger (étudiants à l'étranger)
 8. et 9. suite de bain et vc
- Balcon très utilisé, vue sur Alger
- M.M. La superficie du log est de 96m²



4m

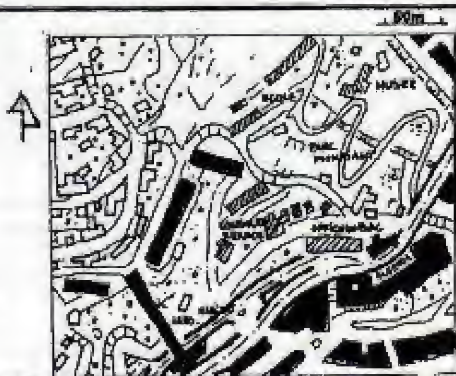
BACANE

- * Principes d'organisation et de traitement similaires à l'unité d'habitation de Marseille
- * Les transformations sur la façade pour l'orientation des séjours se sont faites de façon uniforme, alu. et vitrage



CARACTERISTIQUES DU TISSU

- * C'est réputé être le plus beau ensemble résidentiel d'Algier.
- La proximité du parc, du consulat français, de l'office de bus, contribue à l'aspect huppé du quartier



LAFAYETTE,
commune d'Alger-Centre

TYPO. ARCHI.: RESIDENCES DU MOUVEMENT MODERNE
TYPO. DE L'APPROP.: ESPACE
INSUFFISANT AUX INVESTISSEMENTS FAMILIAUX

1. Séjour familial, lieu de réception, de TV et de détente du père (lecture de journaux). Espace très chargé en meubles et éléments de décor, comme le reste de la maison

2. Séjour réservé exclusivement à la réception, 1 et 2 peuvent être séparés par une paroi coulissante, lorsque l'un est en désordre, il peut être fermé au regard de invités

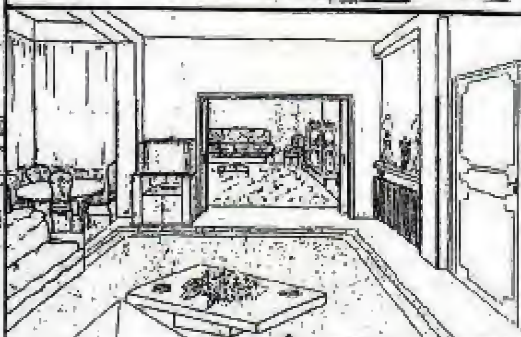
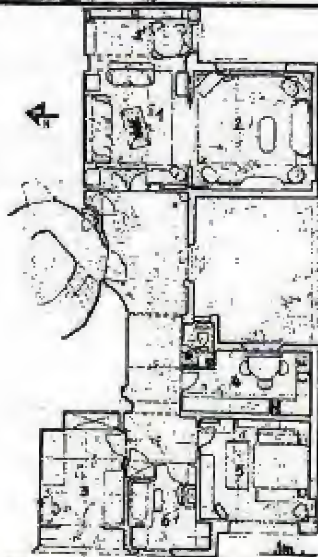
3'. Lieu de travail de l'étudiante, car bien éclairé

3. Ch. des jeunes filles, entièrement rose, y compris les meubles, une sorte de maison de poupée

4. Cuisine, lieu du repas familial et de travail scolaire de la collégienne, qui préfère cet endroit pour travailler malgré le bureau dans la ch.

5. Ch. des parents. 6. Salle de bain. 6'. WC. 7. Hall séparé du couloir par une petite arcade

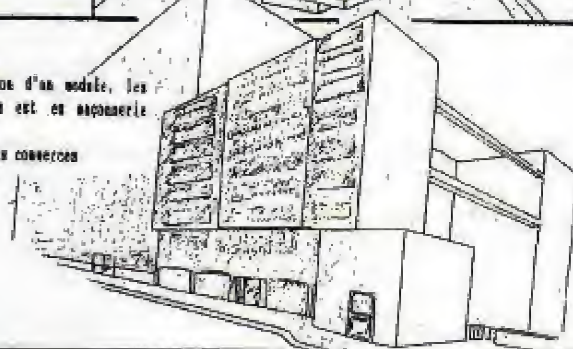
N.B. La superficie du log est de 95m²



FACADE

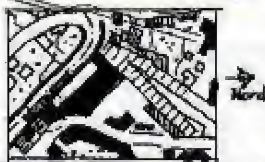
* Elle est organisée selon la répétition d'un module, les volets sont en bois et la garde-corps est en sautoirier ajouré

* Le RDC, niveau urbain, est occupé par des commerces



CARACTÉRISTIQUES DU TISSU

Immeuble sur pilotis, implanté en site pentu, volume imposant



LA MARINE,
les barres de Tony Socart

TYPO. ARCHI.: RESIDENCES DU MOUVEMENT MODERNE
TYPO. DE L'APPROP.: ESPACE
INSUFFISANT AUX INVESTISSEMENTS FAMILIAUX

1. Séjour surchargé de meubles commes, bibliothèque, bibelots, tableaux, tapis, à tel point que cette accumulation d'objets donne l'impression d'un espace de stockage. Lieu de réception et de séjour familial

2. Hall d'entrée meublé

3. Hall peigné partagé avec les voisins, fermé à cause des cambriolages

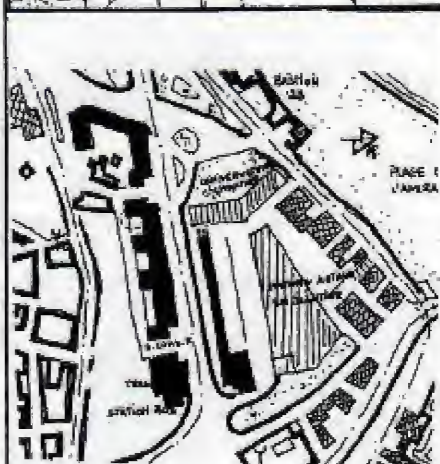
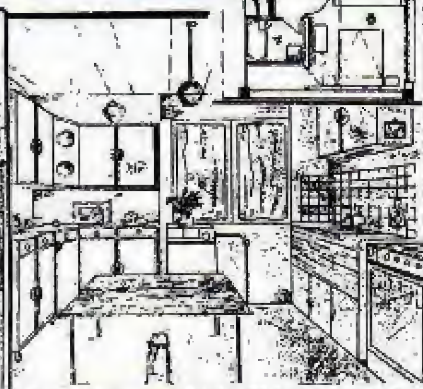
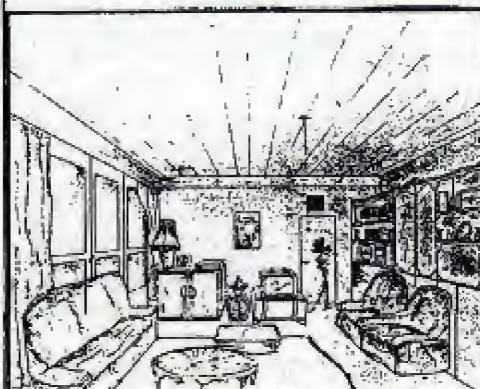
4. Cuisine équipée, avec coin repas

5. Ch. des garçons, lieu de travail scolaire (deux bureaux) et de réception des copains

6. Ch. des parents. 7. Salle de bain. 8. Débaras

«Balcon utilisé uniquement pour l'attelage de linge. Il donne sur une cour intérieure. Par contre on est souvent aux fenêtres

N.B. La superficie du log est de 96m²



CHARACTERISTIQUES DU TISSU

« La proximité du consulat français, du théâtre public, de la séne, donne un caractère propre à l'immeuble qui est situé non loin de la Casbah

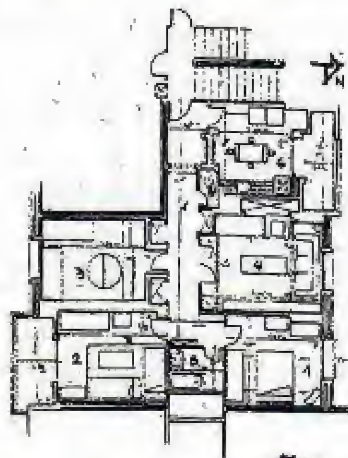
FACADES

« Elle est organisée selon la répétition d'un module, les volets sont en bois et le garde-corps est en tubes métalliques

EL BIAR

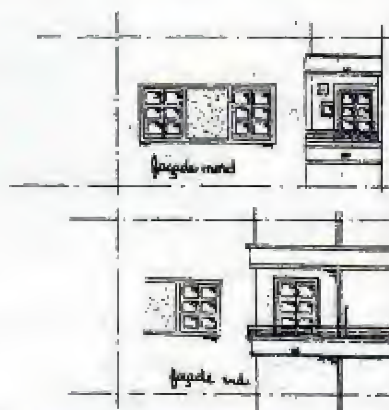
TYPO. ARCHI.: RESIDENCES DU MOUVEMENT MODERNE
 TYPO. DE L'APPROP.: ESPACE
 INSUFFISANT AUX INVESTISSEMENTS FAMILIAUX

1. Ch. des parents, espace privilégié du père pour lire le journal et regarder la TV
 2. Ch. des filles, espace de détente de la mère et de l'aînée, (inactives). Lieu très agréable, ensoleillé, fleuri et décoré
 3. Salon meublé traditionnellement, divans recouverts de velours, tapis, poufs en cuir, table en bois sculptée et sacrée, argenterie et cuivres,
 4. Salon meublé à l'occidental, fauteuils en cuir, bibliothèque et tables en bois massif, tableaux et bibelots
 5. La réception se fait indifféremment dans l'un ou l'autre salon, parfois l'apéritif est pris dans le salon occidental et le repas dans l'oriental
 6. Salle de bain. N° 10 6. cuisine
- Les balcons sont souvent utilisés pour se détendre, regarder les passants et soigner les plantes
- N.B. La superficie du log est de 100m²



PYCNES

- * Elle est organisée selon la répétition d'un module, les rebords sont en bois et le garde-corps est en tubes métalliques
- * Petit jardin au NDC, aux entrées



CARACTÉRISTIQUES DU TISSU

- * Quartier de villas, vert et aéré, proximité d'ambassades et de l'école des enfants de la communauté

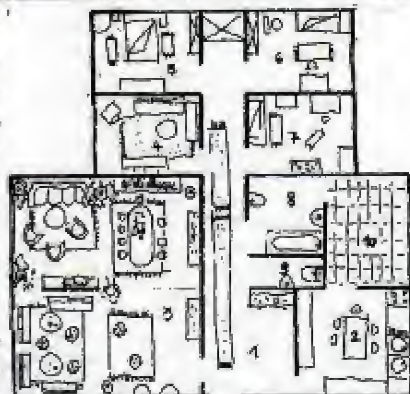


COPEMAD,
cas 1, commune de Kouba

TYPO. ARCHI.: ENSEMBLE DE STANDING MOYEN, REALISATION
RECENTE

TYPO. DE L'APPROP.: ESPACE
INSUFFISANT AUX INVESTISSEMENTS FAMILIAUX

N.B. Cet ensemble est l'un de ceux parmi les mieux réalisés en matière de finitions et d'aménagement des espaces extérieurs. Malgré cela, la plupart des habitants ont entièrement refait l'intérieur de ces appart. Dans le cas présenté, la salle de bain, les WC et la cuisine, ont été récemment refaits, autres sur l'ensemble des murs, glaces et meubles. Le reste de la maison est décoré à la faïence, frises en bois et plâtre, ardoises, menuiseries en bois massif et vitres colorées, poignées dorées. La logia du salon est automatiquement utilisée à agrandir cet espace de réception.



1. Hall d'entrée meublé d'une petite armoire à glace pour les chaussures et les manteaux
2. Cuisine équipée, avec coin repas
3. Séjour dont une partie est garnie d'un salon en cuir, de meubles de salle à manger, bibliothèque, tapis et bibelots. L'autre partie est meublée traditionnellement, banquettes en bois sculpté recouvertes de soie, poufs en cuir, tapis argenterie et plantes
4. Séjour familial, TV et repas lorsque l'on reçoit la famille
5. Ch. des parents, abr. meubles en bois massif et éléments de décor
6. Ch. du garçon, meubles pour enfant, abr. jouets, bureaux
7. Ch. de la fille, meubles pour enfant, abr. jouets, bureaux
8. Salle de bain et wc

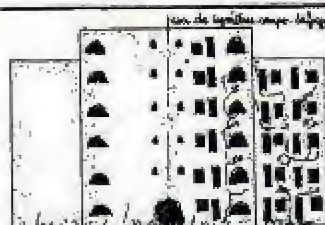
Logia pour l'etendage du linge

N.B. * la superficie du log est de 10m²

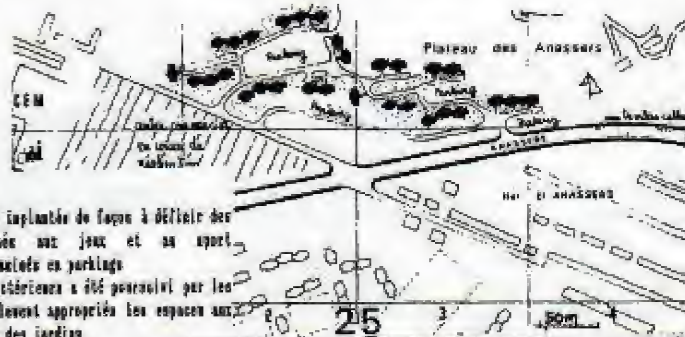
FACADES

* Petites volutes, ouvertures en arcades, terrasses, murs crépis. Quelques références à l'architecture du M'dab

* Les transformations sur les façades sont personnalisées (alu., bois, fer...), mais généralement bien filées



Les façades sont ornées de motifs sautoirs.



CARACTERISTIQUES DU TISSU

* Petits arbres alignés et implantés de façon à délimiter des espaces collectifs, destinés aux jeux et au sport initialement, aujourd'hui organisés en parkings

* L'aménagement des espaces extérieurs a été poursuivi par les habitants qui se sont généralement appropriés les espaces aux abords des BOC pour organiser des jardins

R.R. L'appart. est chargé de meubles et d'éléments de décor, encombrant les espaces, d'autres meubles seraient entreposés dans un autre lieu en attendant un log. plus grand
log. de fonction de la mère

1. Ch. des parents et lieu de travail du père, entre le lit et l'armoire, la ch. est garnie d'un bureau et d'une biblia.

2. Ch. des enfants, lieu de travail scolaire des plus jeunes et ??

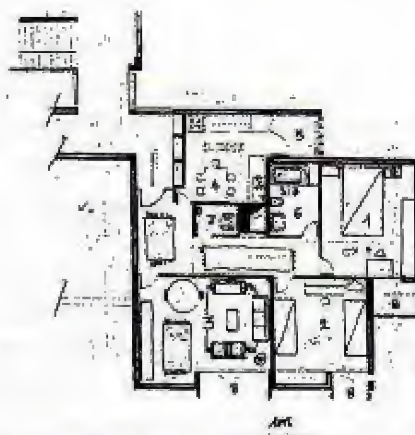
3. Séjour, lieu de réception et de travail de la mère et des aînés, garni d'un salon et de fauteuils en velour, bibliothèque, tapis, lustres

4. Cuisine équipée, avec coin repas

5. Logis utilisée pour l'entassement du linge et le stockage

6. Salle de bain. 7. WC

8. Balcons pratiquement jamais utilisés, car ils donnent sur une voie très fréquentée. la famille se plie aux pratiques du quartier, qui ne correspondent pas à son modèle culturel



PACAGES

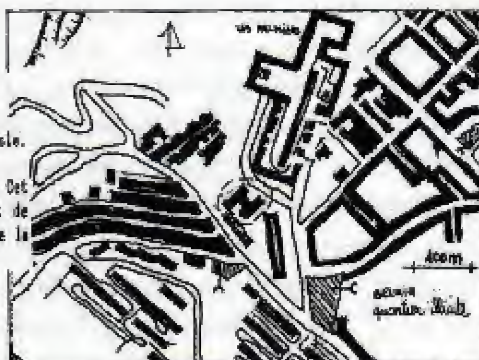
9 Quelques décrochements atténuent la monotonie des façades qui filent



CARACTÉRISTIQUES DU TISSU

4 Deux volumes accolés dans l'axe d'une cour d'école. Aucun espace vert

5 Logements de fonction situés dans un quartier populaire. Cet aspect, le logement trop petit et le fait qu'il soit de fonction, sont les trois raisons du projet de nobilité de la famille

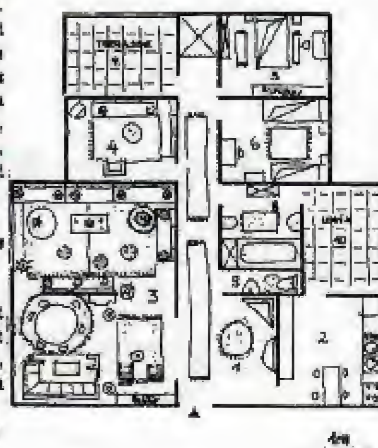


COPEMAD,
cas 2, commune de Kolbe

TYPO. ARCHI.: ENSEMBLE DE STANDING MOYEN, REALISATION RECENTE

TYPO. DE L'APPROP.: ESPACE INSUFFISANT AUX INVESTISSEMENTS FAMILIAUX

N.B. Cet ensemble est l'un de ceux parmi les mieux réussis en matière de finitions et d'aménagement des espaces extérieurs. Malgré cela, la plupart des habitants ont entièrement refait l'intérieur de ces appart. Dans le cas présenté, la salle de bain, les WC et la cuisine, ont été récemment refaits, murets sur l'ensemble des murs, glaces et meubles. Le reste de la maison est décoré à la faïence, frises en bois et plâtre, arcades, menuiseries en bois massif et vitres colorées, poignées dorées. Le logis du salon est automatiquement utilisée à agrandir cet espace de réception.

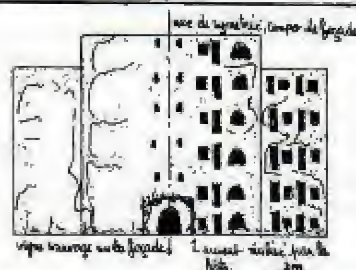


1. Hall d'entrée meublé d'une petite armoire à glace pour les chaussures et les manteaux
2. Cuisine équipée, avec coin repas
3. Séjour dont une partie est garnie d'un salon en velour et d'arcades, du meuble de salle à manger, bibliothèque, tapis et bibelots. L'autre partie est meublée traditionnellement, banquettes en bois sculpté recouvertes de velour, poufs en cuir, tapis et plantes
4. Séjour familial. TV et repas lorsque l'on reçoit la famille
5. Ch. des parents, meubles en laqué blanc et d'arcades
6. Ch. des enfants, meubles pour enfant, air jouets, bureau
7. Salle de bain et wc
- logis pour l'attente du linge
- Terrasse utilisée les nuit d'été, barbecue

N.B. * La superficie du log est de 110m²

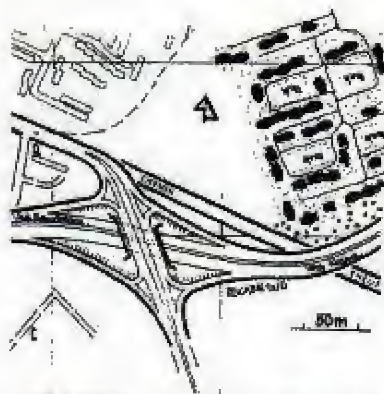
FACADES

- * Petits volumes, ouvertures et arcades, terrasses, murs originaux. Quelques références à l'architecture du N°10
- * Les transformations sur les façades sont personnalisées (sala, bois, fer...), mais généralement bien finies



CARACTERISTIQUES DU TISSU

- * Petits modules assemblés et implantés de façon à définir des espaces collectifs, destinés aux jeux et au sport initialement, aujourd'hui organisés en parkings
- * L'aménagement des espaces extérieurs a été pour ainsi par les habitants qui se sont généralement appropriés les espaces aux abords des BDC pour organiser des jardins



LES PALMIERS,
commune de Hussein Day

TYPO. ARCHI.: ENSEMBLES RECENTS DE STANDING MOYEN
TYPO. DE L'APPROP.: ESPACE INSUFFISANT AUX
INVESTISSEMENTS FAMILIAUX

N.B. l'appart. est chargé de meubles et d'éléments de décor, encombrant les espaces, d'autres meubles seraient entreposés dans un autre lieu en attendant un log. plus grand
Log. de fonction de la mère

1. Ch. des parents et lieu de travail du père, outre le lit et l'armoire, la ch. est garnie d'un bureau et d'une biblio.

2. Ch. des enfants, lieu de travail scolaire des plus jeunes et ??

3. Séjour, lieu de réception et de travail de la mère et des amis, garni d'un salon et de fauteuils en velour, bibliothèque, tapis, lustres

4. Cuisine équipée, avec coin repas

5. Logis utilisée pour l'entassement de linge et le stockage

6. Salle de bain, T, WC

7. Balcons pratiquement jamais utilisés, car ils donnent sur une voie très fréquentée, la famille se plie aux pratiques du quartier, qui ne correspondent pas à son modèle culturel



FACADES

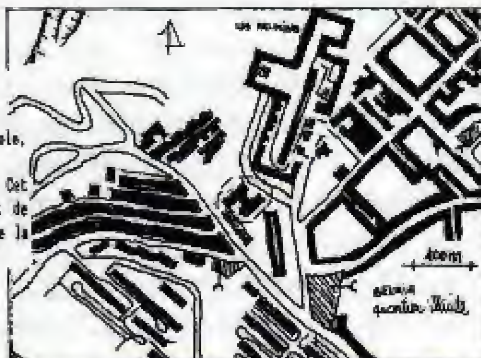
* Quelques décrochements atténuent la monotonie des façades qui finies



CARACTÉRISTIQUES DU TISSU

* Deux volumes assemblés dans l'axe d'une cour d'école, aucun espace vert

* Logements de fonction situés dans un quartier populaire. Cet aspect, le logement trop petit et le fait qu'il soit de fonction, sont les trois raisons du projet de mobilité de la famille



CONCLUSION GENERALE

L'issue de ce travail nous conduit inévitablement à retracer le cheminement de cette recherche pour en souligner les jalons les plus importants ainsi que les résultats. L'analyse des stratégies déployées autour de l'habitat illicite de l'algérois a doté notre problématique d'un éclairage pertinent et l'examen des mécanismes à la base de cette forme d'appropriation conforte les hypothèses développées sur l'interaction entre d'un côté la violence symbolique de l'urbanistique et de l'autre côté, les processus d'actualisation des *habitus* des groupes sociaux.

En somme, au cours de la décennie 1968-1978, la stratégie urbaine de l'Etat pour la capitale, dans son "épreuve de l'espace", a généré sa propre contradiction avec le phénomène d'habitat illicite. Ce dernier constitue une manifestation des résistances de la propriété foncière pour échapper aux nationalisations et expropriations et pour accumuler dans l'immobilier. Cette dynamique a libéré du même coup les pratiques urbaines d'autres groupes sociaux, ceux qui aspiraient à un habitat reflétant leur réussite sociale et ceux enfin qui victimes de la crise de logement ont décidé de prendre en main la réalisation de leur demeure. Ces pratiques urbaines et ce qu'elles ont produit comme nouveaux modèles d'habiter ont, sans doute, pesé sur les réajustements de la politique urbaine des années 80, puisque le marché foncier et immobilier a été libéralisé, l'initiative privée dans la réalisation du logement a été encouragée et l'habitat illicite a été régularisé.

Les mécanismes à la base de cette forme d'occupation du sol ont été saisis à un moment donné de leur processus. Aujourd'hui l'ensemble de l'habitat illicite est quasiment passé dans le champ légal, bien que les mesures de régularisation garde toujours un caractère ségrégatif. Ces mesures n'ont pas stoppé pour autant les constructions édifiées

sans permis, qui font épisodiquement l'objet d'opérations de démolition de la part des pouvoirs publics pour rappeler à l'ordre les contrevenants et tenter ainsi de freiner le phénomène.

Aujourd'hui, la notion d'illicite qui touchait l'ensemble des groupes sociaux ne concerne plus désormais que les catégories de condition modeste. La persistance des pratiques de construction illicite ouvre le champ à de nouvelles hypothèses qui consisteraient à considérer que cette situation est probante de l'inertie au changement que connaît la technostructure, mais aussi d'une riposte de la part de catégories sociales dont le droit à la ville est remis en cause par la politique de peuplement, opérée sous couvert d'un contrôle du bâti.

La construction de l'objet de recherche, animée par le souci de restituer les correspondances entre typologie architecturale et spécificités sociales des habitants, a été établie selon une double entrée, l'organisation spatiale d'Alger d'un côté et la distribution des groupes sociaux de l'autre. La superposition de ces deux dimensions a mis en évidence la structure "socio-spatiale" actuelle de la ville dont la pertinence se trouve au sein d'un processus de substitution de la ségrégation ethnique de l'époque coloniale par une ségrégation sociale, processus pour lequel l'urbanistique de la technostructure algérienne et de ses prédécesseurs a joué un rôle moteur. En d'autres termes, la réappropriation de la ville à l'indépendance, s'est faite selon un système de reconnaissance sociale qui prévaut jusqu'à ce jour et dont le type a été le médiateur. A ce titre le type apparaît ici comme un instrument de la violence symbolique. Le type d'habitat localisé dans la structure urbaine devient un mode opératoire qui met en évidence les spécificités des groupes sociaux. Par ailleurs, c'est précisément les conditions d'appropriation qui octroient au logement le statut de type et permettent ainsi aux groupes sociaux de communiquer entre eux par un système de symbolisation et de marquage de l'espace. La localisation dans la ville devient un enjeu des pratiques urbaines, dès lors que les quartiers signifient marginalisation ou intégration sociale. Le processus de marginalisation se manifeste par la dégradation physique du quartier et son incidence sur le désordre sape progressivement les mécanismes de contrôle informel dont dispose la communauté locale et accentue l'isolement, la méfiance ou la mobilité quand les moyens le permettent.

Les effets de retour de ce processus de substitution sur la morphologie urbaine actuelle d'Alger se distinguent en premier lieu selon un axe Nord-sud, au centre de la ville, qui regroupe une population généralement modeste et forme les plus fortes concentrations de maisons communes, de cités de recasement, de HLM et d'habitat illicite dense. Par ailleurs, plus on s'éloigne du centre sur cet axe, plus le niveau d'équipement baisse, en revanche la qualité du bâti s'améliore. En second lieu, la périphérie qui se présente généralement sous forme d'un tissu pavillonnaire et de ZHUN, dont le niveau d'équipement reste faible, est scindée par cet axe en deux espaces sociaux distincts. A l'Ouest, où l'habitat (pavillonnaire ou ZHUN) est huppé, réside une population constituée de couches moyennes supérieures. En revanche, à l'Est le tissu relativement plus dense, comprend des couches moyennes inférieures.

En troisième lieu, le centre d'Alger, dont le niveau d'équipement reste le plus élevé, est dans l'ensemble hétérogène socialement. Son parc, produit pour l'essentiel pendant la colonisation, reflète par sa vétusté ou au contraire son entretien les caractéristiques sociales de ses habitants. La Casbah et Oued-Koreiche forment une entité isolée dans le centre d'Alger du fait de caractéristiques spatiales et sociales paupérisées semblables à celles de l'axe Nord-sud.

La superposition de la structure physique de la ville et le schéma de distribution des groupes sociaux a été à la base de la sélection des onze unités typo-morphologiques du tissu spatial algérois, support de notre examen des conditions d'appropriation. L'analyse des pratiques d'appropriation fait apparaître que des édifices aux propriétés spatiales différentes donnent lieu à des modalités d'appropriation semblables, et inversement, des pratiques divergentes peuvent prendre effet dans un même type architectural. Nous aboutissons ainsi à une nouvelle taxinomie, cette fois des processus de mise en conformité par les habitants des propriétés physiques d'un lieu avec leur habitus. Nous passons ainsi d'une typologie de onze modèles architecturaux à une taxinomie de huit modes d'habiter.

Au cours des processus d'actualisation de l'habitus, le génie et les compétences des habitants, particulièrement remarquables, sont fonction précisément de l'ampleur du décalage entre propriétés spatiales de leur demeure et leurs modèles socioculturels. Force est de constater que le trajet de la mise en conformité de l'espace physique avec l'habitus est d'autant plus long et semé d'obstacles qu'il concerne

des catégories sociales modestes. En d'autres termes, c'est souvent ces catégories sociales qui développent les plus remarquables modalités de mise en conformité des lieux avec leur habitus, notamment les formes de gestion de la pénurie d'espace et de protection des intimités multiples. En revanche, les groupes sociaux aisés qui ne sont pas obligés de composer avec un espace qui leur est imposé, dépassent les obstacles apparus dans les processus d'actualisation de l'habitus en faisant plus jouer leurs moyens que leur ingéniosité, ainsi, lorsque la maison devient trop petite, on en construit simplement une autre, plus grande.

L'habitat non réglementé soit généralement considéré comme un terrain propice à l'analyse des pratiques d'appropriation car on s'appuie sur le postulat de la liberté offerte par cette forme d'habitat. Il est vrai que l'habitat illicite, conçu par les habitants eux-mêmes sans aucune médiation, permet dans une certaine mesure la réalisation d'espaces conformes à leur habitus. Cependant, là encore, cette liberté apparaît relative à la nature des groupes sociaux en raison de leurs moyens d'expression et du poids du marché foncier et immobilier qui rétrécissent inévitablement la marge d'initiative. Si les pratiques d'appropriation reflètent les spécificités des groupes sociaux, elles permettent aussi de situer où ils en sont dans leur mobilité sociale. En fait, ce travail saisit ce processus au temps présent et en donne la photographie actuelle. A l'origine de son processus d'urbanisation, la population de l'exode rural sur Alger n'a pas d'autres possibilités de logement que la maison commune. Cet habitat vécu comme dégradant est d'emblée considérée par les habitants comme une étape transitoire dans leur itinéraire résidentiel qu'ils cherchent désespérément à faire coïncider avec leur ascension sociale. Leurs pratiques d'appropriation s'inscrivent dans le temporaire et vont jusqu'à dégrader leur habitat pour justifier leur relogement, comme c'est le cas dans la Casbah.

Si les habitants de la Casbah et ceux des autres maisons communes du parc immobilier vétuste peuvent espérer obtenir un logement en HLM et de ce fait valoriser dans une certaine mesure leur image sociale, les résidents des HLM et des cités de recasement, par contre, sont actuellement dans une situation bloquée. Leur itinéraire résidentiel est stoppé et leur mobilité sociale est suspendue, voire en déclin. Les compétences des habitants des HLM et des cités de recasement ont épuisé toutes les possibilités que peut offrir leur habitat pour protéger les intimités et vivre décemment. Dans les cités de recasement, les

processus de densification et d'appropriation de l'espace public ont atteint un seuil de dégradation et de dévalorisation très élevé. De même, dans les HLM, toutes les combinaisons de division et de translation effectuées par les habitants pour tenter de gérer la pénurie d'espace ont atteint leur limites. Ces groupes sociaux se retrouvent alors piégés dans une situation sociale précaire dont les issues apparaissent aujourd'hui bloquées. Face à l'adversité, la population de ces quartiers tente de préserver, tant bien que mal, certaines sociabilités de type communautaire bien que celles-ci soient inéluctablement menacées par l'aspiration des couples à se désolidariser financièrement de la famille élargie et à échapper à l'état du quartier. Les pratiques de dédoublement et de desserrement de l'espace habitable du HLM ne concernent que les groupes sociaux qui ont eu la chance de procéder à leur ascension sociale par le truchement de la formation des enfants et des débouchés professionnels qu'elle leur offre. Le reste des familles s'enlise dans une situation sociale où le nombre de personnes qui travaillent diminue considérablement face à une progression effarante des personnes à charge (chômeurs, femmes au foyer, personnes âgées et enfants en bas âge). Inversement, les pratiques d'appropriation des habitants du reste du parc immobilier d'Alger font apparaître une trajectoire sociale dont la logique est vraisemblablement ascensionnelle. Effectivement, les nouveaux modes de sociabilité, les pratiques de distinction sociale et les stratégies familiales, notamment celles qui consistent à accumuler un capital familial, mettent en évidence une sorte d'acharnement de la part des couches moyennes à se hisser dans l'échelle sociale et à signifier par la médiation de l'habitat leur statut social. En revanche, la bourgeoisie se place au-dessus de la mêlée et cherche à se démarquer des pratiques de ceux qu'elle qualifie de parvenus. Les stratégies des groupes sociaux pour rester dans cette logique ascendante et l'affirmer se déploient d'abord au sein de la famille, même si celle-ci intègre un processus inverse qui est celui de l'autonomie des couples. Une des stratégies familiales la plus remarquable est celle qui consiste à organiser dans l'habitat un espace d'accumulation du capital familial. Cette pratique, en tant que biais par lequel s'effectue l'ascension sociale, est devenue un modèle dominant. Même dans les cités de recasement, les habitants ouvrent des échoppes d'alimentation, là où l'espace public le permet. Une correspondance pourrait être établie

entre le type d'activité initiée par les habitants d'un quartier et leur niveau social.

Les modes de sociabilité dans les quartiers récemment constitués se caractérisent par d'âpres luttes autour de l'appropriation de l'espace, un repli sur soi, une ségrégation vis-à-vis des intrus sociaux et une forte volonté d'appartenance à des groupes sociaux à forte urbanité. Ces modes de sociabilité vont parfois jusqu'à se matérialiser dans l'espace par la privatisation d'une impasse desservant un ensemble de villas ceint par une clôture. Paradoxalement, ces modes de sociabilité intègrent aussi les efforts collectifs de valorisation de l'image du quartier par l'intermédiaire du mouvement associatif, même si les notabilités locales restent, à travers les réseaux informels, les véritables interlocuteurs du pouvoir.

Lorsque l'écart devient trop important entre la situation sociale de l'habitant et le quartier, il se déplace alors, vers une fraction du parc immobilier qui correspond mieux à ses spécificités. Les flux et mouvements de la population dans la ville apparaissent différentiels selon le milieu social et reflètent, à bien des égards, la politique de peuplement. Les couches moyennes, contrairement aux catégories sociales des maisons communes, des cités de recasement et des HLM, semblent plus libres dans leur mobilité résidentielle qui plus est constitue une véritable quête d'un mieux-être. Dans ce cas de figure, l'itinéraire résidentiel coïncide souvent avec une mobilité sociale ascendante.

L'opération de restitution des correspondances entre typologie architecturale et modalités d'appropriation, qui constitue l'étape conclusive de ce travail, permet d'aboutir aux résultats les plus importants de cette recherche. Elle fait apparaître les caractéristiques des nouveaux types d'habitat ou des lieux typiques partiels, qui forment les modèles dominants actuels et l'idéal-type de larges couches de la population. Les pratiques d'appropriation font apparaître, d'un côté, des types d'habitat en voie de disparition et de l'autre, l'émergence de nouvelles formes d'habitat. Ainsi, l'habitat conçu avec des matériaux de récupération, du type bidonville, laisse progressivement la place à l'habitat en dur. Par ailleurs, le caractère transitoire et extrêmement contraignant de la maison commune, condamne cette forme d'habitat proche du modèle traditionnel. Par contre, d'autres formes d'habitat émergent, en particulier l'immeuble familial avec l'activité génératrice de ressources intégrée. Notons que

première fois qu'il est posé à l'ensemble de la société en termes aussi clairs. Rebroussements, discontinuités, bifurcations, retournements marqueront sans doute la trajectoire qui permettra à l'Algérie d'accéder enfin au rang des sociétés modernes. Il n'existe pas de "voie royale" pour réaliser cet idéal.

En guise de conclusion, disons qu'à travers cette recherche nous essayons de jouer, comme Michel MARIE le rôle de passeur entre les professionnels de l'urbanisme et les sciences sociales car les pratiques d'appropriation et les significations qu'elles supposent restent un "champ aveugle" pour les concepteurs. Au cours de sa carrière, Michel MARIE a cherché à être passeur entre professionnels de l'urbanisme et les sciences sociales, entre anthropologues et les sociologues, entre l'aménagement et le ménagement (Paris, 1989, p. 201). Cette médiation nous paraît être fondamentale pour comprendre et travailler sur l'urbain.

cette pratique qui consiste à articuler une activité économique à l'espace domestique est quasi générale dans l'habitat de type individuel. Dans les représentations de la population, la supériorité de l'habitat pavillonnaire est fortement soulignée, notamment parce qu'il offre indéniablement de larges possibilités aux pratiques d'appropriation. A ce sujet, Jean-Pierre FREY souligne que cet habitat

"[...] emporte l'adhésion des masses par la possibilité qu'il offre de reconstituer une intégrité, limitée mais réelle, de l'existence au-delà ou par-dessus les contradictions de la vie quotidienne. [Il ajoute qu'on comprend bien [...] cet attachement, même de la part des ouvriers, à la possession d'une maison et de son coin de terre qui offrent, en même temps qu'un ancrage territorial, un point de référence dans une vision égocentrique d'un monde où l'être se conçoit difficilement sans avoir." (Ed. de la STU, Paris, 1990, p. 114)

Il faut relever le statut de compromis transitionnel conféré à la maison familiale ou de cohabitation inter-générationnelle où l'espace du couple est tout de même individualisé. Les solidarités qu'implique cette forme d'habitat permettent soit au couple de thésauriser pour acquérir son propre logement, soit à la famille de se constituer les moyens pour édifier l'immeuble familial.

A travers l'émergence de nouveaux types d'habitat, se manifeste également la recherche de modèles qui témoignent d'une forme d'urbanité ou d'une intégration urbaine plus importante. Les nouvelles pratiques qui apparaissent, également à l'échelle urbaine, traduisent une pensée collective basée sur une réinterprétation active des règles de la planification professionnelle. Elles donnent lieu à de nouvelles normes urbaines dont l'objectif est d'écarter tout risque de marginalisation et d'œuvrer à une véritable intégration, même si celle-ci reste différentielle. Les normes trouvent leur traduction à la fois dans les traits réguliers et facilement repérables de l'espace urbain produit, notamment l'emprise des voies de desserte et la qualité des espaces publics, et à la fois, dans les modes d'articulation de l'espace domestique avec le domaine urbain, dont l'expression la plus manifeste reste l'extraversion de l'habitat. L'ambition des groupes sociaux à une urbanisation toujours plus importante reflète le niveau atteint par les processus de socialisation urbaine. A ce sujet, la référence fréquente au *nidam* (ordre) de l'espace urbain occidental, dans le discours des gens, recouvre aussi leur revendication à la modernité.

La mise en pratique des représentations de l'espace, traduite par les phénomènes d'appropriation, en même temps qu'elle exprime des mutations au sein des modèles socioculturels, ouvre le champ à la compréhension des transformations en cours dans la société algérienne. Parmi ces mutations, apparaissent dans de larges milieux la nucléarisation des ménages et l'émergence du couple comme entité économiquement et socialement autonome. Cette nouvelle position du couple octroi à la femme du couple un statut nouveau au sein de la famille qui s'écarte sensiblement du modèle traditionnel et déplace son activité du lieu domestique à l'espace urbain. Même s'ils restent pluriels, les modèles socioculturels ne se distinguent plus selon deux pôles antagoniques car les mutations en cours se présentent comme une sorte de lame de fond qui affecte l'ensemble du corps social.

La dynamique socioculturelle actuelle en même temps qu'elle induit la disparition du caractère aliénant de la communauté sur l'individu et son émergence met en place de nouvelles sociabilités qui sont à la base des formes d'organisation du type associatif. Si la raison d'être de ces nouvelles formes d'organisation se trouve dans la revalorisation de l'image du quartier et son intégration à la ville, elle est aussi et surtout, dans une conscience naissante de la citoyenneté et de son rôle dans l'espace public. Il n'en reste pas moins que ces émergences multiples subissent le contrecoup d'un contrôle social sévère, qui forme une sorte de chape de plomb sur l'ensemble du corps social et le pousse à fonctionner dans une ambivalence entre ce qui est montré et ce qui reste caché. Cette situation exprime pertinemment la dualité de l'enjeu de société actuel en Algérie.

Au regard de la crise dramatique que traverse l'Algérie, pour qui l'enjeu de société se trouve précisément dans la dualité modernité/archaïsme, la réflexion autour des transformations qui affectent la société débouche sur un hiatus considérable. Nous avons d'un côté, une société qui possède la matérialité et les attributs formels de la modernité avec une population dont l'aspiration profonde est d'en acquérir le système de valeur sans que ce dernier soit conscientisé en tant que tel; de l'autre côté se trouve le phénomène de l'intégrisme et le type de société auquel il renvoie. A notre sens, cet hiatus exprime la cristallisation des contradictions qui ont toujours traversé la société algérienne depuis l'indépendance et l'ont amenée à osciller et à hésiter en permanence entre modernité et archaïsme. Aujourd'hui, bien que cet enjeu de société prenne la forme d'une crise dramatique, c'est la

BIBLIOGRAPHIE

1. Sociologie

- AUGE (Marc), *Le Sens des autres*, éd. Fayard, 1994.
- BAUDRILLARD (Jean), LIPOVETSKY (Gilles), PERROT (Michèle), PETILLON (Pierre-Yves), PETITDEMANGE Guy, ROMAN (Joël), THIBAUD (Paul), TOURAINE (Alain), VIDAL-NAQUET (Pierre), *Citoyenneté et urbanité*, Paris, Ed. Esprit, Série Société, 1991.
- BOURDIEU (Pierre), *La Distinction, critique sociale du jugement*, coll. Le sens commun, Paris, éd. de minuit, 1979.
- BOURDIEU (Pierre), *Le Sens pratique*, coll. Le sens commun, Paris, éd. de minuit, 1980.
- HALBWACHS (Maurice), *Classes sociales et morphologie*, Paris, Coll. Le sens commun, éd. de Minuit, 1972.
- HALBWACHS (Maurice), *Morphologie sociale*, Paris, Coll. UZ n° 116, Armand Colin, 1970.
- LATOUCHE (Serge), *L'Occidentalisation du monde (Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire)*, Paris, Ed. la découverte, Coll. Agalma, 1989.
- RAYMOND (Henri), *Une Méthode de dépouillement et d'analyse de contenus appliquée aux entretiens non directifs*, Institut de Sociologie Urbaine, 1968.
- DREYFUS (Jacques), *La Société du confort, quel enjeu, quelles illusions ?*, Paris, Harmattan, 1990.
- DUVIGNAUD (J.), *Anomie et mutations, sociologie des mutations*, éd. G. Balandier, Anthropos, Paris, 1971.
- DUVIGNAUD (Jean), *Sociologie de la connaissance*, Paris, Bib. Scientifique, Payot, 1979.
- MARX (Karl), *Contribution à la critique de l'économie politique, Editions sociales*, Paris, 1977.
- PASSERON (J.C.), *Biographies, flux, itinéraires, trajectoires*, in *Revue Française de Sociologie*, tome XXXI, I, 1990, pp. 3-22.
- O.R.S.T.O.M., *L'Approche biographique. Processus d'insertion urbaine*, in *pratiques sociales et travail en milieu urbain*, ORSTOM, les cahiers n° 14-1991.

2. Type, typologie de l'habitat et morphologie urbaine

- AYMONINO (carlo), *Le Città capitali del XIX secolo, Parigi e Vienna*, Officina Edizioni éd.
- BOURDIEU (Pierre), *Classement, déclassement, reclassement*. In *Actes de la recherche en sciences sociales*, Paris, n°24, novembre 78, pp. 2-22.
- CASTEX (Jean), CELESTE (Patrick), PANERAI (Philippe), *Lecture d'une ville : Versailles*, Paris, Ed. du Moniteur, 1980.
- CHOAY (Françoise), *La Règle et le modèle*, Paris, Seuil, 1980.
- CROIZE (Jean-Claude), FREY (Jean-Pierre) et PINON (Pierre), *Recherches sur la typologie et les types architecturaux*, actes de la table ronde internationale au centre de recherche sur l'habitat, éd. Harmattan, 1991
- DE QUINCY (Quatremère), *Dictionnaire historique de l'architecture*, Paris, 1832.

- DAGOGNET (F.), *Une épistémologie de l'espace concret*, Paris, Vrin, 1984.
- DEVILLERS (Christian), *Typologie de l'habitat et morphologie urbaine, Architecture d'aujourd'hui*, n°174, juillet-août 1974.
- DE MAISONSEUL (Jean), *Relations espace/temps : ou redécouverte de l'échelle humaine chez Roland Simounet, Techniques et Architecture*, n°329, février-mars 1980.
- LYNCH (Kewin), *L'Image de cité*, Dunod, Paris, 1981.
- LEDROUT (Raymond), *La Forme et le sens dans la société*, Paris, Lib. des Méridiens, 1984.
- MALFROY (S.), *L'Approche morphologique de la ville et du territoire*, Zurich, Ecole Polytechnique Fédérale de Zurich, 1986, Mult.
- OECHSLIN (Werner), *Per una ripressa della discussione tipologica*, in casabella, n° 59 (510, I terreni della tipologia, 1985.
- PANNERAI (Philippe), *Typologies, Cahiers de la recherche architecturale*, n°4, *Mémoire de la ville*, décembre 1979.
- PINSON (Daniel), *Du Logement pour tous aux maisons en tous genres*, L.E.R.S.C.O.-C.N.R.S., Nantes, 1987, 2 vol.
- PANNERAI (Philippe), *Typologie*. In : *Cahiers de la recherche architecturale*, n°4, déc. 1979, Paris, pp. 3-20.
- PANNERAI (Philippe), CASTEX (Jean) et DEPAULE (Jean-Claude), *Formes urbaines : de l'ilot à la barre*, Paris, Dunod, 1977.
- PANNERAI (Philippe), "Typologies", in : *Les Cahiers de la recherche architecturale*, n°5, 1979.
- RAYMOND (Henri), *Commuter et transmuter : la sémiologie de l'architecture*, in : *Communication*, n°27, 1977, pp. 103-111.
- RAYMOND (Henri), *L'Architecture, les aventures spatiales de la raison*, Paris, C.C.L/Centre George Pompidou, 1984.
- REICHLIN (Bruno), *Tipo et tradizione del Moderno*, in : Casabella, n°509-510, 1985.
- ROSSI (Aldo), *L'Architecture de la ville*, Paris, l'Esquerre, 1978 (Milan, 1981)
- RONCAYOLO (M.), *La Città : storia e problemi della dimensione urbana*, Turin, Giulio Einaudi Editore, 1988.
- ZEVI (Bruno), *Apprendre à voir l'architecture*, Paris, Coll. Les cahiers forces vives, Ed. de Minuit.

3. Habitus, habiter et appropriation

- BACHELARD (George), *la Poétique de l'espace*, éd. Quadrige/PUF, 1981, première édition 1957.
- BORDREUIL (S) et OSTROWETSKY (S), *Pour une réévaluation de la puissance sociale des dispositifs spatiaux*, in *Espaces et société*, n° 28-29, 1979.
- BOURDIEU (Pierre), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, éd. Droz, Genève, 1972.
- BOURDIEU (Pierre), *Habitus, code et codification, Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 64, Paris, 1986, pp. 40-44.
- CHERMAYEFF (Serge) et ALEXANDER (Christopher), *Intimité et vie communautaire. Vers un nouvel humanisme architectural*, éd. Dunod, collection, Aspects de l'urbanisme, Paris 1972.

DAVALLAN (Jean), actes du colloque, *Espace et représentation*, Albi du 20 septembre au 24 juillet 1981, les éditions de la Villette, collection, Penser l'espace, 1982.

DEPAULE (Jean-Charles), "Espaces habités de l'Orient arabe", in *Les Cahiers de la Recherche Architecturale* n°20-21, 3ème et 4ème trimestre 1987, pp. 8-21.

ELEB (Monique), DEBARRE-BLANCHARD (Anne), *Architectures de la vie privée. Maisons et mentalités. 1620-1880*, Bruxelles, Archives de l'Architecture Moderne, 1989.

ELEB (Monique), DEBARRE-BLANCHARD (Anne), Actes du colloque : *La Maison, espaces et intimités*, Paris, Ecole d'Architecture Paris-Villemin, 1985, Coll. In Extension⁹.

FRANK (Didier), *Heidegger et le problème de l'espace*, Coll. Arguments, Paris, Ed. de Minuit, 1986.

HANNA (Nelly), *Habiter au Caire - la maison moyenne et ses habitants au XVII^e et XVIII^e siècles*, Institut Français D'Archéologie Orientale du Caire, 1991.

HAUMONT (Nicole), *Les Pratiques d'appropriation du logement*, actes de la conférence de Strasbourg, appropriation de l'espace, éd. scientifique P. Korosec-Serfaty, 1976.

HAUMONT (Nicole), SEGAUD (Marion), *Familles, modes de vie et habitat*. (actes du colloque international d'Arc et Senans, 17-19 septembre 1987), Paris, L'Harmattan, 1989.

JOUY (R), " Demeure et/ou habitat ", in : Corps écrit, 1984, n°9, pp.15-23.

NAVEZ-BOUCHANINE (Françoise), *Habitat, modèles socioculturels et appropriation de l'espace*, thèse de doctorat d'Etat en sociologie, Université Mohamed V, Rabat, 1991, 383 pages.

NAVEZ-BOUCHANINE (Françoise), *Modèles d'habiter, appropriation de l'espace et transformations sociales*, CILOG, Paris-La Défense, juillet 1990.

PAPOPORT (Amos), *Pour une anthropologie de la maison*, Paris, Dunod, 1972.

PAUL-LEVY (F.) et SEGAUD (M.), *Anthropologie de l'espace*, Paris, C.C.I., 1983.

PINSON (Daniel), *Modèles d'habitat et contretypes domestiques au Maroc*, Fascicule de recherches n°23, URBAMA, Tours, 1992.

RAYMOND (Henri), *Quelques aspects pratiques de l'appropriation de l'espace*, actes de la conférence de Strasbourg, *Appropriation de l'espace*, éd. scientifique P. Korosec et Serfaty, 1976.

4. Urbanistique et pratiques urbaines.

ARMAND (M.), *Images satellitaires et planification des villes du tiers Monde*, in *Mondes en développement*, T.14,n°56, 1986.

BENSLIMANE (Moncef), *Conception et usage du logement public à Tunis (Le cas de la cité Ibn Khaldoun*, in *Architecture & Comportement*, numéro spécial *Modèles d'habiter au Maghreb*, volume 10, n° 3, 1994, pp. 231-244.

BONVALET (Catherine), *La famille et le marché du logement : Une logique cachée*, in *Jeux de familles*, coord. de M. Segalen, Presses du C.N.R.S., 1991, pp. 57-77.

CASTELLS (Manuel), *La Question urbaine*, éd. Maspéro, 1972.

CHALINE (Claude), *La Dynamique urbaine*, Paris, PUF, 1980

CHALINE (Claude), *Les Villes nouvelles dans le monde*, Coll. Que sais-je ? n°2231, Paris, PUF, 1985

- CHALINE (Claude), *Urbanisme et développement-Evaluation de quatre schémas directeurs métropolitains, Ankara, Le Caire, Rabat, Tunis*, Sedes 1989
- CHALINE (Claude), *Les Villes du monde arabe*, Masson-coll. géographie, 1990.
- CHOAY (Françoise), *Urbanisme, mythes et réalités. Une anthologie*, éd. du Seuil, Paris, 1965.
- COING (Henri), *Rénovation urbaine et changement social*, Editions ouvrières, Paris, 1976.
- DELARUE (Jean-Marie), *Politique de la ville et "consensus", Chronique logement et politiques urbaines*, in *Economie et Humanisme*, n°333, juin 1995, pp. 78-82.
- FREY (Jean-Pierre), *La ville industrielle et ses urbanités. La distinction ouvriers/employés. Le Creusot 1870-1930*, éd. Pierre Mardaga, Bruxelles, 1986.
- FREY (Jean-Pierre), *Regards sur le lotissement*, séminaire de la délégation à la recherche et à l'innovation, éd. du service technique de l'urbanisme, Paris 1990.
- FREY (Jean-Pierre), *Types d'habitat et espace urbanistique*, in coll. Habitat urbain, I.U.P.-A.C.C.T., 1986.
- FATHY (Hassan), *Construire avec le peuple*, éd. Jérôme Martineau, 1970.
- FATHY (Hassan), *Architecte du peuple*, in *Le Monde*, 4 janvier 1981.
- GAUDIN (Jean-Pierre), *Technopolis, Crises urbaines et innovations municipales*, Paris PUF, 1989.
- GAUDIN (Jean-Pierre), *Les Nouvelles politiques urbaines*, Paris, PUF, 1993, Que-sais-je.
- HOUEVILLE (Louis), *Pour une civilisation de l'habitat*, éd. Economie et humanisme. Les éditions ouvrières, Paris, 1969.
- LACAZE (Jean-Paul), *Les Méthodes de l'urbanisme*, Coll. Que sais-je ? n°2524, Paris, PUF, 1990.
- LE CORBUSIER, (JEANNERET Charles-Edouard), *La Charte d'Athènes*, Paris, Coll. Point n°25, Ed. de Minuit, 1957.
- LE CORBUSIER, (JEANNERET Charles-Edouard), *Vers une architecture*, Paris, Coll. l'Esprit nouveau, Vincent, Fréal et Cie, 1966.
- LEUENBERGER (Karoline) & PLANCHEREL (Jean-Marie), *Les Modèles d'habiter de l'habitant à l'architecte, comment communiquer ? Une expérience à Salé, Maroc*, in *Architecture & Comportement*, numéro spécial : Modèles d'habiter au Maghreb, volume 10, n° 3, 1994, pp. 231-344.
- MALLET-STEVENSON (Rob), *Architecte*, Ed. des Archives de l'Architecture Moderne, Bruxelles, 1990.
- NAVEZ-BOUCHANINE (Françoise), *Logique des concepteurs et compétence des habitants*, in *Architecture & Comportement*, numéro spécial : modèles d'habiter au Maghreb, volume 10, n°3, pp. 231-344, 1994.
- NAVEZ-BOUCHANINE (Françoise), *Que faire des modèles d'habiter ?*, in *Architecture & Comportement*, volume 10, n° 3, 1994, pp. 231-344.
- PAQUOT (Thierry), *Homo Urbanus (Essai sur l'urbanisation et les mœurs)*, Paris, Ed. du Félin, 1990.
- PARDAIHE-GALABRUN (Annick), *La naissance de l'intime : 3000 foyers parisiens, XVIIe-XVIIIe siècles*, Paris, PUF, 1988.
- PINSON (Daniel), *Des Banlieues et des villes*, Les éditions ouvrières, 1992.
- REMY (Jean), VOYE (Liliane), *La Ville : vers une nouvelle définition*, Paris, Harmattan, Coll. Villes et entreprises, 1992.

PINON (Pierre), *Lire et composer l'espace public*, Ministère de l'équipement du logement et des transports, D.A.-S.T.U, Paris-la Défense, 1991.

QUERE (Louis), *Agir dans l'espace public*, Raisons pratiques, n°1, Paris, Editions de l'EHESS, 1990.

WACQUANT (Loïc), *Désordre dans la ville*, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°99, septembre 1993, pp. 79.

5. Espace et politique

ABOUGHANI (Abdelghani), *Maroc, le poids des notables*, in *Etudes Foncières*, n°38, 1988, pp. 31-34.

BASTIE (J.) et DEZERT (B.), *L'Espace urbain*, Paris, Masson, 1991.

BOURDIEU (Pierre) et CHRISTIN (Rosine), *La Construction du marché. Le champ administratif et la production de la politique du logement*, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°81-82, 1990, pp. 65-85.

LEFEBVRE (Henri), *La révolution urbaine*, éd. Gallimard, Paris, 1970.

LEFEBVRE (Henri), *La production de l'espace*, éd. Anthropos, Paris, 1974.

LEFEBVRE (Henri), *Du rural à l'urbain, espace et société*, n°2, 1971.

LEFEBVRE (Henri), *Le retour de la dialectique*, éditions sociales, Paris, 1986.

LEFEBVRE (Henri), *Le Droit à la ville*, Coll. Société et Urbanisme, Paris, éd. Anthropos, tome 1, 1968 ; tome 2, *Espace et politique*, 1972.

LAUZU Claude, "Crises urbaines, crise de l'Etat, mouvements sociaux", in *Etat, ville et mouvement sociaux au Maghreb et au Moyen-Orient*, Actes du colloque CNRS-ESRC Mai 1986, Ed. Harmattan, 1989, pp.23-41.

MASSIAH (Gustave), TRIBILLON (Jean-François), *Villes en développement, Essai sur les politiques urbaines dans le tiers-monde*, Paris, La Découverte.

METRAL (J.) et MUTIN (G.), *Politiques Urbaines dans le Monde arabe*, table ronde, tenue à Lyon du 17 au 20 novembre 1982, C.N.R.S., 1985.

MOLLET (Albert), *Droit de cité : à la rencontre des habitants des banlieues délaissées*, Paris, Harmattan, 1986.

NACIRI (Mohamed), *La Crise urbaine. Politiques urbaine et politique de l'habitat au Maroc : incertitudes d'une stratégie*, in *Etude sur le monde arabe*, n° 1, Lyon 1984

NACIRI (Mohamed), *L'Aménagement des villes peut-il contenir leurs soubresauts ?* in *Etat, ville et mouvements sociaux au Maghreb et au Moyen-Orient*, actes du colloque CNRS-ESRC, Paris, mai 1986, éd. l'Harmattan, 1989, pp. 237-248.

RAGON (Michel), *L'Architecte, le prince et la démocratie*, éd. Albin Michel, Paris, 1977.

RAYMOND (Henri), Antoine et Nicole Haumont, *La Politique du pavillonnaire*, éd. ISU, CRU, 1966.

RAYMOND (Henri), *Le Droit à la ville*, polycopié de DEA de l'IUP, Architecture, urbanistique et société, FREY Jean-Pierre, 1991.

6. Habitat spontané

CHABI (Morched), *Etat, politiques et habitat spontané. Le cas de Tunis 1960-1980*, in *Etat, ville et mouvements sociaux au Maghreb et au Moyen-Orient*, Actes du colloque CNRS-ESRC, mai 1986.

CLEMENTI (Alberto) et PEREGO (F.), *La Métropole spontanée, caso di Roma*, éd. Dedalo, 1983.

CLEMENTI (Alberto), *Italie : de l'illégalité à l'amnistie*, in *Etudes Foncières*, n°40, septembre 1988, pp. 48-52.

COQUERY-VIDROVITCH (Catherine), NEDELEC (Serge), *Tiers-Monde : l'informel en question ?*, Paris, Ed. Harmattan, 1991.

DEBOULET (Agnès), *Vers un urbanisme d'émanation populaire. Compétences et réalisations des citoyens, l'exemple du Caire*, thèse de doctorat, soutenue en janvier 1994.

LE BRIS (Emile), "Crise urbaine et effets urbains de la crise : Le cas de l'Afrique noire", in *Espaces et Société*, n°65, 1991, pp. 61-81.

LELART (Michel), *La Tontine, pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement*, Paris, Ed. AUPELF-UREF, John Libbey Eurotext, 1990.

LESPEDES (Jean-Louis) (textes réunis par...), Actes du colloque International de Nouakchott, 8-11 décembre 1988, "Les Pratiques juridiques, économiques et sociales informelles", Paris, PUF, Coll. Université d'Orléans, 1991.

LUBELL (Harold), *Le Secteur informel dans les années 80 et 90*, Paris, OCDE, 1991.

NACIRI (Mohamed) et AMEUR Mohamed, *L'Urbanisation clandestine au Maroc : un champ d'action pour les classes moyennes*, in *Revue du Tiers-Monde*

NACIRI (Mohamed), *Les Formes d'habitat sous-intégrées, essai méthodologique*, éd. Hérodote, 1980.

NAVEZ-BOUCHANINE (Françoise), *Place des populations dans les interventions de restructurations et de réhabilitation des quartiers spontanés au Maroc*, in *Politiques et pratiques urbaines dans les pays en voie de développement*, édité par N. Haumont et A. Marie, Harmattan, 1987.

ROCHEFORT Michel (sous la direction de), "Le logement des pauvres dans les grandes villes du tiers-monde", *Tiers-monde*, numéro thématique, octobre-décembre 1988.

ALGERIE.

1. Histoire, économie et société.

BADUEL (Pierre Robert) (sous la direction de), "L'Algérie incertaine", in *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, Edisud, 1993

BENACHENHOU (Abderezak), *L'Expérience algérienne de planification et de développement 1962-1982*, Office des Publications Universitaires, 1983.

BELGUIDOUM (Said), *De l'anomie à l'islamisme : exacerbation des tensions sociales en Algérie*, in *Avis de Recherche*, IRM SUD, n°37, novembre 1994.

BERQUE (Jacques), *Maghreb, histoire et société*, SNED, Paris, DUCULOT, 1974.

BOUKHOBZA (Mohamed), interview in *El Watan* du 6 et 7 mars, 1992.

BOURDIEU (Pierre), SAYAD (Abdelmalek), *Le Déracinement. La Crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, éd. de Minuit, 1964.

GUETTA (Maurice), *Urbanisation et structures familiales en Algérie (1948-1987)*, in *Revue Française de Sociologie*, janvier-mars 1991, XXXII-1, éd. CNRS, pp. 577-597.

HADJ ALI (Smail), *L'Islamisme dans la ville*, in *Avis de Recherche*, IRM SUD, n° 37, novembre 1994, pp. 10-12.

HADJ ALI (Youssef), *Le Terrorisme intégriste*, in *Avis de Recherche*, IRM SUD, n°37, novembre 1994, pp. 12-17.

KADDACHE (Mourad), *Modernité et tradition, éléments de réflexion sur la crise identitaire*, in HTM, revue d'architecture et d'urbanisme, n°1, octobre 1993, pp. 25-32.

LACHEREF (Mostéfa), *L'Algérie : nation et Société*, Maspéro, Paris, 1965.

LACOSTE (Y.), NOUSCHI (A.), PRENANT (A.), *L'Algérie, passé, et présent*, Paris, Editions Sociales, 1980.

MALEK (Rédha), *Tradition et révolution*, Bouchène, Alger, 1991.

MAROUF (Nadir), *La Relation ville-campagne, dans la théorie et la pratique*, Office de Publications Universitaire, Alger, 1981.

MAROUF (Nadir), *Terroirs et villages algériens*, Office des Publications Universitaires, Alger, 1981.

SAADI (Nouredine), *La femme et la Loi en Algérie*, Editions le Fennec, UNU-WIDER, 1991.

STORA (Benjamin), *Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance*, éd. La découverte, Paris, 1994.

2. Habitat et appropriation.

BENATIA (Farouk), *Alger, agrégat ou cité. L'intégration citadine de 1919 à 1979*, SNED, Alger, 1980.

BELGUIDOUM (Said), MILLET (D.N.), *Détournements et retournements des modèles urbains et architecturaux à Sétif*, in *Politiques et pratiques urbaines dans les PVD*, tome 2, Harmattan, villes et entreprises, Paris, 1987.

BELGUIDOUM (Said), *Mobilité résidentielles et stratégies sociales dans les petits centres sétifiens (Algérie)*, in *Changement économique, social et culturel et modifications des champs migratoires internes dans le monde arabe*, Rapport de recherche URBAMA avec CEDEJ et MIGRINTER, 1992

BOUBEKEUR (Sid), *L'Habitat en Algérie, stratégies et logiques industrielles*, Office des Publications Universitaires, Alger, 1986.

GUERROUDJ (Zineb), *Pratique des nouveaux logements par les habitants des bidonvilles d'Alger*, in *Politiques et Pratiques urbaines dans les pays en voie de Développement*, Harmattan, Villes et entreprises, Paris, 1987, tome 2.

RAVEREAU (André), *La Casbah d'Alger, et le site créa la ville*, éd. Sindbad, la bibliothèque arabe, Paris, 1989.

SEMMOUD (Nora), *Pratiques urbaines et stratégies spatiales des groupes sociaux dans l'Est d'Alger*, in *Architecture & Comportement*, numéro spécial, Modèles d'habiter au Maghreb, volume 10, n°3, 1994, pp. 231-344.

SIDI BOUMEDIENE (Rachid), *Changement des formés et pérennité des stratégies dans l'architecture familiale en Algérie*, in *Architecture & Comportement*, numéro spécial : Modèles d'habiter au Maghreb, volume 10, n° 3, 1994, pp. 231-344.

3. Urbanistique.

BISSON (J.), et l'équipe URBAMA, *L'Urbanisation régionale du Maghreb*, Bulletin de l'Association de géographie Français, sous la direction de RENI (N.), C.N.R.S., 1985.

BRULE (J.C.), *La politique des réserves foncières en Algérie*, colloque, IRMAM, (Politiques urbaines dans le monde arabe), Aix en Provence, 1984.

COTE (Marc), *L'Algérie ou l'espace retourné*, Paris, Flammarion, 1988.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

	Pages
Les sites d'habitat illicites étudiés	35
Photos de l'habitat individuel dense, Chérarba	50
Photo de l'habitat individuel à standing moyen	52
Photos des nouveaux lotissements	53
Photos de la Casbah	57
Djenan El Hassan	59
Photo des cités recasement du Plan de Constantine	60
Photos des grands ensembles du Plan de Constantine	62
Photos des résidences du mouvement moderne	64
Photos des immeubles haussmanniens du centre ville	65
Photos des logements sociaux réalisés après l'indépendance	67
Photos : ensembles, standing moy., réalisés après l'indépendance	68
Typologie architecturale de l'habitat à Alger	70
La morphologie sociale d'Alger	80
Cas 1, Chérarba	133
Cas 2, Chérarba	136
Cas 3, Chérarba	137
Cas 4, Chérarba	138
Cas 5, Chérarba	140
Baraki	142
Réghaia	144
Kouba	157
Birkhadem (Mézouar, partie 3)	160
Hydra	162
Cas 1, Draria	164
Cas 2, Draria	166
Dély Brahim	168
Birkhadem (cas 1, Mézouar, partie 2)	170
Birkhadem (cas 2, Mézouar, partie 2)	172
El Mouradia	180
Bordj El Kiffan	182
Beaulieu	184
Télemly	186
Casbah, cas 1, haute Casbah	192
Casbah, cas 2, basse Casbah	194
Chérarba	196
Dessolier	200
La Montagne	202
Ben Omar	210
Hussein Dey	213
Climat de France	215
Badjarah	217
La Concorde	219

DELUZ (Jean-Jacques), *Aperçu critique sur l'architecture et l'urbanisme à Alger*, publication de l'Ecole Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme, 1979.

DESCLOITRES (Robert), REVERDY (Jean-Claude), DESCLOITRES (Claudine), *L'Algérie de bidonville*, Paris, éd. Mouton et CO., La Haye, Ecole Pratique de Hautes Etudes, Paris, 1961.

DJAOUT (Tahar), *L'Homme invisible*, in *Habitat, tradition et modernité*, Algérie 90 ou l'architecture en attente, n°1, octobre 1993. éd. ARCCO, pp. 81-96.

GUERROUDJ (Toufik), *Instrumentés et procédures d'urbanisme en Algérie*, séminaire international de Kleve (G.B.), mai 1985.

IDER (Houria), Alger, *Les Réserves foncières à la dérive*, Etude foncière, n° 28, 1985.

KATEB (Malika), *Dynamique urbaine et instruments d'urbanisme*, Cahiers de l'Aménagement, publication de l'Unité de Recherche en Aménagement Territorial, n°9, janvier-mars 1989.

MARIE (Michel), *Les Terres et les mots*, Ed. Méridiens Klincksieck, Paris, 1989.

PRENANT (André), *La Mutation en cours des modes de croissance urbaine en Algérie*, Hérodote, n°17, pp. 119-159, 1980.

PLAN DE CONSTANTINE, 1959-1963, Rapport général, Alger, Délégation générale, 1960.

PLAN D'URBANISME DIRECTEUR D'Alger, CNERU, Ministère de l'Urbanisme de la Construction et de l'Habitat, 1983.

SGROÏ DUFRESNE (Maria), *La Politique urbaine à Alger. Continuité et Rupture. Une métropole coloniale devenue capitale d'un Etat souverain*, thèse de 3ème cycle, Paris I, 1983.

YOUNSI (Farid), *Termes et processus d'urbanisation de la périphérie algéroise*, Cahiers de l'Aménagement, publication de l'Unité de Recherche en Aménagement du Territoire, n°8, octobre-décembre 1988.

4. Habitat spontané.

DELUZ-LABRUYERE (Joëlle), *Planification urbaine et quartiers spontanés, un exemple d'intervention à Blida-Algérie*, in *Politiques et pratiques urbaines dans les pays en voie de développement*, édité par N. HAUMONT et A. MARIE, Harmattan, 1987, pp. 264-281.

DEBBIH (A.), *Constructions illicites, comment régulariser ? Algérie Actualité*, n°1118, 19 et 25 mars, 1987.

GHANEM (Malika), *L'Evolution de deux quartiers "illicites" à Constantine (Algérie)*, in *Politiques et pratiques urbaines dans les pays en voie de développement*, édité par N. Haumont et A. Marie, Harmattan, 1987.

HAFIANE (Abderrahim), *Les Défis de l'urbanisme, l'exemple de l'habitat illégal à Constantine*, Alger, O.P.U., 1989.

KASSAB (Tsouria), *Critères et instruments d'intervention par la maîtrise de l'habitat spontané*, mémoire de magister, soutenu à l'Ecole Polytechnique et d'Urbanisme.

Diar El Mahcoul	221
Fougereau	223
Bab El Oued	226
Didouche Mourad	228
L'Algérie	230
Aéro-habitat	232
Lafayette, Tèle'mly	233
La Marine	234
El Biar	235
Copemad, cas 1	236
Copemad, cas 2	237
Les Palmiers	238

ANNEXES

Annexe 1 : Caractéristiques sociales des cas étudiés.

Cas 1, Chérarba

Père, 57 ans, niveau primaire, ouvrier dans une usine d'emballage métallique. Originaire de Bédjaia (Kabylie). Il a vécu en France quelques années, ensuite s'est installé à Alger. Mère, 50 ans, au foyer, analphabète. Fils aîné, technicien en électro-radar, militaire. Sa femme est inactive, niveau primaire. Le couple a deux enfants en bas âge, non scolarisés. Les quatre autres fils sont respectivement, directeur technico-commercial, technicien en électronique, mètreur-vérificateur et étudiant. Les deux filles, de niveau scolaire secondaire, sont respectivement couturière et coiffeuse à la maison. La famille résidait dans une maison commune au centre d'Alger, ensuite dans une villa en location, avant de s'installer en 1981 à Chérarba.

Cas 2, Chérarba

Père, 61 ans, niveau scolaire primaire, originaire d'Akbou (Kabylie), ébéniste dans une entreprise publique avant d'être à la retraite. Mère, au foyer, analphabète. Quatre filles aînées, dont deux sont mariées et installées en dehors du domicile familial. Les autres sont respectivement médecin dans un CHU et étudiante en comptabilité. Quatre garçons, lycéens dont deux repassent leur bac. En 1959, le couple était logé chez les beaux-parents, ensuite il achète un logement dans la cité de recasement de la Montagne et s'installe en 1975 à Chérarba dans une villa autoconstruite.

Cas 4, Chérarba

Père, 52 ans, niveau scolaire secondaire, originaire de Béné Outilane (Kabylie), chauffeur de taxi. Mère, au foyer, niveau scolaire primaire. Quatre filles aînées, toutes mariées et installées hors du domicile familial. Trois jeunes garçons scolarisés entre le collège et le lycée. La famille qui a vécu 40 années en France s'installe à Chérarba en 1988.

Cas 5, Chérarba

Père, 52 ans, niveau scolaire primaire, originaire de Djidjel, maçon dans une entreprise privée. Mère, au foyer, analphabète. Cinq filles, l'aînée est couturière à la maison et les autres sont en formation ou lycéennes. Quatre garçons scolarisés entre le primaire et le secondaire. Le père arrivé à Alger en 1956, s'est installé après son mariage dans une maison commune à Hussein Dey jusqu'en 1977, date à laquelle la famille a emménagé à Chérarba.

Cas 6, Chérarba

Père, 54 ans, niveau scolaire primaire, originaire de Bédjaia, (Kabylie), sondeur dans une entreprise pétrolière au sud. Mère, au foyer, analphabète. Le fils aîné, plombier, doit bientôt se marier. Le nouveau ménage prévoit de s'installer dans le domicile familial. Trois garçons sont scolarisés dans le secondaire. Deux filles aînées sont mariées et installées hors du domicile familial. Les trois cadettes ont arrêté leur scolarité avant le lycée et font de la couture et de la coiffure à domicile. Avant de s'installer en 1976 à Chérarba, la famille résidait dans une maison commune du quartier La Glacière (El Harrach).

Réghaia

Père, 55 ans, niveau scolaire secondaire, originaire de Djidjel, conducteur de travaux dans le BTP. Mère, au foyer, analphabète. Deux fils, dont l'un est sur le point de se marier. Le premier est dans le paramédical, le second est étudiant en informatique. Deux filles sont secrétaires, l'une au palais de justice, l'autre dans une école pour sourds-muets. La dernière est étudiante. La famille, depuis son arrivée à Alger, résidait, dans le quartier du Hamma. Au moment de rénovation du quartier, la famille bénéficie d'un appartement à Baraki et d'un lot de terrain à bâtir à Réghaia.

Baraki

Père, 57 ans, niveau scolaire primaire, originaire d'Azazga (Kabylie), mandataire dans le commerce de fruits et légumes. Mère, au foyer, analphabète. Les deux fils aînés sont installés en ménage dans la maison familiale. L'un est technicien supérieur et l'autre travaille avec le père. Les autres fils célibataires sont respectivement étudiant et aide du père. Les deux filles sont technicienne et étudiante en sciences-économiques. En 1959 la famille s'est installée à la Casbah, un an plus tard elle occupe une maison commune et se déplace en 1962 vers la cité de recasement de Baraki. En 1988, elle emménage dans l'immeuble familial et laisse le plus jeune ménage dans la cité de recasement.

Kouba

Père, 48 ans, avocat, originaire de Mostaganem, issu d'une famille de propriétaires terriens. Mère, 38 ans, originaire d'Alger, enseignante universitaire, issue d'une famille de fonctionnaires. Trois fillettes scolarisées entre le primaire et le secondaire. Le couple a résidé pendant 5 années dans l'immeuble familial des parents, mitoyen à leur villa avant de s'y installer en 1985.

Mézouar. (Birkhadem)

Père, 59 ans, originaire du sud, chimiste-parfumeur. Mère, seconde épouse, analphabète, au foyer. Le couple et deux adolescentes non scolarisées vivent dans un des appartements de l'immeuble familial. Dans le second, la famille est constituée du fils aîné, économiste gestionnaire de la parfumerie, son épouse, au foyer, analphabète, de 2 enfants en bas âge et du frère cadet qui a arrêté sa scolarité en terminale pour travailler dans l'entreprise paternelle. A son arrivée à Alger, dans les années 50, la famille s'est installée à la Casbah, ensuite dans un appartement à El Biar, ensuite à El Madania avant de résider à Mézouar. Trois des enfants, étudiants, résident encore à El Madania car ils sont plus proches de l'université.

Hydra

Père, 48 ans, originaire d'Annaba, professeur chef de service dans un CHU. Mère, 42 ans, originaire de Nédroma, sage-femme convertie aux affaires. Elle gère une pâtisserie attenante à la villa. Deux enfants, une fille et un garçon, scolarisés au collège et au lycée. Muté à Alger en 1972, le père a installé sa famille dans une résidence privée à Bab el Oued, avant de construire une 1^{ère} villa à Hydra qui a été louée et l'immeuble familial actuel.

Draria, cas 1

La famille ayant refusé le principe de l'interview, les informations que nous donnons se basent sur nos observations. Père, la soixantaine, entrepreneur dans le bâtiment. Mère, gestionnaire de l'entreprise familial. Les 2 enfants et leur ménage sont installés chacun dans un logement de l'immeuble familial. Une domestique réside avec la famille.

Draria, cas 2

La famille ayant refusé le principe de l'interview, les informations que nous donnons se basent sur nos observations. Le père et la mère, la soixantaine, gèrent une entreprise de cosmétique, organisée au sein de l'habitat. Le fils est installé en ménage dans l'immeuble familial.

Dely-Brahim

La famille ayant refusé le principe de l'interview, les informations que nous donnons se basent sur nos observations. Le père, la cinquantaine, est cadre dans une entreprise publique. La mère gère une salle de gymnastique publique implantée au sein de la villa. Les quatre enfants sont étudiants.

Mézouar, cas 1

Père, 40 ans, originaire de Tizi-Ouzou (Kabylie), comptable converti en artisan plâtrier. L'activité est intégrée à l'habitat. Mère, au foyer, niveau scolaire secondaire, originaire d'Alger. Trois enfants scolarisés dans le secondaire. La famille résidait dans un logement de fonction à la place des Martyrs jusqu'en 1978, où elle s'installe à Mézouar dans un terrain acheté à la famille.

Mézouar, cas 2

Le père, originaire de Tizi-Ouzou, technicien supérieur en bâtiment, est aujourd'hui ébéniste. La mère, au foyer, niveau scolaire secondaire. Deux enfants en bas âge, dont un nourrisson. Le père, durant son célibat, résidait chez sa grand-mère à Kouba (64-79), en 1979, il s'installe avec son épouse dans la villa construite à Mézouar. Le lot est partagé avec le frère qui occupe la maison mitoyenne.

Mouradia

Père, 49 ans, originaire de Bougâa (Kabylie), cadre dans une entreprise publique. Mère, au foyer, niveau scolaire primaire, originaire d'Alger. Deux garçons étudiants et deux filles au lycée. Depuis 1959, la maison appartenait aux grands-parents qui la cédèrent à leur fils en 1969, au moment où il s'est marié.

Bordj El Kiffan

Père, 62 ans, originaire de Kabylie, comptable et commerçant à la retraite. Un employé s'occupe du magasin. Mère, 58 ans, originaire de Kabylie. Un fils aîné étudiant, souvent absent de la maison, une fille étudiante et 4 enfants mariés et installés hors du domicile familial. Les parents résidaient dans le quartier en 1958, au moment où il était à majorité européenne. Ils ont été informés de la vacance de la villa par les grands-parents qui résidaient déjà dans le quartier.

Beaulieu

Père, 52 ans, origine kabyle cadre dans une entreprise publique. Mère, 49 ans, originaire de Kabylie, médecin du secteur public. Deux filles étudiantes et un jeune lycéen. La famille, qui résidait dans un studio au centre d'Alger, s'installa dans la villa en 1955. C'est la grand-mère, installée dans le quartier depuis sa création, qui informa son fils de la vente de la villa.

Télemly

Père, 54 ans, originaire de Tlemcen, cadre supérieur de l'Etat. Mère, psychologue, originaire d'Alger. Deux enfants, au lycée, une fille et un garçon. La famille s'installa dans la villa cédée par l'Etat, en 1962, après avoir habité la maison familiale à El Madania.

La Casbah, cas 1

La grand-mère, au foyer, originaire du quartier. Deux petits-fils, étudiants, résident avec la grand-mère. En 1930, les parents résidaient à Bab-Azzoun (basse Casbah), ensuite le père achète la maison actuelle (haute Casbah) et construit une villa à Médéa (lieu d'origine) où s'est installée toute la famille, excepté les deux fils. Le rez-de-chaussée est entièrement loué à plusieurs familles, composées en moyenne de six personnes. Les chefs de famille, ouvriers ou employés, ont à leur charge de nombreux chômeurs.

La Casbah, cas 2

La pièce au rez-de-chaussée est occupée par le père, 66 ans, originaire de Médéa, gardien, par la mère, au foyer, analphabète, par le fils aîné, ouvrier du bâtiment, sa femme et ses quatre jeunes enfants, par deux jeunes filles qui ont arrêté leur scolarité au primaire et par trois garçons, exclus du lycée à la recherche d'un emploi. Arrivée à Alger, en 1968, la famille résidait dans un bidonville jusqu'en 1972.

La pièce du premier niveau est partagée par les membres d'une autre famille, le père, 61 ans, employé, la mère, analphabète, au foyer, trois jeunes filles, niveau scolaire secondaire, sans emploi et quatre garçons, exclus du système scolaire, à la recherche d'emploi. Le fils aîné qui a réussi à loger son jeune ménage dans un autre quartier contribue toujours au revenu familial. Arrivée à Alger en 1963, la famille habitait une maison commune à Belcourt, plus exiguë et plus vétuste qu'à la Casbah où l'installation date de 1976.

Chérarba, cas 4

Deux pièces (10, 11 sur la fiche) sont occupées par le père, 37ans, originaire de Bédjaïa, ouvrier dans une entreprise publique, par la mère, analphabète, au foyer et par quatre enfants scolarisés dans le secondaire dont deux sont issus d'un premier mariage. La famille résidait dans un bidonville.

Trois pièces (1,5,6 sur la fiche) sont occupées par le père, 42 ans, originaire de Tizi Ouzou, gardien, par la mère, au foyer, analphabète, par les grands-parents et par quatre enfants scolarisés dans le secondaire. La famille résidait à la Casbah.

Trois pièces (2,5,8 sur la fiche) sont habitées par le père, 32ans, originaire de Médéa, chauffeur, par la mère, au foyer, analphabète et par quatre enfants scolarisés au

primaire. Le couple cohabitait auparavant avec sa famille dans un même appartement.

Dessolier

Le père, 68 ans, originaire de Sétif, ouvrier dans une usine de carrelage, aujourd'hui à la retraite mais gardien dans la même entreprise. La mère, 59 ans, originaire de Sétif, femme de ménage à la mairie aujourd'hui à la retraite. Le fils aîné, 28 ans mètreur-vérificateur dans une entreprise publique, est installé en ménage dans le domicile familial. Trois autres fils s'apprêtent chacun à se marier, l'un, 23 ans, est garde forestier, le second, 25 ans, sondeur, le troisième, 26 ans, commercial au chômage, photographe occasionnel des mariages et comptable au noir, et le dernier fils est handicapé moteur. Les filles de la famille sont toutes mariées et installées hors du domicile familial. Arrivée à Alger en 1954, la famille s'est installée dans une maison commune à El Harrach ensuite elle bénéficie d'un logement dans la cité de recasement en 1959.

La Montagne

Le père décédé, c'est le fils aîné, 35 ans, originaire de Batna, commerçant, marié deux enfants, qui a charge de la famille. Deux autres frères contribuent à la cagnotte familiale, un ouvrier du BTP et un ébéniste (30 et 32 ans). Cinq adolescents, exclus du système scolaire sont chômeurs. (12, 14, 16, 17, 19 ans). L'un des fils 21 ans est étudiant. La mère, la bru et la fille sont au foyer.

Ben Omar

Père, martyr, mère, 62 ans, originaire de Drâa El Mizan (Kabylie), lingère dans un lycée aujourd'hui à la retraite. C'est elle qui assure les fonctions de chef de famille. Les deux fils aînés sont installés avec leur ménage respectif dans le domicile familial. L'un, 42 ans, quatre enfants est ouvrier du BTP, l'autre, 34 ans, deux enfants est mécanicien. La fille, 30 ans, technicienne en bâtiment, réside avec la mère. L'aînée, mariée est installée chez la belle-famille. La mère, épouse de martyr maquisard a fui les persécutions de l'armée française dans sa région d'origine pour se réfugier à Alger, en 1957, chez des parents. Elle squatte en 1962 un appartement à El Biar, ensuite la villa de Ben Omar.

Hussein-Dey

Père, 53ans, origine kabyle, chauffeur et vulcanisateur dans une entreprise publique de transport. Mère, origine kabyle, au foyer, analphabète. L'aînée, 29 ans, est prof. au lycée, sa sœur jumelle est cadre technique dans une entreprise publique. Le fils, 27 ans, est cadre à l'institut pédagogique national. Le cadet, 25 ans est technicien supérieur en maintenance. Le troisième, niveau terminal, est chômeur. Les quatre derniers garçons sont scolarisés entre le primaire et le secondaire. Le couple, installé en 1962 dans la cité de recasement de Djenan El Mabrouk, occupe en 63 la villa libérée par des européens. Actuellement le père met en œuvre avec ces enfants la démolition de la villa actuelle pour construire l'immeuble familial.

Climat de France

Le père, 67ans, employé aujourd'hui à la retraite. La mère, au foyer. Le fils aîné, employé des PTT, joue aujourd'hui le rôle de chef de famille. Outre ses parents, il a en charge son épouse, au foyer, ses quatre enfants en bas âge, sa sœur cadette qui

fait du tricot et de la couture pour préparer son trousseau et les deux jeunes frères, 22 et 17 ans, chômeurs. La famille originaire d'Orléanville, habitait dans un bidonville en 1958 avant de bénéficier d'un logement dans la cité en 1962.

Badjarah

Deux sœurs, divorcées, habitent ensemble avec leurs enfants respectifs. L'appartement appartenait à la mère, décédée, qui l'avait acquis en tant que sinistrée de la Casbah en 1979. La famille, originaire de Mostaganem est arrivée à Alger en 1946, le père était traducteur. Après le décès de la mère, les conflits entre les deux sœurs se sont exacerbés, au point où elles ont divisé les espaces. La première secrétaire dans une administration a deux enfants, un fils employé dans une administration et une fille en formation dans le secrétariat, son ex. mari est greffier. La seconde, secrétaire médicale dans un cabinet privé, a une fille étudiante en médecine et son ex. mari est agriculteur.

La Concorde

De 1955 à 1970, l'appartement appartenait à la grand-mère, qui recueille sa fille et ses enfants après un veuvage. La grand-mère a obtenu le logement dans une opération de débidonvillisation. Originaire de Bougâa, elle est arrivée à Alger en 1960. Après le décès de la grand-mère, la mère qui vit d'une pension, propose au frère célibataire de cohabiter avec elle. Le frère se marie fait des enfants et les conflits éclatent provoquant la division des espaces. Aujourd'hui, le logement est occupé par le frère mécanicien, son épouse au foyer, leurs quatre garçons, exclus du système scolaire, employés dans le garage paternel (l'un d'eux est mongolien), leurs deux filles, l'une au foyer, l'autre est monitrice de jardin d'enfant et par la sœur, au foyer, ses trois filles, agent d'administration, secrétaire et couturière et ses trois garçons, chômeurs.

Diar El Mahcoul

Le père, 65 ans, originaire d'Ighil Ali (Kabylie), fonctionnaire des PTT à la retraite. La mère, au foyer, analphabète, originaire d'Ighil Ali. Les deux fils aînés, respectivement médecin et enseignant à l'université, installés hors du domicile familial, contribuent aux ressources familiales. Deux filles, l'une au foyer, l'autre secrétaire médicale résident dans la maison familiale. Les autres filles sont mariées et installées ailleurs. Deux garçons, exclus du système scolaire, font du trabendo. Le père a acquis le logement en 1955 grâce à une opération d'accès à la propriété organisée par les PTT. Dix personnes occupaient alors le logement. Le père en 1960, utilise un héritage pour acheter à un collègue européen le logement mitoyen et dédouble ainsi le logement familial.

Fougeraux

Le père, 65ans, originaire de Kabylie, contrôleur des impôts à la retraite, a obtenu le logement grâce à une opération sociale initiée par les services des impôts en 1962. Aujourd'hui le père est installé avec son épouse dans une villa qu'il a construite dans son bled d'origine et le logement est occupé par le fils cadet, 32ans, commerçant, son épouse et ses deux enfants (lycéen de 17 ans, et un petit de 4 ans) et par les deux sœurs (27 et 22 ans) agent d'administration et étudiante. Les autres membres de la famille sont mariés et installés ailleurs. Le père est arrivé à Alger en 1945, il résidait

à la Casbah, ensuite dans une maison commune à El Madania avant d'occuper le logement de Fougères.

Bab El Oued

La grand-mère a acheté en 1962 le pas de porte à un Algérien qui l'avait squatté après le départ des occupants européens mais ne pouvait pas payer le loyer. Elle y réside actuellement avec sa fille, cardiologue dans un CHU (36 ans) et sa petite fille, étudiante de 20ans dont le père est fonctionnaire. La famille élargie, originaire d'Alger était installée à la Casbah, en 1962, ensuite la grand-mère, le fils aîné et son ménage et une des sœurs célibataire, cohabitent dans l'appartement de Bab El Oued. Le père est installé aujourd'hui dans la villa de l'arrière grand-mère aux Tagarins (El Biar).

Boulevard Didouche Mourad

Devenu chef de famille après le décès du père, le fils a acheté le logement à un ami européen en 1965 où il a installé sa mère et ses trois jeunes frères, étudiants (26, 23 et 30 ans). Il a ensuite construit dans sa ville d'origine Ouargla pour son propre ménage où il gère son entreprise industrielle. Il s'installe occasionnellement à Alger pour ses affaires.

L'Algérie

L'appartement a fourni par le ministère des affaires étrangères, le père étant diplomate. Il est de ce fait utilisé occasionnellement par la famille, souvent obligée de s'installer à l'étranger. Le logement est occupé par le père, diplomate, 55 ans, la mère, 52ans, de niveau universitaire mais sans emploi, deux enfants, étudiants en médecine et en sciences commerciales. Ces derniers s'apprêtent à s'installer définitivement à l'étranger. Le père, originaire de Nédroma et la mère française sont installés à Alger depuis 1962. Ils appartenaient aux réseaux de résistance à l'occupation française, étant étudiants.

L'Aéro-habitat

Le père, 52 ans, originaire de Tlemcen, propriétaire d'un atelier de sérigraphie, a acquis le logement lorsqu'il était chef de service dans une importante entreprise d'Etat. La mère, 49 ans, originaire du Maroc, secrétaire de direction aujourd'hui à la maison. Le fils aîné qui poursuit des études en Russie, vient seulement pendant la période des vacances. Le cadet est prof de sport au lycée, le troisième est installé en France et la dernière est étudiante. Le couple avant 1962, résidait au Maroc.

Télemly

Le père, 49 ans, originaire de Khenchela, cadre à Air-Algérie. La mère, 43 ans, originaire de Ain Beïda, niveau scolaire secondaire, au foyer. Trois filles, étudiante, lycéenne, et collégienne. Le couple résidait à Constantine, en 1959 ensuite en France, pendant les études du père, de 1969 à 70. De retour à Alger, la famille réside 10 ans à El Biar, à la cité des fonctionnaires et s'installe en 1980 au Télemly, dans un logement attribué par l'entreprise du père. La famille a passé quatre années à Tunis, pour les fonctions du père (1980 à 1985).

GLOSSAIRE

COMEDOR : comité permanent d'études de développement et d'organisation de la capitale

ZHUN : zones d'habitat urbaines nouvelles, procédure similaire à la ZAC en France

DAIRA : sous-préfecture

APC : assemblée populaire communale

CNERU : centre national d'études et de recherche en urbanisme, organisme issu de la CADAT, caisse d'aménagement du territoire

Trabendo : terme désignant le marché noir et l'importation clandestine de marchandise. *Le trabendiste* étant celui qui pratique ce marché noir.

Maïda : table basse généralement ronde, installée au moment des repas ou collations

Bit, pluriel *byut* : pièce(s)

Bit ed-diaf : pièce des invités

Bit el kâad : séjour quotidien familial

Bit el ma : (littéralement pièce d'eau) désigne le WC

West-eddar : littéralement le centre de la maison, désigne la cour ou le patio, couverts ou non couverts. Appellation d'origine citadine

Skiffa : sorte de sas d'entrée, de vestibule

Haouch : appellation utilisée par la population d'origine rurale pour désigner la cour ou le patio

Djemâa : assemblée coutumière représentant les intérêts du quartier ou du village

Diar : maisons

Diar a'rab : maisons arabes

Bénian faïdawî : habitat illicite avec une connotation d'anarchie et de désordre

Batimat wakt frança : bâtiments de l'époque coloniale

Diar wakt frança : villas des lotissements coloniaux

Batimat djedad : bâtiments récents

Houma : quartier avec une forte connotation de forte sociabilité, de type communautaire.

Driba, z'nika : ruelle ou impasse dans le langage algérois

Derb ou zanka : rue dans le langage de la population d'autres régions du pays

Stah : terrasse

S'tiha : petite terrasse ou balcon

S'hin : dégagement ou couloir à l'intérieur de la maison

Dj'nina : jardin

Tahtaha : vide urbain, sans identité

trig : route

La Marine

Le père, 46 ans, originaire d'Alger, cadre dans une entreprise d'Etat. La mère, originaire d'Alger, niveau scolaire secondaire, au foyer. Deux enfants, un étudiant et un lycéen. La famille résidait dans un petit studio à Bab El Oued. Le père achète à un collègue de travail européen le pas de porte en 1960.

El Biar

Le père, 53 ans, originaire d'Alger, cadre supérieur dans une entreprise d'Etat. La mère au foyer, scolarisée jusqu'au secondaire, originaire d'Alger. Une fille, 28 ans, niveau scolaire secondaire, couturière à la maison. Une autre fille étudiante, 20 ans. Deux frères, sont installés hors de la maison familiale, l'un à l'étranger, l'autre dans une villa à El Biar. Le père résidait à la Casbah et la mère à Belcourt, avant le mariage. En 1962, le père a bénéficié, par le biais de son entreprise, du logement à El Biar.

COPEMAD, cas 1

Le père, 40 ans, originaire d'Ighil Ali, cadre au sein d'un ministère. La mère, 35 ans, originaire d'Ighil Ali, chirurgien-dentiste dans un dispensaire. Trois enfants, une fille et un garçon au collège et un nourrisson. Avant le mariage, le père résidait dans cet appartement attribué par le ministère, la mère habitait avec ses parents dans une villa à El Biar.

COPEMAD, cas 2

Le père 42 ans, originaire de Tiaret, gère une entreprise d'import-export. La mère, 39 ans, originaire d'Alger, enseignante à l'université. Cinq enfants, scolarisés entre le primaire et le secondaire. Le chef de famille, venu à Alger pour ses études, a été aidé par le père pour acheter le pas de porte de ce logement, en 1979.

Les Palmiers

Le père, 42 ans, originaire de Kabylie, enseignant à l'institut de gestion et de planification. La mère 39 ans, originaire de Kabylie, enseignante dans le primaire. Trois enfants, l'aîné étudiant, le cadet lycéen et la dernière élève du primaire. A leur mariage les parents se sont installés avec la grand-mère au quartier du 1er mai, dans un logement de deux pièces. En 1984, la mère obtient ce logement de fonction. Actuellement la famille édifie une villa à Draria.

TABLE DES MATIERES

	PAGES
Préface	5
Introduction	9
I. PRODUCTION DE L'ESPACE ET CONTEXTE DE CRISE	19
A. Eléments d'appréciation du contexte algérien.	21
B. Stratégies et contre stratégies : le cas de l'habitat illicite	29
1. L'habitat illicite, un produit de la politique urbaine des années 70	29
2. Habitat de groupes sociaux divers	34
3. Un marché foncier parallèle dynamique	37
4. Le sens de la régularisation	38
II. STRUCTURE SPATIALE ET MORPHOLOGIE SOCIALE D'ALGER	
A. Caractères du bâti et du tissu urbain	45
1. Typologie architecturale, critères de définition	45
2. L'habitat individuel dense	49
3. L'habitat individuel à standing moyen	51
4. Les nouveaux lotissements	53
5. Les lotissements de l'époque coloniale	55
6. L'habitat de la Casbah	56
7. Les cités de recasement du Plan de Constantine	58
8. Les grands ensembles du Plan de Constantine	60
9. Les résidences du mouvement moderne	63
10. Les immeubles haussmanniens	65
11. Les logements sociaux réalisés après l'indépendance	66
12. Les ensembles de standing moyen de la période post-indépendante	68
B. Structure de la distribution des groupes sociaux	71
1. Ségrégations ethniques en 1954	73
2. Redistribution de la population après l'indépendance	74
3. Evolution de la structure sociale depuis le recensement de 1987	76
III. TYPES D'HABITAT ET MODELES SOCIO-CULTURELS EMERGEANTS	81
A. Engendrement de nouveaux types d'habitat	83
1. L'immeuble familial	86
2. Articulation de l'activité et de l'habitat	89
3. Les types en voie de disparition	91
4. Extraversion de l'habitat ou urbanité des types architecturaux	93

a) Itinéraires sociaux divers	215
b) De la division au dédoublement de l'espace habitable	219
5. Un espace insuffisant aux investissements familiaux	226
a) Des groupes sociaux aisés	226
b) Le projet imparable de la villa	228
Conclusion	240
Bibliographie	249
Liste des illustrations	257
Annexes	259
Glossaire	267

5. L'organisation du quartier et la voiture	94
B. Habité et transformations sociales	97
1. Mobilités résidentielles et itinéraires sociaux	102
2. L'entité familiale, lieu des transformations les plus importantes	105
3. Urbanité, émergence de l'individu et citoyenneté	111
4. Décalage entre le corps social et l'individu	117
5. Le poids des couches moyennes	119
6. L'enjeu de la modernité	120
IV. MISE EN PRATIQUE DES REPRESENTATIONS DE L'ESPACE	123
A. Types d'habitat ou adéquation entre dispositions spatiales et modes d'appropriation	131
1. Mobilités sociales et habitat	131
a). Stratégies familiales	132
b). Itinéraire résidentiel pour un mieux être	135
c). Modalités d'installation	141
d). Rejet du quartier	145
e). Appropriation de l'espace habitable	150
f). Evolution sociale et spatiale	155
2. Accumulation et distinction sociale	156
a). Groupes sociaux bénéficiaires et conditions d'installation	158
b). Lutttes pour l'appropriation du quartier	165
c). L'espace d'accumulation du capital familial	169
d). Les pratiques de distinction sociale	171
3. Embellissement et mise en valeur des espaces	179
a) L'image valorisante du quartier	181
b) La reappropriation de l'espace habitable	183
B. Les modes de réappropriation de l'habitat	189
1. La maison commune ou l'origine du processus d'urbanisation	191
a). Forte volonté de mobilité	194
b). Appropriation temporaire	198
2. Densification et dégradation des cités du Plan de Constantine	200
a) Des quartiers populaires	202
b) Les processus de densification du quartier	204
c) Une sociabilité importante	207
d) Les modalités de gestion de la pénurie d'espace	209
3. Les processus d'adaptation aux besoins	210
a) Les modalités d'accès au logement	210
b) Transformation ou substitution du type d'habitat	212
4. L'espace non extensible du HLM	215

Les stratégies d'appropriation de l'espace à Alger

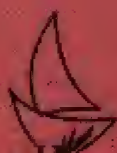
Pour être pertinent, l'acte de projection de l'architecte ou de l'urbaniste ne peut se soustraire de comprendre les mécanismes sociaux à l'origine des décalages entre une politique urbaine ou de l'habitat et la réalité objective.

C'est dans cette optique que s'inscrit cet ouvrage sur les stratégies mises en jeu autour de l'habitat à Alger. L'auteur montre comment les modalités d'appropriation des habitants en relations avec les dispositions spatiales de leur logement dessinent de nouveaux types d'habitat, édifians sur leur distance avec la conception initiale ou la norme.

Dans la discrétion de l'habiter des familles, émergent les nouveaux modèles socioculturels empreints d'une forte aspiration à la modernité. Ainsi, le contrôle social féroce du fanatisme islamique a poussé le corps social à fonctionner selon ce qui peut être montré et ce qui doit être caché et, c'est précisément là que se jouent les transformations en cours de la société algérienne.

Nora SEMMOUD, architecte de l'école d'architecture d'Alger et docteur en urbanisme de l'IUP de Paris XII, est actuellement maître de conférence à l'Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand.

Au cours de sa carrière, en Algérie et ces dernières années en France, elle a toujours mené de front son activité d'urbaniste et celle d'enseignante-chercheuse.



L'Harmattan



9 782747 509565

ISBN : 2-7475-0956-7

Histoire et Perspectives Méditerranéennes